



## "Les trajectoires de sortie de la rue des jeunes à Lubumbashi (RDC)"

Lupitshi Wa Numbi, Norbert

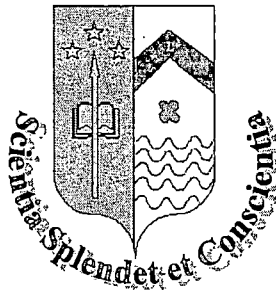
Document type : *Thèse (Dissertation)*

---

### Référence bibliographique

Lupitshi Wa Numbi, Norbert. *Les trajectoires de sortie de la rue des jeunes à Lubumbashi (RDC)*.  
Prom. : Lufunda, Kaumba

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO  
**UNIVERSITE DE LUBUMBASHI**  
 ECOLE DE CRIMINOLOGIE  
 B.P. 1825  
LUBUMBASHI



## LES TRAJECTOIRES DE SORTIE DE LA RUE DES JEUNES A LUBUMBASHI (RDC).

Promoteur:

**Pr KAUMBA LUFUNDA**

Co Promoteur:

**Pr Dan KAMINSKI (UCL)**

Comité d'encadrement :

**Pr MALEMBA N'SAKILA**

**Pr Christophe ADAM (ULB)**

*Thèse de doctorat présentée et  
 soutenue publiquement en vue de  
 l'obtention du grade de Docteur en  
 Criminologie.*

Par

**Ass. LUPITSHI WA NUMBI Norbert**

Licencié en Sociologie

Diplômé d'études approfondies en

Criminologie

**Lubumbashi, Novembre 2009**

## DEDICACE

A mes filles :

*Esther* Numbi wa Nkulu, *Gertie* Ngoy wa Mwamba, *Anna* Ngoy wa Lupitshi, *Rebecca* Monga wa Lupitshi, *Grâce* Masangu Nday et *Lumière* Lupitshi wa Numbi,

Partisan de la culture de travail et de sacrifice, je ne suis pas resté théorique : le jour comme la nuit, vous m'aviez vu lire et écrire des « choses », voyager et me retirer dans des lieux de travail. Un « livre » est enfin là.

Que la présence de ce « livre » dans votre maison vous invite toujours au travail.

Lupitshi Wa Numbi Norbert.

## REMERCIEMENTS

La concrétisation d'une thèse de doctorat est opération scabreuse, lourde à gérer seul. De personnes morales et physiques nous ont bénéfiquement apporté leur soutien multiforme. Nous trouvons logique de leur adresser un mot de remerciement.

Nous sommes très reconnaissant vis-à-vis de la CUD (la commission universitaire pour le développement) et de l'APEFE (Association pour la promotion de l'éducation et de la formation à l'étranger) pour leur appui financier qui nous été très favorable durant tout notre parcours de recherche pour le premier organisme cité et à la finalisation de nos travaux pour le second.

Concernant les personnes physiques, nous pensons respectivement :

- Au professeur Kaumba Lufunda, un des initiateurs de notre école de criminologie (Ecocrim) et notre promoteur de thèse. Un jour, à deux, dans votre ancien bureau rectoral de l'Université de Lubumbashi (Unilu), nous vous avons, cher professeur, avoué que vous étiez pour nous un véritable « papa bonheur ». Votre présence à la tête de l'Unilu a favorablement concouru à notre ascension professionnelle. Et la direction impeccable de cette thèse en est le couronnement. Nous vous exprimons toute notre gratitude ;

- Au professeur Dan Kaminski de l'Université catholique de Louvain, en votre double rôle d'enseignant à l'Ecocrim et de copromoteur de cette thèse, vous avez consciencieusement beaucoup fait pour nous aider à aller de l'avant. La disponibilité, la sollicitude, la rigueur dans le travail ou le souci d'un travail bien fait, la malléabilité de votre caractère, la tendresse du cœur, etc. sont, parmi bien d'autres, des qualités qui transpirent de votre personne. Votre encadrement est sans faille, nous vous en sommes infiniment reconnaissant ;



- Au professeur émérite Françoise Digneffe (Ucl), votre plurielle implication dans le projet dénommé PIC I (Projet Interuniversitaire ciblé), projet à la base de la création de cette première école officielle de criminologie en RDC, vient de connaître un franc succès : quatre thèses de doctorat sont produites dans l'échéance officielle de cinq ans. Durant cette échéance, vous n'avez rien ménagé (énergie, temps, sacrifices, privations, contacts, voyages, etc.) pour amener ledit projet à un dénouement heureux. Vous méritez un hommage le plus déférent ;

- Aux professeurs Malemba N'sakila (Université de Lubumbashi) et Christophe Adam (Université libre de Bruxelles), si votre accompagnement scientifique matérialisé par des critiques pointues, des conseils et des recommandations nous avait fait défaut, assurément cette thèse n'aurait pas eu le contenu et la forme qu'il présente ce jour. Nous vous exprimons toute notre gratitude ;

- Que les professeurs Philippe Mary (Ulb), Jacques Fierens (Faculté notre Dame de la paix de Namur/Belgique), Sara Liwerant (Paris Ouest Nanterre La Défense), Alice Jaspert (Ulb), Ngoy Nfyama (Unilu), Obotela Lingule Libosombo (Unilu), Kazadi Kimbu (Unilu), Bushabu Kwete (Unilu), Kifwabala (Unilu), Akele (Unikin), Mangoni (Unikin) et Kienge Kienge Raoul (Unikin) trouvent ici l'expression de notre révérente reconnaissance pour leur encadrement qui a fait de nous ce que nous sommes aujourd'hui ;

- A Boaz Kaumba, secrétaire académique de l'Ecocrim et Salomé Van Billoën, coopérante Apefe, pour leur fraternelle collaboration et pour leur soutien multiple ;

- A nos chers parents (feu papa Lupitshi Mulunda et Numbi Elediona notre mère), pour nous avoir ouvert les yeux aux prodiges de la terre et pour avoir assez régulièrement prononcé les paroles de bénédiction sur notre personne ;

- A maman Julie Monga wa Lupitshi, notre épouse, gros « bisou » pour beaucoup ;

- Au personnel administratif de l'Ecocrim : papa Lunfwa, Nkambo Maggy, ma fille Nseu, maman Makenga, maman Germaine et Serge le Secrétaire, pour leur amitié ;

- A Papa Kongolo Takala Emmanuel pour notre amitié ;

- Aux amis de l'école : collègues doctorants, diplômés DEA, licenciés et étudiants pour leur amitié et pour de nombreux échanges entretenus ;

**Aux uns et aux autres** (cités et non cités), nous disons « **Grand merci** ».

L'auteur

## INTRODUCTION GENERALE

La dissertation qui commence porte sur le phénomène des enfants dits « de la rue », phénomène que d'aucuns versent hâtivement et/ou abusivement dans le compte de la *délinquance juvénile*, notion qui relève du champ juridique. A voir le volume de la littérature y consacrée, on se rend vite compte qu'il s'agit, de toute évidence, d'une thématique qui sollicite beaucoup les milieux scientifiques, politiques et professionnels. Nous admettons avec Carra (2001, 9) que le phénomène des « jeunes en situation de rue » suscite dans bien des sociétés une profusion de discours, de mises en garde, de recommandations. Il occupe une place privilégiée dans le débat politique, les médias, les colloques, les discours ordinaires parce que « l'enfant » représente aujourd'hui, aux yeux des adultes, l'avenir de toute société. Aussi sa protection, son développement et son éducation deviennent-ils des enjeux majeurs de l'idéal de presque la totalité des Etats modernes.

Mais, d'ores et déjà, indiquons-le ici, nous faisons allusion à la *délinquance* ou aux théories de la délinquance, de façon analogique, sachant que la vie de la rue relève assurément d'une forme de vie déviante, une vie socialement problématique. La situation des jeunes vivant dans la rue fait véritablement problème car il n'est pas aisé d'admettre qu'en ce 21<sup>è</sup> siècle que des sujets immatures, censés vivre sous l'autorité, le contrôle et l'encadrement des adultes soient impitoyablement abandonnés dans la rue.

S'agissant de la République Démocratique du Congo (RDC) en général et de la ville de Lubumbashi en particulier, Malemba (2003, 10) indique, de manière quelque peu moralisante, que le phénomène *enfants de la rue* est « accablant parce qu'il émousse le soubassement même de la culture autochtone. Il appelle la curiosité non seulement des victimes et autres admirateurs de mauvais goût, mais aussi et surtout des philanthropes et des scientifiques ». Au fond, ce phénomène soulève la problématique fondamentale de ses caractéristiques, de sa forme et de ses implications. La rudesse de la vie menée dans la rue et le nombre d'impondérables qui l'accompagnent forgent

dans le chef de ces jeunes gens des habitudes comportementales *asociales* frisant le banditisme et la voyoucratie. Dans cet ordre des faits, certaines représentations sociales véhiculées voient en ces *jeunes* [de la rue] « une bombe à retardement », c'est-à-dire une bande de « délinquants » foncièrement nuisibles à eux-mêmes, à leurs proches et à leur société et ce, à divers plans (politique, économique, social, culturel, etc.). D'autres observateurs poussent leurs points de vue vers l'extrême en prédisant un avenir fatalement sombre pour tous les jeunes qui vivent dans la rue. Ils assimilent ainsi le « monde de la rue » au « gouffre sans issue heureuse ». On semble rattacher le sort subi par ces jeunes à une prédestination divine. A force de redondance, pareilles représentations trouvent une assise sociale et gagnent bon nombre d'adeptes dans les milieux populaire, officiel et même scientifique comme nous le montrons dans le premier chapitre de la première partie de ce travail.

Face à ces « suffocantes » allégations déterministes, la présente étude propose une autre lecture des faits considérant que « vivre dans la rue » ne relève ni de la prédestination divine ou naturelle ni de la fatalité ; cette situation est un « produit social ». Faugeron (1990, 455) estime que l'individu, unité d'observation et d'analyse, n'est pas à définir *a priori* par une activité délinquante, mais plutôt par son appartenance à un groupe caractérisé de façon empirique : une situation défavorisée, une classe d'âge, une position dans une institution, une militance ... ou encore la combinaison de ces différents critères. La présente étude montre que des *bifurcations* de plusieurs ordres sont possibles dans la vie des jeunes qui ont connu l'expérience de la rue. Au terme de la lecture de cette dissertation le lecteur trouvera qu'il est convenable et donc plus réaliste d'éviter d'apposer sur les « jeunes en situation de rue » des étiquettes déterministes et disqualifiantes.

En RDC, face à l'afflux de jeunes dans la rue, de nombreux acteurs-praticiens se lèvent et tentent vaillamment d'y faire face au moyen d'une ribambelle de dispositifs thérapeutiques. Le nombre d'organisations non gouvernementales, d'organismes nationaux et internationaux qui se mobilisent autour de ce phénomène est un probant indice révélateur de l'ampleur que celui-ci ne cesse de prendre sur l'ensemble du territoire congolais. Mais très

souvent, les différents stratagèmes curatifs développés sur le terrain manquent d'ancrage théorique solide. De Boeck (2004, 173) fait remarquer qu'en dépit du volume croissant des publications sur les « enfants marginalisés » en Afrique et en RDC, on ne sait en fait que très peu de choses sur eux. Wallant (1992, 5) trouve aussi que cette jeunesse en difficulté est mal connue car peu d'études véritablement fouillées lui sont consacrées. Les multiples projets d'aide dont elle fait l'objet se muent facilement en interventions d'urgence. A voir l'importance de la disparité qui existe entre les moyens matériels, humains et financiers qui sont mobilisés aux niveaux national et international pour combattre ladite *marginalité infantile* et le résultat de terrain, il y a de quoi se poser des questions. Au lieu de s'affaïsser et éventuellement disparaître, ce phénomène persiste et suit paradoxalement une tangente montante.

Kakudji (2006, 132) note que l'appui apporté par les ONG et agences internationales à leurs partenaires locaux [congolais] pour faire face à ce phénomène n'a conduit qu'à des résultats peu significatifs : le nombre d'enfants vivant dans la rue va toujours croissant. L'inexistence d'une stratégie nationale de réinsertion et l'absence d'une réponse concertée des organisations de terrain sont stigmatisées comme étant à l'origine des échecs enregistrés dans le cadre de la réinsertion des enfants. Le rapport préliminaire d'une étude pilote sur les risques et la vulnérabilité en RDC menée sous l'égide du Ministère des affaires sociales (2003, 48) indique que le nombre des enfants de la rue en RDC n'est pas bien maîtrisé. D'après ce rapport, « les estimations des ONG les plus crédibles donnent un chiffre variant entre 12 à 20.000 (cité par Unicef), 20 à 25.000 (selon l'ONG ORPER) pour la ville de Kinshasa. Le Ministère des Affaires sociales estimait cette population avant la guerre de 1998 à près de 40.000 personnes dans toute la RDC dont près de la moitié à Kinshasa dont 15 % des filles ». A Lubumbashi, notre cadre ethnographique, les enquêtes de l'Ocu menées sous la direction de Kaumba (2005,12) font état de 2.727 « enfants en situation de rue, à raison de 2.023 jeunes dans la rue et 704 jeunes de la rue.

Au chapitre des effectifs, nous trouvons effectivement que les chiffres avancés sont à relativiser ; ils varient d'une institution à une autre, d'une

recherche à une autre, d'une maison ou d'un centre d'encadrement à un(e) autre. Très souvent, certaines maisons d'accueil et/ou d'encadrement gonflent délibérément leurs effectifs pour des raisons inavouées. D'après Morelle (2008, 3) les études statistiques sont plus ou moins nombreuses ; elles sont souvent le fait d'ONG qui ont chacune sa méthode et surtout sa propre définition des « jeunes de la rue ». En conséquence, au cours d'une même année, deux rapports peuvent donner des estimations complètement différentes. Parazelli (2002, 37) pense que même si les estimations statistiques sur le nombre de jeunes de la rue étaient plus précises, elles seraient vouées à l'indétermination et à la fluctuation selon le point de vue adopté. Lefort qui intervient en postface à Combier (1994, 154) souligne que personne ne connaît le nombre des « enfants de la rue », surtout pas ceux qui prétendent le savoir et qui avancent des chiffres. L'expérience, dit-il, « prouve que ces *enfants* sont simplement beaucoup moins nombreux qu'on le prétend ; il apparaît certain que dans ce domaine on a beaucoup triché, beaucoup amplifié le phénomène. « L'enfance » touche à des cordes sensibles ; les financements existent, pour les obtenir on a exagéré les chiffres et élargi considérablement la notion d'enfant de la rue. Beaucoup de programmes à travers le monde en faveur des « enfants de la rue » n'atteignent pas réellement ces enfants [...] Les vrais enfants sans famille n'en bénéficient pas. D'autres pays, au contraire, nient le phénomène pour minimiser les problèmes sociaux, ou simplement, la société l'ignore sincèrement parce qu'il est marginal et caché, ou plutôt, pour certaines raisons, ces enfants ne veulent pas du tout être connus et reconnus ». Le point de vue de Lefort montre que, dans bien des cas, les chiffres avancés dans certaines enquêtes ne disent pas (ou ne prouvent pas) grand-chose ; il faut les interpréter, les faire parler.

Nous souscrivons à la mise en doute des effectifs de *jeunes en situation de rue* avancés dans bien d'études. Il y a effectivement une grande difficulté dans l'établissement non équivoque de ces effectifs à cause de certains paramètres dont la mobilité spatiale de ces jeunes et les mobiles inexprimés soutenus par les gestionnaires des structures productrices de pareilles études. Et l'administration publique congolaise accuse des faiblesses pour pouvoir parer aux biais qu'affichent certaines recherches des ONG. Au

sujet de la mobilité spatiale des jeunes, il est constaté que ceux-ci passent souvent d'un centre d'accueil à un autre et se font enregistrer sous différentes identités, ce qui fait qu'un même sujet peut être repris deux à trois fois dans la comptabilité des jeunes de la rue. Lucchini (1996, 36) constate aussi que les « jeunes institutionnalisés<sup>1</sup> » sont grandement caractérisés par une ronde incessante entre différents champs. Voilà qui invite tout chercheur à considérer, à traiter avec beaucoup de circonspection les données chiffrées produites sur ces catégories d'acteurs.

L'abondant en termes d'une réalité endémique, certains chercheurs ont tendance à cerner le phénomène « Jeunes en situation de rue » comme une exclusivité des sociétés tiers-mondistes, sociétés qualifiées de plus pauvres et de plus duales. Mais Lauzel (1974, 25) trouve que la *délinquance juvénile* ignore les frontières de race, de couleur ou de langue, elle représente un phénomène social général qui atteint tous les continents du monde. Marguerat (1994, 92) qui partage cette lecture des faits indique que le phénomène « enfants de la rue » est devenu aujourd'hui un phénomène mondial présentant tout de même bien des disparités à travers différents continents, différents pays et différentes villes. Divers rapports de l'Unesco (1995, 2003, etc.) indiquent également que les « enfants de la rue » et les « enfants travailleurs » font désormais partie des paysages urbains du monde entier, surtout dans les régions pauvres du Sud. Cette étude indique que ce phénomène a une visibilité particulière en RDC. Privés d'une enfance, d'une adolescence, d'une jeunesse normale et contrôlée et abandonnés par leurs familles biologiques et par leur société, ils sont nombreux à Lubumbashi (Kaumba, 2005) les jeunes qui errent, végètent et luttent pour la survie dans la rue. Kasongo (2006, 11) note qu'à peine qu'on débarque au centre de la ville de Lubumbashi, quelle que soit l'heure, aussi bien durant la journée que pendant la nuit, « on reste impressionné par la recrudescence des masses de jeunes qui foisonnent sur les lieux publics, en l'occurrence les arrêts de bus, les marchés, les sorties de restaurants et « Nganda » (restaurant-bar), les entrées de magasin et les bars ». Il convient cependant de retenir que pendant la journée, ces masses de

---

<sup>1</sup> Cette expression est bien explicitée au deuxième point du premier chapitre de la première partie (I.2.2.).

jeunes, dont parle Kasongo, comprennent les « jeunes dans la rue » et les « jeunes de la rue »<sup>2</sup> car, à cette période sensible de la journée, les deux groupes sont très actifs [en plein « boulot »], se meuvent dans tous les sens montant et descendant les grandes artères de la ville à la quête d'un *support* à leur survie. En même temps beaucoup d'entre eux s'adonnent aussi à la consommation des drogues.

Très disserté et très discuté, le phénomène « enfants de la rue » recèle pourtant bien des aspects non encore explorés. La présente recherche a pour point focal la construction et l'interprétation de différents modes de sortie de la rue des jeunes qui ont la rue pour cadre de vie [les jeunes de la rue]. Cette étude s'inscrit dans la suite logique de nombreuses recherches antérieures menées à Lubumbashi sur les jeunes en situation de rue. L'état de la question révèle que ces recherches antérieures ont, dans presque leur totalité, fait une pertinente ethnographie du paysage de la rue. Le recensement de jeunes, les causes de leur présence dans la rue, la configuration familiale et ethnique, la description de comportements (logement, alimentation, hygiène corporelle, sexualité, consommation de drogues, etc.) représentent, parmi bien d'autres, des aspects exploités.

Kaumba (2005, 149), par exemple, souligne que pour dénombrer ces « enfants » et rencontrer leur vécu quotidien, il fallait aller vers eux, les suivre là où ils vivent et travaillent, récolter les témoignages de ceux qui les encadrent, explorer leur univers et leur perception afin de reconstituer leur itinéraire de vie. Par rapport à cette ambition ethnographique, la recherche de Kaumba, bien que sectorielle regorge d'intéressantes informations sur cette frange de la population [les jeunes de la rue]. Leur effectif approximatif est avancé, la cartographie de leurs logis [les Karemas] est dressée, leurs modes de débrouille, leur cursus scolaire, leurs loisirs ne font plus l'objet de spéculation. Toutefois, le constat fait montre qu'aucune enquête n'a jusqu'ici tenté de dévoiler l'expérience de ces jeunes gens au sortir de la rue. Meurent-ils tous dans la rue ? Comment procèdent-ils pour tenter de sortir de la rue ou de se

---

<sup>2</sup> Ces deux syntagmes sont aussi explicités au point I.2.2. du premier chapitre de la première partie.



sortir de l'impasse ? Ces interrogations constituent la toile de fond de la présente dissertation qui a pour objet formel « la sortie de la rue » des jeunes de Lubumbashi.

L'essentiel du travail abattu s'efforce de suivre, de décrire et de rendre compte le parcours de vie de ces jeunes dits de la rue à travers certaines étapes : leur origine familiale, leur éjection et leur expérience dans la rue, leur expérience institutionnelle pour enfin construire et interpréter ce que nous considérons comme leurs *processus de sortie de la rue*. La nature de l'objet fait que la présente recherche s'écarte des études antérieures. Elle soulève non pas les questions presque habituelles de savoir comment « on entre » et « on vit » dans la rue mais plutôt celle de savoir comment « on en sort ». Basée sur les entretiens biographiques avec les jeunes et ex-jeunes de la rue, cette étude a le mérite de montrer à travers ses résultats que diverses formes de *bifurcations* sont observées dans les itinéraires de vie de nombreux jeunes qui ont connu l'expérience de la rue. Leurs trajectoires ou leurs cheminements ne sont donc pas linéaires et déterminés.

Pour approcher l'objet à l'étude, nous avons recouru à la méthode biographique. Dans une interaction semi-directive avec le chercheur, nos enquêtés ont été invités à narrer leurs expériences de vie. Le corpus empirique faisant l'objet d'analyse est essentiellement constitué de quinze entretiens biographiques retraçant de façon topique le parcours de vie de jeunes et ex-jeunes de la rue, entretiens transcrits intégralement [sous forme brute] estimant que la construction narrative du chercheur pourrait, à certains égards, s'avérer « déformatrice » du contenu et de l'expression vivante qu'en fait le narrateur. Les entretiens analysés sont réunis sous forme d'une brochure non publiée [l'annexe détachée] accessible aux seuls membres du comité d'encadrement car malgré l'usage des pseudonymes nommant les interviewés, nous constatons que la lecture intégrale desdits entretiens pourrait permettre au lecteur *lushois* d'identifier nos interlocuteurs ; ce qui sur le plan éthique, porterait fortement atteinte à notre ferme promesse de confidentialité faite à nos enquêtés.

Dans sa structuration, la présente dissertation se compose de trois grandes parties subdivisées chacune en des chapitres. *La première* est consacrée à la recherche des univers conceptuels de lecture du phénomène « enfants de la rue » à Lubumbashi, elle comprend trois chapitres. Le premier chapitre intitulé « l'état de la question du phénomène *enfants de la rue* à Lubumbashi » livre un travail fourni qui fait l'examen de la littérature existante sur ledit phénomène. Il commente successivement divers concepts nommant les jeunes en situation de rue avant de préciser la catégorie de jeunes soumise à l'étude. En dernier ressort ce premier chapitre déblaie le terrain d'analyse des *processus de sortie de la rue* en mettant en exergue les traditionnelles causes d'éjection des jeunes dans la rue. Le deuxième chapitre s'articule autour de deux points : la construction de l'objet et la question de recherche. Le troisième et dernier chapitre de la première partie se rapporte à la problématique, c'est-à-dire au socle théorique de la recherche menée.

*La deuxième partie* de la dissertation s'intéresse à la méthodologie et aux traitements analytiques, théoriques et critiques du corps empirique. Elle comprend deux chapitres. Le premier énonce le dispositif méthodologique adopté [*l'approche biographique*], en fait une théorisation générale et discute de son opérationnalisation dans la présente étude. L'approche biographique s'est avérée la mieux indiquée pour pouvoir dérouler de façon processuelle les situations et les faits relatifs aux expériences de vie de nos enquêtés, expériences riches en impondérables de tout genre. Enfin ce chapitre décrit le déroulement du travail de terrain. Le deuxième chapitre présente le cadre analytique et théorique des données. Concrètement il fait trois choses : expose la technique qui a servi à l'analyse des données empiriques [*la théorie fondée* selon Glaser et Strauss], livre les fils théoriques qui ont éclairé l'analyse et montre comment s'est réellement effectuée l'analyse des données. Ce chapitre montre que la technique de la *théorie fondée* relève de la démarche inductive qui procède à la catégorisation des données, à leur structuration arborescente et à la construction des concepts permettant la production de la théorie interprétative de l'objet [une théorie ancrée dans les faits analysés]. Concernant les outils théoriques qui ont soutenu l'analyse des données, trois auteurs sont évoqués : Céline Bellot, Lucchini et Michel Kokoreff.

*La troisième et dernière partie* de cette dissertation présente les résultats de l'étude. Elle constitue l'épine dorsale de cette recherche. Son contenu déconstruit les représentations déterministes consacrant la fatalité de la vie des jeunes qui ont connu l'expérience de la rue en mettant en exergue, grâce aux concepts émergents, plusieurs formes de *bifurcations* que les jeunes de la rue réalisent dans leurs parcours de vie. La structure de cette dernière partie comprend trois chapitres suivants : 1) les catégories émergentes [les concepts] rendant les faits ; 2) les catégories intégratives et 3) les indicateurs de sortie de la rue.

Une conclusion générale boucle pertinemment la *boucle* par l'interprétation des faits à l'étude. S'efforçant de répondre à la question centrale à la base de cette étude, elle dévoile ce que nous considérons comme *notre théorie des processus de sortie de la rue des jeunes de Lubumbashi* après avoir repris sommairement les idées-forces de cette dissertation. Enfin, elle commente brièvement l'intérêt scientifique, politique et social que soulève notre étude.

OOO

**1ère PARTIE :**  
**A LA RECHERCHE DES UNIVERS CONCEPTUELS  
DE LECTURE DU PHENOMENE « ENFANTS DE LA  
RUE » A LUBUMBASHI.**

Cette première partie essentiellement théorique s'articule autour de trois chapitres suivants :

- 1) l'état de la littérature antérieure sur le phénomène « enfants de la rue » à Lubumbashi ;
- 2) la construction de l'objet de recherche et son questionnement  
et
- 3) la définition de la problématique.

## **Chapitre I : L'ETAT DE LA QUESTION DU PHENOMENE « ENFANTS » DE LA RUE A LUBUMBASHI**

### **I.1.1. Introduction**

L'état de la question ou du problème traité permet de se rendre compte des pistes précédemment exploitées ou des aspects déjà abordés et par ricochet de relever leurs mérites, leurs manques et éventuellement leurs limites, ce qui aide à préciser comment les nouvelles recherches peuvent se démarquer des précédentes dans la définition et la construction de leurs objets. Deslauriers et Kérisit (1997, 92-93) évoquent un certain nombre de raisons qui justifient la recension de la littérature existante. Ils pensent qu'il faut lire ce que les autres ont écrit avant nous « pour voir plus loin, pour s'informer car personne ne pourrait souffrir pour trop savoir » ; il faut lire « ce qui s'est écrit sur le sujet, sonder les champs théoriques pouvant éclairer la question et ensuite s'employer à l'acquisition des connaissances topologiques ». Dans le chef des chercheurs deux logiques épinglées par les mêmes auteurs justifient donc le sens de l'état de la question : « pour certains chercheurs, il faut connaître pour modifier tandis que pour d'autres, il faut connaître pour mieux connaître ». Le modèle de construction de notre état de la question rejoint la deuxième logique. Le savoir antérieur nous sert de tremplin et de guide dans l'abord d'un aspect non encore approché sur le phénomène « jeunes de la rue » à Lubumbashi, à savoir la sortie de la rue.

Ce chapitre fait l'état de la littérature antérieure portant sur le phénomène « enfants de la rue » à Lubumbashi. Il est divisé en quatre points ci-après : 1) la diversité conceptuelle et le débat qu'elle soulève, 2) l'examen sélectif de quelques recherches antérieures (locales et étrangères), 3) un aspect commun à la littérature antérieure, et enfin 4) l'examen des pistes causales d'éjection des jeunes dans la rue.

Avant de parcourir la littérature existante, nous trouvons impérieux de procéder à l'élucidation du débat terminologique et à la mise en évidence des enjeux qu'il soulève, une façon pour nous de fixer le lecteur sur le contenu et sur le choix des concepts largement mobilisés dans le corps du présent travail. On retiendra que la situation de marginalité dans laquelle évoluent les jeunes de la rue suscite une diversité de représentations et de conceptualisations. Une ribambelle de termes et expressions est mobilisée pour désigner ces jeunes gens. Dans les lignes qui suivent nous tentons d'explicitier quelques concepts et expressions qui reviennent couramment dans la littérature locale et étrangère.

### **1.1.2. La diversité conceptuelle et les enjeux qui l'entourent**

Pour aborder cette *épineuse* question, nous circonscrivons d'abord le problème soulevé, ensuite analysons les concepts nommant les jeunes évoluant dans la rue et enfin présentons notre choix conceptuel.

#### **1.1.2.1. La position du problème**

Une question revient souvent lorsqu'on mène une recherche auprès des jeunes évoluant dans la rue, celle de savoir « de quels jeunes il est question ». Cette interrogation traduit implicitement l'avalanche des catégories de jeunes qui investissent la « rue », notion que nous explicitons au chapitre 2 de cette première partie qui traite de l'objet d'étude. La pluralité des catégories de jeunes suscite tout naturellement la variété de termes et syntagmes nommant ces groupes de jeunes. Le choix conceptuel et son explicitation deviennent ainsi un enjeu important dont il faut tenir compte dans toute étude afin d'éviter toute équivoque.

De toutes les façons la liste desdits termes et expressions est bien fournie : enfants *de* rue, enfants *dans la* rue, enfants ou jeunes *de la* rue, enfants en situation de rue, enfants difficiles, enfants en danger ou dangereux, enfants en rupture familiale, enfants ou enfance marginalisée, enfants en situation difficile, *Schegues*, *phaseurs*, jeunes entrepreneurs, enfants abandonnés ... Sous la plume des chercheurs toutes ces expressions entrent en concurrence à la recherche de l'hégémonie de conceptualisation. Face à

cette remarquable diversité terminologique le choix ou l'usage de telle ou telle expression semble dépendre soit du bon vouloir, soit du bon savoir de chaque chercheur c'est-à-dire sa propre manière de lire ou d'interroger les faits en fonction des objectifs qu'il poursuit. Nous constatons que la plupart de ces expressions réfèrent à une même réalité, celle des jeunes gens en posture on ne peut plus problématique avec ce que Lahire (1998) nomme les « institutions socialisatrices » : la famille, l'école, la justice, les structures d'accueil et d'encadrement de jeunes, etc. Ces expressions sont parfois employées pour désigner les jeunes victimes de certains événements inattendus tels que la guerre, les conflits politiques et ethniques et certaines calamités naturelles.

Nous allons le voir, les violons des chercheurs sont loin de s'accorder autour de cet épineux débat terminologique. Dans nos commentaires nous commençons par expliciter chacun des concepts ou expressions recensés, ensuite nous précisons la catégorie de jeunes qui nous intéresse et opérerons en dernier ressort notre choix conceptuel, c'est-à-dire l'expression de notre préférence.

#### **1.1.2.2. Des concepts nommant les jeunes investissant la rue**

Nos commentaires de clarification sont développés de façon ciblée. Ils portent sur les expressions assez présentes dans la littérature se rapportant à la réalité de Lubumbashi. Notre sélection retient les expressions suivantes : a) enfants *de* rue (ou enfants en situation de rue) ; b) enfants *dans la* rue ; c) enfants *de la* rue ; d) jeunes institutionnalisés et e) jeunes instables.

##### **1) Les enfants de rue ou les enfants en situation de rue**

Les expressions « enfants de rue » et « enfants en situation de rue » traduisent la même réalité, elles passent l'une pour l'autre. La première est fort apparente dans la littérature *lushoise*, tandis que la deuxième est chère à la canadienne Céline Bellot. Ces deux expressions livrent une appréhension large et globalisante du phénomène des « enfants » évoluant dans la rue. Leur opérationnalisation pose problème. Ramenées à notre champ d'investigation

chacune de ces expressions renvoie à plusieurs catégories de jeunes principalement aux deux ci-après : les « enfants *dans* la rue » et les « enfants *de* la rue ». A Lubumbashi un discoureur qui parlerait simplement des « enfants de rue » ou des « enfants en situation de rue » développe un discours équivoque parce que cette « situation de rue » reste indéterminée. Ce discours jetterait de la confusion car il renverrait à la fois au groupe des « enfants » dits *dans* la rue et à celui des « enfants » dits *de* la rue, groupes pourtant distincts comme nous l'expliquons ci-dessous. Nous allons le découvrir, les expressions suivantes véhiculent un contenu assez précis permettant l'établissement d'une distinction nette entre différents groupes de jeunes évoluant dans la rue.

## **2) Les enfants *dans* la rue**

Borsu (1990, 23) présente « les enfants *dans* la rue » comme « ceux qui passent le gros de la journée et même certaines nuits dans les rues et lieux publics, non que leur famille les ait abandonnés ou qu'ils aient abandonné leur famille, mais la pauvreté est telle qu'elle les oblige à trouver eux-mêmes leur forme d'autosubsistance en dehors du foyer parental ». Cependant, continue l'auteur, même si les relations familiales peuvent se trouver détériorées de ce fait, il est très important de souligner qu'elles subsistent et que tel jeune continuera à s'identifier à sa famille (père, mère, frères et sœurs). Il sied par ailleurs de noter que les enfants qui investissent les rues ne proviennent pas tous des familles pauvres. Lucchini (1996, 1) trouve que tout en fréquentant assidûment les rues du centre-ville, ces jeunes n'appartiennent pas à la catégorie de « enfants *de* la rue ». Leur insertion institutionnelle (école, ateliers, programme d'assistance, etc.), le rapport qu'ils entretiennent avec leur famille, ainsi que l'alternance entre ces différents lieux, empêchent que la rue devienne le centre de gravité de leur système relationnel. Pour eux, la rue, malgré la pluralité de ses fonctions, est avant tout un lieu de travail et sa valeur est surtout instrumentale. Elle est insérée fonctionnellement dans un réseau d'activités.

La descente dans la rue pour l'exercice d'une activité lucrative se réalise parfois avec l'accord des parents dans la mesure où le jeune partage



avec sa famille ce qu'il gagne dans la rue. Pour Kaumba (2005, 2) « les *enfants dans la rue* sont ceux qui fréquentent la rue pour y travailler tout en disposant d'un lieu d'habitation contrôlé par des adultes ». Avec cette catégorie de jeunes, certains chercheurs se demandent s'il ne s'agit pas des écoliers qui travaillent de temps en temps ou plutôt des travailleurs qui étudient de temps en temps. Il faudra noter que la présence prolongée de ces jeunes gens dans la rue se révèle être très criminogène. Ils apprennent et s'accoutument précocement à la manipulation de l'argent et le contact qu'ils font avec *les enfants de la rue* influence grandement leur comportement. Ils apprennent des « trucs » et échangent nombre d'expériences de tout genre relevant du *monde de la rue*.

Kahola (2004, 76) trouve que les « enfants dans la rue » sont des « enfants en situation difficile ». Ils sont, dit-il, généralement dans la rue pour des raisons économiques. Ne pouvant ni étudier ni rester à la maison où la nourriture devient un casse-tête, ils se voient obligés de descendre dans la rue, se débrouiller pour essayer de subvenir à leurs besoins quotidiens. La rue devient pour eux un lieu propice d'où ils tirent leur maigre subsistance bien que gardant encore des relations avec les membres de leur famille.

Nous l'avons précédemment effleuré, il faudra éviter de considérer que tous les enfants en situation de rue le sont pour des motifs essentiellement économiques. Par rapport au mobile de leur entrée dans la rue Bellot (2003, 176) distingue quatre groupes de jeunes en situation de rue à Montréal (au Canada) : 1) celui des jeunes dont les conditions de vie antérieure témoignent effectivement d'un important processus de fragilisation sociale (pauvreté, décrochage scolaire, etc.) ; 2) le groupe des enfants anciens bénéficiaires de l'aide sociale dont les parents *exigent* une participation financière ; 3) le groupe des jeunes à la recherche de l'autonomie et de l'émancipation ; 4) le groupe des jeunes *visiteurs* de la rue (ceux qui visitent la rue pour des raisons essentiellement ludiques). En outre, Bellot mentionne un groupe de « jeunes adultes » inscrivant leur passage à la rue dans l'expression d'une marginalité revendiquée et politisée. Issus des classes favorisées, voire très favorisées, ces jeunes gens disent être venus dans la rue pour exprimer leur refus des valeurs capitalistes et libérales de leurs parents. La rue devient pour eux un espace

d'expression d'autres valeurs, celle de la solidarité, de l'entraide, de l'humanité et de la protection de l'écologie. Il s'agit ici principalement des jeunes qui pactisent avec certains courants revendicateurs (encore peu développés en Afrique) comme le mouvement écologiste, les altermondialistes, etc.

Parlant du Mexique, Lucchini (2001, 82) évoque, en ce qui le concerne, la situation des « enfants *visiteurs de la rue* » c'est-à-dire des enfants qui viennent dans la rue par périodes (quelques jours, une semaine, plus longtemps) et qui par après rentrent chez eux. Ces enfants investissent la rue par esprit d'aventure, pour faire la fête, pour consommer des inhalants ou pour voler. Ils sont des *visiteurs* pour qui la rue est avant tout une diversion, un champ qui ne monopolise ni toutes leurs compétences, ni toutes leurs énergies. La rue est, pour eux, une parenthèse, un lieu de détente ; elle n'est pas opposée à la famille, à l'école, au travail ni à une quelconque institution, mais en est un complément. Le projet que ces enfants élaborent dans la rue est avant tout de nature ludique, il ne correspond pas à des besoins de nature identitaire ou matérielle. L'enfant *visiteur*, ayant déjà connu la vie de la rue, exprime l'importance de pouvoir retrouver ses anciens camarades et de revivre avec eux pendant un certain temps l'aventure de la rue. Pour ce type d'enfants (ou de jeunes), il n'y a pas de sortie de la rue à proprement parler car le monde de la rue n'est pas leur référence principale. Ces « visiteurs de la rue » se rapprochent des « crevettes » dont parle Bellot (2003, 176) c'est-à-dire des jeunes des banlieues favorisées de Montréal qui viennent vivre la rue quelque temps à la recherche des sensations fortes en ville et qui revendiquent qu'on leur laisse vivre en paix l'été de leur vie. La revendication et la visibilité de ces jeunes portent ombrage aux autres groupes de jeunes pour qui la rue est une contrainte, une nécessité. Par rapport à notre terrain de recherche, la littérature lusnoise ne fait pas état de l'existence des jeunes dits *visiteurs de la rue*.

### **3) Les enfants de la rue**

C'est la catégorie d'acteurs dont les trajectoires de vie font l'objet de construction et d'analyse dans le présent travail. Il s'agit de jeunes gens en rupture confirmée ou presque avec leurs familles biologiques pour l'une des

raisons évoquées au point qui traite des modes d'éjection des jeunes dans la rue. Toutefois la possibilité de retour en famille existe malgré la déclaration de rupture du lien familial. Le principal trait caractéristique de ces enfants est qu'ils vivent pleinement dans la rue. La rue est pour eux, un espace autonome de survie par rapport à la résidence familiale ou à l'institution d'encadrement. A Lubumbashi plusieurs sobriquets dégradants sont collés à ces enfants : « moineaux » [car fouillant parfois dans les poubelles], « vagabonds », « Schegues », « fugueurs », phaseurs, etc. Et pourtant Grell (1999, 247) fait remarquer que vivre intensément ou pleinement dans la rue n'implique pas nécessairement une faiblesse de caractère (la lâcheté), une intention malsaine ou autre. Bien au contraire, il y a lieu d'observer et de relever une certaine grandeur enfouie dans des comportements aussi obstinément orientés vers un « vouloir vivre » autre que celui auquel ils étaient habitués.

Lucchini (1998, 348) trouve que « enfant de la rue » est un concept à la recherche d'un objet. Tout le monde en parle, mais personne ne sait vraiment qui il est. D'après certains chercheurs, un danger conceptuel guette l'expression « enfants de la rue ». Cette expression semble véhiculer une identité [sociale] qui masque l'hétérogénéité des conditions. Derrière cette terminologie se retrouve une multitude de perceptions et de situations. Sans nul doute il est clair que l'exercice de conceptualisation auquel nous nous livrons est une opération délicate susceptible de provoquer un tollé parmi les discoureurs intéressés à cette thématique. Autant des sujets pensants, autant de définitions produites, dit-on.

De manière concise, Kaumba (2005, 2) note que les enfants de la rue sont ceux qui ont la rue comme lieu de séjour et de travail. Ils se distinguent ainsi « des enfants dans la rue » qui n'ont la rue que comme lieu de travail ou milieu d'affaires. Pour Filiberti (2000, 13) les *enfants de la rue* sont des « *enfants* qui ont la rue pour maison, qui vivent dans la rue et qui trouvent leur famille dans le groupe d'amis avec lesquels ils partagent la rue ». Cette conceptualisation semble plus insister sur la dimension physique c'est-à-dire sur l'espace investi par ces enfants. Or, il arrive fréquemment que des sujets « normaux » élisent - temporairement ou de manière permanente - leur domicile

dans la rue. C'est le cas des victimes de certaines calamités naturelles (inondations, tremblement de terre, par exemple) ou de certaines catastrophes (incendies, guerres...). C'est la raison pour laquelle Malemba (2003) estime que ce qui caractérise beaucoup plus l'enfant de la rue, c'est surtout l'occupation permanente d'un lieu anonyme qu'est la rue et le non-exercice de l'autorité parentale sur sa personne.

Le fait de se retrouver en permanence dans la rue, d'avoir la rue pour maison suffit-il pour justifier la qualité d'« enfant de la rue » ? Cela nous paraît insuffisant. Masiala ma Solo (1990, 28) ajoute un « plus » à la définition précédente quand il soutient que l'« enfant de la rue » est une fille ou un garçon qui n'a pas atteint l'âge adulte et pour qui la rue au sens large (bâtiment à l'abandon, terrains vagues, etc.) est devenue la demeure habituelle et le moyen d'existence. Ce jeune, souligne-t-il, n'est pas protégé, il n'est ni encadré, ni dirigé par un adulte responsable. Combiér (1994, 153) note qu'« un enfant de la rue » c'est d'abord un enfant, il vit et dort dehors, ce qui ne veut pas dire qu'il n'a pas de parents ni de maison, mais les liens qu'il a avec la rue sont plus étroits qu'avec les siens. La rue est sa famille.

Lucchini (2001, 82) note que l'enfant de la rue est l'« enfant » dont le quotidien est organisé en fonction d'une seule référence : la vie dans la rue et ses exigences. C'est généralement cette catégorie d'enfants (de la rue) qui est la cible des maisons et centres d'accueil, d'encadrement et d'apprentissage scolaire ou professionnel de bienfaisance opérant à Lubumbashi. On retiendra encore avec Lucchini (1996, 137) que l'*enfant de la rue* est défini par deux dimensions : physique et sociale. La première concerne le temps que le jeune passe dans la rue, alors que la deuxième a trait à l'existence, ou au contraire, à l'absence de relation avec les parents ou d'autres adultes responsables. D'autre part, soutient le même auteur, l'enfant de la rue ne devient pas enfant de la rue du jour au lendemain. Le mouvement progressif vers la rue est le fruit d'un apprentissage de la rue et du bilan que celui-ci fait pendant cet apprentissage. La progressivité du mouvement ne dépend pas tellement de l'événement-circonstance qui a déclenché le départ. Celui-ci n'est que le facteur qui révèle l'existence d'un processus plus complexe qui inclut entre autres, la mise en

place de représentations qui médiatisent le rapport entre l'enfant et le monde de la rue. Le caractère progressif du mouvement vers la rue ne concerne donc pas seulement un mouvement physique vers la rue et d'éloignement du domicile familial, il comporte aussi une activité symbolique d'appropriation de la rue et de distanciation par rapport au « lieu » de départ. Le degré d'appropriation symbolique (représentations) de la rue, d'une part, et celui de distanciation symbolique par rapport au « lieu » de départ de l'autre, peuvent beaucoup varier d'un enfant à l'autre. Voilà qui sanctionne et renforce l'hétérogénéité psychosociale des « enfants de la rue ».

En effet, la catégorie des « enfants de la rue » n'est pas homogène. L'expérience de la rue et même la manière de participer à la culture ou « sous-culture » de la rue diffère d'un sujet à un autre. Le degré de participation à cette culture (mode de vie de la rue) varie en fonction des ressources de l'enfant, des circonstances qui l'ont conduit dans la rue, de l'image qu'il a de la rue ainsi que des modalités qui ont présidé à son départ de chez-lui (départ brusque ou éloignement progressif). Voilà qui justifie pour une part importante la difficulté éprouvée par de nombreux chercheurs et praticiens quant à la circonscription définitionnelle convaincante de cette catégorie d'acteurs, nous voulons dire les *enfants de la rue*.

Lorsqu'on parle des « enfants de la rue », il est convenable d'éviter de verser dans une sorte de réductionnisme abusif tendant à ramener toute l'expérience de leur vie à l'expérience de la rue. Lucchini (1996, 2) indique que l'enfant dit de la rue appartient à une constellation de relations et de lieux dont la rue n'est qu'un élément parmi tant d'autres. La rue est le pôle organisateur de sa mouvance sociale, tandis que pour l'enfant dans la rue c'est plutôt la famille qui est le point d'ancrage de sa mouvance.

Le bref développement théorique qui précède montre que l'unanimité des chercheurs autour du contenu définitionnel de la notion d' « enfant *de la rue* » reste encore une utopie. Des sons de cloche fort distincts foisonnent, l'avancement des recherches en dira plus. Selon Lucchini (1988, 350) la définition bidimensionnelle de l'*enfant de la rue* est dépassée par la complexité

psychosociologique et culturelle du phénomène des enfants de la rue. Il estime qu'il est préférable d'aborder cette question en termes de modèles plutôt qu'en termes de définition. Et le modèle qu'il propose est celui qu'il qualifie de système « enfant-rue », modèle à neuf dimensions qui interagissent entre elles : 1) espace, 2) temps, 3) opposition rue/famille, 4) sociabilité, 5) activités dans la rue, 6) socialisation/sous-culture, 7) identité, 8) motivations et 9) genre. D'après son initiateur, ce modèle peut plausiblement répondre à la complexité de la situation des *enfants de la rue*.

Il faudra par ailleurs souligner que les dissemblances que nous venons d'établir entre les *enfants dans la rue* et les *enfants de la rue* n'étouffent pas complètement leur rapprochement. En dehors de la fréquentation de la rue [temporaire pour les uns et permanente pour les autres], d'autres similitudes sont relevées sur ces deux catégories d'enfants, notamment les conditions socio-familiales (familles miséreuses, familles recomposées pour la plupart des cas), la mobilité spatiale, le genre d'activités exercées dans la rue, la commission de petits larcins, la pression policière subie, l'apparence physique piteuse, le code langagier, l'instabilité de leur vie sociale, etc.

On notera également que les frontières entre les « enfants dans la rue » et les « enfants de la rue » ne sont pas étanches. Les limites entre ces deux catégories d'enfants ne sont pas strictes. Une réelle porosité est observée entre ces deux groupes et ceci dans les deux sens. C'est la raison pour laquelle certains auteurs dont Lucchini (1996, 124) conseillent de ne pas surestimer l'influence du travail comme facteur de différenciation entre ces deux groupes d'enfants car leurs limites sont mouvantes. Kaumba (2005, 2) fait remarquer qu'à Lubumbashi beaucoup d'enfants de la rue ne découvrent pas la rue pour la première fois. Encore sur les bancs de l'école, ils l'avaient déjà explorée en cherchant à appuyer le budget familial par l'exercice d'une activité commerciale c'est-à-dire en jouant à l'*enfant dans la rue*. La distinction faite entre ces deux groupes d'enfants traduit, non seulement la variété d'expériences de la rue, mais également et surtout la diversité ou la complexité des degrés d'investissement, d'attachement et d'appropriation de la rue en tant qu'espace

physique et social, diversité qui a une incidence réelle sur la pluralité des trajectoires de sortie de la rue observées.

Vu ce qui précède, nous retenons qu'un « enfant de la rue », c'est celui qui a la rue pour cadre de vie et de travail ; vivant permanemment dans la rue malgré son âge, aucune autorité parentale ne s'exerce sur sa personne.

#### **4) Les jeunes institutionnalisés**

De façon quelque peu idéalisée nous pouvons dire que les enfants évoluent entre trois institutions : la famille, le centre d'encadrement et la rue. Si l'enfant ou le jeune n'est pas sous le toit familial, il est censé être dans une structure de garde ou d'encadrement (les maisons de bienfaisance et les structures pénitentiaires) ; à défaut, il est dans la rue. Par « jeunes institutionnalisés » nous entendons ceux qui sont hébergés et encadrés dans les différents centres de formation scolaire et professionnelle avec espoir d'assurer leur réinsertion familiale et sociale. Lucchini (1996, 63) souligne que les jeunes institutionnalisés sont des « *enfants pris en charge dans un programme d'assistance sociale, scolaire, professionnelle, etc.* ». Pour ces jeunes, indique encore Lucchini, la rue relève de la catégorie résiduelle, ce qui ne veut pourtant pas dire que la rue n'est pas importante pour eux. Ceci veut simplement dire que la rue ne monopolise plus toute leur attention ni toutes leurs ressources. Même quand on en est sorti, la possibilité d'y retourner existe toujours. Notre enquête fait état, aux dires de nos enquêtés, de plusieurs cas des jeunes qui n'ont pas su s'intégrer dans des centres de formation scolaire et professionnel et qui ont trouvé mieux de regagner le monde de la rue duquel ils ont pourtant été tirés. Lucchini (1996, 6) découvre une autre catégorie de jeunes qu'il ne nomme malheureusement pas. Nous osons les nommer « les instables ».

#### **5) Les jeunes dits instables ou les « sans position »**

Lucchini (2001) considère qu'il s'agit des « jeunes qui n'appartiennent à aucun champ social particulier, ils passent de l'un à l'autre sans jamais se fixer ». Ils ne sont ni « enfants de la rue » ni « enfants dans la rue », ils ne sont

pas non plus « jeunes institutionnalisés ». Le *jeune instable* quitte la rue pour rentrer chez lui, mais fugue de chez lui pour aller dans la rue ou se rendre dans un programme d'assistance (centre d'accueil) ou encore, il fugue du programme pour rentrer chez lui ou aller dans la rue. Il est pris entre l'influence de différents champs et ne réussit pas à choisir l'un d'entre eux ; il se saisit épisodiquement des ressources que ces champs offrent ou s'échappe épisodiquement des contraintes que ces champs définissent. Mais il n'y a pas lieu de voir en cette façon d'agir l'instabilité psychique que l'on chercherait à imputer à ces jeunes.

Marisa Alicea cité par Becker (2002, 212) a montré que les immigrés aux USA venus de Porto Rico faisaient des allers-retours fréquents entre leurs deux domiciles. Cet auteur trouve qu'il est erroné de penser à ces gens en termes de « migrants » [ou des instables] ; il est donc beaucoup plus réaliste et fertile de les voir comme des gens « ayant des bases domestiques doubles ». Pour Marisa, ces gens vivent seulement dans un lieu à la fois. Avant de partir [pour les USA], ils pensaient peut-être à leur domicile comme à leur seul et unique domicile. Mais ayant acquis leur nouveau domicile, ils trouvent qu'il n'est pas nécessaire d'abandonner le premier, puis faire des allers-retours entre les deux à la manière dont les gens un peu fortunés vont chaque année dans leur maison de campagne. Il devient donc intéressant d'établir sur les jeunes des typologies d'ancrages (domesticités exprimées) dans la rue que des typologies de personnes.

En fin de compte, l'idée centrale qu'il sied de retenir sur cette diversité conceptuelle est que les frontières entre les différentes catégories de jeunes ci-dessus listées sont poreuses, il n'y a pas étanchéité entre elles. Presque tous ces groupes de jeunes sont « instables ». Toutefois à travers ces différentes catégories distinguées se lisent plusieurs formes d'ancrages à la rue ou plutôt plusieurs formes de rapports au monde de la rue.

Par rapport à ces cinq expressions que nous venons de définir, notre étude porte sur le groupe des « enfants de la rue ». Mais pour des raisons que nous exposons ci-dessous, nous préférons parler non pas des « enfants de la



rue » mais bien des « jeunes de la rue ». Toutefois le contenu définitionnel reste le même.

### **I.1.2.3. Notre choix conceptuel : les jeunes de la rue**

Dans le milieu des chercheurs de Lubumbashi, particulièrement ceux de l'Unilu, l'expression « Enfants de la rue » est la plus prisée. Elle passe pour l'expression classique. Nous faisons usage de l'expression « jeunes de la rue » en lieu et place de « enfants de la rue » et de bien d'autres expressions analogues car, dans la rue, il ne s'y trouve pas que des « enfants » au sens où ils sont définis dans plusieurs textes juridiques nationaux (constitution, loi sur la protection de l'enfant, etc.) et internationaux (Convention des Nations-Unies relative aux droits de l'enfant (1989), Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (1990)). Dans ces textes, l'enfant est défini comme « toute personne âgée de moins de 18 ans ». Les données empiriques attestent - du moins pour notre terrain d'investigation - qu'il y a bien des sujets majeurs (d'âge) dans cette catégorie d'acteurs. Des recherches antérieures montrent bien sûr que plusieurs jeunes découvrent la rue à l'âge mineur et atteignent cette majorité dans la rue. D'autres, par contre, arrivent déjà majeurs dans la rue. En outre, l'expression « jeunes de la rue » revêt un caractère quelque peu englobant [que certains chercheurs qualifient de *flou*] lequel, fort heureusement, permet l'inclusion de sujets diversifiés, *normaux* comme *marginaux*.

Parlant de l'Afrique, Marguerat et Poitou (1994, 81) indiquent que l'expression « jeunes de la rue » est apparue dans la presse ivoirienne vers les années 1986 (après le forum du Grand-Bassan) en opposition à « délinquants » employée à l'endroit des enfants de la rue. Avec le terme « délinquants », font remarquer ces deux auteurs, les jeunes étaient perçus dans leur seul aspect négatif ou nocif, ils n'existaient qu'à travers les préjugés qu'ils pouvaient causer à leur prochain et à eux-mêmes.

Le caractère non péjoratif que nous reconnaissons à la notion de « jeunes de la rue » justifie également l'évitement du terme « schegue » qui est pourtant très présent aussi dans bien de recherches menées à Lubumbashi. En

effet, malgré son succès manifeste lié à sa valeur heuristique (sa précision) et son usage courant frisant l'unanimité des chercheurs locaux, le terme « schegue » passe aujourd'hui pour un substantif infamant porteur d'une image avilissante. A Lubumbashi, désigner ou qualifier quelqu'un de « Schegue » devient une injure grave ; c'est en tout cas le traiter de laquais, de vagabond, de paria ou de clochard, c'est bafouer toute sa personne en le flanquant au bas de l'échelle sociale où il perd toute considération humaine. La troisième partie de notre travail (les résultats) montre que les jeunes et ex-jeunes de la rue ne supportent pas cette dénomination.

Catani, Maurizio et Verney (1986, 39-40) constatent que de l'intérieur ces jeunes s'appellent par leur nom, leur prénom et leur surnom. De l'extérieur, ces trois auteurs conseillent d'éviter de leur appliquer des concepts qui n'appartiennent pas à l'image qu'ils se font d'eux-mêmes. Pour sa part, Lucchini (2001, 76) trouve que dans les relations qu'ils entretiennent entre eux, les jeunes évitent tout vocabulaire traduisant de la sollicitude et de l'affection car, dit-il, cela les met mal à l'aise. Dans l'effort toujours de recherche des expressions ou des termes adéquats, Karli (2002, 9) déconseille l'usage d'un langage qui donne l'impression que l'on veut « mettre en quarantaine » des groupes dits violents (par exemple « voyous terrifiants ») afin d'en protéger le reste de la population qui serait constitué des sujets parfaitement sains et innocents.

Ces observations sont intéressantes. Notre présence sur le terrain a révélé les appellations à travers lesquelles ces jeunes acteurs s'identifient et veulent se laisser identifier. Nous les présentons dans la troisième partie de ce travail.

Dans notre abord des faits, nous sommes aussi tout à fait conscient du caractère imprécis imputé à la notion de « jeunesse » et de la polémique qu'elle suscite parmi les chercheurs. La conception psychologique et biologique présente la « jeunesse » comme l'étape transitoire entre la dépendance de l'enfance et la responsabilité de l'adulte. Les limites d'âge de la jeunesse sont donc incertaines. La jeunesse est aussi entendue comme une catégorie qui se

superpose en partie avec celle de l'adolescence. Néanmoins, soutiennent Nagels et Rea (2005, 331), si l'achèvement de la période de l'adolescence, catégorie largement déterminée par des définitions médicale et psychologique, est communément admise, il n'en va pas de même pour celle de la jeunesse. Les limites de la catégorie de la jeunesse sont relativement floues. Dans une autre publication Nagels et Rea (2007, 7-9) retiennent que la jeunesse est une construction sociale. Sa définition se base sur des critères qui rendent compte de la place qu'elle occupe dans la société et de sa participation spécifique aux rapports sociaux. Si la jeunesse est donc une catégorie construite, continuent ces mêmes auteurs, la manière de poser le problème de la jeunesse doit être également fonction des conjonctures historiques. Par exemple, dans le monde occidental (Europe occidentale et USA) jusqu'au début des années 70, le problème de la jeunesse était, le plus souvent, pensé en termes de contre-culture. En tant que construit social, la définition de la jeunesse varie dans le temps et dans l'espace. Il n'existe donc pas une jeunesse mais plutôt des jeunesses.

Vu les enjeux qui entourent habituellement le débat terminologique, nous sommes certain que l'expression de notre choix (jeunes de la rue) ne rencontrera pas l'adhésion facile de tous. Par son caractère englobant, notre choix conceptuel vise, *a priori*, à ouvrir le champ d'analyse à une diversité d'expériences, d'âges et de situations sociales. Parazelli (2002, 36) note que la façon de définir les jeunes en situation de rue (itinérants, sans-abri, prostitués, fugueurs, etc.) pourrait n'être que le reflet d'une diversité de points de vue qui s'affrontent ou qui se complètent afin d'orienter le choix politique des pistes de solution. A l'instar de n'importe quel concept, celui de « jeunes de la rue » fait l'objet de polémique parmi les scientifiques. Certains trouvent que cette expression fait de la rue le lieu privilégié de socialisation des jeunes, et pourtant elle constitue un milieu très ambivalent voire dangereux et immoral. D'autres trouvent que cette expression est d'un réductionnisme trop audacieux parce qu'elle prétend englober tous les jeunes en situation marginale ; d'autres chercheurs encore estiment que cette expression est démagogique, car la réalité qu'elle présente n'est pas aussi affreuse qu'elle y apparaît.

Pour Bellot (2005, 72), ce concept met en exergue le rapport stigmatisant et stigmatisé des jeunes à cet espace qu'est la rue et d'autre part, il réduit toute l'expérience de ces jeunes à un lien d'appartenance à la rue. En lieu et place de « jeunes de la rue », elle suggère le concept de « jeunes en situation de rue ». Par rapport à notre terrain de recherche, parler de « jeunes en situation de rue » ne permet pas de rendre l'indispensable distinction entre les « jeunes *dans* la rue » et les « jeunes *de* la rue ». Cette expression (jeunes en situation de rue) nous semble aussi englobant que celle de « jeunes de rue » qui sous-entend à la fois les jeunes dans la rue et les jeunes de la rue. Or l'établissement d'un distinguo net entre ces deux groupes de jeunes a un fondement empirique indispensable qui mérite un soulignement car ces deux expressions nous mettent en face de deux expériences de vie dans la rue tout à fait différentes : la rue comme simple espace d'exercice d'une activité lucrative et la rue en tant que cadre de vie et de travail. La présente étude, nous nous répétons, porte sur les jeunes de la rue tels que déjà définis précédemment.

Cullagh et Greco repris par Parazelli (2002, 38) trouvent que le concept de « jeunes de la rue » est trompeur car il suppose une homogénéité qui n'existe pas et distinguent ainsi cinq catégories de jeunes qui se rapportent à ce concept, à savoir :

- les jeunes en fuite de foyers intolérables ;
- les jeunes en quête d'aventure ;
- les enfants chassés, qui sont mis à la porte par leurs parents parce qu'ils sont incontrôlables ou parce que leurs parents ne veulent plus en assumer la responsabilité ;
- les évadés de centres d'accueil ou d'établissement ;
- et enfin, les « fugueurs en puissance » c'est-à-dire les jeunes qui, tout en continuant à habiter chez leurs parents, s'identifient aux jeunes de la rue et peuvent être tentés de quitter leur foyer prématurément. Pour notre part, nous constatons que Cullagh et Greco réfutent le concept de « jeunes de la rue » sans lui envisager un substitut qu'ils estimeraient beaucoup plus adéquat. En outre, les groupes de jeunes qu'ils énumèrent ne sont, en réalité, que des catégories distinguées selon les motifs ou raisons de la présence des jeunes dans la rue.

Kakudji (2006, 126) partage la pensée de Cullagh et Greco et estime que l'expression « enfants de la rue » est devenue une expression générique qui couvre toutes les autres appellations applicables aux « enfants en rupture » (les enfants séparés, les enfants associés aux forces et groupes armés, etc.). Le caractère générique fait perdre à cette expression quelque chose de sa valeur heuristique et rend par conséquent difficile son opérationnalisation.

De toutes les façons, nous trouvons que le débat terminologique est le meilleur compagnon de la pratique scientifique. Clamer son absence ou appeler son éradication frise l'utopie et l'irréalisme. Parazelli (2002, 38) fait savoir que des auteurs comme Hurtubise, Dubuc, Vatz pensent qu'il est important de ne pas s'enfermer dans cet exercice de définition qui risque de conduire les chercheurs à un cul-de-sac. Tout dépend de ce que l'on cherche et de la population analytique élaborée et non de ce que l'on pense refléter de la réalité en choisissant la catégorie *idéale* révélant l'essence du phénomène. Les mots n'ont de sens qu'en fonction de l'interprétation que l'on en fait. En réalité, il n'est pas facile de bien définir ces jeunes. La plupart de définitions des « jeunes de la rue » ne sont, en fait, que des descriptions de leurs diverses caractéristiques relatives à leur milieu d'origine ou aux conditions entourant la vie de la rue.

Les éléments empiriques en notre possession révèlent aussi que le groupe des *jeunes de la rue* à Lubumbashi n'est pas homogène. Par rapport à leur attache familiale, nous distinguons :

- ceux qui ont des parents ici à Lubumbashi et en contact avec eux ;
- ceux qui ont des parents ici à Lubumbashi mais sans contact avec eux ;
- ceux qui sont venus d'ailleurs (des autres provinces, villes ou villages du pays) et qui n'ont pas de parents à Lubumbashi ;
- ceux qui sont venus d'ailleurs mais en contact avec les parents vivant ailleurs ; - et enfin ceux qui n'ont aucun repère familial.

Face à ce gigantesque débat conceptuel, Parazelli (2002, 38) trouve que, certes, l'usage social de la catégorie « jeunes de la rue » pourrait paraître stigmatisant mais le chercheur ne doit pas pour autant s'en interdire le recours.

Après avoir éclairé la lanterne sur la diversité terminologique entourant le phénomène des « jeunes en situation de rue » et précisé notre préférence conceptuelle, nous pouvons aisément parcourir la littérature existante.

### **I.1.3. L'examen de la littérature antérieure**

La littérature portant sur les jeunes de la rue est abondante, elle relève du champ local, national et international. Notre intention première voulait épingle la seule littérature locale (produite à Lubumbashi) mais les découvertes livresques révèlent qu'il y a recoupements et complémentarité entre la littérature locale et celle produite ailleurs. Aussi, avons-nous rectifié notre position en parcourant toute littérature à notre portée, locale comme étrangère. Toutefois, pour bien asseoir l'état de question, nous insistons dans un premier temps beaucoup plus sur la littérature locale afin de mieux cerner les aspects déjà abordés sur la question des « jeunes de la rue » à Lubumbashi. La littérature étrangère intervient, quant à elle, beaucoup plus dans l'appréhension des pistes causales d'éjection des jeunes dans la rue.

Concernant la littérature locale proprement dite, les six recherches suivantes que nous énumérons dans l'ordre chronologique ont retenu notre attention : Filiberti (2000), Malemba (2003), Kaumba (2005), Kamena (2007), Kantenga (2007) et Mulumbwa (2008). Nous analysons leur contenu à travers les trois thèmes suivants : 1) les processus d'entrée dans la rue, 2) les habiletés et les compétences des « jeunes de la rue » et 3) la description générale du phénomène « enfants de la rue » à Lubumbashi.

#### **I.1.3.1. Les processus d'entrée des jeunes dans la rue et d'abandon de la rue**

Kamena (2007) donne le ton à ce sujet. Il se charge de reconstituer les processus de production des « enfants dits sorciers ». Sa préoccupation consiste à répondre à la question de savoir « Comment on devient *enfant sorcier* ». Dans son investigation, il constate qu'à la base de ce processus, il y a un événement malheureux qui se déclare, en l'occurrence un décès, un cas de maladie, une crise économique ou financière qui se produit en famille. C'est

alors que les soupçons de sorcellerie se lèvent autour de certains acteurs familiaux. Ces soupçons vont généralement peser sur les personnes en position familiale vulnérable (les enfants orphelins, les enfants issus des familles séparés ou recomposées, les cousins, les neveux, etc.). Pour éclairer ou dissiper les soupçons, les membres de la famille, généralement les adultes, vont consulter les devins ou les pasteurs d'église qui confirment l'état de sorcellerie de tel ou tel membre de la famille. Faisant foi au point de vue du devin ou du pasteur, les membres de la famille avalisent la thèse de sorcellerie et vont appliquer le stigmate de « sorcier » sur l'enfant ainsi désigné. Kamena conclut son étude en soulignant que l'accusation de sorcellerie est un construit social qui naît dans un contexte d'interaction entre plusieurs acteurs : les parents, les devins, les pasteurs d'église, les enfants concernés et la société. Par rapport à notre recherche, cette étude nous livre un des divers modes d'éjection des jeunes dans la rue que nous exposons dans nos résultats.

Parlant de « l'enfant sans ou hors famille », Malemba (2003) soutient, en ce qui le concerne, que la présence des enfants dans la rue atteste « la méconnaissance et l'inobservance des droits de l'enfant ». Il constate qu'innocents, ces enfants sont « victimes de l'instabilité du foyer, de la récession économique et de la destruction du système social congolais ».

Une autre étude qu'il sied de signaler est celle de Kantenga (2007). Intitulée « Désarmement, démobilisation et réinsertion des enfants associés aux forces et groupes armés en RDC », cette étude s'inscrit dans la thématique de la protection des « Jeunes en situation difficile<sup>3</sup> ». L'auteur soulève la question de la réinsertion des « enfants-soldats » ou « enfants associés aux groupes armés » en RDC. Il note que l'enrôlement des « enfants » et leur démobilisation consécutive représentent un enjeu de l'heure sur lequel il importe de réfléchir. Pertinente cette recherche livre une étude évaluative du programme de désarmement, démobilisation et réinsertion (en sigle DDR) des enfants associés aux forces combattantes en RDC. Kantenga (2007) essaie de relever

---

<sup>3</sup> Par « enfant en situation difficile » la nouvelle loi sur la protection de l'enfant en RDC (art. 2, point 4) entend : « l'enfant qui ne jouit pas de ses droits fondamentaux et qui n'a pas accès aux services sociaux de base tels que la santé, le logement, l'alimentation et l'éducation ».

les « logiques » et les « contradictions » dudit programme. Nous manifestons un grand intérêt pour cette étude parce que notre recherche (la présente) montre que, parmi les enfants associés aux groupes armés, figurent aussi les « jeunes de la rue », nos sujets d'enquête. L'enrôlement et/ou la réinsertion sociale constituent, parmi tant d'autres, des voies de sortie de la rue (notre objet d'étude).

Touchant au point central de son étude (l'évaluation du programme DDR), Kantenga (2007) fait remarquer que les missions de protection fort intéressantes assignées à ce programme (notamment la réforme de l'armée congolaise, le brassage des forces combattantes, le dégagement des enfants dans l'armée et leur réinsertion dans la vie civile, etc.) n'ont pas connu une fructueuse concrétisation. Faisant une sorte d'autopsie dudit programme Kantenga relève plusieurs incohérences dudit programme notamment l'insuffisance des ressources humaines, la *définalisation* des fonds alloués audit programme<sup>4</sup>, la pauvreté exagérée du contexte congolais, la limitation de la réinsertion dans le temps, etc. En conclusion l'auteur constate que tous les objectifs du programme n'ont pas été atteints, ses résultats ont été partiels (l'effectivité relative du désarmement et de la démobilisation mais la réinsertion économique proprement dite reste un rêve). Au regard de ce bilan catastrophique, Kantenga estime, en guise de suggestion, qu'il serait mieux de sécuriser l'environnement politique et économique de la RDC au lieu de mobiliser d'énormes ressources financières dans le financement des programmes DDR qui ne mènent pas au résultat escompté. Ces résultats nous amènent à dire que la réinsertion (sociale, professionnelle et économique) des « jeunes en situation difficile » n'est pas une mince affaire.

#### **I.1.3.2. Les habiletés et les compétences des jeunes de la rue**

Filiberti (2000) focalise son attention sur les habiletés et les compétences sociales de ces jeunes. Ayant mené ses investigations sur deux terrains (Belém au Brésil et Lubumbashi en RDC), cet auteur commence par la

---

<sup>4</sup> Pendant que nous couchons ces lignes, la radio locale Okapi (une radio de la Monuc) vient d'annoncer ce mardi 28 avril 2009 dans son journal de neuf heures du matin la reprise des activités du programme DDR en RDC. Qui vivra verra !



présentation de sa population d'enquête, une population particulière de mineurs qui passent leur vie loin de leur maison et des adultes de référence. Par « jeunes de la rue » Filiberti entend « des enfants et des adolescents de tout âge qui abandonnent leur famille – ou qui sont abandonnés par elle – pour commencer à vivre *libres* dans les rues des villes indifférentes ou hostiles à eux ». Cette étude principalement adressée, d'après son auteur, à quiconque joue un rôle pédagogique avec les « jeunes de la rue », a le mérite de valoriser les capacités (intellectuelles, communicatives, etc.) et les ressources de ces jeunes qui sont souvent déconsidérés socialement. Lucchini (1998, 363), par exemple, observe qu'« une tendance forte de l'opinion publique et de nombreux professionnels reconnaît à l'enfant de la rue des habiletés et des stratégies mais pas de compétences. Et ces stratégies sont souvent considérées en bloc comme illégitimes et/ou déviantes. On fait ainsi l'impasse sur la compétence de l'enfant qui comporte pourtant une dimension fondamentale : celle de la construction du sens ». Marqué par la richesse informative des dessins produits par les « jeunes de la rue » sur leurs familles biologiques, Filiberti trouve qu'il est erroné et dangereux de chercher à identifier ces jeunes à une population psychiatrique. Se réjouissant de la qualité de son enquête, il [Filiberti] note qu'« un des aspects importants découlés de ce travail aura été d'avoir communiqué avec les jeunes de Belém et de Lubumbashi sur ce qui peuple leur monde intérieur en termes de relations profondes, d'affections, d'émotions et de pensées qu'ils éprouvent à l'égard des personnages significatifs de leur existence ». Cette étude nous a beaucoup intéressé. Notre recherche (la présente) reprend et soutient fort cette thèse des « compétences » et des « ressources » valorisantes reconnues aux « jeunes de la rue ».

Dans ce même ordre d'idées, Mulumbwa (2008) reconnaît aux jeunes de la rue en général et de Lubumbashi en particulier une inventivité langagière hors du commun. L'auteur montre que d'ordinaire traités par la société de « voyous incorrigibles et incultes », les jeunes de la rue font plutôt preuve d'extraordinaires habiletés et compétences langagières ; ils ont forgé [inventé] leur propre argot : le *kindubile*, un parler constitué de plusieurs néologismes empruntés à diverses langues existantes. Mulumbwa (2008) indique que « le *Kindubile* enrichit son lexique en se basant sur des mots déjà existants dans

des langues reconnues. Le plus souvent, il emprunte ses termes au français, suivi du lingala, du kiswahili, de l'anglais et d'autres langues locales. Il les déforme par la suite soit au niveau morphologique, c'est-à-dire formel (par inversion, suppression et/ou adjonction de certaines parties), soit au niveau sémantique (par l'élargissement, la réduction ou tout simplement le changement de sens ». Il découvre que ce parler [le Kindubile] traité de langage violent est en réalité l'expression d'« *une contre-violence*, c'est-à-dire une réponse à la violence première du système global de la RDC ». En outre Mulumbwa souligne que ces jeunes, imbus de leurs habiletés et de leurs prouesses probantes traitent parfois la population de « Marimi » ou de « Mbokatye » c'est-à-dire des « villageois naïfs » et se considèrent eux-mêmes comme des « éveillés » parce que courageux, clairvoyants et inventifs.

#### **I.1.3.3. La description générale du phénomène « jeunes de la rue » à Lubumbashi**

A Lubumbashi le phénomène « jeunes de la rue » offre un spectacle très parlant. Lorsqu'on débarque au centre de ladite ville, quelle que soit l'heure, aussi bien le jour qu'à certaines heures de la nuit, on reste impressionné par les masses de jeunes qui foisonnent sur les lieux publics, en l'occurrence les arrêts de bus, les marchés, les sorties de restaurants et de bars, les entrées de magasin, etc.

Malemba (2003) fait le panorama de la situation des « enfants de la rue » à Lubumbashi. Mais bien avant cela, sous sa plume des notions au contenu vague font l'objet d'une analyse anthropologique contextualisée. Parmi celles-ci nous retenons : le circuit vital, la famille congolaise, l'enfant congolais, le travail des enfants, les zones de travail [ou les secteurs]. Pour Malemba (2003, 13), le circuit vital renvoie à l'espace social primaire où la vie est possible et réalisable. Cet espace constitue l'environnement proche et direct de l'individu qui lui permet de se réaliser comme un homme et accomplir son humanité. Et pour définir la notion de famille africaine, Malemba l'oppose à celle de la famille occidentale. Il note que dans la conception africaine la famille est une notion très large. Elle englobe, en plus du père, de la mère et de leurs enfants, tous les « parents des parents » ainsi que leurs enfants que définit la

filiation. Au cas où le père est polygame, toutes les femmes et leurs enfants font partie d'une même famille. En ce qui concerne la notion de « travail des enfants », Malemba (2003, 105) indique que le travail des enfants est « un travail nuisible parce qu'il compromet le développement ou le bien-être de ceux-ci. Il fragilise leur santé, trouble leurs sens, affaiblit leurs aptitudes intellectuelles et leurs connaissances, les éloigne de leurs familles, diminue leurs sentiments d'amour et d'estime de soi, et leur inculque l'indifférenciation et la non-réciprocité (sociales) en leur faisant perdre parfois le sens de l'identité et de l'appartenance à leur famille. Beaucoup d'éléments de cette définition s'observent à travers diverses activités auxquelles s'adonnent les jeunes dans la rue. Et par « zone de travail », Malemba (2003, 106) entend « le lieu où les enfants exercent des activités ou exécutent le travail en question ». Selon lui, la zone de travail peut-être visible ou invisible. La zone *visible* est « le milieu de prédilection où le travail des enfants est identifiable sans difficulté », par exemple, le marché, les arrêts de bus, la gare, les cités universitaires, etc. Par contre la zone *invisible* est « un milieu insoupçonné, c'est-à-dire où, sans discernement ni renseignement suffisant, le travail réel passe inaperçu », par exemple l'espace familial.

Au titre du panorama proprement dit la situation des jeunes de la rue se présente comme suit :

Malemba (2003, 84-85) fait remarquer qu'à Lubumbashi, les jeunes se regroupent dans six lieux principaux. Toutefois ces lieux sont sujets à la conjoncture socio-économique et peuvent disparaître à tout moment de l'histoire de cette ville. A titre d'exemple, il y avait un foyer (un *Karema* en jargon local) dans les environs de la résidence présidentielle du quartier Golf qui a disparu avec la chute du régime de Mobutu ; et jusque vers 1998, note encore Malemba, la cantine [maison d'approvisionnement en denrées alimentaires] pour les agents de cadre et celle de la main-d'œuvre de la Gécamines qui offraient également un cadre de survie aux enfants vivant dans la rue, ont aujourd'hui disparu.

Malemba classe ces foyers identifiés en deux blocs : foyers principaux et foyers secondaires. Les premiers sont des endroits de regroupement de grande envergure quant au nombre de jeunes qui s'y retrouvent et à l'intensité des activités qui s'y déroulent. Pour ceux qui connaissent la ville de Lubumbashi, ces lieux sont les suivants :

a) *Njanja* : Ce foyer est situé aux limites des communes de Kamalondo et de Kampemba, autour des dépôts de vente des denrées alimentaires de première nécessité sur la route Munama à partir de la station d'essence Kamalondo jusqu'à l'avenue du marché.

b) *Les Cités universitaires* : il s'agit du campus de l'Université de Lubumbashi sur la route Kasapa. Les enfants s'y retrouvent dispersés depuis l'entrée des Cités jusque dans des facultés en passant par les homes de résidence des étudiants. Dans ce foyer les jeunes de la rue sont dénommés « moineaux ».

c) *Le marché Mzee Laurent-Désiré Kabila (ex Lusonga)* et ses alentours qui vont jusqu'au croisement des avenues Lumumba, Kasai, des Usines et Likasi.

d) *Le centre commercial* : soit autour des magasins situés entre les avenues Kasai à l'est et Maman Yemo à l'ouest, et les avenues Tabora au nord et Likasi au sud. La présence des jeunes est très remarquable dans les arrêts de bus.

e) *Le marché de la commune Kenya* situé entre les avenues de la Digue et Mitwaba.

f) *Le marché central de la commune Katuba* et ses alentours.

Les foyers secondaires sont des lieux comptant peu d'enfants et connaissant peu d'activités. Malemba en cite deux :

a) *Le marché cadastres* : situé à l'entrée de la ville de Lubumbashi non loin de la route Likasi en face du quartier Kigoma dans la commune de Kampemba.

b) *Le carrefour* : autour du complexe commercial « carrefour » dans la commune de Lubumbashi.

L'enquête de l'OCU coordonnée par Kaumba (2005) relaie sur bien des points celle de Malemba (2003). En effet, Kaumba (2005, 17) dresse le tableau de répartition des jeunes de la rue à travers différentes communes de la ville et le commente en ces termes : « De 704 jeunes de la rue recensés à Lubumbashi, la commune de Lubumbashi compte à elle seule 437 jeunes soit 62,1 %. Elle est suivie de la commune de Kenya 12,1 %, puis de la commune de Kampemba 10,4 % et de la commune Katuba 8,7 %. Au sujet de la fixation (ou de l'établissement) d'un jeune de la rue sur un lieu donné, il convient de retenir que celle-ci est fonction d'un certain nombre de paramètres car, souligne Kaumba (2005, 41), la logique spatiale se fonde sur d'innombrables besoins quotidiens que les jeunes éprouvent dans leur lutte pour la survie et l'intérêt que chacun d'eux porte sur une activité pouvant lui procurer de la satisfaction. Rappelons, une fois de plus, que le lieu d'habitation de la rue est localement dénommé « Karema » tandis que le lieu de travail ou d'activités est désigné sous le vocable (le jargon) de « secteur ».

Kaumba (2005, 51) distingue deux types de *Karema* : surveillés et libres. Les *karema* surveillés sont généralement de grande taille et occupés par de nombreux jeunes. Ces derniers y bénéficient partiellement de l'attention des promoteurs qui s'investissent dans leur accueil provisoire et leur mise en confiance, dans leurs soins de santé et qui leur procurent un minimum de confort : eau de robinet, électricité, etc. Les jeunes se débrouillent seuls pour la nourriture et la literie. C'est le cas des *Karema* « Bakanja-ville » sur l'avenue Djamena et « Chez pasteur » dans le quartier Kawama au nord de la commune Rwashi. Les *Karema* libres sont de tailles variables, allant de moyennement grands aux très petits. Ce sont les jeunes qui prennent eux-mêmes l'initiative de vivre en groupe. Il y en a qui improvisent leurs *Karema* dans des marchés et

dorment sur les étalages ou dans des dépôts et des restaurants populaires. D'autres jeunes passent la nuit sous les vérandas des magasins, notamment sur l'avenue Kasai, sous et en face du bâtiment Granat ; sur l'avenue Lomami en face de l'hôtel Cosmopolite ; sur l'avenue Mobutu à l'ex-hôtel Wagenia ; à la poste centrale, etc. Plusieurs autres cadres de toute espèce servent de Karema aux jeunes. Nous les détaillons au chapitre II de la première partie qui traite du contenu sémantique que nous accordons à la notion de « rue ».

En ce qui concerne les « secteurs » ou zones d'activités, ceux-ci sont des lieux les plus mouvementés ; ils constituent le centre d'intérêt pour les jeunes *dans et de la* rue. Kaumba (2005, 48-49) souligne que les marchés attirent deux tiers des jeunes évoluant dans la rue, soit 66, 3 % de l'échantillon. Les marchés offrent un éventail d'activités, la plupart des jobs diurnes se font autour de ceux-ci. Les petits vendeurs y font circuler leurs marchandises qu'ils proposent à tout moment aux gens effectuant leurs achats ; en même temps ils (les jeunes) proposent leurs services payants à ceux qui sont très chargés. C'est encore au marché que les jeunes peuvent balayer sous les étalages, faire sortir et entrer les marchandises, procéder au ramassage des maïs, des fretins et autres denrées dans et autour des dépôts. La forte circulation des piétons au marché favorise aussi la pratique du vol à la tire par les jeunes de la rue.

Les arrêts de bus constituent, après les marchés, le second secteur fréquenté par les jeunes *de rue* ; 25 % de jeunes les fréquentent. Le spectacle est intéressant : les uns sont prêts à accueillir les passagers qui débarquent des bus et qui ont des charges, les autres vendent de petits articles (des bonbons, des biscuits, du cervelas, etc.). Le vol à la tire y est aussi pratiqué, surtout au moment de la bousculade pour monter à bord du bus. Selon la même source [Kaumba (2005)], les débits de boisson intéressent 6,1 % de jeunes *de rue*. Les uns y vendent des œufs, des arachides et des chenilles grillées ; d'autres y font le cireur, d'autres encore s'adonnent à la garde des véhicules et à la mendicité. Il y en a aussi qui se convertissent en danseurs, égayaient les clients qui les récompensent parfois avec quelques billets (d'argent) à la fin de la danse. Cette énumération n'est pas complète ; les résultats de

notre recherche actualisent et étoffent cette liste (partielle) des activités de la rue.

L'enquête de l'OCU [Kaumba (2005)] a également le mérite de livrer des données familiales fiables sur les jeunes de la rue à Lubumbashi. Au chapitre de l'état matrimonial des parents, cette enquête (2005, 25-26) montre que de l'ensemble de l'échantillon, 250 jeunes *dans* la rue (58,5 %) et 178 *de la* rue (73,3 %) sont issus des familles désarticulées, c'est-à-dire des familles monoparentales (en divorce, en veuvage), les familles dont l'un des parents est remarié (famille remariée) et les familles dont le père a plusieurs femmes. Quatre ans après, nos données de terrain corroborent largement ces résultats de l'OCU.

Cette enquête montre également que de l'ensemble de l'échantillon 40% des jeunes sont des orphelins de l'un des parents ou de deux à la fois, 17,8% ont perdu les deux parents. Au vu de ces pourcentages, ce n'est donc pas nécessairement le fait d'être orphelin qui conduit dans la rue. Plus de la moitié des jeunes (60 %) ont les deux parents en vie. Mais, indique la même source, lorsqu'on considère séparément les deux groupes de jeunes, c'est-à-dire *dans* et *de la* rue, une certaine particularité se dégage chez les jeunes *de la* rue. Plus de la moitié des jeunes de ce groupe sont des orphelins (52 %) dont 8 % orphelins de deux parents et 44 % orphelins de l'un des parents. Chez les jeunes *dans* la rue, 33,3 % sont des orphelins (6,7 % de deux parents et 26,6 % de l'un des parents).

Par rapport à l'origine des parents, beaucoup de jeunes de la rue évoluant à Lubumbashi sont originaires de deux provinces du Kasai, suivies du Katanga et des autres provinces du pays prises ensemble (Bandundu, Equateur et Bas-Congo).

Concernant le profil scolaire de ces jeunes, Kaumba (2005, 32-33) note qu'une grande majorité des jeunes *dans* et *de la* rue sont passés par les bancs de l'école. Mais, pour différentes raisons, les études ont dû être interrompues. On se rend ainsi compte que parmi les jeunes *de* rue (les deux groupes) faisant

partie de l'échantillon, 79 % (soit 141 sur 178) ont interrompu leur cursus scolaire au niveau de l'école primaire, 12 % (soit 22 sur 178) sont arrivés à l'école secondaire alors que 7 % de l'échantillon ont un niveau d'instruction nul. Le cursus scolaire est encore plus alarmant pour les filles, beaucoup d'entre elles ne réussissent pas à franchir le cap de l'école primaire. Lorsqu'on isole la situation des jeunes *de la* rue, leur niveau scolaire se présente comme suit : « la quasi-totalité de ces jeunes ont interrompu leurs études au niveau primaire. Sur 182 enquêtés de Lubumbashi, 139 n'ont qu'un niveau d'études primaires (soit 76 %). Une poignée d'entre eux, 11 sur 182 (soit 6 %) se sont hissés au niveau de l'école secondaire. Parmi ceux-ci, 2 seulement ont accédé au degré moyen (3<sup>e</sup> secondaire), le reste se trouvait encore au degré élémentaire. (1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> années secondaires) ». 28 jeunes *de la* rue sur 182 de l'échantillon (soit 15%) n'ont pas fréquenté l'école et par conséquent, ils ont un niveau d'instruction nul. Comparant les deux groupes de jeunes *dans* et *de la* rue), les enquêteurs de l'OCU font remarquer que le niveau d'instruction des jeunes *de la* rue est moins élevé par rapport à celui des jeunes *dans* la rue qui ne descendent dans la rue que pour la débrouille. Lors de cette enquête [Kaumba (2005)], aucune fille parmi les jeunes *de la* rue n'est arrivée au niveau secondaire.

Toutefois, il importe d'indiquer qu'au sortir de la rue, bien des jeunes de la rue se font recycler dans certaines structures d'hébergement et en sortent avec niveau scolaire et/ou professionnel valable. Nous le montrons dans nos résultats.

Un autre aspect de la vie des jeunes évoluant dans la rue décrit dans la littérature antérieure est relatif aux loisirs. Kaumba (2005, 47) souligne que ces jeunes ont un temps pour se débrouiller et un temps pour se distraire. Le film (le cinéma) passe pour le loisir préféré. Il est suivi du football. Ces deux formes de loisir sont prisées autant par les jeunes de la rue que par les jeunes *dans* la rue. A en croire les résultats de cette enquête, les jeunes *de la* rue se distraient plus que ceux *dans* la rue. Les premiers vivent pleinement dans la rue et organisent leur temps comme ils l'entendent. C'est généralement entre 16 et 18 heures que les jeunes de la rue s'adonnent aux loisirs. Pour très peu d'entre eux, le



loisir est programmé entre 10 et 12 heures ou entre 14 et 16 heures. Les seconds sont décidément engagés dans des activités bénéfiques parce qu'ils doivent rentrer avec quelque chose à la maison. Ils se distraient surtout le dimanche après-midi.

Pour clore ce point consacré à la description de la situation des jeunes de la rue à Lubumbashi à travers la littérature antérieure, nous signalons que celle-ci (la description qui vient d'être faite) est limitée à certains aspects. La troisième partie de ce travail consacrée aux résultats prolonge de façon actualisée ce travail descriptif à son sous-point intitulé « le monde de la rue à travers l'empirie narrée ».

Un regard transversal sur ces productions antérieures conduit à la mise en évidence d'un dénominateur commun, à savoir un déterminisme problématique pour une observation d'autres bifurcations possibles.

#### **I.1.4. Un déterminisme problématique pour une observation d'autres bifurcations**

Dans certains de leurs aspects, les recherches antérieures sur les « jeunes de la rue » à Lubumbashi révèlent les représentations sociales teintées d'un déterminisme *délinquant* qui fait planer une atmosphère de fatalité sur cette frange de la population. Avant de nous étendre sur cette question, nous tenons à apporter deux précisions fondamentales :

- en plus des six recherches locales précédemment annoncées pour l'échafaudage de notre état de la question, l'univers de la littérature exploitée est élargie à d'autres recherches locales et étrangères ;

- les jeunes de la rue font souvent l'objet des représentations (sociales) déterministes qui relèvent du sens commun, du discours politique et de certaines enquêtes des ONG. Nous retrouvons les traces de ces représentations dans les études de certains chercheurs. Par ailleurs ces chercheurs [ou ces auteurs] ne sont pas responsables de ces affirmations car

les résultats de leurs études ne confirment pas ces allégations [ces représentations] déterministes.

Pour tâter du doigt lesdites représentations, nous pouvons mentionner, parmi tant d'autres, la thèse [psychologique] de la « permanence de la personnalité délinquante » soutenue par bien des chercheurs dont le linguiste-psychologue Mulumbwa de l'Unilu lors des échanges informels avec lui. Selon cette thèse un acteur qui a développé un comportement déviant dans une institution, par exemple en famille, développera ce même type de comportement dans d'autres institutions telles que l'école, le milieu de travail, et ainsi de suite. En d'autres termes, pour les partisans de cette thèse, un « délinquant » ne cessera jamais de « délinquer », son parcours de vie est linéaire, irréversible et prévisible ; c'est un parcours sans bifurcation qualitative. Inversement aussi, un sujet jugé « normal » est supposé rester toujours « normal » dans la complexité de son comportement.

Commentant la vie des « jeunes de la rue » à Lubumbashi Kasongo (2006, 11-12) indique que « ces jeunes créent habituellement et sciemment l'encombrement pour procéder au vol à la tire dissimulée. Mais aussi, sont-ils violentés et *mènent une vie sans lendemain meilleur* ».

Dans son effort de définition des « jeunes de la rue », Filiberti (2000, 13) trouve que ces jeunes sont des « *enfants* » *que personne ne veut ; ils existent, survivent, grandissent et meurent dans un monde apparemment sans frontières, topographiquement vague qu'est la rue*. Bien d'autres conceptions analogues existent. Il est certes vrai que bien des jeunes en situation de rue mènent réellement une vie sans lendemain immédiat meilleur, mais les données empiriques en notre possession révèlent plausiblement que d'autres bifurcations sont possibles. Leur avenir n'est pas scellé du sceau du destin délinquant. Il y a des jeunes qui sortent favorablement de la rue, qui s'en sortent bien ; il y en a qui tournent casaque et qui voient leur vie changer favorablement sur le plan individuel, moral, professionnel, conjugal et social.

Toujours au chapitre des représentations déterministes que l'on se fait des jeunes de la rue, Kienge Kienge (2005, 267) souligne que les policiers de la ville de Kinshasa formulent sur eux [les jeunes] un pronostic en les décrivant comme « *une bombe à retardement* », pronostic qui consacre le caractère dangereux qu'on leur impute ainsi que l'impossibilité qu'il y a pour eux de sortir bénéfiquement de l'impasse dans laquelle ils sont plongés. Lorsqu'on situe le débat au niveau macrosociologique, on trouve effectivement que par rapport à l'ordre social en place en RDC, les jeunes qui vivent dans la rue peuvent constituer « *une bombe à retardement* ». De temps à autre la population congolaise est victime des exactions perpétrées par les jeunes de la rue. Voilà qui semble corroborer cette thèse déterministe. Mais nous trouvons que pareils constats et observations sont à relativiser.

Nous découvrons par ailleurs que cette stigmatisation négative et *négalisante* n'est pas que l'œuvre des observateurs distants de ces jeunes. Contre toute attente et paradoxalement d'ailleurs, cette stigmatisation est parfois l'œuvre des proches parents des jeunes lesquels sont, en principe, censés partager avec eux les affects que leur inflige la situation de la rue. Lauzel (1974, 22) reproduit un échange discursif assez parlant d'un monsieur avec sa femme sur le comportement problématique d'un de leurs enfants que voici :

« Nous n'en sommes encore qu'au début ! Ce n'est pas voleur qu'il finira ! C'est un assassin ! M'entends-tu ? Assassin ! Je ne donne pas seulement six mois qu'il n'étrangle une rentière ! Oh ! Il est avancé déjà sur une jolie pente ! Oh ! Là ! Là ! Il ne glisse plus ! Il caracole ! Il est effréné ! Je le vois moi ! Tu ne le vois pas, toi ? Tu es aveugle ! Pas moi ! Veux-tu que je te précise ce qui se prépare ? [...] Ah ! Ah ! Tu as donc peur de m'écouter ? [...] C'est nous, m'entends-tu, qu'il estourbira ! Un jour ! Il nous fera notre affaire, ma belle ! [...] ».

Nous sommes encore ici en présence des propos défaitistes, fatalistes écartant dans le chef du jeune de la rue toute possibilité de bifurcation bénéfique dans le parcours de sa vie. Ces propos apparemment minimisables véhiculent pourtant un label fort stigmatisant lequel, à force de répétition,

marque la personne ainsi indexée et influence tout le parcours de sa vie. Des illustrations analogues peuvent être multipliées.

Marguerat et Poitou (1994, 58) rapportent aussi les propos fatalistes que voici d'un parent camerounais qui se plaignait au sujet de son enfant :

« Un enfant qui a la tête, si vous parlez, il écoute. S'il n'a pas de tête, vous parlez, il ne vous écoute pas. Qu'allez-vous faire ? S'il est écrit là-haut [chez Dieu] que cet enfant sera délinquant, autant se soumettre au destin (...) »

A son tour Fiatte (1987, 24) note que « *nés comme ça* », « *brebis galeuses* » sont autant de verdicts discursifs qui sont employés à l'endroit des jeunes et qui les fixent et les condamnent à des conduites marginales. Abondant dans le même sens Lucchini (1998, 356) fait remarquer que pour une multitude de gens, l'enfant de la rue, perçu comme un impulsif ou un apathique, serait « un sujet incapable de contrôler sa conduite ». Il est alors considéré comme immédiatiste et prisonnier du présent. Et pourtant, nos résultats montrent que la vie des jeunes en situation de rue connaît un remarquable dynamisme ; elle n'a rien de divinement et de définitivement prédestiné, tout peut encore basculer dans un sens comme dans un autre. Nous le verrons.

Voilà en fait des éloquentes et suffocantes représentations déterministes que nous déconstruisons dans ce travail. Et c'est à ce niveau de déconstruction théorique qu'il sied de voir combien sont importants les enjeux criminologiques que soulève notre recherche. Tulkens (2008, 32) trouve que la criminologie n'est pas seulement un savoir scientifique mais elle est aussi un savoir social orienté vers un modèle démocratique d'intervention et d'action. La criminologie, dit-elle, c'est aussi un état d'esprit qui nous apprend une manière d'être et de penser : refuser les évidences et les préjugés, (oser) poser les questions essentielles, confronter les points de vue et les disciplines, se remettre en cause et parfois même aussi les institutions.

Becker (2002, 86-87) suggère de « voir les gens comme des activités » pour éviter l'habitude de certains sociologues qui dressent des typologies opposant les gens : les déviants et les non-déviants, les gens qui se conforment aux règles sociales existantes et ceux qui les enfreignent. Ce genre d'approche, dit-il, prend pour unité de base de l'analyse une sorte de personne que l'on traite analytiquement comme si elle était effectivement le type ainsi défini, comme si elle n'était rien d'autre que cela, et comme si ce que les personnes de son genre font ou sont susceptibles de faire s'expliquait ainsi de manière causale par le type de personnes qu'elles sont. Becker trouve que c'est une erreur d'utiliser des types psychologiques ou des types fondés sur ces caractéristiques sociales (types de classe, types ethniques, types de jeunes, etc.) parce qu'il est très facile de constater que personne n'agit complètement comme l'exigerait le rôle que lui assigne son type ; les activités de chacun sont toujours plus variées et plus inattendues que ça. Chercher à prédire le comportement des gens, c'est se comporter de manière ascientifique. Voilà pourquoi, estime Becker, il faut remplacer des types de gens par de types d'activités. La justification théorique de ce renversement de point de vue, souligne-t-il, repose sur le fait que parler de types de gens présuppose, de manière non fondée empiriquement, que les gens agissent systématiquement comme l'exige le type auquel ils appartiennent, que ce type soit de nature psychologique ou sociale. Etant donné que les situations changent, il n'y a donc aucune raison de s'attendre à ce que les gens agissent toujours de la même manière.

Nous admettons avec Karli (2002,133) qu'une histoire de vie ne correspond nullement au déroulement inéluctable d'un quelconque destin auquel l'individu serait assujéti dès le départ et qu'il serait donc facile d'appréhender en raison de son décours prévisible et linéaire. Même si le sujet a vécu ou vit dans son parcours des conditions et d'événements qui l'ont profondément traumatisé, il peut surmonter les effets de ces traumatismes psychiques et mener une existence gratifiante, comme le montre bien certaines histoires de vie. Nous soutenons donc que le passage dans la rue n'est pas une fatalité irréversible ; des enchaînements, des bifurcations sont bel et bien possibles.

En conclusion sur la littérature antérieure relative aux jeunes en situation de rue à Lubumbashi, nous retenons que dans leur bonne majorité, ces études se révèlent ethnographiques, elles essaient de répondre au double questionnement ci-après : « *Comment entre-t-on et vit-on dans la rue ?* ». Pour nous démarquer des recherches antérieures, nous procédons dans la présente étude au renversement de ce questionnement. La partie consacrée à la question de recherche (chapitre 2, 1ère partie) répond à cette préoccupation. Un autre aspect prédominant dans la littérature que nous venons de commenter, c'est l'évocation des causes de la présence des jeunes dans la rue.

#### **1.1.5. Les causales traditionnelles de la présence des jeunes dans la rue**

Nous parlons des causales traditionnelles parce qu'il s'agit des causes très présentes dans bien des études menées sur le phénomène des « jeunes en situation de rue » que ça soit en RDC ou ailleurs. Nous allons le voir, ce sont presque les mêmes causes qui sont reprises et commentées à quelques nuances près par différents chercheurs. Comme aux points précédents, les ressources théoriques que nous mobilisons vont au-delà des frontières congolaises.

L'analyse de ces pistes causales n'est pas la finalité de cette étude. Le traitement de ce point répond au souci épinglé par Harrati *et al.* (2006, 9) qui pensent qu'il est convenable de comprendre d'abord l'engendrement de la « délinquance » et de la « violence » pour pouvoir ensuite les contrôler, les maîtriser. Méthodologiquement et/ou logiquement nous trouvons incommode de nous atteler à démontrer comment les jeunes sortent de la rue sans indiquer au préalable comment et pourquoi ils y sont entrés. De façon imagée, c'est un peu comme quelqu'un qui cherche à bien comprendre un film. La meilleure façon de s'y prendre consistera à suivre le déroulement du film à partir du début.

Les facteurs à la base de l'éjection des jeunes dans la rue sont nombreux. Des auteurs les qualifient et les classifient de façon diversifiée : facteurs objectifs et subjectifs, facteurs majeurs et secondaires, facteurs macro

et microsociologiques, etc. A voir les choses de plus près, nous trouvons que ces classifications sont fonction du niveau d'analyse considéré. En conséquence, toutes les pistes causales relevées se valent. Mais certaines d'entre elles se révéleront beaucoup plus prépondérantes ou plus récurrentes que d'autres au regard, bien entendu, de leurs effets c'est-à-dire au regard du nombre de jeunes qu'elles éjectent dans la rue. Tout ceci dépendra aussi de la situation considérée.

La classification des facteurs explicatifs en termes de « causes majeures » et de « causes mineures » que mentionnent les chercheurs de l'OCU/UNILU [Kaumba (2005, 38)] peut s'avérer discutable car d'aucuns se demanderaient si les mêmes causes sont toujours prépondérantes et si les autres sont toujours secondaires dans différentes situations impliquant les jeunes. Nous nous prononçons en faveur d'une attitude relativiste dans l'appréhension de cette question, attitude qui nous paraît souple, raisonnable et réaliste car le poids de telle ou telle autre cause est plus fonction du résultat c'est-à-dire l'éjection ou la non-éjection des sujets dans la rue. Un facteur Y dit « majeur » dans la situation (ou pour le cas) A pourrait être « mineur » dans une autre situation (ou pour un autre cas) B. Nous trouvons qu'il n'y a donc pas des causes qui s'avéreraient toujours prépondérantes et celles qui seraient toujours secondaires. Mais cette typologie reste légitime (valable) lorsqu'elle s'inscrit dans une démarche quantitative. Certes, au moyen des données chiffrées, il est possible de prouver que tel facteur (ou telle cause) est prépondérant (majeur) que d'autres. Par ailleurs il sied également de retenir qu'assez souvent, il est rare que l'éjection des jeunes dans la rue soit l'effet d'une seule cause ; plusieurs facteurs peuvent se croiser, se renforcer pour provoquer l'entrée dans la rue.

En ce qui concerne les causes proprement dites, notre synthèse de la gigantesque palette des pistes causales évoquées dans la littérature existante retient six larges groupes de facteurs ci-après : 1) les causes économiques ; 2) les causes politiques ; 3) les causes culturelles ; 4) l'influence du milieu et de la compagnie ; et 5) les aléas familiaux et 6) les causes psychologiques.

### **I.1.5.1. Les causes économiques**

Kasongo (2006, 22-24) note que la misère, la pauvreté, la précarité des conditions socio-économiques affectent de nombreuses familles et les grandes victimes sont surtout les enfants qui, abandonnés à leur triste sort, fuguent, désinvestissent la sphère scolaire pour se retrouver dans la rue. Evoluant sur les traces de Brody, Begue (2000, 12) affirme que les difficultés économiques dégradent les interactions familiales. Partisan de l'explication multifactorielle, Lucchini (1996, 42) souligne que l'entrée dans la rue ne peut pas être exclusivement expliquée par les conditions économiques ou par les conditions d'habitation déficientes. Il constate que les jeunes qui quittent le domicile familial au bénéfice du monde de la rue vivent dans des conditions matérielles parfois très différentes. Certains vivent dans des conditions matérielles satisfaisantes, d'autres pas.

Marguerat et Poitou (1994, 58-60) notent que la crise, l'insuffisance des salaires rendent les parents impuissants face à la prise en charge totale et efficace de nombreux besoins de leurs enfants dont prioritairement la nourriture, le logement, l'habillement, l'éducation et l'instruction. Malemba (2003, 90) fait le même constat ; il trouve que la crise matérielle et ses corollaires (la faiblesse du salaire, la dollarisation, le chômage et les licenciements) font perdre aux parents leur pouvoir d'achat et les rendent incapables de nouer les deux bouts [du mois] et d'assurer la scolarisation de leurs enfants. Il est certain que dans une large mesure l'irresponsabilité des parents prend sa source dans la déstructuration du système social mais il se révèle aussi que parfois cette irresponsabilité est tout à fait délibérée. Certains parents « bousillent » leur argent dans la consommation d'alcool pendant que les membres de leur famille triment à la maison ou plutôt des parents qui ne veulent pas du tout travailler. Les Congolais peuvent se rappeler que de son vivant le musicien Franco a produit une chanson intitulée « Mario », un cas de figure d'un monsieur qui se complaisait à se croiser les bras car baignant indolemment dans la richesse de sa femme malgré le nombre de diplômes dont il était détenteur. D'autres « Mario » peuvent encore exister à Lubumbashi.



### **I.1.5.2. Les causes politiques**

Les conflits politiques, les guerres, l'instabilité des institutions politiques, la corruption, souligne Kasongo (2006, 22-24), sont autant des facteurs qui déstabilisent, détruisent les familles et produisent beaucoup de catégories sociales marginalisées dont les jeunes de la rue. En RDC cette situation est réelle et alarmante, elle a eu et a encore des conséquences sociales incalculables<sup>5</sup>. Des familles sont décimées et la population des orphelins (candidats potentiels pour la rue) ne fait qu'accroître.

### **I.1.5.3. Les causes culturelles**

Dans les milieux africains la sorcellerie, l'envoûtement, la possession démoniaque sont des facteurs souvent évoqués par de nombreux tuteurs pour justifier l'expulsion des jeunes du toit familial. La recherche de Kamena (2007) montre qu'il arrive que les parents ou les tuteurs expulsent leurs enfants sous l'influence des églises dites « de réveil ». Ces dernières assument une grosse part de responsabilité dans l'apposition du label de « sorcier » sur les jeunes. Bon nombre de jeunes dits sorciers errant dans les rues de Lubumbashi se retrouvent dans cette situation parce que les « églises » de leurs tuteurs les ont ainsi étiquetés. Cheuzeville (2006, 123) est surpris de voir qu'en ce début du 21<sup>e</sup> siècle que des mères, des pères, des oncles ou des tantes arrivent à jeter à la rue leurs propres filles ou nièces, avec la conviction que ces « sorcières » sont la cause de tous les maux qui affectent leur famille. Pour l'européen cartésien, dit-il, le mot « sorcier » ou « sorcière » évoque immédiatement des histoires venues tout droit d'un lointain moyen-âge.

Emboîtant le pas à Masamba (1977, 10), Kienge Kienge (2005, 81) fait remarquer que l'accusation de sorcellerie résulte en fait d'un processus de définition sociale par certains acteurs à la suite des interrelations problématiques ou conflictuelles. En effet, poursuit Kienge Kienge, il a été

---

<sup>5</sup> Pendant que nous menons cette recherche, les affrontements armés du 22 et 23 mars 2008 entre les policiers commis à la garde de l'opposant politique et sénateur Bemba Ngombo et les forces régulières du gouvernement viennent encore endeuiller la ville de Kinshasa. Les estimations chiffrées font état de plus de deux cents morts. La guerre qui reprend (novembre 2008) à l'Est du pays n'a pas encore établi son bilan en perte de vies humaines et en nombre d'enfants abandonnés [...]

relevé que le fait d'agresser une personne au moyen de la sorcellerie cache des conflits sociaux réels, fondés sur la divergence des intérêts, et que les accusations portées par une personne ensorcelée et les membres de sa famille contre le prétendu sorcier, indiquent souvent des relations interpersonnelles brisées et non épanouies qui ont créé la peur, l'angoisse, les rivalités et les conflits interpersonnels dont la sorcellerie est l'explication possible.

Malemba (2003, 93) trouve aussi que la mal-compréhension du présumé ancestral selon lequel l'enfant est une ressource matérielle pour les parents fait que celui-ci se sent obligé à nourrir constamment ses parents quel que soit son âge. L'enfant qui s'y emploie prématurément finit par voir que ses parents ne lui sont pas nécessaires parce qu'ils ne pourvoient guère à ses besoins. Il brave seul les intempéries et la nuit pour trouver de quoi faire vivre la famille. Bien que mineur, il agit en adulte. Mais, étant donné que la maturité mentale et morale lui manque, il suffit d'une petite déception pour qu'il se résolve à se débarrasser de ses parents en allant vivre seul dans la rue, loin de ceux-ci.

Sur le plan culturel nous évoquons également « l'exclusion scolaire ». Marguerat et Poitou (1994, 58-60) constatent que, par ses exigences, sa discipline, sa rigueur, son organisation, son système de sélection et son fardeau financier, l'école endosse sa part de responsabilité dans la rupture du cursus scolaire des jeunes gens et partant, leur exposition à la rue.

#### **I.1.5.4. L'influence du milieu et de la compagnie**

Pour Marguerat et Poitou (1994) le degré de pauvreté, de désorganisation de l'environnement vital exerce une remarquable influence négative sur le comportement des jeunes. Voilà qui réhabilite encore les thèses des écologistes dont Shaw et Mc Kay qui ont soutenu, il y a belle lurette, que *la délinquance* n'est pas dans la personne ; ce sont les réalités du milieu qui rendent « délinquant » (Farrington, 1994). Malemba (2003, 91) soutient aussi que le milieu de vie avec ses aléas, son réseau relationnel influence sérieusement la vie des jeunes, en particulier leur vision du monde. Si ce

monde paraît confus à l'enfant, celui-ci tente de pourchasser l'imaginaire dans la rue.

Focalisant son regard sur la scène sociale dans son explication environnementale, Carra (2001, 12) indique que plusieurs acteurs sociaux sont impliqués dans la constitution de la *délinquance juvénile* [dont la présence dans la rue] : les parents, l'entourage, les enseignants, les travailleurs sociaux, les policiers et les jeunes eux-mêmes. Pour Carra l'origine de la *délinquance juvénile* est donc à situer dans la confrontation des différentes logiques d'action de tous ces acteurs impliqués, logiques dont les effets pervers ouvrent la voie à la délinquance de rue.

L'influence de la compagnie constitue également un facteur non négligeable dans l'éjection des jeunes dans la rue. D'après Marguerat et Poitou (1994), bon nombre de jeunes se retrouvent aujourd'hui dans la rue suite au contact mal géré avec les jeunes vivant dans la rue. Kaumba (2005) soutient que les plus exposés à cette contamination sont, comme on peut s'en douter, les jeunes qui descendent quotidiennement dans la rue pour y exercer une activité lucrative. Ce contact fait qu'ils échangent des « trucs » et des expériences de la rue. Selon le modèle de l'association différentielle attribuable à Sutherland, note Begue (2000, 13), le groupe des pairs constitue un endroit privilégié favorisant l'initiation aux techniques *délinquantes* et l'apprentissage collectif d'attitudes défavorables. A Lubumbashi, une certaine croyance véhiculée par le sens commun laisse croire, comme la métaphore magique de cette explication, que si un enfant « normal » goûte dans la marmite du « Schegue » ou partage avec lui un quelconque repas, c'est fini pour lui, il est dompté, ensorcelé ; il entre et reste dans le « monde de la rue ».

#### **I.1.5.5. Les aléas familiaux**

Ces aléas sont de plusieurs ordres. Nous en épinglons trois ci-après : a) les conflits conjugaux ; b) la maltraitance des jeunes ; et c) l'incapacité mentale et/ou physique des parents.

### a) Les conflits conjugaux

La famille est une entité déterminante dans l'équilibre ou le déséquilibre des enfants. Une famille déséquilibrée perd sa capacité de contrôle, de contenance des membres qui la composent. Par « conflits conjugaux », Marguerat et Poitou (1994, 58-60) entendent « les disputes de tout genre, la dysharmonie entre les membres de la famille, principalement entre le père et la mère ». Ces facteurs rongent sérieusement la stabilité familiale et laissent béante la porte qui mène les enfants droit à la rue.

Kasongo (2006, 22) note que le divorce, la séparation et le décès de parent(s) sont des facteurs qui produisent des familles dites monoparentales, remariées, séparées et polygames. La plupart de ces familles sont sans repères et incapables de poser des limites à leurs membres ; ce sont des familles déstructurées. Pour Carra (2001, 87) ces familles constituent les principales responsables de la situation que subissent les enfants. Voilà, dit-elle encore, qui rejoint l'explication scientifique dominante de la *délinquance juvénile*, celle de la situation anémique des familles dans lesquelles grandissent les jeunes. Lucchini (1996) trouve que ce qui caractérise la plupart de ces familles, c'est, entre autres, « la dissolution du couple parental, la fratrie nombreuse et dispersée, les fréquents changements de résidence, les placements précoces des enfants dans des institutions de l'Etat ». Tout cela entraîne une instabilité des références pour l'enfant qui, à des intervalles réguliers, cherchera à reconstituer ses relations sur le plan affectif et social. Très tôt l'enfant est confronté au caractère provisoire du lien social et sa fragilité. Il (l'enfant) se trouve ainsi dans une situation instable caractérisée par l'absence d'un espace personnel préservé. Son départ du toit familial vers la rue peut donc être interprété comme une tentative faite pour interrompre le caractère cyclique des événements qu'il subit.

Selon Malemba (2003, 90), le décès de parent(s) est un facteur significatif dans le cas où l'enfant n'est pas pris en charge par les collatéraux du défunt [généralement le père] à cause des contraintes de l'urbanité (salaire individuel, exigüité de l'habitat, etc.) et les limites de la solidarité. Si c'est la

mère qui est décédée, le remariage du père n'est pas toujours heureux pour l'enfant. Il est même généralement constaté que les enfants orphelins de mère sont plus exposés à la rue que les orphelins de père.

Quant au divorce, d'après le même auteur, il constitue un événement malencontreux qui traumatise et déstabilise l'être et le devenir des enfants. Ce facteur est récurrent dans le matériau empirique en notre possession. Le divorce peut parfois avoir une explication ethnique ou religieuse. Il y a des enfants qui sont dans la rue suite à la rupture forcée du mariage hétérogamique de leurs parents. Par exemple, suite à la crise politique, un parent d'une ethnie donnée sera contraint de divorcer d'avec son conjoint d'une autre ethnie. A titre d'exemple, lors du conflit ethnique Katangais-Kasaiens de 1994 et lors de la guerre rwando-congolaise de 1998 pareils cas de divorce ont été vécus. Malemba (2003, 93) affirme que la conversion à une religion ou à une pratique religieuse prônant la monogamie peut aussi entraîner la rupture brutale du mariage ou de l'union libre du fidèle d'avec la deuxième femme. Ou bien c'est la femme qui se convertit et rompt, au nom de la morale religieuse, tout lien d'avec celui qu'elle considère désormais comme « le mari d'autrui ». Les enfants issus des relations antérieures à la conversion peuvent être malmenés, surtout lorsqu'ils sont considérés comme conçus dans le péché.

#### ***b) La « maltraitance » des jeunes***

La notion de maltraitance fait l'objet des commentaires au deuxième chapitre de la troisième partie de ce travail. Les sanctions telles que les fouets, la privation de nourriture, les mauvais traitements sont autant des facteurs qui ont terrorisé et fait fuir beaucoup de jeunes gens du toit familial. Il ne s'agit pas que de mauvais traitements physiques mais bien aussi de mauvais traitements psychologiques. Malo et al. (2001, 57-82) présentent comme indicateurs des mauvais traitements psychologiques les éléments ci-après : le mépris, les menaces, l'isolement physique ou social de l'enfant par l'adulte, l'indifférence aux besoins affectifs de l'enfant par l'adulte, l'exploitation de l'enfant à des besoins sexuels, l'imposition à l'enfant des rôles qui l'asservissent, etc. On sait aujourd'hui, continuent ces mêmes auteurs, que la violence psychologique envers les enfants est probablement celle qui laisse le plus de séquelles à long

terme comparativement à la violence physique ou à la négligence. Et ces néfastes conséquences sont multiples dans la vie des jeunes : on parle de rejet social, d'attachement de type insécure, de troubles de comportements intériorisés et extériorisés, d'agressions, de problèmes interpersonnels, de perception négative de soi et des autres, de pessimisme face à l'avenir et de délinquance.

### ***c) L'incapacité mentale et/ou physique des parents***

Il arrive, d'après Malemba (2003, 93), que les enfants dont les parents souffrent de démence ou des troubles psychiques soient obligés d'accompagner ceux-ci dans la rue pour mendier. Ne sachant pas scolariser l'enfant, le parent malade contraint celui-ci à fréquenter régulièrement la rue avec lui. Voilà les éléments informatifs que nous pouvons retenir sur les aléas familiaux. Et enfin, la sixième et dernière piste causale que nous avons retenue, c'est l'étiquetage dont font l'objet les jeunes dans leur société.

#### **I.1.5.6. Les causes psychologiques**

Les causes psychologiques que nous mentionnons réfèrent à la représentation disqualifiante dont les jeunes sont victimes dans leur société. En réalité cette représentation est beaucoup plus un facteur de maintien des jeunes dans la rue qu'un facteur causal d'entrée dans cet univers. Traités de *nuisibles*, plusieurs jeunes, écrit Kasongo (2006, 22-24), entrent en contradiction avec leur société qu'ils qualifient, de leur part, d'irresponsable, d'insensible à leur situation. En guise de réponse à leur mal considération, les jeunes brillent par un comportement « asocial » dont l'investissement du monde de la rue. Cette sorte de bras de fer entre les jeunes et leur société rejoint à peu près l'idée de Kokoreff (2003, 10) selon laquelle les effets de réputation qui s'exercent avec force, attribuant mécaniquement à la cité, comme à tout l'environnement et aux populations qui y vivent des propriétés négatives, font que ces populations déploient diverses stratégies pour faire face à la stigmatisation. Au même sujet du conflit entre les jeunes et leur société, Carra (2001,33) souligne que les jeunes dévalorisent l'environnement qui les rejette tout en se valorisant. La dévalorisation et l'affaiblissement, voire la rupture des

liens sociaux avec les principales instances de socialisation (famille, école, dispositif d'insertion professionnelle etc.), contribuent à réduire l'environnement à des schémas lointains et hostiles. Ces schémas prendront à peu près la forme de stéréotypes et contribueront à la fermeture du groupe par rapport à l'extérieur. En conséquence, de cette interaction conflictuelle, se dégage ce que Carra nomme « le double processus de ségrégation ». La dynamique de cette ségrégation, double processus se développant en spirale où des perceptions négatives et stéréotypées s'établissent de part et d'autres, renforce d'un côté la stigmatisation sociale et de l'autre l'adhésion au monde de la rue. L'environnement dévalorisé, perçu comme foncièrement hostile, favorise les comportements déviants des jeunes, certains de ces comportements sont à lire comme des manifestations de la rage qu'ils déclarent éprouver, de la haine qu'ils disent ressentir.

#### **1.1.5.7. La tendance dominante de l'explication causale ci-dessus évoquée**

Nous découvrons à travers les lignes qui précèdent que l'explication multifactorielle est manifestement la tendance dominante. Partagée par bien de chercheurs, cette tendance s'avère pertinente parce qu'elle considère plusieurs niveaux d'analyse et procède au croisement de plusieurs facteurs qui se soutiennent dans la saisie du phénomène d'éjection des jeunes dans la rue.

Walgrave (1992, 15,16) trouve qu'il faut quitter les schémas simples de la mono-causalité ou de la causalité linéaire car, dit-il, « la relation entre les phénomènes se conçoit comme une causalité circulaire, qui se développe dans une dynamique où ils se renforcent ou se canalisent mutuellement ». Il n'y a donc pas de facteurs isolés qui déterminent vraiment le comportement humain. Il faut penser en termes d'influences, qui se situent toutes dans des réseaux d'interdépendance composés d'éléments objectifs, individuels et collectifs, d'ordre naturel et culturel. Beaucoup plus pragmatique Lucchini (1998, 352) note que ni la misère, ni la violence ne suffisent pour expliquer le départ de l'enfant dans la rue. Il faut que d'autres facteurs interviennent. Il y a d'abord la perception subjective de la violence et celle des ressources dont il dispose pour l'élaborer. Cela varie d'un individu à l'autre [...] Il est donc trop simple

d'invoquer la misère, la violence, la promiscuité, l'instabilité des relations familiales et du couple parental, l'absence d'autres adultes responsables, la forte mobilité spatiale du groupe familial, le travail précoce de l'enfant dans la rue et dans le secteur informel, le manque de différenciation fonctionnelle de l'espace construit typique de nombreux bidonvilles, l'expulsion scolaire, etc. pour expliquer le départ de l'enfant. Considéré de manière isolée, souligne l'auteur, un facteur, même important n'explique rien du tout.

Dans ce même ordre d'idées, Campeau (2000, 65) estime que rarement un seul facteur, qu'il soit structurel ou individuel, est à lui seul responsable du fait qu'une personne devienne itinérante [ou errante]. Il n'est pas non plus possible pour chaque individu, de dire avec certitude quels sont les éléments qui l'ont conduit à l'itinérance, quels sont ceux qui l'y ont maintenu et quels sont ceux qui ont aggravé sa situation. Mais nous reconnaissons que tous les facteurs n'ont pas le même poids, certains peuvent exercer une influence plus marquée que d'autres. Selon le parcours de vie d'une personne, un facteur donné pourra participer à sa venue à l'itinérance, alors que chez une autre personne ce même facteur sera plutôt celui qui contribuera à la maintenir dans cet état ou encore à aggraver la situation dans laquelle elle se trouve.

L'explication factorielle telle que commentée ci-dessus est certes riche et valide pour rendre compte des réalités vécues par les jeunes à leur entrée dans la rue. Par ailleurs nous trouvons que, par sa nature étiologique, celle-ci, qu'elle soit mono ou multifactorielle, n'épuise jamais la question traitée car la liste des facteurs explicatifs est indéfiniment extensible. On pourra aller de cause en cause, de tel facteur à un autre sans jamais atteindre la saturation explicative. En plus, cette explication connaît la prépondérance des facteurs macrosociologiques lesquels, à un certain niveau, peinent à rendre compte les faits à l'étude.

Donc malgré la richesse des éléments qu'elle avance, l'explication multifactorielle reste sujette à discussion. Donnant voix à nos données de terrain (notre arsenal empirique) dans une perspective microsociologique, nous découvrons que la causalité multifactorielle brandie dans la littérature antérieure



pour justifier l'éjection des jeunes dans la rue, bien que plausible, mérite une relecture du moins pour notre champ d'investigation. Nous répondons à cette préoccupation au troisième chapitre de la troisième partie de ce travail qui traite des réalités du monde de la rue.

Le champ conceptuel étant déblayé, il devient facile pour nous de passer à la présentation et à la construction de notre objet d'étude.

## **Chapitre II : LA CONSTRUCTION DE L'OBJET A L'ETUDE**

Ce chapitre comprend une introduction et les trois points suivants : 1) le contexte d'émergence de l'objet, 2) la portée sémantique de la notion de « rue », préalable pour une bonne compréhension de l'objet et 3) la notion de sortie de la rue, notre objet de recherche.

### **I.II.1. Introduction du chapitre**

De manière peu savante l'objet de recherche peut se concevoir comme ce sur quoi porte la question soulevée. Dans une acception épistémologique Kauffman (2004, 20) note que l'objet de recherche c'est ce qui parvient à être séparé de la connaissance commune et de la perception subjective du sujet grâce – bien entendu – à des procédures scientifiques d'objectivation. L'objet n'est donc pas un donné qui existerait en soi, à l'état naturel ; c'est un construit, un produit de l'effort intellectuel. La rupture épistémologique que Albarello (2003, 19-20) nomme « extériorité intellectuelle » conduisant à la construction de l'objet se remarque, entre autres, dans la pratique du chercheur par la recherche des concepts adéquats devant traduire les faits étudiés. Lorsque les jeunes quittent la rue, la littérature parle couramment de l'insertion ou de la réinsertion sociale. Nous avons constaté que ces deux notions sont réductrices de la réalité de terrain. Les trajectoires de sortie de la rue sont nombreuses et variées. Le lecteur du présent travail remarquera que nous avons adopté un langage descriptif considérant qu'il s'agit tout simplement de la « sortie de la rue » et non de l'insertion ou de la réinsertion, notions à connotation institutionnelle et morale.

La présente recherche, comme précédemment souligné, procède au renversement de la question [Comment on devient délinquant] qui a soutenu beaucoup d'études antérieures. Suffisamment édifié par les travaux antérieurs portant sur la manière dont les jeunes de Lubumbashi entrent et vivent dans la rue, nous voulons, en ce qui nous concerne, focaliser la quintessence de la présente étude sur la description, l'analyse et la compréhension de la manière dont les jeunes de la rue arrivent à sortir de la rue. Notre étude porte donc sur

ce que nous nommons « les trajectoires de sortie de la rue des jeunes à Lubumbashi ».

Par rapport à la littérature antérieure, cet objet d'étude ainsi annoncé, se veut, comme l'indiquent Délauriers et Kérisit (1997, 90-91) un creux qu'il s'agit de remplir. Il s'inscrit dans une problématique de l'avancement des connaissances. Il s'agit d'un objet qui est choisi en fonction du manque décelé dans le corpus des connaissances portant sur les jeunes de la rue à Lubumbashi. Cet objet de recherche est pensé en termes d'un écart entre ce que nous savons [sur le phénomène jeunes de la rue] que nous jugeons insuffisant, et ce que nous désirons savoir en plus.

Produit de notre construction, cet objet annoncé est le résultat d'un long travail de terrain et d'exploitation de la littérature. En effet Delauriers et Kérisit (1997, 92) font remarquer que dans la recherche qualitative l'objet de recherche se construit progressivement, en lien avec le terrain, à partir de l'interaction des données recueillies et de l'analyse qui en est tirée. Ceci ne veut pas dire que l'objet de recherche se construit en se fondant uniquement sur les données de terrain. Ces deux auteurs estiment qu'il faut lire ce que les autres chercheurs ont écrit avant nous (avant soi), il faut en quelque sorte monter sur leurs épaules de façon à voir plus loin, et ceci, pensons-nous, quel que soit le tracé de recherche suivi (inductif ou hypothético-déductif).

La sortie de la rue, notre objet d'étude, suscite un certain nombre d'interrogations à clarifier : Que représente la rue ? Que veut dire « sortir de la rue », Peut-on réellement « sortir de la rue » ? Peut-on « s'en sortir » sans sortir de la rue ? La sortie est-elle ponctuelle, continue ou définitive ? Quels seraient les tenants et les aboutissants des processus de sortie de la rue ? Telles sont les interrogations qui indiquent les pistes de recherche envisagées dans cette recherche. Avant de les aborder nous trouvons impérieux de commencer par la description du contexte d'émergence dudit objet à l'étude.

### I.II.2. Le contexte d'émergence de l'objet

Trois sous-titres suivants forment l'ossature de ce point : 1) l'aperçu historique et politique de la RDC, 2) Quelques aspects du contexte économique et social de la RDC et 3) le rapport du chercheur à l'objet.

#### I.II.2.1. Bref aperçu du contexte historique et politique de la RDC

Elles sont nombreuses les littératures de tout genre (historiques, sociologiques, médiatiques, locales et étrangères) qui décrivent le contexte politique, économique et social de la RDC<sup>6</sup>. Par leur fond ces productions se recoupent sur plusieurs points. Elles diffèrent beaucoup plus par leur forme et par leur style qui varient d'un auteur à un autre. Dans l'ensemble ces littératures évoquent les mêmes réalités, étalent les mêmes éléments. Pour éviter une redite tautologique et ennuyeuse nous avons opéré un choix parmi ces productions. Toutefois en bas de cette page, sont présentées quelques productions permettant à quiconque veut savoir un peu plus sur la réalité congolaise d'être plus ou moins éclairé.

Le développement de ce point s'inspire fortement des données de l'analyse faite par Cros et Misser dans *Géopolitique du Congo* (2006). Leur analyse fournit des données historiques se rapportant à divers domaines de la vie sociale congolaise. A divers endroits la reprise de ces données n'est pas totale et intégrale ; elle est sélective. En effet, indiquent ces auteurs, depuis son indépendance, concédée dans la précipitation le 30 juin 1960 par la Belgique (force colonisatrice), le Congo-Kinshasa a connu une histoire mouvementée. Quarante-cinq ans [quarante-huit ans aujourd'hui] plus tard, le pays est toujours en quête d'un système politique stable. Une vague de sécessions et de rébellions qui ont sérieusement endeuillé le pays, a vite succédé à l'indépendance : sécession du Katanga, du sud-Kasai, la rébellion *muléliste* [de Pierre Mulele], la révolte des mercenaires, les mutineries des soldats, etc. Et dans cette tourmente une série d'assassinats d'acteurs politiques s'en est suivie : Patrice Lumumba, Moïse Tshombe, Evariste Kimba, pour ne citer que

---

<sup>6</sup> Tréfon (2004), Tréfon (2006), Kienge Kienge, R. (2005), Kalambayi (2007), Dibwe (2002), Petit (2004), Lupitshi (2006), Rapports PNUD, etc.

ceux-ci. Voilà le tableau qui peint sommairement le paysage politique du Congo des premiers moments d'après l'indépendance.

Dans la continuité des faits, une des plus vieilles dictatures du monde (trente-deux ans), celle du Maréchal Mobutu, viendra en date du 24 novembre 1965 succéder à cette tumultueuse période politique et institutionnelle d'après l'indépendance. Le 17 mai 1997 un autre régime politique remplace la dictature mobutienne. Ce nouveau régime dirigé par Laurent Désiré Kabila, un vieux maquisard bien assis dans l'idéologie marxiste-lumumbiste fera vite naître dans le chef des Congolais, longtemps chosifiés, martyrisés par la dictature mobutienne, une brève lueur d'espoir au regard des résultats bénéfiques vite enregistrés sur les plans politique, économique et social : relèvement du pouvoir d'achat du Congolais, apurement des arriérés de salaire, régularité du salaire mensuel, rétablissement de l'autorité de l'Etat ( des ministres du gouvernement et hauts cadres des entreprises sont arrêtés et incarcérés pour détournement d'argent, des bandits et des voleurs sont publiquement exécutés), etc. Tréfon (2007, 23) reconnaît aussi ce bon début du régime Kabila Laurent lorsqu'il note qu'avec l'avènement du président Laurent Désiré Kabila, les choses ont changé du moins dans un premier temps [...] Face à cette même réalité, Hamuli (2002, 236) livre une lecture des faits. Pour lui, contre tout espoir, le régime du 17 mai 1997 s'est limité à la reproduction du modèle dictatorial de Mobutu. De toutes les façons, sous le régime de Kabila (père) les anciennes pratiques *mobutiennes* (vol, détournement de fonds, etc.) ont été étouffées. Mais, la période Kabila ne sera qu'éphémère. Deux ans après, une rébellion fait irruption dans le pays et le gouvernement de Kinshasa est mis à mal. Deux ans plus tard toute lueur d'espoir s'estompe avec l'assassinat de Laurent Kabila à Kinshasa dans son bureau de travail (au palais de marbre) la journée du 16 janvier 2001. Les circonstances de cet assassinat n'ont jusqu'aujourd'hui jamais été élucidées.

Dix jours après cet assassinat, Joseph Kabila (fils du défunt), âgé de 29 ans, succède à son père assassiné. Pour la communauté internationale, ce jeune président – au profil pourtant non encore connu – incarne la légitimité de l'Etat congolais. Comparant ce jeune président à son prédécesseur, Cros et Misser (2006, 66-67) notent ce qui suit : « Le père était charismatique, le fils est

distant. Là où le «vieux» Kabila fonçait comme un buffle, «le petit» pèse, calcule, suppute et pose ses pions avec la froideur du jouer d'échecs [...]. Le jeune homme, comme il est bien vite surnommé à Kinshasa, est moins fougueux que son père, plus dissimulé – et poussé à la prudence par la précarité de sa position : sans hommes à lui, sans parti, sans expérience politique, il est posé sur le fauteuil présidentiel comme une balle de ping-pong sur un jet d'eau [...]. Contre toute attente, le régime dudit jeune président continue son bonhomme de chemin. Certainement il est sage de se méfier des apparences car elles sont souvent trompeuses.

S'il faut, au regard des renseignements qui précèdent, tenter un résumé évaluatif de la situation politique et institutionnelle actuelle de la RDC, nous trouvons que, malgré l'organisation en 2006 des élections qui ont reconduit légitimement le président et produit les deux chambres du parlement (le sénat et l'assemblée nationale), la stabilité institutionnelle n'est pas totalement acquise. Une certaine littérature qualifie la crème politique congolaise de « classe versatile en mal d'éthique ». Au mois de septembre 2003 le prélat catholique Mosengwo repris par Cros et Misser (2006, 93) pouvait dire au sujet des politiciens congolais que « certains n'ont pas toujours lu les textes qu'ils ont signés et les ont contestés par la suite [...] ». La disposition constitutionnelle (art. 2/projet de constitution de la RDC) sur le démembrement du pays en 25 provinces dotées de la personnalité juridique déjà votée au niveau du parlement reste jusqu'à ce jour lettre morte. Il en est de même de la loi sur la décentralisation financière autorisant aux provinces d'opérer la retenue à la source de 40% sur leurs recettes provinciales qui reste aussi un sujet à palabre politique, et pourtant déjà adoptée au niveau de l'instance législative. Voilà deux petits exemples qui illustrent combien l'effectivité des textes juridiques fait problème en RDC, pourtant une « république démocratique » comme l'indique son appellation.

Les lignes qui suivent montrent que cette instabilité politique et institutionnelle a une incidence manifeste sur les réalités vécues dans plusieurs secteurs de la vie sociale.

### I.II.2.2. Quelques aspects du contexte économique et social de la RDC

Dans son état actuel, la RDC, *multi scandale*<sup>7</sup> (spatial, minier, agricole, énergétique, forestier, humain, maritime, aquatique, etc.) est paradoxalement loin de sortir sa population du borbier de pauvreté. Il est étonnant que pareil Etat, aux potentialités incommensurables, puisse figurer au bas de l'échelle du PNUD (programme des Nations unies pour le développement) parmi les pays les plus pauvres de la planète.

A en croire les experts en la matière, l'économie de la RDC est à plus de 90 % informelle. Plusieurs observateurs indiquent que l'économie informelle est au centre de la survie au Congo. Par économie informelle, nous entendons les activités économiques qui se déroulent en dehors du cadre légal. L'économie informelle avec son corollaire la précarité sociale amènent dans les rouages économiques et sociaux de la RDC le règne de la débrouille multiforme qui n'épargne aucun secteur professionnel, même les secteurs à très haute sensibilité sécuritaire (la présidence de la république). Cros et Misser (2006, 104) soulignent que même les militaires de la garde présidentielle quémandent des cigarettes ou une bière aux visiteurs du chef de l'Etat. Le règne de la débrouille fait de la population congolaise une véritable « armée des débrouillards ». Beaucoup d'études (Tréfon (2004) et (2007), Nkuku (2006), Kienge Kienge (2005), Kalambayi (2007), Dibwe (2002), Lupitshi (2006), Mazwam (2007), Kilemuna (2007), etc.) montrent à quel niveau le Congolais est plein d'ingéniosité en matière d'invention des stratagèmes de survie.

Par exemple, le policier du commissariat et sous-commissariat instrumentalise le pouvoir de contrôle des situations conflictuelles pour « bien » gérer [à son profit] les amendes transactionnelles y afférentes [Kienge Kienge (2005)]. Le policier de roulage, quant à lui, exploite, entre autres stratégies, celle de « remise de rapport », une pratique qui consiste pour un chauffeur conduisant un véhicule de transport à remettre, chaque fois qu'il est en service, une somme d'argent aux policiers stationnés sur voie publique régulant la circulation routière. A la fin de la journée (du boulot), le « rapport » est partagé horizontalement entre

<sup>7</sup> Ce terme qui est notre bricolage réfère à la pluralité des ressources naturelles de la RDC.

policiers de la même équipe et verticalement entre subalternes et chefs hiérarchiques [Lupitshi (2006)]. Et le cycle va continuer les jours suivants.

De même les hauts cadres politiques, ceux des entreprises étatiques et non étatiques et ceux des régies financières manipulent et volatilisent des colossales « commissions » versées par des groupes industriels étrangers qui obtiennent d'eux des marchés. Tréfon (2007, 25) note que ces hauts cadres ne sont d'ailleurs pas sélectionnés au hasard : les mécanismes paternalistes et clientélistes déterminent leur choix, qui s'opère tout au sommet du pouvoir.

Les fonctionnaires de l'Etat, de leur côté, s'appuient sur leur statut qu'ils exploitent pour se procurer les moyens de survie. Ce statut offre à chacun, dans son secteur d'activité, l'occasion de privatiser sa fonction pour taxer le contribuable à son profit. Dans l'administration douanière, plusieurs sortes de pratiques et d'opérations sont initiées par les acteurs douaniers. Mazwam (2007) évoque le phénomène de « laboratoire » qui consiste en la fabrication des « vraies fausses » pièces douanières accompagnant les marchandises importées à travers lesquelles les acteurs s'adonnent au jeu de sous et/ou de surévaluation de la quantité ou de la taxe imposable. Toutes ces nombreuses pratiques de débrouille développées dans les secteurs et services publics générateurs de recettes font perdre à l'Etat congolais les moyens de sa politique d'action.

Au sujet des acteurs qui s'adonnent aux activités libérales, Nkuku (2006, 67) dresse une liste bien fournie [pourtant non exhaustive] de leurs activités de débrouille : « abatteur de bois, cambiste (vendeur public de la monnaie), barman (vendeur occasionnel dans un débit de boisson), bonne (fille ou femme domestique dans un ménage), briquetier (pendant la saison sèche), bûcheron, Kadhafi (vendeur de carburant le long des avenues), casseur ou tailleur de pierre, charbonnier, chargeur de bus et autres véhicules de transport de personnes, chariot-man (pousse-pousseur), cireur de souliers, coiffeur d'occasion, commissionnaire pour vente, achat et location des maisons et autres biens, contracteur (terme qui provient du mot contrat : une tâche payante conclue et exécutée en une journée), convoyeur de véhicules, cordonnier, creuseur



d'hétérogénites (minerais), débrouillard (un touche-à-tout) dépanneur, brasseur et vendeur d'alcool traditionnel, aide-maçon, manutentionnaire (chargeur ou déchargeur), musicien, répétiteur d'enfants, plombier de rue, vidangeur (débouchage des WC), receveur de taxis-bus, trafiquant (commerçant ambulancier), vacataire, etc. ». Il faudra aussi noter que dans ce secteur libéral la lutte entre concurrents est généralement menée sans règle. C'est le plus fort qui l'emporte.

Malgré le développement de cette impressionnante montagne de stratégies de survie, la vie du Congolais moyen est loin de refléter la richesse incommensurable de son pays (un multiscandale, avons-nous dit). Petit (2004, 140-141) qui a analysé le régime alimentaire du congolais de Lubumbashi constate que la viande a déserté, pour ainsi dire, la table lushoise. Il n'y a plus qu'une minorité de ménages au sein de la catégorie des plus aisés qui déclarent consommer ce qui est devenu un « luxe » alimentaire [la viande], ainsi que quelques familles de niveau de vie moyen qui doivent ce privilège à leur activité professionnelle. Les poissons surgelés et séchés sont donc à présent la principale base de protéines d'origine animale, et ce dans les catégories de niveaux de vie supérieur et moyen. Pour les plus pauvres [la majorité] le plat de base est le plus souvent accompagné de fretins ou simplement de légumes. Et c'est donc en soirée, continue le même chercheur, que se prend le plus souvent le repas principal du jour [*gong unique* en jargon local]. En tant que congolais, Il est moralement gênant d'évoquer pareilles réalités, pourtant objectives. Kienge Kienge (2008, 240) pense que tout comme le miroir provoque la gêne de se voir tel que l'on est, le regard de l'ethnographe sur son propre milieu provoque aussi une certaine gêne à décrire avec objectivité certaines pratiques à l'œuvre dans son milieu d'appartenance culturelle.

Le Congolais moyen [majoritaire] vivant sans budget mensuel, son manger devient un véritable bricolage. Il y a de quoi compter sur ladite « grâce divine ». Nkuku (2006, 57) note qu'à part quelques exceptions le Congolais, étant sous-payé, n'a pas la maîtrise de son budget mensuel. Son revenu est rarement déterminé. A cause de l'effondrement du tissu économique du pays, les véritables salariés n'existent quasiment plus. Les dépenses ne sont plus

planifiées, le Congolais achète souvent selon ce qu'il possède à un moment précis. Pour le reste, c'est Dieu ou le destin qui décide.

Privé d'une bonne partie des recettes fiscales et douanières, l'Etat congolais se trouve dès lors incapable de s'acquitter de ses nombreuses missions régaliennes. Dibwe (2002, 33) qui reprend le tableau peint, il y a quelques années, par les évêques congolais souligne que l'Etat congolais est mort moralement ; il est déchaîné contre sa propre population, privatisé et rendu délibérément inefficace, il est devenu incapable :

«-d'éduquer la jeunesse nationale : beaucoup d'écoles sont soit détruites, soit fermées et les enseignants sont réduits au chômage ;

- d'administrer la justice ;

- de discipliner son armée et de sécuriser l'ensemble du territoire et des habitants ;

-de maîtriser sa monnaie par une organisation efficace du travail productif permettant la circulation des biens et leur commercialisation grâce à un système bancaire en état de fonctionnement ;

-de payer ses agents, notamment ceux de la fonction publique, les enseignants, les membres du corps médical et paramédical, les magistrats, les militaires et le personnel diplomatique œuvrant à l'étranger ».

Tout récemment (juillet 2008), le même corps d'Archevêques et Evêques de la conférence épiscopale nationale de la RDC vient de dénoncer, parmi tant d'autres, les « cinq fléaux » qui rongent leur pays : la corruption, la misère sociale, la faiblesse de l'autorité de l'Etat, l'insécurité et l'exploitation irrégulière des ressources naturelles<sup>8</sup>.

Un observateur congolais interrogé par Tréfon (2007, 21) décrit la réalité sociale congolaise en ces termes :

«Dans notre Congo, l'Etat est absent : les routes sont abîmées, les enseignants sont payés de manière dérisoire et irrégulière, les médicaments sont introuvables, un transport public digne de ce

<sup>8</sup> Journal le Potentiel du 12.07.2008

nom n'est plus que souvenir ... Auparavant, ce n'était pas ainsi... ».

Tréfon montre que ces sentiments populaires sont inlassablement exprimés dans toutes les langues nationales, dans toutes les régions et par toutes les couches sociales en RDC. Les politologues et les experts en développement les traduisent en termes de caractéristiques d'un « Etat en faillite ».

La précarité des conditions de vie qui s'observe dans ce paysage s'accompagne généralement, comme déjà souligné, de nombreuses pratiques sociales moralement problématiques dont le tribalisme. Au sujet du tribalisme, Cros et Misser (2006, 49) font remarquer que l'absence de l'Etat [en RDC] donne une force beaucoup plus grande à l'identité ethnique parce que la tribu est seule à offrir un soutien (protectorat et justice). Nous montrons plus loin que le tribalisme cherche même à franchir le seuil des milieux dits marginaux dont le monde de la rue.

Face à la réalité sociale de la RDC, Hamuli (2002, 243) indique que plusieurs défis sont à relever : sanitaires, éducationnels, judiciaires [...] et particulièrement l'encadrement de la jeunesse.

Des chercheurs ont esquissé des pistes explicatives de cet état des choses. Les uns insistent sur les causes endogènes et les autres sur les causes exogènes. Pour Hamuli (2002, 21-22) la situation de grande pauvreté et même de misère extrême de la plus grande partie de notre population ne peut pas s'expliquer uniquement par la faible performance de nos institutions administratives, de nos entreprises, encore moins de nos us et coutumes. Notre mode de travail, notre niveau de vie et nos politiques, sont déterminés, pour une part sensible, par l'environnement mondial dans lequel nous vivons. Cet « Ordre mondial » n'est pas facilement discernable, il n'est pas créé par un seul pôle. Il est essentiellement le produit des décisions politiques et économiques de grandes puissances, de grandes institutions financières mondiales, ainsi que de grandes firmes internationales localisées dans les pays du Nord. Qu'on le

veille ou non, continue Hamuli, le mode de fonctionnement économique de la RDC, la gestion des institutions publiques et des entreprises, le niveau de vie des paysans sont assurément déterminés par cet ordre mondial. On ne peut donc pas passer son temps à vilipender cet ordre mondial, mais il est là, têt. Inexorablement il détermine nos forces ou nos faiblesses au niveau national et international. Pour ne pas s'enfermer dans ce déterminisme macrosociologique, Hamuli fait remarquer que mieux organisée et déterminée, toute nation peut influencer cet ordre mondial de manière à ce qu'il réponde à ses intérêts.

Voilà brièvement dépeint le contexte d'émergence (politique, économique et social) du phénomène à l'étude. Nous estimons qu'il est tout aussi impérieux de savoir comment nous sommes arrivé à concevoir l'objet à l'étude.

#### **I.II.2.3. Le rapport du chercheur à l'objet**

Deux situations nous font réfléchir. D'abord, une enquête est menée en 2004 à l'Observatoire du Changement Urbain (OCU en sigle), une cellule de recherche rattachée à l'Université de Lubumbashi. Cette enquête fait le dénombrement et l'ethnographie du phénomène « Enfants de la rue » au Katanga, en commençant par la ville de Lubumbashi. Nous y participons en qualité d'enquêteur de base. Ce contact avec le monde de la rue nous marque et laisse dans notre tête une empreinte indélébile.

Ensuite, en 2006, nous traitons dans le cadre de notre mémoire de DEA un sujet qui porte sur l'organisation des transports en commun dans la ville de Lubumbashi. Parmi les acteurs de la scène [sociale] dont nous étudions les interactions, nous sommes impressionné par une catégorie sociale *suis generis*, celle des sujets localement dénommés « Tchadiens » dont le travail (dans ce réseau) consiste à détourner les véhicules alloués au transport en commun des parkings officiellement institués pour les lancer sur la voie publique à la recherche expéditive des passagers. Vue sous le regard institutionnel, cette pratique de déviation des véhicules est infractionnelle ; elle constitue une violation des textes réglementaires en la

matière. Le sens commun arguera que la bande des « Tchadiens » est majoritairement constituée des anciens jeunes de la rue. Tellement véhiculée, cette hypothèse du sens commun va éveiller en nous une grande curiosité qui va finalement orienter et focaliser notre regard de chercheur sur la vie post-rue des jeunes de la rue. Voilà comment nous sommes parvenu à penser cet objet portant sur *la sortie de la rue des jeunes de Lubumbashi*, objet que nous allons découvrir dans les lignes qui suivent. Mais d'abord palpons les réalités auxquelles réfère le terme « rue » dans cette dissertation.

### **I.II.3. La portée sémantique de la notion de « rue »**

Nous estimons que la bonne saisie de la notion de « sortie de la rue » qui est la notion centrale de la présente étude passerait d'abord par l'explicitation du terme « rue », vocable aux multiples facettes et aux nombreuses fonctionnalités. Lucchini (1998, 358) donne le ton en soulignant que la rue n'est pas un simple espace physique, elle est avant tout un espace qui est investi symboliquement par ses utilisateurs. Une même « rue » peut en fonction des besoins, des intérêts, des biographies de ses différents utilisateurs, devenir plurielle. C'est cette pluralité symbolique et fonctionnelle que nous tentons d'éclairer à travers les commentaires ci-dessous. Cinq points forment l'ossature de ce sous-titre : a) la position du problème, b) les facettes et les fonctions de la rue, c) les pensionnaires de l'espace-rue, d) les jeunes et la rue et e) l'ambivalence de la rue pour les jeunes qui y vivent.

#### **I.II.3.1. Position du problème**

Tout lecteur lucide du présent travail constatera une espèce de redondance du terme *rue*. Sa théorisation (son élucidation) dans les méandres de la présente étude se révèle indispensable. Très présent dans le langage courant, avec généralement un contenu de sens on ne peut plus vulgaire et particulièrement urbanistique, ce terme, non explicité peut brouiller l'intelligibilité de la réflexion faite. La rue est une réalité qui suscite nombre de questionnements à cause de la diversité de fonctions qu'elle assume et de facettes qu'elle présente.

### I.II.3. 2. Les facettes et les fonctions de la rue

Dans la pensée de l'urbaniste qui conçoit le plan de la ville, la rue est une réalité plus ou moins précise. Le dictionnaire Larousse fournit cette précision en indiquant que la rue, c'est la voie publique aménagée c'est-à-dire, dans une agglomération, entre les maisons, les immeubles ou les propriétés closes. Poloni (1994, 470) trouve que la rue est avant tout un espace urbain. Elle se matérialise concrètement par un tracé, par un revêtement (le goudron) et par une fonction spécifique (la circulation motorisée) [...] Elle se hiérarchise entre les grandes avenues bitumées (axes du centre-ville, ou jonctions avec les autres pôles urbains) et les « six-mètres », voies d'accès et de relation entre les concessions. La conception de Poloni rattache exclusivement la rue à l'espace urbain. Cette conception est largement partagée en Afrique. La rue est cependant bien moins matérialisée dans les secteurs périphériques non lotis, en permanence redessinée au gré des constructions, des « déguerpissements » et de déplacements des habitants. De ce commentaire qui précède, nous retenons que la théorisation urbanistique livre une conception essentiellement physique de l'entité « rue ».

Certaines littératures relayées par le vécu quotidien attestent que la rue est une entité « hyper plurielle » : espace de passage public, mode de vie, milieu de vie, famille, contexte socioculturel, lieu de rencontre et d'affaire, sièges de nombreuses activités libérales (généralement informelles), cadre d'opération ou de débrouille des catégories sociales dites *marginalisées*, lieu du déroulement des manifestations de tout genre (politique, culturelle, revendicative, festives, funèbres, publicité commerciale, sportive, etc.). Bref, c'est un véritable espace ouvert à tous et à tout. La diversité des fonctions et des facettes de la rue devient assez transparente comme le fait remarquer Combiér (1994,24) pour qui la rue, initialement lieu de passage pour les passants qui la parcourent, se mue en lieu de vie, de survie, pour ceux qui y échouent et ne parviennent pas à l'investir complètement, condamnés à nomadiser à l'intérieur des limites qu'elle leur fixe, véritable parcours intérieur dans l'univers invisible des cœurs. Poloni (1994, 470-471) abonde dans le même sens en soutenant que la rue se présente de façon ambivalente :

officiellement lieu de passage public, la rue est aussi un lieu d'activité pour la majorité de travailleurs libéraux et ceux du secteur informel ; elle abrite toutes sortes de corporations : mécaniciens, coiffeurs et coiffeuses, dentistes, restaurants, vendeurs ambulants, etc. Pour nombre de ces acteurs, la rue est un espace de ressources économiques. Dans sa mouvance ou sa débrouillardise, chaque acteur s'y prend comme il le peut, selon la marge de manœuvre dont il dispose. La présence accrue des acteurs dans l'espace-rue nous invite à parler des pensionnaires de la rue.

### **I.II.3.3. Les « pensionnaires » de l'entité « rue »**

Delage (2007) trouve que la rue, en tant qu'espace public, est un lieu accessible à tous exprimant de ce fait la diversité de la population d'une ville. Elle n'est pas qu'espace de circulation, mais aussi un endroit où l'on s'arrête, un espace de la vie quotidienne et sociale. Par opposition à la sphère privée, la rue est le lieu de contact avec « l'autre », celui que l'on ne connaît pas forcément, et qui est différent. Mais la rue est aussi un lieu de l'anonymat, on peut bien y passer sans entrer en relation avec quiconque. Plus qu'un espace collectif, où des individus se regroupent afin de poursuivre des objectifs convergents, la rue constitue une interface entre les sphères publique et privée, car c'est là que cohabitent, ou plutôt « coexistent », dans un respect mutuel, des individus entretenant ou pas de relations amicales, commerciales, etc. C'est un véritable espace de civilité. Ainsi décrite, la rue est le lieu de l'hétérogénéité, de la pluralité par ses composantes et par les fonctions qu'elle assume au profit de ses nombreux pensionnaires.

Dans certains milieux africains la rue est également, pour nombre de jeunes scolarisés des quartiers non électrifiés, le lieu des lampadaires sous lesquels l'on vient parfois réviser les examens. En tant que lieu de contact, la rue est l'endroit de rencontres interethniques, là où les relations ne sont plus fondées sur la parenté, là où se tissent des solidarités nouvelles. Toujours dans sa face plus ou moins positive c'est-à-dire gratifiante, la rue est aussi le lieu de déambulation de toutes les populations errantes frisant la marginalité : mendiants, handicapés physiques, malades mentaux, etc. A ce titre, la rue est,

pour ces populations coupées d'une vie normale, un espace qui permet, qui oblige à maintenir un minimum de relations avec la société globale. Autrement dit, la rue devient un espace intermédiaire quand on est privé du privé ou exclu du public.

Cette concise réflexion montre qu'en fait, nombreux sont les acteurs qui investissent la rue en tant qu'espace physique et social et qu'en principe, aucun groupement social ne peut s'arroger le monopole d'investissement exclusif de cet espace. Ce milieu est béant, ouvert à toutes les populations. Ce qui ne veut absolument pas dire qu'il est favorable à tous. L'ambiguïté, l'ambivalence, la contingence des réalités qu'on y observe laissent voir que cet espace est loin de mettre tous ses « pensionnaires » à l'aise. On peut y vivre comme on peut mais peut-être aussi y laisser sa peau de plusieurs manières. C'est dans cette espèce d'*imbroglio* qu'apparaissent aussi les acteurs dénommés *jeunes de la rue*.

#### I.II.3.4. Les jeunes de la rue et l'entité « rue »

Pour les jeunes de la rue, la « rue » constitue une entité multiple. Il représente, pour eux, un cadre de vie, une ambiance, une famille, etc. c'est-à-dire un contexte matériel et socioculturel où ils puisent inmanquablement les modèles d'identification lorsqu'ils n'ont pas eu la chance de connaître ou de trouver les éléments de référence au sein de leur famille. De manière générale la rue reste donc l'ultime territoire ou terroir investissable par les acteurs marginaux ou exposés à la marginalisation ; elle représente pour eux cet espace qui leur permet de garantir, comme ils le peuvent, leur survie.

Kaumba (2004, 75) qui reprend l'enquêteur Kahola trouve que la rue reste pour les jeunes en difficulté, un espace d'anonymat, mais aussi de créativité. Ce constat ne veut pourtant pas dire que la rue est pour ces jeunes acteurs un espace de gain facile. On remarquera que la rue offre souvent des conditions d'existence rudes où seuls les aptes peuvent tenir et résister. Un jeune *phaseur* [un jeune de la rue] interrogé par Kahola a trouvé mieux de qualifier les rues de la ville de Lubumbashi de « Sobibor » (camp de



concentration des Juifs en Pologne où les exterminations ont commencé en 1942) à cause de la dureté de la vie qu'on y mène. Ce qui en dit long sur les possibilités d' « en sortir ».

Avec les jeunes de la rue, il se crée ainsi un mode de vie tout à fait particulier que d'aucuns qualifient de *culture de la rue*. Les éléments de cette culture sont notamment l'argot, les rituels d'initiation ou d'apprentissage, les normes, les pratiques culturelles et économiques. De manière nuancée, Bellot (2003, 177) observe par ailleurs que l'hétérogénéité des situations que connaissent les jeunes de la rue ne permet pas d'affirmer qu'ils adoptent tous le même mode de vie qui renverrait à une véritable culture de la rue. Et Jamouille (2003, 299) trouve que le mode de vie de la rue a un système de normes contraignant qui souvent entre en contradiction avec le code de conduite de la société globale. L'école figure parmi les institutions qui vivent cette confrontation. Des établissements scolaires, note Jamouille, sont le théâtre de luttes quotidiennes entre les codes de conduite de la culture dominante, qu'ils sont censés transmettre, et le système de normes partagées par les jeunes qui relève du monde de la rue. Par moments, le monde scolaire se fragmente, prend peur, dissimule ses impossibilités socio-éducatives et s'épuise. L'absentéisme des enseignants répond parfois à celui des élèves. Des trous béants apparaissent dans l'obligation scolaire. La violence et les transgressions se multiplient dans un sentiment d'impuissance généralisé. Parfois, la scène de la rue prend alors le pas sur l'enseignement.

Les éléments de la culture de la rue, une fois intériorisés par le jeune, restent cristallisés en lui et marquent sa vie partout où il se meut. Même lorsqu'elle cesse d'être le port d'attache, fait remarquer Combier (1994, 89), la rue reste un repère pour le jeune qui y a vécu, qu'elle a façonné. Personne ne doutera que la rue soit porteuse d'un enseignement dont la portée et la valeur ne peuvent être négligées, dans la mesure où ce sont des millions d'enfants qui reçoivent aujourd'hui cet « enseignement ». Nino (jeune de la rue occidental) interrogé par Jamouille (2003, 300) ne mâche pas les mots :

« Même si tu pars, la rue [le quartier], c'est à l'intérieur de toi. On est marqué par la rue [la cité]. Un gars de la rue, ça se voit, la façon de parler mais pas seulement ; on est marqué physiquement : la démarche, le regard fixe, droit. Si on me regarde dans les yeux, je ne vais jamais les baisser, baisser les yeux, c'est baisser ta garde ».

Investie par les jeunes, la rue est une entité qui renferme en son sein des micro-espaces que Grell (1991, 170) nomme « les niches provisoires », « des espaces de convivialité, mobiles et transitoires, que les jeunes se créent par interaction les uns avec les autres et qui leur offrent la possibilité, d'une part d'expérimenter pour mieux se définir et s'orienter, et d'autre part, de s'abriter pour respirer, imaginer des issues et des moyens de traverser (contourner) les lieux imposés et contraignants qu'ils doivent fréquenter ». Les niches provisoires remplissent des fonctions sociales significatives qui se définissent par une double opération suivante : « -la production d'espaces d'habitabilité temporaires voire ponctuels mettant leur vie un moment à l'abri des regards et influences pour expérimenter des façons d'être ensemble ; - la recomposition des forces psychiques permettant collectivement de reprendre du « moral », de s'entraider, de se revitaliser mutuellement avant de retourner vers d'autres lieux en développant, au besoin, des tactiques pour s'en accommoder ». Les fonctions (les réalités) de ces niches sont multiples : les unions libres, la vie de couple, la vie familiale, les cercles d'amis, les rencontres amicales, les réseaux d'entraide et autres formes conviviales d'être ensemble. L'existence de ces *niches* des jeunes peut faire que la rue devienne un enjeu d'appropriation exclusive. Delage (2007) constate que la tentation semble pourtant grande de voir la rue (espace public) devenir l'espace commun à un groupe qui se définit par une certaine communauté d'identité. La rue devient alors un enjeu en termes d'appropriation spatiale et de marquage territorial, ce qui l'apparente à un territoire, c'est-à-dire un espace de contrôle mais surtout de construction des rapports d'appartenance réciproque entre les individus et l'espace qu'ils occupent. Digneffe (1989, 156) qui se réfère à Park note également que les jeunes, membres des gangs (des bandes) considèrent l'espace dans lequel ils évoluent comme un espace particulier, qui échappe à la propriété commune ; ils le défendent contre l'invasion des autres bandes ; dès lors, toute incursion sur

« leur territoire » est considéré comme une agression et provoque de multiples conflits.

Mbembe (1985, 30-31) évoque aussi la présence et le fonctionnement des bandes de jeunes dans les rues de certaines villes africaines et souligne qu'ordinairement fermées sur elles-mêmes, ces bandes vivent pour divers besoins : jeux, subsistance, émancipation, etc. La vie dans ces bandes est particulièrement organisée. A propos de cette organisation, De Boeck (2004, 178) note qu'il n'est pas rare que plusieurs « écuries » s'associent afin de former un groupe plus large, aux maillons plus lâches. La majorité de ces « gangs » sont organisés suivant l'âge et le genre, en groupes bien distincts de garçons et de filles plus âgés ou plus jeunes. Les groupes mixtes sont tout à fait rares. Parfois ces groupes constituent des sortes de coopératives dont les membres partagent l'argent qu'ils se sont procuré, les biens qu'ils ont volés (des vêtements, par exemple) et la nourriture trouvée pendant la journée. Les membres traînent souvent ensemble. Ils se défendent et se protègent mutuellement contre les menaces extérieures. La plupart des groupes masculins ont adopté des hiérarchies fortement structurées, selon un ordre clairement marqué et avec un « chef » reconnu. Quant aux groupes féminins, généralement plus petits, ils gravitent autour d'une fille légèrement plus âgée qui est appelée « mère » et qui sert de maquerele à deux ou trois filles plus jeunes placées sous sa protection. En tant que structures fortement hiérarchisées, ces bandes connaissent aussi leurs conflits et leurs divisions. La soumission totale [au meneur du groupe] y alterne avec une souplesse et une joie de vivre qui en font quelquefois des exemples d'organes de participation. Les prises de décision peuvent y être laborieuses. Elles donnent parfois l'occasion à des discussions acharnées et à l'expression des points de vue divergents. Le débat contradictoire existe. Mais, une fois que la décision est prise, tous les membres y sont astreints. L'obéissance au chef est de règle bien que parfois des dissensions apparaissent. Les contestations et les oppositions ont lieu. Toute dérive vers l'arbitraire est condamnée ici et suffit à *dé légitimer* le pouvoir du chef. L'initiative individuelle est encouragée.

L'observation de Mbembe (1985) étonne favorablement en faisant voir que les jeunes de la rue généralement pris pour des « vauriens » ne sont pas totalement incultes aux principes de base du jeu social en général et du jeu politique, en particulier. Une relative pratique politique est favorablement expérimentée dans leur cadre de vie. C'est la raison pour laquelle la sortie ou la rupture d'avec le monde de la rue n'est pas chose aisée, pour les jeunes qui y vivent, à cause justement des nombreux aspects gratifiants (dont le jeu démocratique) que cette entité leur offre, aspects qui font que la rue passe pratiquement pour leur famille.

En tant que famille, la rue est une cellule, un cadre de vie multifonctionnel qui, tant soit peu, rassure, sécurise, forme, informe, positionne et oblige aussi ses membres.

Nino, le jeune de la rue [déjà cité] s'est encore confié à Jamouille, en ces termes :

« A l'âge de treize ans, ma famille est devenue la rue. Je n'ai presque pas de souvenir avant. C'est comme si j'avais appris à exister là, parce que là j'avais une place, un rôle (...) »

### **1.11.3.5. La rue : espace ambivalent pour les jeunes**

Penser l'espace public, qu'est la rue, seulement comme lieu de désordre, estime Poloni (1994, 472), c'est gommer le fait que, lieu de vie et d'échange, elle est aussi un lieu de socialisation. En tant que lieu de socialisation, la rue serait alors une réponse à la décomposition des rapports sociaux qui ont fait que ceux-ci puissent se retrouver dans la rue. Plus encore, la rue est un endroit où court la rumeur publique, où les nouvelles circulent, où les jeunes s'échangent les petits trucs, les techniques, les savoir-faire professionnels (...). Considérant l'aspect de socialisation, Bellot (2005, 87) souligne que la rue est un véritable terreau initiatique qui offre aux jeunes des opportunités, des ressources susceptibles de provoquer des bifurcations qualitatives dans leur parcours de vie. On remarquera, en conséquence, que pour amener les jeunes à sortir de la rue, il faut leur proposer des alternatives

qui leur correspondent réellement, des alternatives qui sont loin des théories élaborées en leur absence. Il faut donc savoir découvrir leurs réelles attentes à travers divers projets qu'ils initient.

Par rapport à sa fonction socialisatrice et initiatique, c'est une hérésie de chercher à appréhender l'espace-rue rien que dans ses aspects valorisants ; ce serait en tout cas se laisser enfermer dans un dangereux prisme déformant et aveuglant qui prive d'une vision totale et globale de cette réalité vivante, mouvante et archicomplexe. Poloni (1994, 471) note qu'à côté des aspects « positifs », vivre dans la rue est aussi connoté négativement dans une société (congolaise pour notre cas d'espèce) fondée sur la parenté. L'enfant (ou l'adulte) qui vit dans la rue, qui y mange et y dort, devient immédiatement suspect. En effet, il est difficile de comprendre, dans une société où la parenté élargie a des droits et des devoirs envers les orphelins, les veuves, les cadets, que quelqu'un réside de façon prolongée ou permanente dans la rue.

A Lubumbashi, une famille (biologique) qui a un ou des enfants dans la rue est socialement mal considérée, elle est traitée de pauvre, d'irresponsable ou de misérable. Evoquant les réalités du Cameroun, Marguerat et Poitou (1994, 58) constatent que le *délinquant* (le jeune de la rue) qui de temps en temps revient en famille fait honte de la famille. S'il part de la maison, certains parents ne font rien pour l'y ramener. Pour s'en débarrasser, d'autres parents trouvent mieux de le faire admettre dans une institution et l'y oublient.

Combiér (1994, 24 et 93) fait remarquer que dans son aspect ambivalent, la rue devient le lieu de tous les possibles, sans exception. C'est une zone faussement neutre où tout peut basculer, un lieu de tous les dangers. « La réalité qu'elle donne à vivre se juxtapose à celle des passants sans histoires dans l'indifférence de l'anonymat. Elle est cette cour des miracles où la mort la plus macabre côtoie des fiorettes lumineuses, fascinant et hideux mirage qui attire tous les parias avec ses illusions aussi fabuleuses que dérisoires. Image négative d'un monde sans frontière, elle se montre uniformément hostile à ceux qui cherchent en elle un refuge. La solidarité reste leur seule et ultime ressource, qui ne parvient toujours pas à résister au diktat de la faim ». Vivre

dans la rue est donc une épreuve, une lutte sans merci. L'auteur se demande si on saura un jour déterminer combien d'enfants y laissent leur vie quotidiennement.

Marguerat et Poitou (1994, 106-107) rappellent que les participants au forum du Grand-Bassam en Côte d'Ivoire (25 février-02 mars 1985) ont stigmatisé le monde de la rue de « monde de pauvreté et de souffrance ». Malgré les apparences (parfois encourageantes), indique le rapport dudit forum, les jeunes de la rue ne sont attachés à rien ; l'argent n'a aucune valeur pour eux, si ce n'est le fait qu'il les détruit. Dans une lecture presque moralisante, ces deux auteurs trouvent que c'est dur pour un jeune de vivre seul, vraiment dur de se persuader qu'il ne compte pour personne, d'être traqué comme un fauve, à la merci d'un monde sans pitié [...] Très jeunes, ils sont marqués ; ils ont des plaies béantes difficiles à refermer. Pour cela, il faudra compter sur le temps et sur la collaboration de personnes qui aiment les jeunes, quoi qu'ils aient fait et quels qu'ils soient. Car, bien soutenus, ces jeunes peuvent bien s'en sortir. Encore, faut-il qu'ils puissent rencontrer un jour quelqu'un qui saura *perdre* du temps avec eux, qui pourra les *aimer* et les *soutenir* jusqu'au bout. Et le mal principal dont ils souffrent presque collectivement, est de se sentir seuls, isolés, incompris, rejetés.

Sans peur d'être contredit, nous trouvons que pour les jeunes de la rue, l'ambiguïté de l'espace-rue est manifeste. D'une part, cet espace se révèle un refuge et une source de liberté ; elle est stimulante et permet nombre d'initiatives. D'un autre côté, la rue semble trop répétitive, elle est source de dangers et la cible de nombreuses critiques des adultes.

Pour essayer de nous résumer sur ce point consacré à la représentation sociologique du concept de rue, nous constatons que lorsqu'on traite de la question de « jeunes de la rue », le terme « rue » revêt une significativité particulière. Nous reconnaissons avec Lucchini (1996, 86) que par rapport à la vie de ces jeunes, la rue n'est donc pas un simple espace physique et social investi par ces jeunes acteurs. A Lubumbashi quand on parle des « enfants de la rue », le concept de « rue », dans sa dimension matérielle,

recouvre tous les lieux de survie investis par ces jeunes. Il peut s'agir des marchés, des bâtiments abandonnés, des bâtiments inachevés, de la gare, des parkings, des hôtels, des bâtiments d'écoles non ou mal sécurisés, des carcasses de véhicule, des kiosques, des friches, des autobus en stationnement, des auvents de magasins, etc. Ainsi présentée, la rue est un espace indéterminé, très variable et aux dimensions fluides. Il est fort probable que ça soit la multiplicité des lieux et des espaces auxquels revoie la notion de *rue* qui a amené Morelle (2007) à parler des enfants « des rues » et non des enfants « de la rue ». La caractéristique principale de cette entité aux contours indéfinis est d'être presque entièrement ouverte à tous et à toute réalité, formelle comme informelle, privée comme publique, régulatrice et dérégulatrice, vitale et mortelle. Il importe par ailleurs de retenir que dans une large acception, le terme « rue » renferme à la fois les éléments de la matérialité et ceux de la conscience. Morelle (2008, 4) qui a investigué à Yaoundé et à Antananarivo indique que la rue, c'est avant tout un langage : on nomme un espace, on lui confère des attributs (là où on se lave, où l'on dort, où l'on vole, où l'on se drogue) pour le faire exister.

Ayant circonscrit le contenu sémantique du terme *rue*, il devient assez aisé de clarifier le syntagme « sortie de la rue ».

#### **I.II.4. La notion de sortie de la rue**

La clarification de cette notion se fait en deux temps ci-après : sa définition et l'évocation d'une autre notion qui lui est très proche, celle d'insertion ou de réinsertion sociale.

##### **I.II.4.1. Ce que veut dire « Sortir de la rue »**

La littérature américaine exploitée nous indique que « sortir de la rue » ce n'est pas quitter la rue en tant qu'espace physique mais c'est plutôt arrêter ce que bien des chercheurs appellent « la carrière de jeune de la rue ». Sortir de la rue pour les jeunes en situation de rue, souligne Bellot (2005, 93), c'est faire face et lutter contre les identités multiples dégradées socialement : jeune de la rue, itinérant, toxicomane, délinquant et d'autres appellations analogues.

Ainsi définie, la *sortie de la rue* est envisagée en termes de processus élastique.

Pour Lucchini (2001, 81) la « sortie de la rue », c'est la rupture par le jeune de la rue de sa relation avec le monde de la rue et son insertion dans un nouveau champ d'activités. Pour corroborer la pensée de Lucchini, nous estimons que « sortir de la rue » c'est rompre avec la culture ou le mode de vie de la rue en lui substituant des nouveaux référents sociaux. Le sujet qui sort de la rue se constitue des nouveaux repères sociaux et voit son statut changer qualitativement. Autrement dit, il réussit à se faire ou à se refaire une place non ou moins problématique dans sa société. Cette rupture, atténuée Lucchini, n'exige pas que le jeune coupe radicalement toute relation avec le monde de la rue. Il y a de nombreux exemples de jeunes qui ont quitté la rue pour s'insérer dans un nouveau champ d'activités (école, armée, travail, etc.) et qui pendant un certain temps, gardent des contacts avec leurs anciens camarades de la rue.

La sortie de la rue telle que nous la concevons dans cette étude est proche de ce que les psychologues appellent « *résilience* » et de ce que les sociologues considèrent comme « insertion sociale ». *L'individu résilient* peut être défini comme celui qui concrétise un objectif légitimé par le groupe social et cela malgré une situation de départ défavorable (pauvreté, violence, maltraitance, marginalité, etc.). La résilience ainsi définie réfère à une double capacité, celle de résistance et celle de construction. La résilience est donc la capacité de résistance aux obstacles rencontrés (ou aux contraintes subies) et de négociation dont fait preuve individu. Pragmatique, Lucchini (1998, 362) indique que pour identifier l'état de résilience chez l'enfant, il ne suffit pas simplement de mesurer « la capacité de réussir de manière acceptable pour la société ». Il faut identifier des contextes concrets d'action (rue, famille, institution, travail, école, bande, etc.) dans lesquels l'enfant [ou le jeune] est en mesure de développer des facultés de coopération associées à la capacité de faire des choix autonomes.



Il s'observe aussi que le phénomène de résilience est généralement évoqué dans des situations où certaines populations (dont les jeunes de la rue) se butent aux difficultés d'insertion sociale et professionnelle. Bellot (2005, 93) note que l'expérience des jeunes en situation de rue est d'abord et avant tout l'expression des difficultés d'insertion sociale, notamment en raison d'un manque réel de possibilités matérielles et de la présence des contraintes majeures qui limitent plus ou moins leur capacité d'action. Mais il faut noter que ces contraintes ne résument pas à elles seules toute la vie dans la rue. Dans ce contexte de contrainte, on peut penser l'intervention au profit des jeunes comme un moyen de construire et de maintenir avec eux des opportunités qui leur permettront de surmonter leurs difficultés. Grell (1999, 11) pense qu'il faut partir de l'idée que les problèmes que les jeunes rencontrent (les problèmes d'insertion professionnelle et d'intégration sociale) sont pour eux des défis qui transforment l'existence et pas seulement des handicaps qui freinent ou bloquent. Evoluant sur les traces de Durkheim, Gasparini (2005, 447) note que l'intégration sociale suppose, entre autres, que les individus s'inscrivent dans de nouvelles solidarités et qu'ils adhèrent aux buts et valeurs définis par la société.

Par rapport à notre objet, nous trouvons que la sortie de la rue ne peut pas se confondre avec l'insertion ou l'intégration sociale qui relève du modèle défini par l'ordre social légitime. Certes dans certaines circonstances la sortie de la rue peut renvoyer à l'intégration sociale mais elle ne se réduit guère à cela. Les différentes formes de bifurcations (ou issues de sortie de la rue) présentées dans nos résultats (troisième partie de ce travail) argumentent et soutiennent notre affirmation. Tenter de définir la sortie de la rue uniquement en termes d'insertion sociale signifierait que celle-ci un phénomène réglé définitivement selon un modèle établi. Or l'enquête révèle que dans bien des cas la sortie de la rue se présente comme un phénomène multiforme, fluide et réversible.

Carra (2001, 81) fait remarquer que si « sortir de la rue » signifie pour nombre de jeunes l'arrêt de la *vie délinquante* par l'insertion sociale et professionnelle, cela n'est pas le cas pour d'autres. Bien de jeunes trouvent

paradoxalement dans la délinquance une sortie de l'impasse. En effet, Carra (2001) note qu'il y a des jeunes qui estiment que l'insertion sociale par la voie des compétences scolaires et professionnelles [définies par la société conventionnelle] restant fermée ainsi que l'absence de relations positives avec le reste de la société conjuguée aux rejets, vont contribuer à faire de la *délinquance* « une stratégie de compensation, d'acquisition d'une image de soi ». Ces jeunes sont convaincus que le mode de vie *délinquant* [de la rue] constitue la voie la plus facile, la plus efficace pour gagner de l'argent et du prestige et marquer aussi leur participation au jeu social. La réversibilité de la sortie de la rue veut indiquer que tout peut encore arriver dans le parcours biographique. L'itinéraire de vie des jeunes de la rue se lit comme un processus d'une perpétuelle remise en question par la construction, la déconstruction et la reconstruction identitaire.

Le caractère fluctuant imputé au phénomène de sortie de la rue fait que celle-ci peut, pour certains jeunes, constituer une simple étape d'un parcours qui ne dit pas encore son dernier mot ; tandis que pour d'autres, elle peut effectivement constituer l'étape finale de la « carrière de jeune de la rue », notion chère à Lucchini (2001). C'est cette dernière posture qui intéresse le plus la présente recherche. Voilà qui nous a conduit à la production de ce que Kokoreff (2003, 202) nomme « trajectoires ascendantes » que certains auteurs réduisent à la notion d'« insertion » ou de « réinsertion sociale ». Pour ce qui nous concerne, la diversité de bifurcations et celle des issues de sortie de la rue que l'analyse des données met en exergue montre que la notion de sortie de la rue est plus large que celle d'insertion sociale. Nous trouvons impérieux l'explicitation de la notion d'insertion sociale.

#### **I.II.4.2. La notion d'insertion ou de réinsertion sociale**

Il faudra d'abord souligner qu'il existe plusieurs « notions-sœurs » à celle d'insertion sociale et les auteurs peinent parfois à les distinguer nettement<sup>9</sup>. D'après le rapport d'évaluation sur l'insertion des adolescents en difficulté du comité interministériel de l'évaluation des politiques publiques en

<sup>9</sup> Mbanzoulou (2000, 16-17) évoque l'intégration sociale, la socialisation, la resocialisation, la réhabilitation sociale, le reclassement social et la réadaptation sociale.

France (1993), cette expression (l'insertion sociale), dans son acception large, présente plusieurs variantes : parcours, dispositif, écosystème et comme un ensemble de compétences.

*-L'insertion comme parcours* : dans cette approche, l'insertion est décrite comme un parcours à travers les domaines culturel, social, économique et institutionnel, dont la cohésion et la logique apparentes se trouveraient assurées face au temps. Cette trajectoire est influencée, entre autres, par la pluralité d'expériences vécues en chemin par les jeunes.

*-L'insertion comme dispositif* : l'insertion est analysée à travers un ensemble d'institutions et de dispositifs par lesquels passent les jeunes dans le déroulement de leur trajectoire. Il s'agit, ici, de porter un regard sur la manière dont la société, et plus particulièrement les pouvoirs publics, tente de répondre à la demande d'insertion.

*-L'insertion comme écosystème* : elle pensée en terme d'un rapport entre le jeune et son environnement. L'espace constitue un cadre avec lequel le jeune doit apprendre à composer. L'essentiel du travail déployé à ce niveau cherche à éviter au jeune d'évoluer dans un environnement en inadéquation avec ses besoins.

*-L'insertion en tant qu'ensemble de compétences* : elle se définit comme un ensemble de compétences sociales et professionnelles. On établit une corrélation entre le niveau de formation reçue par les jeunes et leurs chances de réaliser une insertion professionnelle.

Ces différentes facettes de l'insertion sociale ou de la réinsertion sociale montrent que celle-ci est à concevoir en termes de phénomène social « total et global ». Des actions qu'elle envisage sont à mener dans divers domaines [sociaux] et à plusieurs niveaux. D'après les conclusions du rapport susmentionné (1993, 66), l'insertion sociale [de jeunes pour ce qui nous concerne] repose sur des actions à mener sur plusieurs champs d'intervention : le développement de la personnalité, sa socialisation et l'accès de celui-ci à un emploi, aux services et aux prestations sociales. De tous ces champs d'intervention, le champ professionnel revêt une importance particulière. Room et Robbins (1996, 464) soutiennent que la formation professionnelle est vitale

pour les jeunes et/ou les groupes d'acteurs dits vulnérables (les « demandeurs d'emploi problématiques ») parce que l'emploi joue un rôle central dans toutes les initiatives d'insertion sociale (ou de sortie de la rue). A la suite de Schnapper (1990), Dubar (1996, 117) considère que l'emploi est devenu le critère principal du statut social.

Voilà commenté, le sens que nous accordons dans ce travail à la notion de sortie de la rue. En résumé, nous retenons avec Lucchini (2001) que la sortie de la rue, c'est la rupture par le jeune du lien avec le monde de la rue et son insertion dans de nouveaux référents sociaux. Autrement dit, le jeune qui sort de la rue voit celle-ci perdre sa centralité dans son quotidien. A son issue, la sortie de la rue (phénomène processuel) est marquée par un événement particulier variant d'un jeune à un autre. La troisième partie de ce travail qui est consacrée aux résultats le montre clairement. La littérature française<sup>10</sup> fait émerger une litanie d'expressions qui réfèrent au phénomène de « sortie de la rue » notamment « se ranger », « s'en sortir », « raccrocher », « ranger la plume », « se refaire une autre vie », « démarrer du bon pied », « reprendre la musette et aller en usine », « sortir de la galère », « se ranger des voitures » etc. Toute cette ribambelle d'expressions réfère aux processus par lesquels certains groupes marginaux (dont les jeunes de la rue) tentent de se sortir de l'impasse en se créant ou se recréant une place dans la société.

Au regard des enjeux qu'elle soulève, la sortie de la rue est loin d'être, pour nombre de jeunes, une moindre affaire car il est question, pour eux, de défaire un lien habituel et en reconstruire un autre, tout à fait nouveau, avec ce que cela renferme comme impondérables et incertitudes. Cousineau (2005, 117) affirme que la sortie [de la rue] s'accompagne souvent d'une grande vulnérabilité, d'une grande fragilité, d'un grand vide généralement insoupçonné et donc ignoré. Et tout ceci dépend grandement, aux dires de Lucchini (2001, 82), du degré d'attachement, d'appropriation de l'espace-rue par le jeune. Cet attachement ou cette appartenance est aussi fonction des ressources (matérielles, sociales, identitaires, affectives et symboliques) auxquelles le

---

<sup>10</sup> Dont Catani, Maurizio et Verney (1986)

jeune a accès dans la rue. On pourra noter que plus le degré d'appropriation de l'entité « rue » par le jeune est important, plus le processus de sortie de la rue dans lequel il s'engage s'avère long et difficile. Il s'observe donc que la sortie de la rue est un phénomène aux nombreux ressorts, un phénomène à plusieurs dimensions et aux nombreux préalables tant au niveau du jeune que celui du groupe social entier.

Notre recherche, assez ambitieuse au regard des motivations et des visées qui sont les siennes, ne peut, logiquement, qu'être conduite par une question de recherche tout aussi ambitieuse relayée par une problématique clairement définie.

## **Chapitre III : LA QUESTION DE RECHERCHE ET LA PROBLÉMATIQUE**

Comme le titre l'indique, ce troisième chapitre (de la première partie de ce travail) traite de la question de recherche en tant que « fil conducteur de l'étude » et de la problématique entendue au sens de « socle théorique » de cette recherche.

### **I.III.1. La question de recherche**

A la base de tout processus de recherche scientifique, on considère qu'il y a un problème dans la société généralement pensé en termes d'un malaise. Pour ce faire, le chercheur intéressé se décide d'amorcer une réflexion sur ce malaise (ce problème) qui devient ainsi son objet d'étude. Mais, il est établi et admis dans le monde scientifique qu'il ne suffit pas d'avoir un objet pour prétendre amorcer une recherche. Une fois l'objet d'étude défini et le champ d'étude circonscrit, il importe qu'un questionnement de recherche pertinemment élaboré cimente la base de cette étude. Pareille question n'est pas une donnée toute faite, elle est généralement le fruit d'un procédé scientifique parfois délicat alimenté, bien entendu, par la lecture et les données empiriques. En d'autres termes, une fois identifié, défini et circonscrit, l'objet doit donc être questionné.

Quivy et Van Campenoudt (1995, 22) indiquent que c'est par la question de recherche (de départ) que le chercheur tente d'exprimer le plus exactement possible ce qu'il cherche à savoir, à élucider, à mieux comprendre. En début de cette étude la question de départ était structurée de la manière suivante : « Quelles sont les trajectoires de sortie de la rue prises par les *jeunes de la rue* à Lubumbashi ? ».

Dans l'extension de notre réflexion, un questionnement secondaire est venu relayer la question centrale. Nous l'avons formulé comme suit : « Quels sont les facteurs, les acteurs et les enjeux qui se cachent derrière les

bifurcations bénéfiques et problématiques observées dans les trajectoires de vie des *jeunes de la rue* à Lubumbashi ? ».

Evoluant dans un cheminement de recherche inductif, les différentes découvertes livresques et empiriques réalisées en cours ont fait que plusieurs parties de ce travail (objet, question de départ, exploration, problématique, modèle d'analyse, etc.) ont connu des réajustements. Des idées prétendument solides en début de recherche se sont vues avec l'avancement de la recherche déconstruites, reconstruites et perfectionnées dans plusieurs mouvements d'aller et retour. Ces mouvements de construction, déconstruction, reconstruction et perfectionnement n'ont pas épargné la structure initiale de notre question de départ.

Dans sa première formulation ci-dessus esquissée, notre questionnement de départ appréhendait la sortie de la rue comme un phénomène brut qui se saisirait de manière spontanée. Avec l'évolution de l'étude (exploration livresque et empirique), nous nous sommes rendu compte que la sortie de la rue [des jeunes de Lubumbashi] n'est pas un fait brut, spontané et achevé que l'on peut facilement saisir et situer à moment précis de leur parcours de vie. La réalité observée auprès des jeunes de Lubumbashi atteste que la sortie de la rue est complexe ; elle ne s'exprime pas en termes de phénomène figé. Ce n'est pas un phénomène que l'on situerait, par exemple, au terme de l'expérience de la rue. Il est élastique ; il s'étend dans le temps, ses racines prennent source depuis le moment de l'entrée du jeune dans la rue [son mode d'éjection dans la rue]. Un jeune qui a fui ou qui été expulsé du toit familial pour vol d'argent, par exemple, ne pensera pas sa sortie de la rue comme un autre jeune qui le serait pour motif de sorcellerie. Et un jeune ayant une expérience de rue de courte durée (quelques semaines ou quelques mois) n'envisage pas sa sortie de la rue comme celui qui connaît une expérience de rue beaucoup plus longue (plusieurs années, par exemple). C'est en effet à cela que se réfèrent Laberge, Morin et Roy (2000, 95) qui soutiennent que les multiples trajectoires de venue à l'itinérance [à la rue pour notre cas d'espèce] ont des conséquences sur les manières de vivre cette condition et de se la représenter.

Au regard de tous ces éléments, la sortie de la rue, refusant de se laisser appréhender comme un fait brut, spontané ou figé, s'est révélé être un phénomène processuel. Voilà pourquoi nous l'abordons en termes de processus. Ce changement d'angle d'approche de notre objet devait absolument avoir une incidence sur la structure de notre questionnement de départ. Cet effort de reformulation de notre question de départ n'est pas une vaine opération ; Quivy et Van Campenoudt (2006,33) soutiennent que c'est en façonnant sa question de départ que le chercheur entame le processus de rupture épistémologique.

La notion de processus, note Becker (2002, 109), est un indice qui guide vers une manière de pensée qui constitue en soi une bonne ficelle théorique. Ce concept inchoatif fait comprendre l'apparition d'un phénomène en montrant les étapes du processus qui l'ont engendré, plutôt qu'en montrant les conditions qui ont rendu son apparition nécessaire. Cette notion recèle la dimension de la temporalité. De ce fait, note Digneffe (1989, 143), elle (la notion de processus) est dès lors centrale pour la compréhension de la gestion de la vie d'un individu. Tout en intégrant le paradigme de l'interaction, la notion de processus permet de le complexifier en introduisant la temporalité comme une donnée supplémentaire. En saisissant l'objet d'étude en termes de processus, nous voulons rendre compte la série des changements dans l'attitude et l'expérience du sujet tout au long de son parcours de vie.

Cet avancement conceptuel a eu un impact sur la structure première de notre questionnement de départ. Celle-ci [la structure] a tout naturellement connu un réaménagement qualitatif afin de couvrir tous les aspects sous-tendus par l'objet repensé. Dans sa métamorphose, notre questionnement de départ a pris la forme suivante :

*« Comment se réalisent les processus de sortie de la rue des jeunes à Lubumbashi ? ».*



Méthodologiquement toute question de recherche prend plusieurs variétés. Celle-ci [la nôtre] prend les variétés suivantes. Par rapport *aux soucis de savoir*, cette question est à la recherche de l'essentiel. Nous cherchons à comprendre les trajectoires de sortie de la rue suivies par les jeunes [de la rue] à Lubumbashi, trajectoires jalonnées de nombreux aléas et soulevant des enjeux multiples. Pour ce faire, ces jeunes mobilisent diverses ressources. Le questionnement central reformulé induit un regard analytique qui incite, à partir des données empiriques [les entretiens biographiques], au dévoilement du sens et des logiques [l'essentiel] qui se cachent derrière les actions de jeunes et ex-jeunes de la rue car la recherche scientifique, notent Delauriers et Kérisit (1997, 89), refuse de se laisser mener par le sens commun proposé par les acteurs sociaux et refuse aussi de se réduire à une fiction théorique qui annihilerait le vécu des acteurs. Par rapport *aux fins généralement assignées à la recherche*, notre question de recherche annonce une étude essentiellement théorique. De l'avis de nombreux méthodologues dont Quivy et Van Campenoudt (2006), la recherche théorique cherche à comprendre ou à expliquer le comportement humain, l'action sociale ou institutionnelle en les connectant aux dimensions de la structure. Nous explicitons clairement cette démarche dans notre problématique (le point suivant). Par rapport *aux ambitions poursuivies par la recherche*, notre questionnement de recherche a une triple ambition : exploratoire, descriptive et interprétative. *Exploratoire* parce qu'il s'agit d'approcher, par rapport à notre champ d'investigation (ville de Lubumbashi) un objet non encore abordé (la sortie de la rue par les jeunes). *Descriptive* aussi parce que les réalités vécues par les jeunes de la rue dans leur parcours de vie, réalités narrées à travers leurs récits de vie, sont pertinemment décrits au travers les catégories émergées à l'analyse. *Interprétative* enfin, parce que nous voulons rendre intelligible les trajectoires construites sur les expériences de rue et de sortie de la rue en mettant à nu les réalités vécues (les faits et les situations), les ressources mobilisées ainsi que les logiques se cachant derrière les pratiques des jeunes.

En tant que fil conducteur de recherche, la question de départ devait également satisfaire à certains critères afin de remplir au mieux la fonction attendue d'elle. Nous estimons que notre question de recherche ci-dessus

retenue satisfait pertinemment aux trois exigences valorisées par Quivy et Van Campenoudt (2006, 27-37), à savoir la clarté, la faisabilité et la pertinence.

De façon synthétique notre questionnement cherche à répondre aux préoccupations ci-après qui structurent ainsi les deux principaux objectifs qu'ambitionne la présente recherche :

**a) Combler, par rapport à la littérature antérieure (locale), un vide de connaissances sur le phénomène « Jeunes de la rue » de Lubumbashi.**

Au fait, notre objet pensé en termes d'un « creux à remplir » vise la production d'un savoir qui se veut, selon Giorgi (1997, 360), « le plus valable possible » sur l'« expérience post-rue » c'est à dire la vie des jeunes de Lubumbashi après la rue. Concrètement nous voulons montrer comment ils procèdent pour se sortir de l'impasse. Autrement dit nous désirons savoir si le mode de vie de la rue se prolonge encore et toujours au-delà de la rue. Au regard des réalités sociales de notre pays (l'ampleur que prend le phénomène *jeunes de la rue*), pareil souci de savoir nous paraît fondé car susceptible de révéler nombre d'informations fort intéressantes.

A la suite de Chevrier (1993, 50), Delauriers et Kérisit (1997, 91) affirment que lorsqu'un objet d'étude est pensé en termes d'un creux à remplir, le chercheur le choisit en fonction des manques qu'il décèle dans le corpus constitué des productions scientifiques. Pareil objet se conçoit comme un écart conscient que l'on veut combler entre ce que l'on sait qui est jugé insatisfaisant et ce que l'on désire savoir, jugé désirable.

Pour confirmer la faisabilité de notre objet (la sortie de la rue), Léomant et Soutteau-Léomant (1994, 199) soutiennent qu'il y a bel et bien arrêt de la trajectoire « délinquante » lorsque certaines conditions nécessaires sont remplies, c'est par exemple les ressources relationnelles (notamment les rencontres vécues favorablement) qui nécessitent parfois du temps pour se constituer, s'accumuler et être utilisées de façon déterminante par les jeunes pour rompre les logiques de la *marginalité* et retrouver un nouvel espace

d'initiatives dans le choix de leur avenir. L'enjeu à ce niveau consiste à prouver comme l'affirme Kokoreff (2003, 201) que « tous les jeunes en situation de rue ne deviennent [ne restent] pas *dealers* [délinquants] ou plutôt tous ne meurent pas dans la rue. Voilà ce à quoi tourne l'essentiel de la présente dissertation.

Notre préoccupation centrale consiste à montrer que les trajectoires de sortie de la rue des jeunes de Lubumbashi connaissent divers faits et réalités offusquants mais celles-ci ne sont pas que négativement déterminées. Dans la troisième partie [de ce travail] qui traite des résultats de l'étude, nous décrivons, analysons et interprétons ce que nous nommons les *bifurcations bénéfiques* et les *bifurcations problématiques* observées dans les trajectoires de vie des jeunes de la rue à Lubumbashi pour montrer justement que ces trajectoires sont variées et multiformes.

En relevant d'une part les *bifurcations* dites *bénéfiques* et d'autre part celles dites *problématiques* dans l'expérience de vie des jeunes de Lubumbashi, nous voulons, *en quelque sorte* souscrire à la lecture faite par Debuyst, Digneffe et Pires (2008, 353) qui, emboîtant le pas à Becker (1963), considèrent que dans la démarche de compréhension de la *déviance*, il ne faut pas s'intéresser uniquement aux sujets qui suivent une « carrière » débouchant sur une déviance de plus en plus affirmée et qui finissent par adopter une identité et un genre de vie radicalement déviants. Il faudrait aussi prendre en compte ceux qui entretiennent avec la déviance des rapports plus éphémères et que leur carrière éloigne ultérieurement de celle-ci pour les rapprocher d'un mode de vie conventionnel.

Au titre des bifurcations dites problématiques [non bénéfiques pour les jeunes], la recherche se charge de décrire et de montrer comment les jeunes de Lubumbashi en arrivent à cette situation. Sous d'autres cieux pareilles bifurcations sont vécues. Lescanne (1994, 42) relate comme suit le cas d'un jeune camerounais [un jeune de la rue] dont l'issue de la trajectoire de vie a été la mort : « Mais, cette nuit-là, tous l'avaient chassé car il était malade, et ça dérangeait quand il vomissait...Il aurait bien [voulu] guérir mais il n'avait près de lui ni médecin ni infirmier quand il s'est couché, exténué les bras en croix

auprès des voitures qu'il gardait et s'est endormi pour ne plus se réveiller. Il n'était pourtant pas né pour mourir dans la rue ».

Les bifurcations bénéfiques réfèrent aux cas de sortie de la rue à issue ascendante [les trajectoires ascendantes]. C'est le principal point d'ancrage de la présente recherche car le grand défi à relever consiste, comme déjà mentionné, à montrer que les jeunes qui sont aujourd'hui dans la rue peuvent favorablement *s'en sortir* en changeant leur statut individuel et social. Léomant et Soutteau-Léomant (1987, 220) relatent en ces termes le cas d'un jeune acteur qui a bien réussi sa sortie de la rue par un favorable repositionnement social :

« Roger : Ma réussite d'aujourd'hui...c'est le plus beau truc. Après tout ce qui m'est arrivé, tout ce que j'ai fait, et puis c'est impensable ; je me vois encore escalader un mur, je me vois encore piquer tout l'argent, et puis de me voir aujourd'hui dans mes pantoufles et puis chez moi, c'est la plus belle chose quoi ».

Le phénomène de bifurcation (c emballe plusieurs sujets dits marginaux. Castel et Coppel (1991, 247) observent auprès des toxicomanes une alternance dans la consommation des drogues : périodes de consommation extrême, périodes de stabilisation, période d'abstinence volontaire et involontaire, etc. Ils peuvent même renoncer à toute consommation car nombre d'entre eux, cherchent à sortir de la drogue pour devenir aussi comme « tout le monde ».

Si ailleurs, on a réussi à « sortir » de la rue, des cas analogues sont à découvrir dans la réalité de Lubumbashi, notre champ d'investigation. La deuxième ambition de notre recherche est la suivante :

**b) Tenter de dévoiler les ressorts [les ressources et les contraintes] qui donnent forme aux trajectoires observées auprès des jeunes de Lubumbashi**

Notre étude montre que les parcours biographiques des jeunes de Lubumbashi connaissent deux types de facteurs : d'une part des faits, des

événements et des situations frustrants [des contraintes] et d'autre part ceux qui sont favorisants [des opportunités bénéfiques]. Pour ce faire, c'est la manière dont chaque jeune [une subjectivité] va gérer, grâce aux ressources dont il dispose, la tension entre ces deux types de facteurs qui va donner forme et nature aux trajectoires de sortie de la rue. Lesdits adjuvants [facteurs favorisants] et les opposants [les contraintes] sont explicités dans la partie consacrée à ce que nous avons nommé les « obstacles » et les « opportunités bénéfiques » aux processus de sortie de la rue. La gestion de cette tension déterminera également le genre de métiers ou de professions vers lesquels s'orienteront ces jeunes dans leur vie d'après la rue.

Une hypothèse bien répandue à Lubumbashi semble alléguer que bon nombre d'acteurs communément appelés « Tchadiens » (voir Lupitshi, 2006) opérant dans les transports en commun de Lubumbashi proviennent de « jeunes de la rue ». Ces « Tchadiens » sont négativement fichés car s'adonnant au « Kimbirikite », une pratique consistant au détournement des véhicules alloués au transport en commun des itinéraires et parkings officiellement définis pour les lancer sur la voie publique à la recherche des clients, une pratique institutionnellement infractionnelle. Dans l'accomplissement de sa tâche, le « Tchadien » reste perché au véhicule et crie à tue-tête pour appeler les clients en scandant l'itinéraire du véhicule. Quand le véhicule a fait le plein des clients, le conducteur du véhicule remet une prime au « Tchadien » qui se retire généralement de manière acrobatique (saute du véhicule) pour attendre une autre opportunité. La singularité de la réalité congolaise mérite une observation directe. Pour un non natif du terroir congolais, la pratique de Kimbirikite mérite une observation *in situ*. Avec la mobilité sociale très prononcée en RDC et vu aussi l'ampleur de l'imbrication des circuits formels et informels dans les secteurs publics dont celui des transports en commun, les « Tchadiens » changent facilement de statut professionnel les uns devenant des convoyeurs et d'autres des conducteurs de véhicules. La présente recherche tente également de frotter cette intéressante hypothèse du sens commun aux données empiriques. Nos résultats répondent à cette préoccupation.

Notre préoccupation étant essentiellement théorique, nous pensons que les résultats de cette recherche peuvent éclairer les acteurs [ou les intervenants] sociaux intéressés au phénomène « jeunes de la rue » ; ils leur permettront de penser et d'aborder avec plus de perspicacité, plus de lucidité la question de la réinsertion sociale de nombreux jeunes encore dans la rue, non seulement à Lubumbashi, mais aussi bien sur l'ensemble du territoire congolais. Et peut-être encore l'expérience congolaise pourrait servir de modèle sous d'autres cieux africains et même au-delà. Sur d'autres terrains ces résultats peuvent servir non pas de modèle « prêt-à-porter » mais plutôt de modèle malléable, falsifiable et adaptable au contexte considéré.

Il importe à présent de préciser l'angle théorique d'approche de notre objet de recherche c'est-à-dire notre problématique.

### **I.III.2. : La problématique**

Il est une tradition scientifique ou mieux une approche qui conçoit la problématique comme l'ensemble de questions que soulève un sujet de recherche ou plutôt un ensemble de questions justifiant la raison d'être de la recherche menée. Les tenants de cette approche considèrent qu'il y a justement un problème qui justifie que l'on se penche sur tel sujet pour en faire un objet de recherche et qu'une insatisfaction doit être balayée par la recherche. Une autre posture réduit la problématique à l'angle théorique adoptée pour approcher un objet d'étude. Notre lecture souscrit à ces deux postures. Dans sa structuration notre problématique porte sur trois points : 1) l'intérêt du sujet traité ; 2) l'angle théorique d'approche et 3) la grille de lecture des faits.

#### **I.III.2.1. L'intérêt de l'objet à l'étude et l'angle d'approche théorique**

La construction des processus de sortie de la rue des jeunes qui y vivent en permanence est une thématique intéressante pour bon nombre de raisons que chaque chercheur pourrait avancer selon l'angle d'appréhension des faits qu'il décide d'adopter. Pour ce qui nous concerne, nous relevons d'abord la nature du questionnement central soutenant cette étude. Il s'agit d'un

questionnement renversé localement non encore exploré. Nous nous efforçons de montrer non pas comment les jeunes entrent et vivent dans la rue mais plutôt comment ils en sortent. Le premier chapitre de la première partie consacré à l'état de la question révèle que dans sa large majorité la littérature locale existante traite principalement de l'éjection et de l'évolution des jeunes dans la rue. Et dans bien des aspects cette littérature dramatise de façon remarquable le caractère sombre (fatal) de l'avenir de ces jeunes.

Dans ce travail nous cherchons à connaître d'autres destins en montrant que la rue n'est pas toujours un gouffre de non retour. Tous les jeunes qui y passent une expérience de vie, qu'elle soit épisodique ou prolongée, n'y laissent pas absolument leur peau. Les enjeux criminologiques que soulève la présente étude se situent au niveau de cette nouvelle lecture des faits. Exprimée autrement, cette étude remet en cause certaines allégations qui frisent l'évidence consacrant la fatalité de la vie des jeunes qui ont eu la rue comme cadre de vie. Les données empiriques montrent que le parcours de vie de ces jeunes n'est pas linéaire et irréversible ; des cas existent des jeunes qui réussissent à tourner la page de la vie de la rue, qui s'en sortent en réalisant diverses formes de bifurcations dans leur cheminement de vie.

Ensuite la pertinence de la présente étude réside dans la place que les communautés humaines accordent à la jeunesse. En effet, toute société humaine reconnaît en la jeunesse son avenir. C'est grâce à la jeunesse que celle-ci peut se maintenir, se reproduire et se pérenniser. Malemba (2003, 9) souligne que chaque société humaine considère l'enfant [le jeune] comme « espoir de son avenir et de son devenir ». L'enfant l'est parce qu'il permet à sa société de se régénérer et de se maintenir en nombre d'une part, et d'autre part de trouver en lui un agent devant assurer la transmission de ses valeurs propres, celles qui fondent son identité culturelle. A ce titre, toute société humaine se doit un double investissement dans l'enfant qui naît. D'abord l'investissement physique et matériel en vue de permettre à l'enfant de croître et de devenir adulte. Ainsi l'espèce se conserve dans l'espace et dans le temps. Ensuite, la société inculque à l'enfant le fondement spécifique de la vie telle qu'elle émane des expériences collectives remontant aux ancêtres fondateurs

du groupe. Dès lors, l'enfant permet à ses parents de rentabiliser le capital génétique, humain et social hérité des fondateurs du groupe. Autrement dit, sans l'enfant, le processus de la sauvegarde du modèle socioculturel du groupe se rompt et l'identité culturelle de celui-ci s'en trouve menacée.

Mukendi cité par Wallant (1992, 9) trouve que la jeunesse africaine, ferment de l'Afrique de demain, est le tison de l'espoir d'un futur meilleur. Cette jeunesse c'est l'avenir. Mais, nuance-t-il, l'avenir commence aujourd'hui et ne peut se préparer qu'au regard du passé avec le meilleur des connaissances disponibles à ce jour. Wallant pense aussi que l'Afrique sera ce que sa jeunesse sera. Réhabilitée, respectée, enseignée correctement, responsabilisée, celle-ci constituera [alors] l'espoir du continent.

Parlant particulièrement de l'enfant congolais, dans une approche toujours anthropologique, Malemba (2003, 50) note qu'auprès des populations congolaises, l'enfant représente un investissement humain qui garantit la postérité des ancêtres. Il est également un investissement qui potentialise le groupe social, autant qu'il représente le goulot par lequel passent inévitablement la prospérité économique, la stabilité morale et l'harmonie sociale. La configuration numérique de la catégorie sociale constituée des jeunes conforte encore plus l'intérêt qu'il sied d'accorder aux recherches consacrées aux jeunes. Le rapport d'enquête de l'Unicef mics2 publié en juillet 2002 à Kinshasa faisait remarquer que la population congolaise âgée de 0 à 24 représentait 67,3% de l'ensemble de la population. Au regard de ces données chiffrées, il saute aux yeux que le thème décortiqué porte sur une importante catégorie sociale.

#### **I.III.2.2. L'angle d'approche théorique**

En tant qu'angle théorique la problématique est présentée de façon systématique par Van Campenoudt et Quivy (2006, 75-76) comme l'« approche ou la perspective théorique que l'on décide d'adopter pour traiter le problème posé par la question de départ. Elle est l'angle sous lequel les phénomènes sont étudiés, la manière dont ils sont interrogés ». Ainsi définie, la



problématique permet de faire le lien entre l'objet d'étude et les ressources théoriques que l'on estime adéquates pour l'étudier. Méthodologiquement la problématique représente une étape charnière entre la rupture épistémologique et la construction de l'objet. Elle permet de jeter un regard éclairant et ordonné sur la réalité. Elle est donc une manière spécifique d'envisager un problème et de proposer les lignes de force de la réponse à la question de départ qui pourrait ainsi se voir aussi reformulée ou perfectionnée avec l'avancement de la recherche.

Cette manière de penser la problématique montre qu'un même objet d'étude peut susciter plusieurs appréhensions théoriques. C'est au chercheur qu'incombe l'impérieuse charge de préciser, de justifier le présupposé théorique qu'il entend privilégier dans l'abord et la lecture des faits. On remarquera donc qu'établir une problématique c'est choisir, définir et adopter un regard de lecture des faits. Voilà la manière dont nous pensons la problématique dans les méandres du présent travail.

La préoccupation centrale de la présente recherche étant la construction et la compréhension des processus de sortie de la rue observés auprès des jeunes de Lubumbashi, nous soutenons que chaque acteur social est une subjectivité qui s'exprime. Derrière lui, il y a toute une histoire, un passé, une existence, une expérience que l'on peut construire au moyen des trajectoires spécifiques. Mais cette expérience, plus qu'un reflet de la subjectivité purement subjective, est aussi le reflet de toute une histoire sociale. Il s'agit ici d'une problématique qui relève de la perspective sociologique. Touraine (1965, 32) souligne que la première condition d'une analyse sociologique est la reconnaissance de la nature sociale des faits [même individuels]. A propos de la compréhension d'une trajectoire de vie d'un sujet comme nous proposons de le faire, Bourdieu (1994, 89) attire l'attention sur la prise en considération du champ sur lequel celle-ci (la trajectoire) se déroule. Il note qu'on ne peut comprendre une trajectoire (de vie d'un sujet) qu'à condition d'avoir préalablement construit les états successifs du champ dans lequel elle s'est déroulée, donc l'ensemble des relations objectives qui ont uni le sujet

considéré à l'ensemble des autres agents engagés dans le même champ et affrontés au même espace des possibles.

Avec cette perspective sociologique nous voulons rencontrer ou plutôt lire la société congolaise et *lushoise* [de Lubumbashi] en particulier à partir des expériences vécues par les jeunes de la rue à Lubumbashi. Nous attestons que les perspectives individuelles (les trajectoires spécifiques des jeunes) portent les couleurs sociales. Kakudji (2006,132) trouve effectivement que la situation des *enfants* en RDC aujourd'hui reflète l'état de la société congolaise. S'appuyant sur Balaam (1997), Kakudji soutient qu'à la fois emblèmes et indices de la déstabilisation sociale, les jeunes en rupture familiale sont les victimes inadmissibles d'un monde en voie de précarisation et de désaffiliation. Malemba (2003, 78) abonde dans le même sens quand il constate que « ces infortunés ne sont pas des ratés ou des rebuts de la société car leur déplorable situation ne dépend pas de leur volonté. Ils y sont plutôt contraints. Leur vie est à lire comme un signal, un indicateur de la misère sociale [au sens large] : elle est la manifestation de l'instabilité de la famille, le quotient de la récession économique et la résultante de la structuration du système social congolais et de la configuration de la famille en particulier ».

Le reflet du social dans l'expérience individuelle des acteurs est mentionné par plusieurs auteurs. Bourdieu (2008)<sup>11</sup> affirme que nous (les humains) agissons dans un monde qui impose sa présence, avec ses urgences, ses choses à faire ou à dire, ses choses faites pour être dites, qui commande directement les gestes ou les paroles sans jamais se déployer en spectacle. Evoluant sur les traces de Berger et Luckman (1986), Van Campenoudt (2001, 77) constate qu'au cours de son existence, chaque individu intériorise progressivement le monde social qu'il accueille mentalement comme une réalité, sa réalité. Il transforme ainsi un ensemble de contingences en nécessités. Il s'installe lui-même à l'intérieur de ce monde objectif de sorte que ce qui est réel « dehors » correspond à ce qui est réel à « l'intérieur ».

---

<sup>11</sup>[http://www.com/sociol/socio/socionouv/constru\\_bourdieu.htm](http://www.com/sociol/socio/socionouv/constru_bourdieu.htm) (le 28 mai 2008).

Dans ce même angle de conceptualisation sociologique, De Gaulejac (1999, 79) indique que les transformations structurelles de la société traversent l'ensemble des familles et ont un impact sur les trajectoires individuelles. Emboitant le pas à Poirier & alii (1989), Albarello (2007, 78) trouve que la société engendre les idéologies, les valeurs et les techniques, mais ce sont les hommes qui les font, les portent et les vivent et cela tout au long du déroulement journalier de leur existence. Chantraine (2004, 12) considère aussi le devenir biographique de l'individu comme un effet des structurations longitudinales et comme un produit agrégé de l'action sociale.

Voilà qui revient à dire que le vécu présenté dans les récits comme le produit de choix ou de ruptures individuelles, n'est en fait que l'expression, au niveau des individus, des transformations structurelles de la société. Il va donc de soi que les péripéties, les événements, les expériences, les vicissitudes, les faits vécus par les jeunes de la rue à Lubumbashi étalés dans leurs récits biographiques reflètent bien des aspects de la vie sociale congolaise en général et *lushoise* (de Lubumbashi) en particulier.

Les individus portent réellement en eux leur société et l'extériorisent à travers leur comportement et leur langage. Notre problématique ainsi définie, au regard de l'objet d'étude qu'est la compréhension des trajectoires de sortie de la rue des jeunes de Lubumbashi, induit le choix méthodologique. Nous l'expliquons dans la deuxième partie, le dispositif adopté dans l'élaboration de ce travail relève de l'approche biographique appuyée principalement sur les entretiens biographiques. Grâce au récit qui est un produit subjectif, nous réussissons à atteindre le social. Blanchet et Gotman (1992, 17) soulignent que les récits de vie s'attachent à saisir l'individu dans son espace temporel, dans son histoire, dans sa trajectoire, pour atteindre à travers lui la dynamique du changement social. De manière encore bien claire, Lalive d'Epinaï (1985, 248) note que le récit doit être considéré dans sa subjectivité car au plus profond de cette subjectivité se trouve enfouie la réalité sociale et collective incorporée par le sujet.

Par ailleurs, il importe bien de noter que la reconnaissance du reflet du social dans l'individuel ne fait pas des sujets soumis à l'étude des « idiots culturels » [expression de Garfinkel] ni non plus des « aliénés sociaux » [expression de Goffman]. Selon Albuquerque (2007, 23) les individus ne doivent pas être considérés comme des êtres passifs, déterminés par les événements. Malgré le conditionnement des structures sociales, ils sont actifs dans la mesure des possibilités qui s'offrent à eux ; ils tracent leur vie au moyen des stratégies dont eux seuls peuvent rendre compte. En d'autres termes, nous pouvons dire qu'ils font preuve de qualité d'acteurs sociaux. Voilà qui justifie le recours fait à la notion d'*acteur social* selon Debuyst comme notre grille de lecture et d'interprétation des faits (deuxième aspect de notre problématique). Cette grille, en tant qu'instrument d'investigation, nous sert de manière de définir l'être humain en tant qu'objet d'étude. Les commentaires qui suivent vont porter sur la circonscription conceptuelle détaillée de la grille de l'acteur social ainsi que sur la justification de sa mobilisation dans la présente étude.

### **I.III.3. La notion d'acteur social selon Debuyst : notre grille de lecture des faits**

Nous voulons à ce point-ci expliciter deux choses : circonscrire le contenu de cette notion et justifier sa mobilisation dans la présente dissertation.

#### **I.III.3.1. Le contenu de la notion d'acteur social**

Deux groupes d'idées-forces se dégagent de la conception que Debuyst (1990, 25-26) fait de la notion d'acteur social dont il est l'initiateur. La notion d'acteur social indique que le sujet n'est pas un être passif dont le comportement résulterait du jeu des déterminismes ou que ce comportement pourrait s'expliquer en termes [psychologiques] de stimulus-réaction [...] En outre cette notion montre que le sujet ne constitue pas une abstraction dans la mesure où il est porteur d'un point de vue propre qui dépend de la position qu'il occupe dans le cadre social, de l'histoire qui a été la sienne et des projets autour desquels son activité s'organise. Autrement dit, souligne Digneffe (1989,168), l'acteur social n'est pas un sujet abstrait doté intrinsèquement d'un certain nombre de qualités ou de caractéristiques, mais il se constitue par une

confrontation perpétuelle au social représenté par les autres acteurs sociaux et les systèmes normatifs et organisationnels qui ont émergé des multiples interrelations pour prendre une autonomie relative qui peut se trouver en décalage par rapport à d'autres événements historiques.

Ce double contenu conceptuel que Debuyst confère à la notion d'acteur social nous permet de nous rendre compte que les expériences de vie des jeunes (de la rue) décrites dans leurs trajectoires individuelles ne constituent pas que « pur produit » des déterminations de quelque nature que se soit (le biologique, le psychologique, le cosmo-tellurique ou social) ; d'autre part, elles ne sont pas que « pure expression » de leur intentionnalité agissante. C'est donc entre ces deux courants que se lisent correctement leurs expériences de vie. Ces expériences sont l'œuvre des sujets actifs, conscients, situés socialement, ayant une histoire, sujets mobilisant diverses ressources dans la réalisation de leurs projets vitaux.

Commentant la fécondité de la grille de l'acteur social pour la compréhension des conduites humaines, Digneffe (1990, 374) soutient que cette grille de lecture recèle une grande valeur descriptive. Elle suppose une vision du monde dynamique, historique et non déterministe, un parti pris pour une société qui produit elle-même son histoire. Elle est une représentation de l'acteur comme quelqu'un d'inséré dans une histoire et qui manifeste par ses actes ses modes de rapports avec la société au sein de laquelle il revendique une place [ajouté par nous]. En outre, cette grille montre qu'il n'est pas un sens unique à toutes les conduites humaines. Chaque conduite individuelle ou collective prend un sens selon son contexte d'émergence.

Appréciant également à leur manière la notion d'acteur social, Bajoït & alii (2000, 19) trouvent que la grille de l'acteur social permet de voir que les hommes qu'on a sous les yeux sont des êtres de projets qui les portent vers le futur et qui se rapportent à leur identité personnelle. Avec l'acteur social toute action posée a un sens, elle s'inscrit dans un projet individuel ou social. Touraine (1965, 16) soutient que l'action ne peut se définir seulement comme réponse à une situation sociale, elle est avant tout création, innovation,

attribution de sens. Les données empiriques à notre disposition attestent que l'avenir de jeunes de la rue de Lubumbashi est plein d'alléchants projets qu'ils se forment. Nous le montrons au moyen des extraits d'entretien dans la troisième partie du travail au point qui traite du statut actuel des anciens jeunes de la rue.

### **I.III.3. 2. Le choix de la grille de l'acteur social dans cette étude**

L'épicentre de ce sous-point tente de justifier le recours fait à la grille de l'acteur social dans ce travail. Debuyst (1990,33), initiateur de cette grille de lecture, indique que la notion d'acteur social n'est pas une traduction de la réalité mais un outil d'investigation de celle-ci, ou si l'on veut, dit-il encore, une reconstruction de celle-ci qui, selon le niveau auquel on cherche à se situer, pourrait être une manière de restructurer les interrelations.

Nous rappelons que la présente étude est conduite par un questionnement de départ renversé cherchant à savoir non pas comment les jeunes de Lubumbashi entrent dans la rue mais plutôt comment ils en sortent. L'état de la question montre que certaines études antérieures avancent des allégations présentant la vie des jeunes de la rue comme une vie scellée au sceau du destin et de la fatalité. Avec ces allégations les jeunes de la rue sont considérés comme malfaisants et passifs, sans projets, sans initiative et au destin inextricablement prédéterminé. La grille de l'acteur social permet d'observer et de saisir la réalité au-delà de ces clichés dévalorisants largement répandus par certains propos médiatiques, politiques et populaires. La grille de l'acteur social reconstruit cette réalité et induit une autre perception selon laquelle le jeune de la rue n'est ni un rebut social ni un sujet dangereux ; il n'est pas non plus un malade-né ni un être naturellement ou divinement prédestiné à la vie de la rue. C'est un sujet actif ; il a des projets, il lutte, prend des initiatives et mobilise diverses sortes de ressources dans sa survie, dans son processus de sortie de la rue ainsi que dans ses efforts de repositionnement social. Et lorsque nous devons interagir avec eux, nous avons trouvé qu'ils étaient des sujets valables, compétents et capables de parler pertinemment de leur expérience de vie. Au moyen des entretiens biographiques nous avons obtenu d'eux plusieurs informations fiables constituant notre *arsenal empirique*.

Dans la mesure où notre problématique qui relève de la perspective sociologique cherche à interpréter la manière dont les structures et les mécanismes sociétaux se profilent derrière les trajectoires individuelles des jeunes de la rue, la grille de l'acteur social suscite un grand intérêt pour nous parce qu'elle se situe à l'intersection du social et du psychologique et permet ainsi de transcender la discussion tendant à les opposer. Walgrave (1992, 133) trouve que la discussion au sujet de la primauté du social sur le psychologique ou vice versa est une discussion nulle car, dit-il, le psychologique et le social se traduisent, se renforcent, se canalisent et se complètent. Face toujours à ce débat tendant à opposer le social à l'individuel, Faugeron (1990, 457) vante le mérite de la notion d'acteur social lorsqu'elle souligne que la grille de l'acteur social situe l'acteur entre l'individuel et le social. Par conséquent, la fiction de l'acteur social ne peut être rendue opérationnelle dans une démarche de recherche, que si, et seulement si l'unité et le lieu de l'analyse ne sont pas strictement l'individu, s'il y a entre eux un minimum de distance qui permette d'introduire dans les paramètres explicatifs l'interaction avec l'environnement socialisé. Se situant à l'intersection du social et de l'individuel, la notion d'acteur social a l'avantage de montrer que la singularité comportementale propre au jeune ainsi que les mécanismes fonctionnels des structures sociales se rencontrent et se lisent en filigrane dans les trajectoires de rue et de sortie de rue des jeunes de Lubumbashi.

Walgrave (1990, 428-429) soutient aussi que la grille de l'acteur social veut surmonter le dualisme existant entre les conceptions de l'homme comme un être déterminé par les facteurs et les motivations qu'il ne connaît, ni ne maîtrise, et celle de l'homme disposant de libre arbitre, choisissant sa vie. L'acteur est un sujet qui joue le rôle à sa façon, donc partiellement libre et original (à travers le « je » de Mead), mais le social le définit et l'influence dans l'exécution de ses rôles. Toujours au sujet de la primauté entre le social et l'individuel dans le vécu des acteurs, Dubar (2000, 43) s'exprime en termes de deux pôles d'approche : celui qui privilégie la détermination sociale des pratiques individuelles et celui de la construction du social par les interactions individuelles. Par rapport à ce débat, nous trouvons que la grille de l'acteur social passe pour un outil conciliant parce qu'elle privilégie une approche médiatrice entre les deux « pôles ». Cette grille

se situe au niveau charnière en intégrant à la fois les éléments du « macro » et ceux du « microsociologique ». Autrement dit, la grille de l'acteur social opère au niveau « méso-sociologique ». Dubar (2000, 47) trouve que l'avantage du niveau « méso » est sans doute de pouvoir réaliser plus facilement l'articulation des contraintes objectives du niveau « macro » et les constructions subjectives relevant du niveau « micro ».

Notre choix méthodologique basé sur les entretiens biographique [ou les récits de vie] se déduit aussi de la mobilisation de la grille de l'acteur social. Albarello (2007, 78) montre que le narrateur d'un récit de vie sélectionne dans son histoire les faits qui lui paraissent les plus significatifs. Or, ce qui est significatif c'est ce qui représente un enjeu pour lui. Digneffe (1990, 353) pense que retrouver l'acteur social, c'est entre autres choses, retrouver dans l'histoire du sujet ce qui peut représenter un enjeu pour lui compte tenu des ressources dont il dispose et des capacités à se représenter le jeu dans lequel il joue. Les jeunes de la rue interrogés ont, dans leurs récits, fait preuve de qualité d'acteurs sociaux. Ils ont pertinemment su relever dans leur expérience de la rue et dans celle de leur sortie les faits qui les ont fortement marqués [significatifs].

Le phénomène « jeunes de la rue » a la réputation d'être traité de phénomène complexe dans sa manifestation comme dans son explication. Face à un objet si complexe [la sortie de la rue des jeunes qui y vivent], il nous a, tout naturellement, paru raisonnable de recourir à une grille assez aguerrie permettant la saisie de cette complexité. Nous retrouvons cette aptitude dans la grille de l'acteur social. Walgrave (1992, 14) indique que la notion de l'acteur social fournit une grille de lecture qui se révèle plus complexe et plus susceptible de tenir compte d'une pluralité d'éléments en cause. Kienge Kienge (2005) met en exergue le caractère contextualisant de la grille de l'acteur social. Pour avoir appliqué cette grille à l'analyse de la réalité sociale congolaise, Kienge Kienge (2005, 84) soutient que celle-ci permet d'introduire l'acteur congolais dans l'univers qui est le sien et qui donne du sens à ses pratiques et à ses représentations en fonction du type de solidarité africaine et congolaise contemporaine.



Faisant une sorte de mise en garde aux chercheurs friands de la grille de l'acteur social, Digneffe (1990, 364) souligne que le sujet ne devient pas indifféremment et automatiquement un acteur social. Être acteur social signifie participer à un mouvement social qui lui-même se caractérise par ses conduites de projets et de conflits. Et ce mouvement social est du côté du changement.

L'histoire de la ville de Lubumbashi révèle qu'avec la chute du régime politique de Mobutu, les jeunes de la rue, communément appelés *Shegues*, ont été très actifs dans un mouvement [social] relatif à la tenue vestimentaire. On rappellera que le port de pantalon par la congolaise jadis prohibé au temps du régime de Mobutu, a été autorisé par le régime de Kabila-père et ce, contre la majeure partie de la conscience collective locale. Pendant que tous les citoyens semblaient dans l'indolence et l'immobilisme, les jeunes de la rue se sont levés pour « corriger » à leur manière les filles et les femmes « mal habillées » c'est-à-dire portant des pantalons en les molestant sans scrupule. Une bonne partie de l'opinion publique autochtone a, peut-être, au nom de l'authenticité congolaise, approuvé la réaction des jeunes de la rue. Après cet incident lorsque le commun des mortels voyait une fille ou une femme habillée en pantalon, il pouvait lui dire : « Les *Shegues* vont te corriger ». Le maire de la ville de Lubumbashi a dû intervenir sur la chaîne de la radio et de la télévision locale [chaîne nationale] non pas pour fustiger le comportement de ces jeunes, mais plutôt pour attirer l'attention des filles et des femmes sur la nature des pantalons à mettre et sur la manière de les porter. Implicitement on pouvait dire que l'autorité urbaine [le maire] a semblé avaliser le geste des *Shegues*.

Nous trouvons aussi que parfois la participation des jeunes au mouvement social peut être le fait d'une instrumentalisation. Voilà qui laisse dire que la qualité d'acteur social peut donc être changeante dans le parcours biographique d'un sujet. Nous sommes tenté d'affirmer qu'un sujet ne reste pas foncièrement « acteur social » de bout en bout dans son agir ou dans son être. A Lubumbashi, la mobilisation des jeunes de la rue dans plusieurs mouvements publics est monnaie courante. Certains chercheurs [dont Kahola de l'Ocu/Unilu] mettent en exergue les rapports mitigés que ces jeunes entretiennent avec certaines autorités politico-administratives locales. Ces jeunes se mettent ou

sont souvent mis à l'avant plan dans diverses manifestations politiques [marches pacifiques ou de protestation, campagnes électorales, meetings politiques, etc.]. Ils sont souvent mobilisés par diverses forces sociales comme de « meilleurs perturbateurs » de certaines manifestations [politique, culturelle, etc.] dont on ne veut pas l'organisation, la réussite ou le succès. Ils sont également réquisitionnés dans des milices pour y apporter de la vivacité que la société leur reconnaît. Kaumba (2007, 74) constate effectivement que les jeunes désœuvrés de nos villes, les enfants soldats et les démobilisés abandonnés, les enfants de la rue en quête d'une activité valorisante, constituent un réservoir tout indiqué pour les agents de recrutement et de conscription. Wallant (1992, 5), fort de l'expérience personnelle de plusieurs années vécues en Afrique noire, soutient que la jeunesse africaine, majoritaire dans la population, représente une masse énorme exposée aux sollicitations les plus suspectes et aux explosions les plus incontrôlables.

Avec ces cours et décours que nous venons d'effectuer, nous trouvons intéressant de synthétiser les idées-forces de notre problématique.

#### **I.III.4. Synthèse de la problématique**

Nous retenons que notre problématique porte sur trois éléments : l'intérêt de l'objet à l'étude, la perspective théorique et la grille de lecture des faits. Nous avons vu que toutes les communautés humaines considèrent la jeunesse comme une frange de la population portant l'avenir des sociétés humaines. Le socle théorique privilégié dans cette étude relève de la perspective sociologique, une perspective qui cherche à rencontrer la réalité sociale congolaise en général et *lushoise* en particulier à partir des trajectoires de rue et de sortie de la rue, trajectoires pourtant spécifiques observées auprès des jeunes de Lubumbashi. La perspective sociologique révèle comment les pratiques des acteurs sont induites par le contexte social de leur production.

La grille de l'acteur social mobilisée pour la lecture des faits a permis de traiter avec considération les enquêtés auxquels elle reconnaît la qualité d'acteurs sociaux. Malgré leur âge et la rudesse des conditions de leur

existence, ces jeunes ne sont pas des « idiots sociaux<sup>12</sup> » ; ils reconnaissent leur position dans la société, sont conscients de la situation qui est la leur, forment des projets et initient nombre de choses pour lesquelles ils mobilisent divers types de ressources pour essayer de s'en sortir.

Cette problématique soutient que chaque jeune est une subjectivité qui s'exprime, subjectivité à travers laquelle se lisent les couleurs des structurations sociales. Grâce à la grille de l'acteur social la sphère sociale et la sphère individuelle se rencontrent et se complètent. Voilà qui fait que les spécifiques trajectoires de sortie de la rue construites sur les jeunes de Lubumbashi sont à la fois le reflet des réalités sociales congolaises mais aussi de la marge de manœuvre dont dispose chaque jeune.

En accord avec la nature de notre objet, notre problématique ainsi formulée a logiquement influencé le recours à la méthode biographique. Balandier (1983), Ferrarotti (1990) et Carra (2001) que nous reprenons largement dans la deuxième partie qui traite du dispositif méthodologique affirment que l'approche biographique se révèle être une méthode apte à saisir habilement la double dimension individu-structures sociales en opérant la médiation de l'acte à la structure, de l'histoire individuelle à l'histoire sociale en passant par un réseau de médiations sociales qui sont autant des lieux de tension entre individus et groupes sociaux placés dans des relations inégalitaires et conflictuelles.

Digneffe (1989, 157) estime, quant à elle, que dans un contexte de désorganisation sociale [comme celui de la RDC] et son corollaire la « délinquance », le récit biographique apparaît comme le matériau le plus adéquat pour répondre à la question des rapports de l'individu à la société et de ses rapports aux règles imposées par les institutions dans lesquelles il s'inscrit. Le récit biographique, continue Digneffe, vise à « écrire » les histoires vécues quotidiennement et, par l'analyse, à comprendre le monde dans lequel elles s'inscrivent et le rapport au monde de celui qui les énonce. Autrement dit

---

<sup>12</sup> Nous voulons dire que les jeunes de la rue ne sont pas des produits passifs des facteurs sociaux.

l'ambition d'un récit est de parvenir à une connaissance du général, une connaissance de la société à partir de l'analyse d'histoires singulières. Il prétend, au-delà d'une connaissance du sujet individuel qui s'exprime, appréhender le réseau de relations dans lequel s'inscrit la trajectoire du sujet. D'après Billotte et Guir (2005, 22), même intime, le récit de vie véhicule des représentations sociales ou culturelles.

Notre objet d'étude ainsi défini, questionné et situé dans l'angle théorique d'approche ne pouvait se saisir que moyennant un dispositif méthodologique adéquat que nous découvrons dans la partie suivante, c'est-à-dire la deuxième partie de ce travail.

ooo

## **IIème PARTIE :**

### **METHODOLOGIE, DEVELOPPEMENTS ANALYTIQUES, THEORIQUES ET CRITIQUES DES DONNEES.**

#### **Introduction : Contenu de la partie**

Par son caractère pratique, cette partie présente et commente la méthodologie adoptée par le chercheur pour conduire cette recherche. La mise en commun des développements théoriques, analytiques et critiques des données dans cette partie montre que l'analyse et l'interprétation des données ont bénéficié de certains appuis théoriques. Cette deuxième partie comprend trois chapitres : le premier porte sur l'énoncé du dispositif méthodologique, le second présente le cadre analytique et théorique de traitement des données et le troisième et dernier chapitre livre les processus de sortie de la rue observés auprès des jeunes de Lubumbashi.

## Chapitre I : LE DISPOSITIF METHODOLOGIQUE

Le développement de ce chapitre passe par l'examen de trois points ci-après : a) l'introduction qui pose le problème et annonce la méthode adoptée, b) l'approche biographique à travers la littérature existante et c) l'opérationnalisation de l'approche biographique dans la présente étude.

### II.1.1. La circonscription du problème

La mobilisation d'un outil de recherche (méthode ou technique) exige de son manipulateur la maîtrise d'un certain bagage théorique y afférent. L'essentiel des commentaires développés dans le premier chapitre a pour épiscentre la mobilisation des connaissances autour de la méthode adoptée dans ce travail. Par méthodologie nous entendons le cheminement général de recherche suivi dans l'abord de l'objet à l'étude et des questions que nous y soulevons. La construction des trajectoires de sortie de la rue des jeunes de Lubumbashi qui est notre objet d'étude relève de la recherche qualitative. La nature dudit objet induit déjà le choix méthodologique. Puisqu'il s'agit de la construction des trajectoires de vie des sujets (des jeunes), la méthode biographique s'avère la mieux indiquée. Albarello (2007, 78) note que l'histoire ou le récit de vie éclaire utilement tout objet de recherche comprenant une dimension temporelle, un processus de changement, une insertion sociale ou toute trajectoire. Voilà qui rencontre merveilleusement bien la nature de notre objet traité.

Nous l'avons annoncé, cette méthode s'appuie principalement sur le recueil des récits de vie que nous avons recueillis au moyen des entretiens dits biographiques. Dans son opérationnalisation, la méthode adoptée fait, de façon infinitésimale [très minime], recours à l'observation. Et dans certains de ses aspects notre méthode verse également dans l'approche phénoménologique non pas comme une méthode à part entière mais plutôt comme une attitude adoptée par le chercheur dans la récolte et l'analyse des données. Le recours à la méthode biographique dans cette étude fait peser sur nous [chercheur] la

lourde charge d'explicitation de ses principes moteurs avant de démontrer comment nous l'avons utilisée.

## **II.1.2. L'approche biographique à travers la littérature existante**

Les données livresques que nous avons réunies sur cette méthode portent sur cinq points suivants : 1) sa nature ; 2) son historique ; 3) la valeur heuristique ; 4) ses exigences et 5) ses écueils ou ses limites.

### **II.1.2.1. Ce qu'est la méthode biographique**

La réflexion développée ne dresse pas un tableau complet et parfait du contenu de la dite méthode. Elle cherche à cerner ce que seraient ses aspects fondamentaux dont il sied de tenir compte dans son utilisation. La méthode ou l'approche biographique relève de la recherche qualitative. Sa finalité, c'est la production des itinéraires de vie grâce aux récits de vie recueillis. Peneff (1988, 12) entend par récits de vie, les manières par lesquelles les individus reconstruisent et interprètent leur passé et leur présent. La pertinence pratique du recours à l'approche biographique réside, d'après Poirier & alii (1983, 138), au fait qu'avec celle-ci, on se trouve dans une enquête exploratoire ouverte et non dans une perspective de vérification d'hypothèses déjà émises. Cet aspect pratique de l'approche biographique relevé par Poirier (et les autres) rime logiquement bien avec notre tracé de recherche [notre procédé réflexif] qui se veut inductif. Nous voulons déjà préciser que la forme de récit de vie que nous exploitons dans ce travail est celle que Legrand (1993, 182) qualifie de *récit de recherche* qui est, selon cet auteur, « l'une des formes les plus significatives de rendre compte de l'expérience de vie des sujets. Il est souvent oral, rarement écrit, et est suscité à la demande d'un chercheur à des fins de connaissance scientifique ». Produits oralement, les récits de nos enquêtés ont été enregistrés au moyen d'un magnétophone.

Par rapport à notre recherche, cette méthode nous a permis de recueillir des données subjectives fournies par les jeunes de la rue sur les événements de leur existence en tant qu'acteurs par rapport aux autres acteurs, aussi bien de leur groupe social d'appartenance que dans d'autres

groupes avec lesquels ils sont en contact au cours de leur vie. Houle (1997, 276) note que le récit ou l'histoire d'une vie ne se réduit pas simplement au vécu d'un sujet, il est dans le même temps le récit ou l'histoire de la vie en société. S'inspirant de la réflexion de Balandier (1983), Carra (2001, 56) soutient que l'objectif de la méthode biographique est d'accéder [par l'intérieur] à une réalité qui dépasse le narrateur et le façonne. Il s'agit donc de saisir le vécu social à travers les pratiques des sujets. Cet objectif rejoint pertinemment la perspective théorique adoptée dans notre problématique qui consiste à lire la réalité sociale congolaise à travers le vécu subjectif des jeunes de la rue. Bien que chaque acteur soit une subjectivité qui s'exprime, nous montrons que derrière son vécu singulier se profile toute une histoire, un passé, une existence sociale.

Puisque nous parlons de la nature de la méthode biographique, nous trouvons impérieux de clarifier aussi deux termes qui lui sont très proches [la biographie et l'autobiographie], termes dont l'emploi non élucidé pourrait prêter à confusion. La biographie c'est la description historique d'une personne par quelqu'un d'autre. Elle est généralement finie parce que post-mortem. Tandis que l'autobiographie c'est la description volontaire de sa propre vie. Pour Lejeune (1975, 165), l'autobiographie c'est le récit rétrospectif de la genèse de la personnalité assumé par l'auteur lui-même. Dit autrement c'est le récit de soi par soi. D'autres chercheurs distinguent les autobiographies directes des autobiographies indirectes. Les premières sont élaborées librement sans aucun intermédiaire tandis que pour les secondes il y a un intermédiaire par exemple l'usage d'un magnétophone.

Comme toute méthode de recherche, l'approche biographique a des limites qui suscitent parfois des critiques acerbes parmi les chercheurs. Nous relevons certaines de ces critiques au point (I.2.5.) de ce même chapitre. Malgré ses limites, cette méthode continue à faire ses preuves dans plusieurs recherches qualitatives menées en sciences dites humaines ou sociales. Filloux (2005, 1) note que des « récits » obtenus à partir des dispositifs d'entretiens avec des sujets à qui il est proposé de raconter l'histoire de leur « vie » personnelle, professionnelle, familiale, sont actuellement l'un des instruments



utilisés dans le cadre des sciences humaines, à des fins soit de formation individuelle, soit de recherche. Nous voulons également faire remarquer que cette pertinente approche à un passé, une histoire que nous allons essayer de tâter dans les pages suivantes.

#### **II.1.2.2. Bref survol historique autour de l'approche biographique**

Pineau (1980, 3) souligne que le mot biographie est relativement récent (XVIII<sup>e</sup> Siècle) ; la pratique la plus ancienne date de l'antiquité gréco-latine et s'est perpétuée jusqu'à nos jours. L'antiquité gréco-latine est, incontestablement, l'âge d'or des écrivains biographes. Platon ne cesse de raconter dans « dialogues » la vie de Socrate et Xénophon lui consacre les « mémorables ». A leur tour, ils seront aussi largement biographiés.

Pineau (1980) fait remarquer que l'utilisation de la méthode biographique en sciences sociales date de la période d'entre les deux guerres mondiales. Avant cette période la recherche en sciences sociales et humaines était colonisée par les données quantitatives. L'expérience valable fondant l'empirie était celle tirée statistiquement des grands nombres. A travers l'histoire des idées, vers les années 60, on a constaté aux Etats-Unis et en Europe que les méthodes quantitatives étaient trop réductionnistes, qu'elles ne permettaient pas une interprétation dense et significative du social. On a trouvé qu'elles n'avaient donc que trop peu d'emprise sur la réalité sociale en perpétuel mouvement. Il s'est ainsi créé un besoin de saisie d'un nouvel objet : le vécu social des sujets considérés singulièrement d'où, la renaissance des histoires de vie. Un grand intérêt a été accordé à la manière dont l'individu négocie les conditions sociales qui lui sont imparties, la manière dont il donne sens à ses pratiques. L'approche biographique est apparue comme une méthode qualitative d'exploration du vécu singulier. La première utilisation sociologique de la méthode biographique est l'œuvre de Thomas et Znaniecki dans « *The polish peasant* » vers 1920. Ferrarotti (1983, préface) parle aussi de Radin qui a publié en 1926, dans une perspective anthropologique, l'autobiographie d'un indien. Dans la sphère du savoir criminologique Legrand (1993, 183) indique que le premier récit de vie d'un ex-délinquant est l'œuvre de Shaw : *The Jack*

*Roller* (1930). L'usage fréquent et manifeste de la méthode biographique dans les sciences humaines et sociales atteste combien celle-ci est d'une richesse heuristique indéniable qu'il importe également d'évoquer.

### **II.1.2.3. La pertinence heuristique de la méthode biographique**

Cette partie se charge de présenter les atouts (les valeurs) d'un récit de vie en tant qu'instrument de recherche. Cet instrument de recherche permet de voir que la vie des sujets d'enquête est une vie complexe qui recèle nombre de pratiques, d'expériences que l'on peut essayer d'appréhender dans leur enchaînement, leur contradiction, leur constance et leur dynamisme. Bertaux (1976, 125) trouve que les récits de vie constituent, non seulement un moyen parmi tant d'autres, mais sans doute le meilleur, pour saisir le sens des pratiques individuelles.

De l'avis de certains auteurs, les contradictions que renferment les récits de vie des personnes dites « délinquantes » constituent un intéressant matériau d'analyse. Faisant une analyse comparative des autobiographies des « délinquants » et de celles des autres sujets sociaux Peneff (1988, 8) manifeste de l'attrance pour les autobiographies des sujets dits *délinquants*. Il trouve que les autobiographies des sujets dits *délinquants* connaissent l'accumulation de richesses psychologiques dues à l'addition d'épreuves vaincues et de difficultés surmontées, l'addition qui permet de lire l'adaptation réussie à un monde dur, la résistance à l'adversité [sociale et/ou institutionnelle], la démonstration de la valeur de la solidarité des réseaux ou des gangs etc. Inversement les récits des « citoyens modèles » ont un caractère beaucoup plus apologétique. On y observe l'absence d'actes délictueux ou immoraux, l'absence des pratiques injustes ou violentes de la part de leurs producteurs. Ce sont des récits univoques, sans discours contradictoires et opposants. Il y a des pans entiers de l'existence qui sont annulés notamment les épisodes accablants ou douteux qui pourraient ternir l'image du locuteur.

Carra (2001, 54) trouve qu'avec la méthode biographique tout est centré sur l'analyse de l'expérience subjective de l'individu, une expérience conçue comme la résultante d'interactions constantes avec autrui. Cette expérience est perçue comme un produit du processus de négociation, un processus non linéaire mais plutôt scandé des passages statutaires marqués par des accidents biographiques entraînant des ruptures. Comme il est aisé de le constater l'approche biographique a l'aptitude de présenter les faits de l'expérience individuelle des sujets dans leur évolution allant d'une étape à une autre. L'un des mérites de l'approche biographique, enchaîne Carra (2001), est qu'elle permet non seulement d'appréhender des processus mais aussi d'atteindre le sens que les acteurs donnent à leurs pratiques et aux événements auxquels ils sont confrontés : leurs systèmes de valeurs, leurs repères normatifs, leurs interprétations des situations (conflictuelles ou non), etc. Dans la présente étude nous attachons beaucoup d'importance aux représentations et interprétations que nos enquêtés se font de leur expérience de vie. Ces interprétations permettent de pénétrer les logiques qui sous-tendent les actions posées, les stratégies et les attitudes développées.

Balandier (1983), Ferrarotti (1990) et Carra (2001) estiment également que la méthode biographique est une méthode apte à saisir habilement la double dimension individu-structures sociales en opérant la médiation de l'acte à la structure, de l'histoire individuelle à l'histoire sociale en passant par un réseau de médiations sociales qui sont autant des lieux de tension entre individus et groupes sociaux placés dans des relations inégalitaires et conflictuelles. Ferrarotti (1990, 53) estime que « tout récit biographique » est une action sociale à travers laquelle un individu retotalise synthétiquement sa vie. Le récit biographique ne raconte donc pas une vie [individuelle], elle raconte une interaction par l'intermédiaire d'une vie.

D'une valeur heuristique indéniablement attestée, la méthode biographique est cependant très exigeante. Le point qui suit se consacre à l'élucidation théorique des exigences relatives à sa mise en œuvre pratique.

#### II.1.2.4. Les exigences pratiques de la méthode biographique

De façon générale le choix et la manipulation des méthodes ou des techniques de recherche ne sont pas une mince et vulgaire affaire. Au sujet de l'usage des méthodes de recherche Kauffmann (2004, 10) se prononce en faveur des chercheurs qu'il qualifie d'« artisans intellectuels » c'est-à-dire des personnes de terrain qui savent maîtriser, personnaliser et contextualiser les outils méthodologiques et théoriques dont ils se servent dans leur investigation scientifique. La mobilisation de l'une ou l'autre méthode, de l'une ou l'autre technique de recherche doit absolument faire l'objet d'un examen judicieux. Il doit être fonction de plusieurs éléments dont la nature de l'objet soumis à l'étude et celle des données à traiter (quantitative ou qualitative), l'orientation théorique choisie, l'aptitude intellectuelle du chercheur, les spécificités du terrain et l'éthique morale ou professionnelle que l'objet entraîne.

Le choix de l'approche biographique dans la présente étude, nous l'avons souligné, n'est pas hasardeux ; il est effectué en tenant compte de plusieurs éléments dont la nature de notre objet d'étude : la construction et l'interprétation des trajectoires de sortie de la rue des jeunes à Lubumbashi. Pour Carra (2001, 55) la finalité de l'approche biographique c'est la production des itinéraires de vie ou des histoires de vie. Or, amener quelqu'un à parler de sa vie, n'est pas chose aisée car, c'est en quelque sorte l'amener à dévoiler les espaces secrets de sa personne. Cette tâche devient davantage compliquée lorsqu'on cherche à faire parler des personnes dont les trajectoires de vie sont largement marquées par des difficultés, des souffrances de tout genre et plus encore lorsqu'il s'agit d'investiguer ces souffrances mêmes. C'est comme si on remuait le fer dans une plaie cicatrisée ou celle qui cherche à se cicatriser. Certainement la tâche du chercheur n'est pas aisée. Voilà qui exige du chercheur une certaine expertise intellectuelle, un savoir faire, un pragmatisme à la mesure des enjeux et des facteurs situationnels. S'appuyant sur son expérience de terrain, Pineau (1980) fait remarquer que la méthode des histoires de vie paraît séduisante au premier abord mais à l'usage, elle se révèle difficile. Des auteurs qui nous ont précédé dans l'usage de cette méthode ont mis en évidence trois points sur les lesquels l'approche

biographique exige une gestion saine pour espérer aboutir au résultat escompté, à savoir la gestion de la relation enquêteur-narrateur, la conduite de l'entretien et le recours à un support intermédiaire (un magnétophone, par exemple).

**a) La gestion de la relation enquêteur-narrateur**

La gestion de la relation narrataire (l'enquêteur)-narrateur (l'enquêté) passe pour un des éléments fondamentaux qu'il sied de maîtriser pour une manipulation efficiente des récits de vie en tant qu'instruments de recherche. Filloux (2005, 2) note que le concept d'histoire de vie ou de récit de vie désigne « ce qui résulte d'une interaction entre l'interviewer et le sujet de l'histoire dans le cadre d'une interlocution qui implique et interroge le narrateur, auteur de son récit, aussi bien que l'initiateur de l'entretien, partie prenante dans l'élaboration du récit de par sa présence, ses réactions et ses interventions ». Le processus interlocutoire à la base du récit est donc essentiellement interactif. Sa gestion doit être saine car dans sa production tout récit de vie est conditionné par la relation d'enquête dont les effets, toujours complexes, sont difficiles à contrôler complètement. Bourdieu (1993, 912) note que les enquêtés peuvent en jouer consciemment ou inconsciemment pour tenter d'imposer leur définition de la situation et faire tourner à leur profit cet échange dont un des enjeux est l'image qu'ils ont, qu'ils veulent donner et veulent se donner eux-mêmes. Peneff (1988, 12) fait remarquer aux chercheurs que lorsqu'on recueille les histoires de vie, il faut savoir repérer, par expérience ou par intuition, les domaines où le narrateur se révélera un *bon* informateur [un sujet intéressant] et les domaines où il se montrera mystificateur ; les deux dispositions se combinent chez un même individu. Comme nous pouvons le répéter, la gestion de l'interaction chercheur-enquêté est une opération très délicate de laquelle dépend étroitement la qualité des matériaux à produire (les récits) et par ricochet, les résultats mêmes de la recherche.

Poirier, Clappier et Raybaut (1983, 42) estiment que la collecte du récit doit être une véritable « maïeutique » : cet antique procédé socratique par lequel on fait découvrir par le sujet lui-même sa propre « vérité » cachée en lui.

Les deux (le chercheur et le narrateur) doivent être des partenaires situés dans un rapport dialectique, celui justement de cette interrogation socratique. Il ne s'agit pas ici de la maïeutique philosophique mais plutôt de la « maïeutique sociale » qui permet au sujet de se retrouver lui-même et de porter un témoignage sur sa société, son groupe ou sa culture. En tout état de cause, le narrateur est le mieux placé pour parler de sa vie. Etabli dans une relation de confiance, motivé et placé dans un contexte favorable, il peut parler de sa vie avec aisance et autorité devant le chercheur. Bertaux (1997, 54) soutient qu'une fois lancé et encouragé, l'interviewé va jusqu'au bout de son récit. Recueillir un récit de vie plus développé, ne demande donc toujours pas des efforts surhumains. Si la personne en face du chercheur a envie de parler et que le chercheur manifeste aussi l'envie de l'écouter, l'essentiel est déjà établi. Abondant dans le même sens, Legrand (1993, 195) note qu'il n'est de récit que lorsque la narrateur prend sur lui le récit, et cela parce qu'il s'y sent concerné en première personne. Un récit de vie qui se ramènerait à un jeu harcelant de questions-réponses initié par l'enquêteur serait un récit raté.

Pour certains auteurs, les informateurs mauvais, stupides ou ineptes n'existent pas. Tout est fonction de la qualité de la relation entre l'enquêteur et le narrateur. A la suite de Caplow, Gold (2003, 348) soutient que la quantité et la qualité d'informations obtenues dépendent beaucoup plus de la compétence de l'enquêteur que de celle de la personne interrogée. Un enquêteur ne maîtrise vraiment son rôle que s'il peut aider (amener) les enquêtés à maîtriser le leur. La gestion de la relation dialogique exige que les informateurs soient guidés afin de les conduire à jouer leur rôle de façon adéquate. Cette guidance bien menée fera qu'il n'y aura pas lieu de parler de « mauvais » enquêtés.

Dans tout cet engrenage interactif, il vaut la peine que la part qui revient au chercheur soit mise en évidence. Ceci nous amène à l'ébauche de la deuxième exigence relative à la manipulation de l'approche biographique : le statut et rôle du chercheur dans la conduite de l'entretien biographique.

### ***b) La conduite de l'entretien biographique***

Un deuxième élément conditionnant la réussite de l'approche biographique est la conduite de la semi-directivité par le chercheur lors du processus interactif avec son informateur. Nous avons déjà reconnu avec Kauffmann que le chercheur doit faire preuve de qualité d'*artisan intellectuel* doué d'une suffisante dose de savoir-faire pragmatique lui permettant de contrôler et de maîtriser les paramètres liés à la situation de l'entretien.

Le chercheur est le collecteur du récit, il est l'incitateur du discours du narrateur au moyen des questions qu'il pose et de la semi-directivité (l'orientation du discours vers les thèmes définis) qu'il assure lors de l'entretien. La semi-directivité consiste, entre autres à placer un stimulus qui déclenche un récit en mettant le narrateur dans une situation favorable à l'évocation de son passé. Au fait, par sa vie individuelle l'acteur social (le narrateur) est porteur d'un savoir social. La tâche du chercheur (le narrataire) est d'aider son interlocuteur à se raconter et à découvrir les rapports sociaux intégrés de façon dialectique à sa vie. Il l'incite à se raconter au moyen des questions ouvertes. Saint Moulin (2006, 87) note que les questions ouvertes ont un caractère exploratoire très efficace. Celles-ci doivent être générales pour laisser la personne interrogée s'exprimer dans ses propres catégories. Cet auteur demande au chercheur de ne poser des sous-questions que dans la mesure où son interviewé s'écarte du sujet de l'enquête ou omet de s'exprimer sur des aspects importants de la question.

Poirier & alli (1983, 25) soutiennent aussi que l'équilibre au niveau de la collecte des données s'obtient par une semi-directivité. D'un côté, on laisse au narrateur une grande liberté d'expression pour favoriser l'apparition de connaissances ou des variables inconnues au départ et en même temps on dirige le récit pour s'assurer qu'aucun champ de la mémoire ni de la thématique n'est négligé. Pour ces auteurs, le chercheur doit être un *présent-absent* c'est-à-dire quelqu'un qui sait quand et comment apparaître, disparaître et réapparaître. Legrand (1993, 27) apprécie cet exercice de semi-directivité quand il note que l'exercice qui consiste à demander à des jeunes de se

raconter dans le cadre d'une entrevue semi-directive s'avère être profitable pour approfondir, nuancer et qualifier les connaissances sur leurs trajectoires de vie et de « délinquance ». Cet exercice est indispensable pour comprendre les jeunes et intervenir auprès d'eux.

A la lumière de ces éléments que nous venons de commenter, le récit de vie constitue donc un acte de recherche impliquant non seulement la personne du locuteur, non seulement son environnement social, mais encore beaucoup plus la personne du chercheur qui initie l'interview. La réception du récit ne doit pas non plus être passive : le chercheur se trouve entièrement engagé dans cette entreprise de création commune. Il n'est pas un simple scripteur, au contraire, il collabore directement à la production du récit. Billotte et Guir (2005, 9) soutiennent aussi que la présence active de l'autre [le chercheur] conduit à faire du récit, non une pure construction du sujet, mais une co-construction de celui-ci et de l'interviewer. La non-directivité doit être conçue non comme une neutralisation de l'interviewer mais bien comme une écoute attentive qui offre un interlocuteur bienveillant à la personne interviewée, à même de relever les propos à développer, les passages à approfondir et d'inviter à la précision si nécessaire ; mais aussi d'interpréter – au sens de faire émerger – une signification qui affleure.

Nous pouvons boucler notre propos sur la relation enquêteur-enquêté avec Legrand (1993, 190) qui affirme que le récit de vie de recherche est subordonné de bout en bout à une finalité de recherche, il est gouverné par les attentes du chercheur, qui surplombent à tout moment la relation d'enquête. Mais ceci n'accorde pas au chercheur un statut supérieur par rapport à son interlocuteur. Lors de l'interaction interlocutoire, le chercheur doit prendre une position modeste et basse d'*insavoir* instituant le narrateur en premier détenteur et producteur de la connaissance. Plongé dans ce que les psychanalystes nomment la « neutralité bienveillante », le chercheur brille par une écoute chaleureuse, une compréhension empathique de son informateur.

Une dernière exigence pratique de l'approche biographique que nous voulons aborder, c'est l'usage du support intermédiaire.



**c) Le recours à un support « intermédiaire »**

Deux supports sont habituellement relevés: le magnétophone et le guide d'entretien. Ce sont des instruments qui viennent aider à la récolte des éléments discursifs beaucoup plus authentiques et plus fiables. Nos prédécesseurs indiquent que l'usage du magnétophone doit être formel c'est-à-dire transparent et librement consenti par le narrateur. Legrand (1993, 189) souligne que le narrateur ne peut vraiment consentir que si il sait à quoi il consent. Une recommandation est faite au chercheur de livrer préalablement à son interlocuteur une information claire et complète sur les mobiles, les enjeux de tout genre [confidentialité et autres], les tenants et les aboutissants de l'objet de recherche. C'est de cette façon qu'il peut obtenir ce que certains auteurs appellent « un consentement éclairé », très indispensable pour un échange fructueux.

Le deuxième support, non de moindre, dont se sert le chercheur dans l'interaction, c'est son guide d'entretien. L'attitude de semi-directivité précédemment évoquée repose justement sur ce deuxième support. Poirier & alii (1983, 148) notent que le guide d'entretien circonscrit le cadre thématique de l'enquête. Il permet de préciser les thèmes de la recherche mais aussi de pallier le risque de dispersion du récit de vie. Partageant ce point de vue Bertaux (1997, 60) note que le guide d'entretien n'est pas un questionnaire au sens classique du terme, c'est une liste des questions que le chercheur se pose sur son sujet d'étude, ses modes de fonctionnement et ses contextes d'actions. Son utilité est plurielle. Sa fonction consiste à énoncer un certain nombre de thèmes en rapport avec le sujet traité. Le guide d'entretien sert de sécurité au chercheur en lui permettant de bien suivre la couverture des points autour desquels il a besoin d'informations. Ce support est aussi utile face aux enquêteurs réticents qui ne veulent pas aborder certains aspects de leur vie ; il est également utile devant des enquêtés qualifiés de « bavards-brouillons », ceux qui divaguent en sautant d'un thème à un autre. Face aux réticents le guide d'entretien incite à parler de ce qu'ils ont tendance à éviter tandis que vis-à-vis des « bavards » le guide permet de contrôler leur « divagation ». Très

exigeante dans sa manipulation mais riche en pertinence heuristique, l'approche biographique ne manque pas pour autant de biais.

#### **II.1.2.5. Les écueils (ou limites) de l'approche biographique**

Par « écueils » nous voulons entendre les dangers qui guettent tout chercheur qui choisit d'utiliser la méthode biographique. Comme toute méthode de recherche, l'approche biographique a des limites, des faiblesses, nonobstant la considération quelque peu dithyrambique qu'en font certains auteurs dont Ferrarotti (1983, 82) qui estime que la méthode biographique se place au-delà de n'importe quelle méthode quantitative et expérimentale. Nous l'avons signalé dans l'introduction de ce chapitre, plusieurs écueils sont relevés à propos de cette méthode. Nous en épinglons celles que nous estimons fondamentales. Nous pensons que tout utilisateur de l'approche biographique ne doit pas les ignorer. Nous traitons successivement de quatre difficultés suivantes : les prismes déformants, l'intercompréhension entre l'enquêteur et le narrateur, la chronologie des faits narrés et enfin le volume du matériau que cette approche génère.

##### **1) Les prismes déformants**

Poirier & alii (1983, 43) observent que le récit de vie n'est produit qu'au travers d'une série de prismes ou d'écrans déformants et/ou aveuglants : les distorsions, les déformations, les occultations et les transpositions du réel. Selon Billotte (2005, 87), inviter une personne à élaborer le récit de sa vie, cela l'engage dans un travail de mise en scène qui ne peut échapper au leurre, aux oublis et au refoulement de la mémoire.

Parmi les nombreux écueils qui entament l'image du récit, Peneff (1988, 12) relève : la sublimation [l'élévation] ou le noircissement, l'exagération ou l'occultation, l'exacerbation [le renforcement] ou le refoulement, l'inversion totale ou l'altération partielle, etc. S'appuyant sur Bertaux, Poirier et ses deux collègues (1983, 43-44) insèrent l'*idéologie autobiographique* sur la liste des écueils de déformation de la réalité narrée. Ces auteurs indiquent que le narrateur est souvent tenté, parfois sans en être conscient, de réaménager sa

propre existence quand il restitue le film de sa vie. Il a tendance à en réordonner les séquences. Il procède à une reconstitution artificielle et déformée de la réalité en gommant, par exemple, les passages gênants, en privilégiant les facteurs de cohérence, de l'unicité de la vie au détriment des incohérences et d'éventuelles contradictions. L'écueil de déformation du discours par le narrateur est également souligné par Ferrarotti (1983, 82). D'après Peneff (1988, 8) le récit est assez souvent saisi par le « délinquant » comme un moyen de s'accorder à bon compte l'absolution publique et la construction d'une image valorisante de soi. Alors, les péripéties du passé individuel, de la vie « délinquante » sont organisées et sélectionnées pour rentrer dans le cadre préexistant de légitimation défini par la société conventionnelle. Voilà qui nous conduit à l'abord d'un autre écueil.

## **2) *L'intercompréhension entre le narrataire et le narrateur***

Un autre danger non négligeable qui guette le manipulateur de l'approche biographique c'est l'*intercompréhension* entre le narrataire et le narrateur. Ce problème est lié à la construction d'un espace commun de compréhension des faits entre ces deux parties interactantes qui se rencontrent et se découvrent. Cet aspect du problème est encore beaucoup plus prononcé lorsque les deux acteurs en interaction appartiennent à des ensembles culturels différents ou à des générations différentes. Il y a une grande probabilité que les deux parties ne puissent se mettre sur la même longueur d'onde, qu'elles n'aient pas la même appréhension et la même interprétation des faits. Vue sous un autre angle l'intercompréhension totale entre l'enquêteur et le narrateur peut se révéler nuisible à l'avancement de la recherche parce que quand on se comprend trop, on n'écoute plus. Dans ce cas, le manque de compréhension peut être un stimulant pour le chercheur qui doit faire très attention afin de mieux comprendre le discours de son interlocuteur.

## **3) *La chronologie des faits relatés***

Un autre biais imputé à cette approche concerne la chronologie des événements faisant l'objet de narration. A ce propos, Lejeune (1975, 172) montre que l'autobiographie éprouve fatalement une certaine difficulté à

respecter l'ordre chronologique, surtout pour les récits d'enfance, les souvenirs sont souvent mal datés. Le narrateur n'est pas très précis, il est exposé à la confusion des époques ; sa mémoire lui joue des tours : l'oubli, le souvenir qui revient après coup et qui peut remettre en cause ce qu'on a affirmé précédemment, parfois c'est le document retrouvé ultérieurement qui peut encore tout bouleverser, etc. Par rapport à ce biais relatif à la chronologie des faits, nous signalons que la construction des récits de vie historiquement cohérents n'est pas l'objectif de la présente étude. Nous nous servons de récits de vie de jeunes de la rue pour découvrir, examiner et analyser les réalités que ceux-ci vivent dans leurs processus de sortie de la rue. Ces réalités mettent en exergue les différentes étapes par lesquelles les jeunes passent, les ressources qu'ils mobilisent dans leur cheminement ainsi que les issues possibles de leurs processus de sortie de la rue. Le respect de la chronologie des faits semble plus exigé lorsque la recherche menée a pour épiscentre la construction des récits historiques ou littéraires. Ce qui n'est pas notre cas dans cette étude.

#### **4) Le volume du matériel empirique**

L'approche biographique se révèle encore difficile à manipuler par l'importance (le volume) du matériel à récolter, traduire, transcrire et retranscrire, formaliser et analyser. Généralement, ce sont des centaines et même des milliers de pages à décortiquer par le chercheur. Si celui-ci ne prend pas garde, il court le risque qu'il soit débordé par le travail à abattre. Une fois de plus, le savoir-faire réaliste du chercheur est exigé surtout lorsqu'il mène seul cette recherche. Ceux qui travaillent en équipe peuvent favorablement gérer cette difficulté en procédant à la répartition des tâches.

Il est fort possible que cette liste d'écueils que nous venons de commenter soit allongée ; notre présentation est sélective, elle est essentiellement illustrative des difficultés auxquelles le chercheur doit faire attention. A cause des difficultés que nous venons de relever Peneff (1988,12) trouve qu'aucune histoire de vie ne doit être prise *a priori* pour un récit authentique. Il faut donc savoir contourner l'écran du discours et de la représentation pour en apprécier le degré de déformation. D'où, l'impérieuse

nécessité de la mise en forme définitive du récit par le chercheur. Ferrarotti (1983), Poirier & alii (1989) estiment que le chercheur ne doit pas être un simple copiste, son point de vue doit transcender celui du narrateur. Il se doit, grâce à son savoir-faire pratique et à son imaginaire sociologique, essayer de corriger la dérive égotiste (qui est le risque inévitable de toute anamnèse) de son interlocuteur. Toujours dans ce même angle du problème, Houle (1997, 277-278) note que les récits ou les histoires de vie ne sont pas une simple collection d'informations à repérer aux fins de la recherche, d'une recherche en particulier ; ils sont ou doivent être le résultat d'une mise en forme suivant les modalités particulières à définir et à analyser en tant que telles par le chercheur. Manifestement nous voyons que l'apport du chercheur dans la construction des récits de vie est réel. L'ampleur et la délicatesse de la tâche qui l'attend se passent de tout commentaire.

Avec ces commentaires qui précèdent, nous pensons savoir quelque chose sur la méthode biographique et nous pouvons nous targuer l'audace d'être en mesure de l'utiliser efficacement.

### **II.1.3. L'approche biographique dans la présente étude**

Nous trouvons ce point très important parce qu'il réfère à l'opérationnalisation de la méthode biographique. Son contenu est plus ou moins fourni, il comprend sept sous-points ci-après : 1) la justification du choix de ladite méthode ; 2) le champ d'investigation ; 3) les types de données à recueillir ; 4) le choix des enquêtés ; 5) le déroulement du travail de terrain ; 6) le cadre et le déroulement des entretiens et 7) les difficultés de terrain.

#### **II.1.3.1. Le choix de la méthode biographique**

Ayant pour ambition la construction des trajectoires de sortie de la rue des jeunes de Lubumbashi, l'approche biographique basée sur les récits de vie passe sans aucun doute, nous nous répétons, pour la méthode [ou l'approche] la mieux indiquée pour cette étude. Bertaux (1997, 8) note que l'intérêt des récits de vie est lié au fait qu'ils permettent d'étudier l'action humaine dans la durée c'est-à-dire non comme un ensemble de comportements ponctuels mais

plutôt comme des cours d'actions mis en œuvre par des acteurs ou des sujets dotés d'une certaine épaisseur humaine. Ces cours d'action partent des situations précises, répondent à des motivations, des raisons d'agir que l'on cherche à connaître en s'inscrivant dans des contextes aussi bien micro, méso et macro-sociaux. Bertaux (1997, 13) estime encore que le recours aux récits de vie permet de saisir ce qui fait défaut à l'observation directe, exclusivement centrée sur les interactions en face à face. En outre, les récits de vie introduisent une dimension diachronique qui aide saisir les logiques d'action dans leur développement biographique et historique.

Par rapport à notre objet, notre attention se focalise singulièrement sur *les processus de sortie de la rue*. Notre préoccupation consiste à scruter les différentes sphères de la vie des jeunes de Lubumbashi : l'identité familiale, les circonstances de leur entrée dans la rue, la vie dans la rue et bien entendu les modalités de leur sortie de la rue. Le contenu des récits de vie à produire devait tout naturellement s'articuler autour de ces sphères. Bien que les sphères de la vie investies soient les mêmes pour l'ensemble de nos enquêtés, leurs itinéraires ou trajectoires de vie se révèlent tout à fait spécifiques. Chaque jeune, en tant qu'acteur spécifique livre une expérience, un parcours de vie tout à fait singulier. La particularité des trajectoires de sortie de la rue est également liée à l'axe de sortie suivie : institutionnel ou non institutionnel, comme nous le montrons au point (I.3.3) consacré au type de données empiriques à recueillir.

Ce qu'il importe également de noter c'est que l'opérationnalisation de la méthode n'est envisageable que par rapport à un cadre ethnographique bien défini parce que tout projet de recherche se situe dans un champ qu'il sied de préciser au préalable (Albarelo : 2003, 28). C'est au sein de ce champ que se détermine la population cible c'est-à-dire les sujets à soumettre à l'enquête. Ce champ mérite aussi une théorisation. C'est ce que nous pouvons voir au point qui suit.

### **II.1.3.2. Le champ d'investigation de la présente étude**

Notre objet d'étude étant la construction et l'analyse des trajectoires de sortie de la rue des jeunes de Lubumbashi, notre champ-contexte saute aux yeux, c'est la ville de Lubumbashi dont Nkuku et Rémon (2006, 9-12) livrent des éléments descriptifs en trois points ci-après : la situation géographique, les données historiques et l'aménagement de l'espace urbain.

#### ***a) La situation géographique***

Lubumbashi est située au Sud-est de la RDC où elle remplit les fonctions de chef-lieu de la province du Katanga, province réputée pour la présence de plusieurs gisements miniers de cuivre et de cobalt, dont certains sont en exploitation depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle. Géographiquement cette ville est comprise dans le carré S. 12/27, c'est-à-dire dans le degré carré de la douzième parallèle au sud de l'Equateur et au vingt-septième méridien. Ses coordonnées sont plus ou moins 27° pour la longitude et plus ou moins 13° pour la latitude. Située dans la zone tropicale de l'Afrique, Lubumbashi enregistre la plupart des éléments climatiques de cette zone. Toutefois le site *Lubumbashi* se caractérise particulièrement par un climat tropical sec. La naissance de cette ville et la configuration qu'elle présente [aujourd'hui] ont connu une évolution historique que nous convenons de retracer brièvement.

#### ***b) Quelques données historiques sur la ville de Lubumbashi***

La ville de Lubumbashi a été créée pendant le processus de la colonisation du Congo (RDC) par la Belgique. A l'instar de plusieurs autres villes de l'époque et du milieu, Cette ville est un produit de l'industrialisation, elle a pris naissance dans un site presque inhabité en 1909 après l'annexion de l'Etat indépendant du Congo à la Belgique (1908). En termes plus précis, il faut voir les causes de la naissance de cette ville dans la découverte d'importants gisements de cuivre et leur mise en exploitation par l'*Union minière du Katanga*, aujourd'hui la *Générale des carrières et des mines*. Nkuku et Rémon (2006, 10) notent que l'emplacement de Lubumbashi « était intéressant, car il était le point d'aboutissement du chemin de fer provenant du Sud-est de l'Afrique et amenant

le charbon nécessaire aux fonderies de cuivre ». Cet emplacement a vu ainsi se développer une grande agglomération urbaine, une véritable cité moderne conforme aux règles d'hygiène requises dans l'orientation et l'aménagement d'un espace géographique humain : squares spacieux, larges artères, égouts d'évacuation d'eaux insalubres, quartiers excentriques pour les autochtones.

A sa création, la ville prend le nom de d'*Elisabethville*, en mémoire de la reine Elisabeth de la Belgique. Lubumbashi sera choisie comme centre de gravité du Katanga, région où plusieurs gisements de cuivre étaient progressivement découverts. Le premier Gouverneur de cette province (Katanga), le colonel Wangermée va déterminer le plan de cette ville en gestation, un modèle calqué sur celui des villes sud-américaines. La ville est née officiellement le 09 novembre 1910, conformément aux dispositions géographiques particulières du terrain. Lubumbashi n'aura le statut de ville qu'en 1941, grâce à l'essor industriel tant de la région que de la province.

Il faudra également souligner que la configuration actuelle de cette ville est un produit de l'histoire. La ville a évolué sur le plan de l'aménagement et de l'extension de son espace.

### ***c) L'aménagement et l'extension de l'espace de la ville de Lubumbashi***

Nkuku et Rémon (2006, 10) indiquent que du point de vue administratif et économique l'aménagement suppose « une organisation globale de l'espace qui met en place les équipements nécessaires et qui valorise les ressources naturelles ». D'après ces deux auteurs, le point de départ ou le noyau de la ville de Lubumbashi, c'est ce qui est aujourd'hui appelé la « commune de Lubumbashi », l'ancienne ville européenne. L'aménagement de ce « morceau » de l'espace habité par les Blancs a été amorcé dès le départ.

Déjà en 1911, quarante-cinq parcelles furent vendues et cinquante-sept louées. A cause de la hausse des frais de location, à la fin de l'année 1911, une centaine de maisons furent construites en matériaux durables. De 1910 à 1925, le centre se développa progressivement sur un « quadrilatère » tracé sur le plan



de 1910. Après cette période, la cité européenne d'Elisabethville s'étendit vers le Nord et alla toujours en grandissant jusqu'à se hisser au rand de *commune*. Pour le besoin de l'industrialisation, la ville connut dans la suite de temps l'arrivée d'une masse considérable de la main-d'œuvre africaine. Cela occasionna l'enchevêtrement des habitations des Européens avec celles des Africains.

Après 1960, année de l'accession du Congo (RDC) à l'indépendance, cette cité va s'étendre encore jusqu'à atteindre plus de 100.000 parcelles habitées et va obliger les autorités politico-administratives à proposer en 1970 la scission de la commune en deux. Voilà qui fut fait en 1972. La ville fut subdivisée en deux parties : le district urbain réservé aux résidents blancs et la cité indigène, quartier des Africains. La première partie représente aujourd'hui la commune de Lubumbashi tandis que la deuxième correspond à la commune de Kamalondo que l'on a appelée à sa création «quartier Albert ». Comme ce quartier n'avait pas la possibilité de s'étendre en dehors de ses limites initiales malgré l'augmentation de la population (africaine), l'autorité administrative créa dès 1929 d'autres quartiers [Kenia (1925), Katuba (1950), Rwashi (1956) et *Annexe* (1957)]. La commune de Kampemba est née en 1972 de la scission en deux de la commune de Lubumbashi. Lubumbashi ne cessera de s'accroître, et en 1982 sa superficie atteint déjà trente-huit mille Kilomètres carrés. En 2000, sa superficie est évaluée à 122,6 Kilomètres carrés. Actuellement la ville de Lubumbashi comprend sept communes résidentielles. Sa superficie est indéterminée car s'élargissant dans tous les sens de façon incontrôlée. Les statistiques fiables de sa population restent encore un souhait.

Pour mieux cerner notre objet, nous devons descendre sur le terrain à la rencontre de nos sujets d'enquête. La descente de terrain a été guidée par notre stéréotype d'ancrage distinguant deux axes de sortie de la rue déjà évoqués : celui dit institutionnel et l'autre dit non institutionnel. Dans ces deux axes, il fallait encore bien circonscrire le terrain à investiguer. Concernant le premier axe de sortie de la rue, nombreux sont, en tout cas, les maisons et centres qui hébergent et encadrent les jeunes tirés de la rue. Dans ce foisonnement nous devons opérer un choix justifié des structures à visiter, ce

qui rend la descente de terrain délicate. La délicatesse est liée au fait qu'il y a des structures qui n'existent que de nom, leur viabilité structurelle et fonctionnelle est hypothétique. Kaufmann (2004, 33) affirme que le chercheur sait où il va et a envie d'aller, parce qu'il a l'intuition qu'il peut y avoir là matière à découverte. Il fallait donc s'armer d'un assez intéressant bagage de connaissances pour pouvoir affronter correctement ce terrain. Demazière et Dubar (2007, 54) notent que l'accès à un terrain est tout, sauf naïf et accidentel. Le chercheur doit être armé de questions, de connaissances préalables, de familiarités avec le champ, mais aussi de doutes sur les prénotions le concernant ; bref, il doit au préalable se construire ce que les auteurs appellent « projet théorique ».

Nous ne pouvions donc pas aller n'importe où ; nous devons aller dans les centres viables au regard de leur organisation infrastructurelle et fonctionnelle. Il nous fallait également tenir compte de la différenciation des centres en fonction du genre ou du sexe des jeunes encadrés parce qu'à Lubumbashi, il y a trois catégories de centres : pour les filles, pour les garçons et des centres mixtes. Ce critère était important, il fallait le considérer lors de la sélection des centres à investiguer sans pour autant perdre de vue le critère de viabilité infrastructurelle, éducationnelle et professionnelle dudit centre. La distinction de sexe est fondée. Laberge, Morin et Roy (2000, 89) notent que sur le plan pratique [comportemental], le sexe dicte souvent les stratégies [de survie] mises en œuvre. L'abord des problèmes sociaux est ainsi différencié selon le sexe même si à la base ces problèmes s'apparentent sur des aspects fondamentaux.

Le choix qualitatif auquel nous avons souscrit nous a conduit à investiguer dans les centres ci-après : 1) Mangombo à la Cité des jeunes (pour garçons) ; 2) Bakanja/ville (pour garçons) ; 3) Bumi de Kamalondo (mixte) ; Katinel de Katuba (pour filles).

Pour plus de pragmatisme, après avoir bien circonscrit notre champ d'investigation, il fallait dans la suite préciser la nature des données à recueillir.

### II.1.3.3. Le type de données à recueillir

Nous venons de distinguer deux voies (ou axes) de sortie de la rue. Celles-ci donnent lieu à deux catégories d'enquêtés : a) les jeunes qui sortent de la rue en passant par un centre d'encadrement scolaire et professionnel (axe institutionnel) et b) ceux qui quittent la rue par leurs propres initiatives sans un quelconque encadrement institutionnel (l'axe non institutionnel). Nous avons vu que la trajectoire suivie par le jeune sera aussi largement déterminée par l'axe de sortie empruntée. Les enquêtés desquels nous avons recueilli des entretiens biographiques analysés proviennent de ces deux axes de sortie de la rue.

Ferrarotti (1990, 89) souligne que l'approche biographique distingue deux types de matériaux : a) le matériau biographique *primaire* c'est-à-dire l'histoire de vie telle que la personne qui l'a vécue la raconte et b) le matériau biographique *secondaire* c'est-à-dire toutes sortes de documents administratifs (fiche d'identification personnelle, dossier médical, dossier judiciaire, procès-verbaux, correspondances, photos, écrits, coupures de presse, etc.) et tous les récits et témoignages des tierces personnes en rapport avec la vie de ces jeunes.

Notre *matériau biographique primaire* est constitué d'entretiens formels [bien structurés] avec les jeunes de deux axes tandis que le *matériau biographique secondaire* est constitué de fiches individuelles de jeunes que nous avons consultées dans deux centres d'accueil de Lubumbashi [Mangombo (pour les garçons) et Katinel (pour les filles)] ainsi que des entretiens et des échanges libres c'est-à-dire non structurés avec les encadreurs de jeunes. Les échanges libres n'ont pas été enregistrés au magnétophone. Nous les improvisons chaque fois que nous nous trouvions en présence d'une personne-ressource ; ils pouvaient s'organiser au bureau, en plein air ou plutôt dans un restaurant à côté d'un verre. Ces échanges libres ont été riches en renseignements sur divers aspects de la vie des jeunes récupérés dans la rue (famille d'origine, vécu de la rue, circonstance d'entrée au centre, évolution et comportement des jeunes au centre, la manière de les approcher et d'interagir avec eux, leur repositionnement social, le fonctionnement et les

réalités des centres d'encadrement, etc.). Chaque fois nous écrivions toutes ces informations dans notre cahier de terrain soit directement lorsque nous estimions que cela ne pouvait pas déranger notre interlocuteur soit plus tard après qu'on se soit séparé avec notre interlocuteur. L'essentiel de la plupart de nos échanges avec les encadreurs de jeunes (assistants sociaux) des maisons Mangombo, Katinel et Bumi a été noté en leur présence, nous nous sommes comportés comme des « collègues ». D'autres échanges libres (improvisés) ont été organisés avec les jeunes et ex-jeunes de la rue. Nous ne pouvions pas noter les informations qu'ils nous donnaient en leur présence car il fallait au préalable nous familiariser avec eux, gagner leur confiance pour pouvoir le faire ouvertement. Néanmoins, dès que nous nous séparions avec le jeune, nous prenions notre cahier de terrain pour noter tous les renseignements jugés intéressants. Ces informations nous ont surtout aidé à déterminer les personnes avec lesquelles nous devions avoir des entretiens beaucoup plus formels.

En ce qui concerne les entretiens proprement dits, leur nature mérite également d'être précisée. Demazière et Dubar (2007, 6) montrent qu'il existe plusieurs usages des entretiens : recueillir les informations, établir les faits et fournir des témoignages les plus authentiques. En ce qui nous concerne, il s'agit des entretiens biographiques à caractère topique parce que se focalisant sur certains aspects de la vie des enquêtés (trajectoires de sortie de la rue). Par récits topiques, Pires (1997, 136) entend des récits segmentés qui cherchent à couvrir quelques dimensions ou problématiques précises de la vie de l'acteur. En réalité, il ne s'agit guère de récits véritablement topiques parce que l'expérience des jeunes de la rue est totale (familiale, scolaire, monde de la rue, institutionnelle, etc.) mais ceux-ci n'en retiennent que des faits qui leur ont paru significatifs. Les récits de nos enquêtés se sont principalement centrés sur l'expérience de sortie de la rue, une expérience que nous saisissons en termes d'un phénomène processuel transitant par la famille et par l'expérience de la rue. Avec ces récits à caractère topique, nous avons amené les jeunes à raconter non pas toute leur vie mais plutôt ce qui leur paraissait important dans leur vie familiale, dans leur expérience de la rue et surtout dans leur processus de sortie de la rue. C'est la raison pour laquelle le guide d'entretien qui a

soutenu tous nos entretiens devait intégrer ces quatre thèmes : la famille, la rue, la sortie de la rue et l'après-rue.

Quant au choix des interlocuteurs, il devait tout aussi être préalablement pensé pour être bien opéré sur le terrain. Il fallait définir et réunir bon nombre de critères de sélection permettant la rencontre des enquêtés « pertinents ».

#### **II.1.3.4. Le choix des enquêtés**

Quel que soit le type de recherche que l'on effectue, la question de l'échantillonnage constitue toujours un problème fondamental. Pour parer à l'idée de représentativité et de stabilité que renferme la notion d'échantillon, Kaufmann (2004, 44) préfère parler du bon choix des enquêtés [bien choisir les enquêtés]. Ce qui ne doit pas conduire à dire que la recherche qualitative ne recourt pas à l'échantillon. En effet, dans toute recherche où l'enquêteur ne sait pas atteindre l'ensemble de la population soumise à l'étude, les enquêtés sélectionnés et interrogés constituent un *échantillon* quelle que soit la manière dont ce groupe peut être désigné. Becker (2002, 118) fait remarquer que peu importe le sujet traité, nous ne pouvons en étudier tous les cas et nous n'avons d'ailleurs aucune raison de vouloir chercher à le faire. Toute entreprise scientifique s'efforce de découvrir quelque chose qui puisse s'appliquer à toutes les « éléments » d'un certain type en étudiant quelques exemples, le résultat de cette étude étant « généralisable » à tous les membres de cette classe des choses. Nous devons, continue le même auteur, constituer des échantillons pour convaincre les gens que nous savons quelque chose sur l'ensemble de cette classe.

L'idée du bon choix des enquêtés suppose que la capacité informative des acteurs est relative. Tout acteur ne serait donc pas apte à produire des éléments informatifs dont le chercheur a besoin pour son étude. Concernant notre terrain, Il nous fallait effectivement « bien choisir » nos enquêtés car assez souvent, plusieurs jeunes sont présentés de façon erronée comme « jeunes de la rue » pendant qu'eux-mêmes le rejettent catégoriquement. Dans nos échanges avec les enquêtés, nous avons beaucoup insisté – par le jeu des

questions – sur l'expérience de la rue vécue pour nous rassurer si effectivement nous étions en face d'un interlocuteur qui avait connu la vie de la rue. Nos questions ont contraint chacun de nos enquêtés à préciser entre autres renseignements, le cadre de vie de la rue [le karema], la zone d'opération, le genre d'activités exercées, les noms des pairs de la rue, les vicissitudes connues dans la rue, etc. Les interlocuteurs dont le profil ne correspondait pas au critérium arrêté [ci-dessous présenté] ont été écartés à l'issue de l'échange préliminaire avec eux.

Méthodologiquement le choix des enquêtés constitue une opération déterminante, la qualité des données à recueillir ainsi que celle des résultats de la recherche en sont grandement tributaires. Pour Cicourel (2003, 381), faire du terrain expose le chercheur à plusieurs sources d'informations qui ne peuvent pas être captées, comprises et traitées simultanément. D'emblée, il faut considérer toutes ces sources d'informations. C'est alors que l'impérieuse et l'épineuse question de la détermination ou du choix des « enquêtés privilégiés » émerge. Poirier et alii (1983, 143) estiment qu'en début de recherche, il est indispensable au chercheur de porter son attention sur la notion fondamentale de définition de la population car l'univers de l'enquête ne va pas de soi, sa précision et sa limitation sont indispensables. Les questions fondamentales mais, qu'on jugerait, peut-être, banales, méritent d'être posées : Qui va-t-on interroger et pourquoi ? Qui va-t-on exclure et pourquoi ? Où va-t-on trouver les sujets de l'enquête ? Encore plus intéressants pour notre étude, ces mêmes auteurs trouvent que pour sa réussite, la méthode biographique doit s'appuyer sur la notion d'« informateurs privilégiés », notion qu'ils ne définissent malheureusement pas. Généralement, indique Berthier (2006, 164), on recourt à certains critères pour déterminer les sujets à interroger. Mais parfois, dit-il encore, le choix de la population d'enquête s'impose de lui-même en fonction du problème à étudier.

Pour ce qui nous concerne, nous avons dû réunir un certain nombre de critères permettant de nous faire une idée assez précise de ce que pouvait être un informateur privilégié [c'est à dire un enquêté pertinent]. Ces critères sont les suivants : la pertinence de sa trajectoire de vie, la richesse de son expérience

de rue, son statut actuel ou sa position sociale, sa disponibilité, sa capacité à raconter sa vie, le genre [son sexe], le type d'axe de sortie de rue emprunté, etc. Théoriquement cela semble facile à dire mais concrètement, il s'est révélé difficile de rencontrer un enquêté satisfaisant à l'ensemble des critères établis. Grâce à la diversification de notre échantillonnage, plusieurs variables arrêtés ont largement été couverts par l'ensemble des enquêtés que nous avons pris comme un tout éclectique. En cas de contrariété de choix Berthier (2006, 174) suggère aussi un *choix raisonné* par lequel on prend des individus « moyens » que l'on déclare représentatifs du groupe ou des groupes. Représentatif a ici le sens de typique. Alors, on choisit librement d'interroger tel ou tel sujet ou encore, on choisit d'enquêter dans tel ou tel quartier en fonction de ce qu'on a défini comme critères importants. Par moment nous avons aussi recouru à cette stratégie.

Concrètement, la sélection des jeunes à interroger s'est réalisée de la manière suivante : en début de recherche nous avons exploité nos prérequis de résidant dans la ville de Lubumbashi et celui de chercheur ayant déjà investigué sur les jeunes en situation de rue dans le cadre d'autres enquêtes. Ces acquis antérieurs soutenus par notre intuition de chercheur nous ont parfois guidé vers des cas intéressants. Dans un deuxième temps la sélection des enquêtés s'est faite sur appréciation concertée avec nos accompagnateurs de terrain [les assistants sociaux qui visitent les jeunes dans la rue et qui les encadrent dans les différentes institutions d'hébergement]. En ce qui concerne les filles ex-jeunes de la rue, certains critères établis ont été minimisés parce celles-ci étaient très rares à rencontrer. Lorsque l'opportunité permettait d'en rencontrer une, nous devions tout mettre en branle pour arracher son consentement d'organiser un entretien avec nous. Nous le disons en détails au point relatif aux difficultés de terrain. Pour rencontrer certaines filles nous avons dû bénéficier du soutien de certaines religieuses qui sont en relation confiante avec elles.

Lors de notre stage de recherche dans le centre Mangombo où les jeunes tirés de la rue étaient encadrés [axe de sortie institutionnel], les assistants sociaux [collègues de bureau durant notre stage de recherche] nous

ont préféré nous orienter vers des jeunes qu'ils avaient jugés aptes et compétents pour s'entretenir avec nous. Malgré cette orientation intentionnellement bonne, nos premiers entretiens exploratoires ont été organisés de manière libre et non sélective ; nous nous sommes entretenu avec tout jeune qui nous offrait une ouverture et une disponibilité. Mais chaque fois que voulions nous entretenir avec un jeune, un des encadreurs du centre s'approchait pour suivre furtivement notre échange. Nous devions parfois nous cacher dans un coin ou dans une salle inoccupée pour échapper à l'*œil institutionnel*. Nous devions le faire parce que nous avons trouvé que ces encadreurs cherchaient à limiter notre marge de manœuvre en voulant nous orienter vers des cas de leur préférence, ce qui allait constituer un gros biais à notre enquête. La distance prise occasionnellement vis-à-vis de ces guides « bien intentionnés » nous a permis de nous rendre compte que tous les jeunes hébergés dans ce centre ne provenaient pas de la rue comme ils le prétendaient et cherchaient à me le faire avaler. Grâce à tous ces contacts et à tous les renseignements recueillis, nous avons su déterminer avec qui nous devions nous entretenir de manière formelle, quand et où il fallait le faire. Reste à présent à présenter le déroulement séquentiel de tout le travail de terrain.

#### **II.1.3.5. Le déroulement du travail de terrain**

Le chronogramme initié pour l'accomplissement de notre travail de terrain comprenait trois phases suivantes : a) mi-octobre 2007-janvier 2008 ; b) avril-mai 2008 et c) juin-juillet 2008.

##### ***A. Première phase (mi-octobre 2007-janvier 2008)***

Cette phase a été essentiellement exploratoire. Il fallait commencer par identifier les personnes-ressources suffisamment plongées dans la matière traitée [phénomène *jeunes de la rue*], personnes capables de nous livrer des informations nécessaires et peut-être aussi de nous faciliter le contact avec les jeunes et ex-jeunes de la rue. Nous avons entamé cette phase par le centre Mangombo. Le choix de Mangombo s'est avéré adéquat parce que celui-ci est l'un des centres les plus viables de la ville en ce qui concerne l'encadrement des jeunes en situation de marginalité. Mangombo se distingue par la qualité de



l'encadrement qu'il assure au profit de nombreux jeunes récupérés dans la rue et a, contrairement aux autres centres de même acabit, le mérite d'exercer un suivi plus ou moins régulier sur leur vie post-rue et post-centre. Ce suivi se réalise dans le cadre d'une structure appropriée dénommée Osac (Organe de suivi des anciens du centre artisanal Mangombo) qui réunit mensuellement - le premier vendredi du mois - tous les anciens de Mangombo. Grâce aux réunions de l'Osac, nous avons su entretenir des contacts fructueux avec bon nombre d'ex-jeunes de la rue.

Au sujet des personnes-ressources, le centre Mangombo nous a fait découvrir monsieur Hugo, encadreur pédagogique des jeunes qui, par son statut professionnel et par sa longue expérience en cette matière, s'est révélé être une bouche vraiment autorisée pour traiter de la question des *jeunes de la rue* à Lubumbashi. En plus, le centre nous a reçu et affecté comme stagiaire au bureau social tenu par deux vaillants assistants sociaux bien expérimentés, monsieur Fredo et mademoiselle Dadie qui nous ont presque tout donné en soutenant toutes nos initiatives. Ils ont mis à notre disposition tout le nécessaire : bureau, matériel, documents administratifs et même l'accès aux sujets de l'enquête.

Nos premiers moments au bureau social de Mangombo ont été consacrés à la familiarité et à l'établissement de l'empathie avec les jeunes en formation (en voie de sortie de la rue) dont le profil intéressait notre étude. Demazière et Dubar (2007, 87) soulignent que le contact préliminaire avec l'interlocuteur est très déterminant dans le processus d'entretien. Ce contact influence toute la suite, puisqu'il est le moment où s'initie le « contrat initial de communication » et où se constituent les représentations et les croyances des interlocuteurs sur les enjeux et les objectifs de l'entretien.

Comme nous devions entrer dans le vif du travail de terrain par l'organisation des entretiens expérimentaux, les deux « collègues » assistants du bureau de stage nous ont lancé sur des pistes qu'ils estimaient intéressantes ; ils nous ont conduit vers les jeunes réellement récupérés dans la rue et dont les fiches individuelles contenaient de bons renseignements sur

leurs familles d'origine et sur leur itinéraire de vie. Dans cette première phase (octobre-janvier), des entretiens exploratoires ont été organisés avec les jeunes de différentes filières professionnelles (la maçonnerie, la cordonnerie, la soudure, l'agronomie et la sculpture). Par ailleurs, nos deux « collègues » assistants sociaux ont aussi bien joué le rôle de personnes-ressources. Plusieurs échanges informels [improvisés] et formels [convenus] ont été réalisés avec eux. De ces échanges, nous avons tiré d'importants atouts qui nous ont beaucoup aidé dans la confection de notre guide d'entretien, dans la mise en confiance de nos interlocuteurs et surtout dans la manière d'interagir avec eux.

Pendant que nous faisions le terrain, nous devions également répondre à certaines obligations académiques (charge horaire, assistance aux cours, etc.). Ce qui a fait que des sporadiques arrêts de travail ont été observés. Plus précisément ce sont les mois de février et mars qui ont connu plusieurs moments d'arrêt de travail de terrain. Ces moments de trêve nous ont par ailleurs aidé à organiser les premières données de terrain et de nous replonger dans l'exploitation de la littérature. Il faudra aussi noter que ce centre où nous avons passé notre stage de recherche a une histoire et une organisation que nous pouvons découvrir à travers les lignes qui suivent. Ces données proviennent d'un long entretien ouvert avec un collègue assistant du bureau social qui me parlait en consultant plusieurs documents administratifs dudit centre.

#### *A.1. A la découverte de la maison Mangombo*

##### *a) situation géographique*

La maison ou centre artisanal Mangombo se situe dans la ville de Lubumbashi, à la commune de Kampemba au quartier Kinkaville non loin de la cité des jeunes sur la route Munama, après les usines Latreca de la Gécamines. La rivière Kafubu longe ledit centre par derrière. Il fait face aux terrains de football de la cité des jeunes.

## b) Bref historique du centre

La maison Mangombo est une œuvre salésienne c'est-à-dire une œuvre qui relève de la congrégation des pères salésiens de Don Bosco de l'église catholique. Elle tire ses premières origines de l'œuvre de Don Bosco, le fondateur de la congrégation salésienne ainsi que de l'action missionnaire des vaillants religieux. Pour la petite histoire nous relatée, les missionnaires salésiens seraient arrivés à Lubumbashi le 11 novembre 1911 ; il paraît que c'était à 11 heures. Et dès leur arrivée, ils se sont mis à l'œuvre d'encadrement de la jeunesse à travers la province du Katanga. Aujourd'hui, l'œuvre salésienne est répandue à travers tout le pays bien qu'elle ne soit pas présente dans certaines contrées congolaises.

S'il faut dire un mot sur Don Bosco pour bien situer l'origine de l'œuvre salésienne en générale et de la Maison Mangombo en particulier, on retiendra que Don Bosco est un prêtre italien né en 1815 et décédé le 31 janvier 1888. Il a consacré toute sa vie sacerdotale à l'encadrement des jeunes en général, principalement les jeunes pauvres et abandonnés. La congrégation salésienne qu'il a créée est composée des sœurs et des prêtres salésiens ainsi que de certaines d'associations des laïcs qui pérennisent cette œuvre. L'église catholique qualifie Don Bosco de *père et maître de la jeunesse* pour avoir manifesté un attachement particulier à l'encadrement des jeunes sans distinction de race, de continent, de pays ou de tribu. Son système d'action est qualifié de « préventif ». La prévention est la méthode d'éducation qui rencontre une grande audience auprès des Salésiens de Don Bosco. Dans la pensée de son illustre initiateur, celle-ci consiste en une manière d'être et d'agir qui témoigne au jeune un amour profond (*amorevozza*), du respect en tant que personne humaine et fils de Dieu. Par ailleurs, le système préventif voudrait que l'on s'occupe particulièrement des jeunes en situation de marginalisation et de pauvreté. C'est ça le cœur même du charisme salésien. Ainsi, à la suite de Don Bosco, des prêtres et des laïcs se chargent à travers le monde de l'encadrement pluriel des jeunes en leur assurant l'hébergement, les soins de santé, l'éducation scolaire, la formation professionnelle et religieuse, la construction des écoles ou des centres et bien d'autres œuvres caritatives.

La naissance de la maison Mangombo date des années 1980 avec le Père Pol Feyen. Ce dernier, inspiré de l'exemple du fondateur de l'œuvre salésienne devant l'avenir hypothétique des jeunes qui étaient incarcérés à la prison de la Kassapa [ville de Lubumbashi], s'est engagé avec l'accord de ses supérieurs et le soutien de ses confrères tel que Monsieur KEES à mettre sur pied une structure d'accueil et d'encadrement de ces enfants prisonniers.

La maison Mangombo a démarré comme un internat des mineurs prisonniers de l'Égée (établissement de garde et de l'éducation des enfants) et ces jeunes internes dépendaient en matière de soins, de nourriture et de scolarisation des structures de la cité des jeunes [centre professionnel situé à côté de ladite maison]. Quelques années plus tard, surtout avec l'ampleur du phénomène *enfants de la rue* la maison Mangombo s'est agrandie et est devenu de plus en plus autonome vis-à-vis de la Cité des jeunes. Aujourd'hui elle est totalement détachée d'elle.

Le phénomène *enfants de la rue* a incité les salésiens à réorienter les objectifs de la maison Mangombo vers les années 1990. Et comme la structure étatique d'Égée se mourait puisqu'elle n'accueillait plus les mineurs, Mangombo est devenu un des grands centres d'encadrement des jeunes de la rue à Lubumbashi. En plus de l'internement, elle a commencé à organiser plusieurs activités (restauration, soins, etc.). Pour ce qui est de la scolarisation, vu que la majorité des jeunes encadrés avait l'âge d'admission à l'école primaire et comme la maison n'organisait encore que des cours d'alphabétisation, on avait jugé bon d'inscrire certains jeunes dans les écoles primaires de la place. Lorsqu'ils obtenaient le certificat de fin d'études primaires, ils étaient orientés en cas de besoin soit à la cité des jeunes soit ailleurs.

A l'arrivée du Révérend Père Mano à la tête de la maison Mangombo, celle-ci a connu des profonds changements. C'est vers les années 1999-2000 que cette maison est devenue le centre artisanal Mangombo (Cam en sigle) c'est-à-dire un centre de formation professionnelle avec plusieurs ateliers. En

organisant la formation professionnelle à Mangombo, le fondateur du Cam voulait porter secours aux jeunes de la rue qui n'arrivaient pas à trouver une place dans les structures scolaires normales et même à la cité des jeunes suite soit à la faiblesse de niveau intellectuel ou plutôt de leur âge relativement avancé.

Il faut noter que la maison Mangombo n'était pas la seule œuvre salésienne fonctionnelle au Katanga. Bien d'autres centres salésiens avaient été créés pour s'occuper toujours de l'encadrement des enfants de la rue. Par exemple, la maison caroline à Kilobelobe, la maison saint Dominique à sambwa, la maison Garreli à Kipushi et la maison des jeunes à la Rwashi.

La multiplication des structures salésiennes notamment la naissance de Bakanja centre, œuvre initiée par le révérend père Angello Pozzi, a généré l'idée de regroupement de toutes les œuvres salésiennes d'encadrement des jeunes en rupture familiale. C'est ainsi qu'il a été créé l'asbl dénommée « Œuvres maman Marguerite », du nom de la mère du fondateur de la congrégation salésienne (Marguerite Occhiena). Cette asbl ainsi instituée a un double statut, celui de plate forme de concertation et celui de conseil d'administration de toutes les œuvres salésiennes d'encadrement des jeunes en rupture familiale.

L'asbl Œuvres Maman Marguerite (OMM en sigle) se compose de six structures ci-après :

- Centre Chem-chem situé à la Rwashi sur la route qui mène vers la mine à ciel ouvert de Kalukuluku. On y forme les agronomes de niveau A3 ;
- Maison des jeunes de la Ruashi aux environs du marché et de la paroisse St Amant. On y forme des menuisiers A3 ;
- Bakanja-ville sur Ndjamenia dans la commune Lubumbashi. C'est un centre de recrutement et d'orientation des enfants en rupture familiale. Cette maison sert également de logis à tout enfant qui y trouve refuge ;
- Bakanja centre, c'est le lieu d'alphabétisation constituant la première étape de scolarisation après Bakanja-ville. On y organise le cycle primaire normal pour les plus jeunes et une classe d'alphabétisation pour les plus âgés ;

- Centre Mangombo qui accueille les jeunes venant de Bakanja centre et des autres maisons des œuvres maman Marguerite. Au point suivant nous parlons en détails du fonctionnement de ce centre ;

- et enfin la ferme Jacarandas située à trois kilomètres avant la gare Munama, elle s'occupe de la formation des agriculteurs-éleveurs.

### c) organigramme et fonctionnement de la maison Mangombo

Cinq services ci-après assurent le fonctionnement dudit centre : la direction, le bureau pédagogique, le bureau social, les ateliers et l'internat.

*La direction* du centre est tenue par le directeur titulaire et son adjoint. Tous sont membres de la communauté des salésiens de Don Bosco ; ils sont nommés par le supérieur des salésiens qui les affecte dans l'une de différentes œuvres maman Marguerite. Le directeur de la maison (du centre) est d'office animateur principal de cette communauté locale. Sa tâche est plurielle mais synthétiquement double : il supervise les activités du centre et s'occupe de la vie de la communauté des salésiens de Bakanja/ville et de Bakanja centre. Il est assisté par son confrère, le directeur adjoint du centre qui s'occupe de la gestion quotidienne de l'internat et de l'encadrement pédagogique des jeunes. Au cas où le directeur adjoint prend la commande de la direction, un autre salésien en formation peut le seconder. Au fait, il s'agit du salésien évoluant déjà dans le centre comme chargé de l'internat et du suivi des décisions prises au niveau de la direction. Une étroite collaboration est censée exister entre ces trois personnes. Puisque le centre est une œuvre religieuse, il est aussi demandé à la direction d'être le garant de la spiritualité salésienne au sein dudit centre. Le système préventif de Don Bosco vise à former non seulement de bons travailleurs mais également de bons chrétiens et d'honnêtes gens. La direction a également la charge de la gestion du personnel et de tout le patrimoine du centre. Le directeur est aussi le représentant officiel du Centre et l'animateur de la communauté éducative (le corps des éducateurs et les jeunes) sous sa charge. En cas d'empêchement du directeur titulaire, son adjoint assure automatiquement la relève.

*Le bureau pédagogique* tenu par le directeur-adjoint se charge, nous l'avons dit, de l'encadrement pédagogique des jeunes. Selon la philosophie des initiateurs du centre la réinsertion sociale des jeunes en situation marginale doit passer par l'apprentissage d'un métier professionnel. Cet apprentissage a une dimension pédagogique qui nécessite un suivi de la direction. C'est à cette responsabilité que s'attèle le directeur-adjoint. Ce dernier est parfois appelé conseiller pédagogique du centre et préfet des études. Ces attributs utilisés aussi dans les écoles de la cité ne sont pas souvent employés à l'endroit du directeur adjoint du centre par souci de marquer le caractère social de l'œuvre.

*Le rôle du bureau social* est de fournir à tous les services du centre (la direction, le bureau pédagogique, le corps des éducateurs, etc.) tous les renseignements possibles sur les jeunes internes pour faciliter leur encadrement. Par ce rôle, ce bureau fait office de secrétariat. Dans sa structuration, il fonctionne avec deux travailleurs sociaux. Le bureau social est en même temps le bureau d'enquête et de relations publiques. Il facilite les contacts entre le centre et les familles des jeunes ainsi qu'avec les autres milieux ayant affaire avec la réinsertion des jeunes encadrés (les services de l'Etat, principalement la division des affaires sociales). Le bureau social se charge également de l'accueil des jeunes et facilite leur intégration dans le centre. Il reçoit et traite diverses doléances émanant des jeunes et de leurs parents. Il initie les stratégies de sortie et de suivi des jeunes qui arrivent en fin de formation dans le centre. Enfin il facilite aussi le contact entre les jeunes et le monde des entreprises qui proposent occasionnellement des offres de service au centre.

*Le centre organise six ateliers* pour l'encadrement professionnel des jeunes : construction, soudure, cordonnerie, arts et cuivre, mécanique et agriculture. Chaque atelier est dirigé par un chef d'atelier secondé par un ou deux encadreurs. Outre l'aspect professionnel, chaque atelier fonctionne comme une famille, le chef d'atelier et ses collaborateurs y jouant respectivement le rôle de papa et de grands-frères. On considère que l'esprit salésien c'est aussi cette fraternité. En plus on estime que l'atelier ne doit pas seulement se limiter à la formation professionnelle, elle doit aussi considérer la

dimension humaine et chrétienne. Les ateliers constituent aussi des unités de production de la maison. Les objets fabriqués par les élèves font l'objet de vente et constituent une source d'autofinancement. Le centre a un magasin où il expose et vend les productions des ateliers. Pour plus de rentabilité, il est suggéré l'implantation de ce magasin au centre ville, mais les tracasseries financières des services de l'Etat semblent en constituer l'obstacle majeur. C'est ainsi que le centre apprécie à sa juste valeur l'initiative de certains partenaires extérieurs dont le Cefocrim qui organisent périodiquement des foires d'exposition des produits du centre.

Au sein du centre, d'autres services viennent en appui notamment le service de l'internat qui s'occupe du logement et de l'habillement des jeunes internes. Il y a aussi le service des loisirs pour le bien être « total » des jeunes. Un des objectifs que la maison s'assigne est d'offrir aux jeunes des loisirs sains afin d'assouvir leurs désirs d'aller se divertir loin de leur centre. Les terrains de football, de handball, de basketball sont aménagés. Ils sont exploités par les jeunes de trois centres voisins (cité des jeunes, Mangombo et Bakanja centre). Plusieurs jeux et compétitions y sont organisés. En plus, il y a aussi une salle de cinéma bien fonctionnelle. Dans le cadre de divertissement, Il est également permis aux jeunes qui ont une famille à Lubumbashi de s'y rendre en week-end ou en cas de besoin. Au sujet du logement, l'internat de Mangombo a deux dortoirs d'une capacité cumulée permettant d'héberger 40 jeunes. Selon notre interlocuteur cette capacité est faible par rapport aux besoins réels qui vont jusqu'à quatre-vingt cas à loger.

Ce tour de l'historique et du fonctionnement du centre n'est pas complet. Nous voulons à présent passer à l'abord d'un autre aspect fonctionnel qui intéresse davantage notre objet d'étude à savoir le cheminement des jeunes depuis la rue jusqu'à Mangombo.

#### d) Passage des jeunes de la rue vers Mangombo

Formellement pour arriver à Mangombo, les jeunes passent par les deux étapes suivantes : l'étape de contact assurée par le centre Bakanja/ville



qui intervient quand le jeune est encore dans la rue et l'étape de rattrapage scolaire et d'orientation assurée par Bakanja centre. Au niveau de la première étape [où le jeune se trouve encore dans la rue ou en situation de marginalisation] les œuvres maman Marguerite à travers Bakanja/ville établissent un contact exploratoire avec lui de manière à l'observer et à le comprendre pour mieux le sensibiliser et essayer de lui proposer une alternative beaucoup plus bénéfique. Deux types de résultats sont possibles : soit le jeune fréquente Bakanja/ville et s'offre à l'observation des encadreurs soit il ne marche pas avec Bakanja/ville et échappe à l'observation des encadreurs. Dans la première alternative les encadreurs mènent des investigations pour comprendre le problème du jeune. Il arrive dans certains cas, que ceux-ci soient tentés de ramener le jeune en famille lorsque le cas est jugé facile à régler. Si la démarche de retour en famille s'avère improductive et que le jeune adhère au projet de scolarisation lui suggéré à Bakanja/ville, on l'amène à Bakanja centre. Lorsque Bakanja centre estime, par son encadrement, avoir posé les bases éducationnelles devant aider le jeune à affronter le cursus professionnel, on l'envoie dans un des centres des œuvres Maman Marguerite dont le centre artisanal Mangombo. Il importe de noter qu'avant la création de Bakanja-ville, le travail d'observation et de sensibilisation des jeunes était accompli par Bakanja centre qui cumulait alors le travail de sélection et celui d'encadrement scolaire de base. A cette époque on proposait aux jeunes de la rue de venir passer une journée à Bakanja centre. Pour les attirer, on leur donnait à manger et le centre organisait à leur intention plusieurs activités ludiques ; ils venaient en masse et des contacts étaient établis avec eux.

Par ailleurs il faudra retenir que Bakanja centre n'est pas la seule structure des œuvres Maman Marguerite à s'occuper du rattrapage scolaire. La maison Caroline située à Kilobelobe et la maison Dilanda (à cinquante-six kilomètres de Lubumbashi) sur la route qui mène vers Muriashi l'ont fait aussi. Mais depuis deux ans la maison Dilanda a fermé ses portes.

L'orientation des jeunes vers les centres professionnels se fait officiellement ; l'administrateur des œuvres maman Marguerite établit une liste

commune qu'il envoie dans les dits centres. Pour les jeunes dont l'âge est avancé par rapport au cycle primaire normal, une classe spéciale dite *préparatoire* qui est une sorte d'alphabétisation accélérée est organisée à leur endroit. Durant la formation scolaire des tentatives de retour en famille sont toujours initiées. A ce niveau le bureau social, par les tâches ci-haut mentionnées qui lui sont dévolues, joue un grand rôle dans la réalisation de cet objectif. Mais il arrive aussi que certains jeunes « réinsérés » en famille continuent à fréquenter Bakanja centre pour leur scolarisation. Face aux cas de scolarisation jugés difficiles (par exemple le cas des enfants accusant certaines faibles mentales), la maison Bakanja centre sort de la sphère salésienne pour les orienter vers d'autres centres spécialisés de la place tels que Balu, Bumi, etc.

Il faut également voir que l'éducation scolaire donnée aux jeunes insiste beaucoup sur la socialisation. D'aucuns le savent et nous le montrons dans la partie consacrée à l'expérience de la rue que pendant leur séjour dans la rue, nombre de jeunes acquièrent un type de comportement qui accentue leur *marginalisation* ; par exemple l'usage de la drogue, le vol, les bagarres et bien d'autres comportements violents. Remettre pareil *citoyen* à la société serait un travail inutile, nous a confié notre interlocuteur. Bakanja centre inscrira au programme scolaire plusieurs activités religieuses et culturelles pour essayer de procurer un autre profil aux anciens *pensionnaires* de la rue. A l'issue de l'étape de rattrapage scolaire au niveau de Bakanja centre, un groupe des jeunes est orienté à Mangombo pour parachever le processus de réinsertion socioprofessionnelle. Chaque jeune est accompagné d'une fiche de renseignements qui retrace tout son cheminement depuis la rue parfois depuis la famille. L'accueil des jeunes à Mangombo est habituellement organisé un mois avant la rentrée des classes. Des entretiens et des enquêtes sont une fois encore menés pour d'une part confirmer les renseignements couchés sur la fiche individuelle et d'autre part pour faciliter l'intégration de chaque jeune dans la nouvelle famille de Mangombo. Durant la période d'accueil, les nouveaux venus exécutent au sein de la maison de petits travaux rémunérés devant leur permettre d'avoir des fournitures scolaires. En outre, c'est au cours de cette

période [d'accueil] ou mieux à l'issue de celle-ci, que les jeunes sont orientés dans les différentes filières professionnelles organisées par le centre.

Concernant la formation professionnelle proprement dite, le jeune doit accomplir un cycle de trois ans à l'issue duquel un brevet d'aptitude professionnelle de niveau A3 lui sera remis. Comme déjà indiqué ci-dessus, il existe au sein de Mangombo des jeunes qui sont jugés aptes à faire de longues études, ceux-ci sont orientés vers d'autres écoles de la ville telles que « Oasis des juniors » de Kamalondo, l'« institut technique Salama », pour ne citer que celles-ci. Cette catégorie des jeunes est assez spéciale car sortant en quelque sorte de l'ordinaire et sa proportion est aussi très minime.

La vie au centre Mangombo est strictement réglementée. Le respect du règlement d'ordre intérieur est de rigueur. Presque chaque année, la maison Mangombo enregistre un à trois cas de renvoi ou de fuite des jeunes. Aux dires de notre interlocuteur [un assistant social], l'année scolaire 2007-2008 [l'année de notre stage] a connu deux abandons dans la classe de deuxième professionnelle. Les exclus ou les fuyards seraient les jeunes qui n'abandonnent pas les activités et les habitudes de la rue [recherche effrénée de l'argent, usage de la drogue, *barman* (serveur dans les bars), etc.]. La rigueur du règlement fait parfois perdre à certains jeunes la motivation à poursuivre les études ; il y en a qui se rétractent et rentrent dans la rue. Mais lorsque les jeunes tirés dans la rue suivent correctement le cursus de formation et sortent du centre avec un bagage scolaire et professionnel attesté par une pièce d'études permettant de se refaire une place non ou moins problématique dans leur société, les œuvres maman marguerite considèrent que leur objectif est atteint.

Voilà brièvement brossé l'historique et le fonctionnement du centre où nous avons passé notre stage, centre par lequel passent de nombreux jeunes qui quittent la rue par la voie dite institutionnelle. Après cette première phase trimestrielle de notre stage, nous nous sommes replié sur nous-même (février et mars) pour examiner, organiser nos premières données de terrain et voir éventuellement comment poursuivre ce travail de terrain. Cet examen et cette

organisation étaient, comme déjà signalé, appuyés par l'exploration de la littérature. Le travail de terrain a, dans sa deuxième phase, été repris au mois de mars à la maison Katinel.

### ***B. La deuxième phase du travail de terrain (avril-mai 2008)***

La deuxième phase de notre descente de terrain s'est toujours inscrite dans l'axe de sortie de rue dit institutionnel. Nous l'avons démarrée au mois d'avril par la maison Katinel, un centre d'encadrement des jeunes filles en situation de rue. Cette maison se situe sur l'avenue Mwana-Shaba dans la commune de Katuba à Lubumbashi. Nouvellement créée, cette maison a une histoire peu systématisée. La responsable de ladite maison (sœur Dano) ne réunissait pas au moment où nous l'avons rencontrée tous les documents en rapport avec l'historique de cette maison. Concernant la récolte des données, il faudra ici signaler que cette phase a été assez scabreuse. Nous ne nous sommes pas installés dans ce centre. Après avoir établi notre contact avec la sœur Dano et lui avoir suffisamment expliqué le sens de notre recherche, celle-ci nous a fait savoir qu'il n'y avait pas lieu que nous restions en permanence dans son centre mais qu'elle allait s'arranger pour me mettre en contact avec les filles ex-jeunes de la rue qu'elles avaient hébergées et d'autres qu'elle connaissait. Néanmoins elle m'a quand même indiqué l'endroit où je pouvais rencontrer certaines d'entre elles [au camp assistant derrière la faculté de médecine vétérinaire de l'université de Lubumbashi] toutefois, elle m'a conseillé de ne pas oser y aller seul. Elle m'a dit que c'était dangereux parce ces filles vivent de la prostitution. Elle m'a fait voir qu'en y allant à l'improviste, je pouvais y rencontrer leurs amants [pour la plupart des jeunes et ex-jeunes de la rue] et cela pourrait très mal tourner pour moi.

Une autre difficulté relevée avec les filles est liée à la sensibilité morale négativiste qui entoure la vie de la rue en général. Par rapport à cela, nous avons constaté qu'il n'est pas aisé pour un sujet féminin de revendiquer l'expérience de la rue et surtout d'en parler à un inconnu qui vient en qualité de chercheur en quête d'informations. Sur papier la sœur Dano (responsable de l'institution) nous a facilement présenté bien des cas de jeunes filles que son

centre a pu récupérer dans la rue et réinsérer soit en famille soit dans la vie active. Mais la visite ou mieux le contact avec ces cas s'est révélé difficile à réaliser. Elle nous a fait savoir qu'une fois tirée de la rue et réinsérée en famille, la jeune fille est priée de ne plus se remémorer l'« avilissante » expérience de la rue. On lui fait voir que lorsqu'une page est tournée dans la vie, il faut l'oublier. On lui interdit scrupuleusement de s'en souvenir et d'en reparler. La plupart de rendez-vous pris officiellement avec les filles rencontrées ont été boycottés comme Dubet (1987, 10) affirme aussi l'avoir vécu avec les jeunes des banlieues françaises. Il souligne que lorsque le chercheur donne rendez-vous à un jeune ou à un groupe, il s'habitue à ne voir personne venir. Si pour Dubet c'est la non-appartenance au milieu des jeunes qui semble avoir été à la base de ce boycottage, pour nous, c'est la combinaison de la variable d'appartenance sociale et de celle liée au sexe des jeunes. Pour braver cet obstacle [le boycottage des rendez-vous], il a fallu l'intervention bien négociée de la responsable dudit centre pour que les filles abordées consentent à s'exposer au magnétophone du chercheur dans le cadre d'un entretien formel. Hormis les échanges libres organisés, au total cinq entretiens officiels ont été réalisés avec les filles.

Des entretiens organisés avec les filles, il s'est dégagé le constat selon lequel les filles en général, subissent la situation de rue. Wallant (1992, 74-76) note et nous l'avons expérimenté, que la fille de la rue souffre car elle doit passer par bien des avanies pour arriver à gagner son manioc [son pain]. Par conséquent, elle veut en sortir le plus rapidement possible, mais pas à n'importe quelle condition. Elle est prête à le faire si la société lui offre une alternative stabilisante. Son reclassement doit donc tenir compte de ces facteurs. Le matériau de terrain a révélé que cette alternative, pour les filles de Lubumbashi, c'est soit le retour en famille bien négocié, le mariage, la réinsertion scolaire et pour des cas rares la réinsertion professionnelle. Il faut noter que cette deuxième phase de travail de terrain a été essentiellement consacrée aux enquêtés de sexe féminin.

Nous avons également mené plusieurs tentatives auprès du gestionnaire de la maison Bumi (un centre mixte situé dans la commune de

Kamalondo) pour tenter d'y rencontrer d'autres filles que le centre aurait encadrées mais notre demande de contact a été souplement bloquée. Le gestionnaire nous a fait remarquer qu'il ne lui était pas autorisé par la responsable de la maison (qui en ce moment était hors de Lubumbashi) de conduire des « étrangers » auprès des filles sorties de leur maison. Il nous a suggéré d'écrire sur papier tous les renseignements dont nous avons besoin pour que lui-même se charge de les recueillir à notre place auprès de ces filles. A notre tour nous avons aussi gentiment rejeté sa proposition. Toutefois, notre passage à Bumi nous a aidé à rencontrer deux assistants sociaux qui nous ont servi de guides auprès des jeunes sortant de la rue par la voie non institutionnelle et cela au niveau de la troisième et dernière phase de notre travail de terrain.

### ***C. La troisième phase (juin-juillet 2008)***

La troisième et dernière phase du travail de terrain (juin-juillet) s'est inscrite dans l'axe de sortie de la rue dit non institutionnel. Cette phase, plus que les deux précédentes nous a causé du fil à retordre dans la récolte des données. Elle nous a demandé un peu plus de sacrifices parce qu'il fallait chercher nos enquêtés un peu partout dans la ville c'est-à-dire sans orientations précises. On ne pouvait pas les localiser à des endroits bien définis comme ce fut le cas dans l'axe de sortie dit institutionnel où les jeunes pouvaient être facilement rencontrés grâce à leurs repères administratifs restés dans des institutions [centres] où ils ont été encadrés.

Pour rencontrer les jeunes sortis de la rue par la voie non institutionnelle, nous avons proposé de les chercher à leur lieu de travail. Mais alors, il fallait absolument savoir le genre de travail auquel la plupart d'entre eux s'adonnaient, chose que nous ignorions. Après réflexion, nous avons recouru au pragmatisme que Kienge Kienge (2008, 232) présente comme l'exigence pour le chercheur de définir les actions à mener en tenant compte du contexte environnemental ou local. Nous avons supposé que certains ex-jeunes de la rue sortis par cette voie (non institutionnelle) pouvaient être des déserteurs de certains centres d'hébergement. C'est ainsi que nous avons jugé bon de passer

par ces centres, principalement Bumi et Bakanja/ville pour savoir comment et où les rencontrer. Le contact avec deux assistants sociaux et un ancien encadreur des jeunes a été pour nous un véritable coup de pouce qui nous a ouvert des pistes de rencontre avec ces jeunes. Le premier assistant est de la maison Bumi, le second de la maison Bakanja/ville et le troisième un ancien de Bumi. Ces trois compagnons [guides] nous ont assuré qu'ils connaissaient des endroits où l'on pouvait effectivement rencontrer ces jeunes, c'était à leurs lieux de travail et ils nous ont amené là à des jours et à des moments différents. Nos enquêtés Fora, Lwambo, Mutobis très cités dans le corps de cette dissertation et deux autres jeunes [Kankonde et Patrice Kasongo] dont les entretiens ne sont pas repris dans notre tableau [conçu selon le logiciel WeftQDA] d'analyse des entretiens, ont été rencontrés à leur lieu de travail.

La sélection de nos enquêtés dans ce deuxième axe de sortie de la rue s'est réalisée selon la stratégie précédemment adoptée : plusieurs entrevues libres ont été organisées dans le but de déterminer les jeunes avec lesquels nous devions avoir des entretiens beaucoup plus formels. Six entretiens enregistrés ont été réalisés dans cet axe non institutionnel dont deux avec un même sujet dans l'espace d'une semaine (le jeune Fora). Tous les interviewés étaient des garçons. La seule fille [femme] s'inscrivant dans cet axe de sortie que nous avons rencontrée à Kamalondo a poliment esquivé notre demande d'entretien formel ; elle nous a fixé un *faux-vrai* rendez-vous et a disparu pour de bon.

Au terme de notre travail de terrain, notre escarcelle de recherche s'est retrouvée avec un matériau empirique abondant. La constitution de notre corps empirique à analyser (que nous voulons qualitatif et diversifié) s'est réalisée par élagage et filtrage de l'ensemble du matériau récolté. Il fallait que le matériau d'analyse satisfasse aux critères de diversification des éléments informatifs et de saturation empirique. Face à l'avalanche des données (les échanges libres, les entretiens formels) nous avons opéré un tri qui a ramené notre matériau d'analyse à une dizaine d'entretiens biographiques (plus de deux cents pages sans compter diverses notes de terrain). Au total, nous avons retenu quatorze entretiens pour l'analyse : neuf dans l'axe institutionnel et cinq dans l'axe non

institutionnel. Il s'agit sans nul doute d'un *échantillon qualitatif par cas multiples* dont les principes moteurs, selon Pires (1997, 154) sont la diversité et la saturation. Dans la manière dont nous l'avons construit, cet échantillonnage a le mérite d'avoir satisfait à une diversification variée : spatiale, axes de sortie, genre (sexe) des enquêtés et des centres, profession et ethnie des jeunes et ex-jeunes de la rue.

a) *Diversification spatiale*

Sur sept communes résidentielles de la ville de Lubumbashi [notre champ ethnographique], notre échantillon s'étend sur quatre (Lubumbashi, Kampemba, Kamalondo et Katuba) ;

b) *Diversification d'axes de sortie de rue*

Notre échantillon couvre les deux axes de sortie de rue observés auprès des jeunes de Lubumbashi, l'axe institutionnel et l'axe non institutionnel ;

c) *Diversification du genre*

Les deux genres (masculin et féminin) ont été respectés. Des quatorze entretiens neuf ont été organisés avec les garçons et cinq avec les filles.

d) *Diversification professionnelle*

En effet, plusieurs filières professionnelles dans lesquelles se retrouvent les jeunes [de deux axes de sortie de rue] sont relevées dans notre échantillon : maçons, soudeurs, agronomes, Artistes (sculpteurs), cordonniers, enseignants, laveurs de véhicules, cireurs de souliers, cantonniers, commerçants fixes, commerçants voyageurs, professionnelles du sexe [pour les filles], etc.

e) *Diversification ethnique*

La RDC est une mosaïque culturelle. Quasiment impossible de prétendre à l'exhaustivité, notre échantillon a néanmoins le mérite de couvrir une diversité culturelle qui s'est dégagée d'elle-même. Par rapport à cette variable, notre échantillon se répartit comme suit : sur neuf garçons, il y a six



Lubas du Kasai, un Tchokwe, un Bemba, un Ndembo. Les cinq filles se repartissent comme suit : une Luba du Katanga, deux Lubas du Kasai, une Bemba et une Rund. Nous insistons en disant que cette diversité ethnique a été aléatoire, le chercheur l'a simplement constatée en appliquant les critères de définition de l'*enquête pertinent*.

Nous avons été persuadé que pareil « arsenal empirique » était solide, rationnel et cohérent car permettant une couverture totale de différents aspects de notre objet d'étude. L'analyse de cet arsenal empirique (ci-dessous commentée) fournit des riches éléments informatifs d'interprétation convaincante de l'objet à l'étude, éléments qui permettent aussi de répondre favorablement à notre question centrale, celle de savoir « *Comment se réalisent les processus de sortie de rue des jeunes de Lubumbashi ?* ».

Avant de passer aux développements théoriques et analytiques de toutes ces données recueillies, nous trouvons impérieux de parcourir à grands traits le cadre et le déroulement de nos entretiens ainsi que les difficultés rencontrées.

#### **II.1.3.6. Le cadre et le déroulement des entretiens**

Le cadre a varié selon chaque entretien. Toutefois la plupart des entretiens réalisés dans l'axe institutionnel se sont déroulés au sein de l'institution d'accueil. Sur neuf entretiens de notre échantillon (réalisés dans cet axe) un seul s'est organisé au domicile de l'enquêté [entretien avec le jeune Lukaprof]. Tous les entretiens avec les filles se sont passés dans l'enceinte de l'institution d'accueil qui nous a également servi de relais avec chacune d'elles.

Dans l'axe non institutionnel, les cinq entretiens retenus dans l'échantillon ont connu trois cadres : trois dans l'enceinte de l'école de santé publique de l'Université de Lubumbashi (Unilu), un sur le lieu de travail du jeune et un autre dans l'enceinte d'une école primaire de la Gécamines. Le cadre de l'école de santé a été très intéressant ; en tant qu'agent de l'Unilu, nous y étions très à l'aise avec nos interlocuteurs parce que c'est notre milieu de travail qui

nous permettait également d'échapper à l'œil interpellateur des agents commis à la sécurité publique.

En ce qui concerne le déroulement interactif des entretiens, tous nos entretiens ont été soutenus par un guide d'entretien axé sur quatre grands thèmes (ou repères temporels) que sont : la famille, l'expérience de la rue, la sortie de rue et la vie post-rue et post-centre. La distinction de ces thèmes permettait d'éviter la centration exclusive du discours sur un ou quelques aspects du parcours du jeune. Le guide d'entretien a été internalisé par le chercheur qui devait constamment surveiller durant l'échange l'abord de tous les grands thèmes par son interlocuteur.

Comme il s'agissait des entretiens biographiques, la consigne initiale a été une question ouverte touchant à la fois à la famille de l'enquêté, à son expérience de la rue et à son processus de sortie de rue. Nous l'avions formulée de la manière suivante : « Alors cher ami(e), peux-tu me parler de ta famille, de ta vie dans la rue, de ton passage dans un des centres d'encadrement et de ce que tu es devenu aujourd'hui dans ta vie ». Au fur et à mesure que l'entretien avançait, le chercheur revenait au moyen des sous-questions et des relances-sur chacun des principaux thèmes du guide d'entretien afin de pousser l'enquêté à fournir des plus amples détails.

Le principe moteur qui a guidé tous les processus interlocutoires a été la « non- directivité » précédemment évoquée que Filloux (2005, 12) considère non comme une neutralisation de l'interviewer, mais plutôt comme une écoute attentive qui offre un interlocuteur bienveillant à la personne interviewée, à même de relever les propos à développer, les passages à approfondir et d'inviter à la précision si nécessaire ; mais aussi d'interpréter – au sens de faire émerger – une signification qui affleure. Il faudra toutefois reconnaître que ce satisfaisant travail de terrain n'était pas exempt d'embûches.

### **II.1.3.7. Les difficultés dans la récolte et dans l'organisation des données**

Nous nous sommes buté à des obstacles de plusieurs ordres. Nous en avons retenu les quatre ci-après : 1) l'obtention des rendez-vous ; 2) la mise en confiance des enquêtés pour les faire parler ; 3) la retranscription bilingue des entretiens et 4) le port de l'image (étiquette) de bienfaiteur collée sur nous par les jeunes.

#### **1. L'obtention des rendez-vous**

Questionner la sphère privée d'un sujet, suscite toujours une suspicion et davantage lorsque cette sphère est connotée négativement par la société [l'expérience de la rue]. Le boycottage des rendez-vous par les jeunes a été, pour nous, une sorte de « baptême de feu ». Cette difficulté a plus été vécue avec les sujets-féminins. Pour surmonter cet obstacle c'est-à-dire amener les jeunes filles à se prêter à un entretien formel, nous avons déployé plusieurs ressources notamment le capital social [recours aux intermédiaires], la patience, le courage, la persévérance, la stratégie de remise de quelques billets d'argent, etc.

#### **2. La mise en confiance des enquêtés pour les faire parler**

Obtenir l'accord d'organisation d'un entretien est une chose et amener son interlocuteur à dévoiler l'intimité de sa vie privée en est une autre. L'expérience de la rue, étant pour la plupart de jeunes jalonnée de malheureux souvenirs, réveiller cela par la narration c'est en quelque sorte remuer le fer dans la plaie qui se cicatrise ou déjà cicatrisée. Aux différentes questions autour des réalités de la rue [vie et pratiques], plusieurs jeunes ont excellé en réponses évasives. Les données du terrain ont révélé que la difficulté de se dévoiler est encore beaucoup plus accentuée par le type d'enseignement [l'éducation morale] donné aux jeunes dans différents centres d'encadrement. On conseille aux jeunes qu'une fois sorti du *gouffre avilissant* qu'est le monde de la rue, l'expérience de la rue doit être complètement oubliée et surtout éviter d'en reparler. Il va de soi que nos questions autour de cette vie passée étaient en quelque sorte « mal propres ». Le savoir-faire pragmatique devait être

mobilisé pour amener les ex-jeunes de la rue à se dévoiler. Deux stratégies nous ont permis d'obtenir la confiance de nos enquêtés : 1) bien nous présenter et bien expliciter [au jeune] le bien fondé de la recherche menée et 2) la stratégie des billets d'argent.

En effet lorsqu'on devait demander à un jeune d'arrêter momentanément son « boulot » pour se prêter à un entretien, il fallait absolument compenser son temps, son énergie et son argent perdus. Filloux (2005, 16) souligne que l'entretien de recueil d'une histoire de vie soulève la question du don et de sa contrepartie. Il apparaît, dit-il, difficile de recevoir un récit aussi intime sans offrir une forme de « compensation ». La compensation a pour fonction de rétablir symboliquement la relation de déséquilibre qui s'instaure à l'occasion de l'entretien et qui risque de verser dans une situation de dépendance. Pour pouvoir continuer sa recherche, le chercheur a besoin de proposer un « dédommagement », d'offrir quelque chose, de payer pour « solder » une sorte de dette. De son côté, la personne interviewée, qui croit avoir beaucoup donné, a aussi besoin de recevoir quelque chose, d'être payée pour le service rendu. Pour ce faire, une petite somme d'argent a chaque fois été remise à tout sujet qui réalisait avec nous soit un simple échange libre ou soit un entretien formel. La même stratégie de remise de billets d'argent a également été adoptée à l'égard des encadreurs sociaux qui ont servi de guide et d'intermédiaire entre le chercheur et les jeunes. Chaque descente de terrain effectuée avec chacun d'eux a été ponctuée d'une remise de quelques billets d'argent.

### ***3. La retranscription bilingue des entretiens***

Tous les entretiens ont été organisés dans la langue locale [le Swahili], langue parlée à Lubumbashi, à l'exception d'un seul [entretien] réalisé avec la sœur Dano [responsable du centre Katinel] qui s'est fait en français. Pour raison de fidélité du discours de l'enquêté, il nous a été suggéré par nos encadreurs de thèse de procéder à la retranscription bilingue « Swahili-français ». Et comme nous devons effectuer personnellement toutes les retranscriptions, cette tâche a pratiquement été doublée. Pour un simple calcul,

quatorze entretiens appelaient vingt-huit retranscriptions. Cela n'a pas été une mince affaire encore moins une messe à dire. C'est un travail fastidieux que nous avons abattu. Mais au-delà de ses sacrifices en temps et en énergie, la retranscription personnelle des entretiens nous a été très bénéfique dans l'avancement de la recherche, surtout à l'analyse des données ; elle nous a aidé à mieux pénétrer le contenu de chaque entretien. Ce qui fait qu'à l'interprétation, nous nous rappelions bien de choses sur la narration de chaque enquêté. Il faut aussi signaler que les faiblesses qu'accuse la structure grammaticale de la plupart des extraits d'entretiens que nous coulons intégralement dans le corps de présente étude sont liées à cette traduction intégrale que nous voulions fidèle. Il est fort possible que nos encadreurs européens qui découvrent le langage de la rue des jeunes de Lubumbashi auront du mal à comprendre le sens de certains extraits d'entretien. Pour leur faciliter la tâche de compréhension, nous avons résolu d'explicitier certains mots et certains passages au moyen des commentaires mis entre crochets.

Le travail de retranscription s'est accompli de la manière suivante : dans un premier temps, après recueil d'un entretien, nous passions directement à sa retranscription. Ayant, avec le temps et l'expérience de terrain, constaté que les entretiens n'avaient pas tous le même contenu et la même valeur informative, nous nous sommes ressaisi pour changer de méthode. Nous avons, désormais, procédé d'abord à l'enregistrement systématique des entretiens programmés (deux à trois), ensuite à leur écoute et réécoute et cela nous amenait à déterminer ceux (les entretiens) qui devaient faire l'objet d'une retranscription bilingue. On notera également que la durée des entretiens a eu un impact réel sur leur contenu des entretiens. L'entretien le plus court a duré au moins trente minutes, il a été organisé avec un sujet féminin [Entretien Mutanda/axe institutionnel]. Tandis que l'entretien le plus long a duré plus ou moins trois heures ; il s'est réalisé en deux temps (deux jours) en l'espace d'une semaine avec le même acteur [Entretien Fora/axe non institutionnel. La retranscription bilingue prend soixante-six pages].

#### ***4. Le port [par le chercheur] de l'étiquette de « bienfaiteur »***

Les jeunes de la rue font souvent l'objet de nombreuses sollicitations des personnes extérieures à leur milieu de vie. Les membres des Ong, les chercheurs et plusieurs autres personnalités cherchent à les rencontrer. Et généralement de petits cadeaux leur sont remis et des promesses d'aide leur sont faites. Lorsque nous sommes entré en contact avec eux, ils ont projeté sur nous l'image (étiquette) d'une personne bien argentée capable de leur venir en aide. Le jeune Fora n'a pas hésité à nous suggérer d'être souteneur de son projet de mariage et de l'aider à trouver un boulot plus intéressant. Porter cette étiquette de « bienfaiteur » nous a moralement fait peiner. Nous donnons raison à Kienge Kienge (2008, 239) qui affirme que le contact du chercheur avec la réalité de la misère le fait souffrir, étant donné surtout qu'il ne dispose pas de moyens nécessaires pour soulager directement cette misère. Certainement cette situation peut être décrite comme une « condition dramatique » du chercheur de terrain. Ce constat d'incapacité d'assistance fait peiner le chercheur travaillant dans son milieu d'origine.

Après ce tour d'horizons sur le travail de terrain, nous nous sentons assez aguerri pour traiter de la question de l'analyse des données. Mais étant donné que cette analyse a bénéficié des appuis théoriques, nous commençons logiquement par la présentation de ces supports théoriques.

## Chapitre II : LES SUPPORTS THEORIQUES A L'ANALYSE ET A L'INTERPRETATION DES DONNEES EMPIRIQUES

L'analyse des données a bénéficié de l'appui des outils théoriques que nous voulons commenter dans les lignes qui suivent.

### II.II.1. Les supports théoriques

Trois auteurs ont inspiré nos développements analytiques : Céline Bellot (2005), Lucchini (2001) et Michel Kokoreff (2003).

#### II.II.1.1. La théorie des trajectoires de rue de Bellot

Nous trouvons que la bonne compréhension des typologies de trajectoires de rue initiées par Bellot peut commencer par l'explicitation du concept de *trajectoire*.

##### a) La notion de *trajectoire*

L'usage du concept de *trajectoire* dans les analyses portant sur la jeunesse en situation problématique que d'aucuns qualifient, à tort ou à raison, de « délinquance juvénile » est très courant. Dans ces analyses, la trajectoire est entendue, d'après Bellot (2005, 72), comme « une finalité de recherche qui permet de caractériser l'individu et son évolution au regard de son statut, de sa conduite, de sa position sociale et de ses relations ». Ainsi, lire une *trajectoire de rue* c'est s'intéresser au chemin parcouru [l'expérience biographique] par ce jeune dans l'entité « rue ». Brunelle et Cousineau (2005) considèrent la notion de trajectoire comme le « meilleur outil » pour refléter les aspects les plus phénoménologiques liés à la signification que la personne accorde aux événements qu'elle vit ainsi qu'aux sentiments que ceux-ci provoquent.

Cette expérience de vie, nous l'avons soutenu dans notre problématique, n'est pas qu'une simple subjectivité qui s'exprime, elle est aussi un reflet du social. Etant situé socialement, le sujet agissant est un produit des

structures sociales qu'il contribue aussi à produire à travers les statuts et les rôles qui lui sont dévolus en tant que membre. Cette dialectique individu-structures sociales vaut la peine d'être soulignée. Karli (2002, 10) soutient que l'individu est l'être social par excellence : on ne peut comprendre ses attitudes et ses comportements, sa façon d'être et d'agir, que si l'on comprend comment se construit sa personnalité au sein de son milieu social, comment il vit et ressent les situations, les événements, les rencontres qui prévalent dans son environnement social. C'est en interaction constante avec les divers aspects de cet environnement que se construit et s'exprime (dans des actes de pensée, des actes de langage, des comportements) sa personnalité en perpétuel devenir. C'est donc dans – et par – ces interactions que les situations, les événements, les rencontres prennent toute leur signification pour la personne qui les vit. C'est également dans ces mêmes interactions que se constitue et que se remanie la mémoire autobiographique à laquelle le sujet se réfère toujours.

Bellot (2005, 76) soutient que l'utilisation de la notion de trajectoire dans une analyse ancrée dans la théorie de la structuration permet de faire ressortir les logiques d'actions qui prévalent dans le quotidien mais aussi de considérer comment les expériences de rue s'établissent dans un univers des possibles qui se construit et se déconstruit et à mesure que les événements s'enchaînent et que les rencontres avec les autres se réalisent ou non, que les rapports sociaux structurent ou non la toute l'expérience de vie du sujet. En termes simples, la trajectoire de vie est largement encadrée par les structures sociales qui la profilent. Manifestement, le concept de trajectoire passe pour un intéressant outil de conceptualisation et d'analyse qui aide à ériger un pont entre l'acteur et la structure sociale comme nous le soutenons. Or, les analyses structuralistes ont pour objectif, note encore Bellot (2005, 73), de faire état des conditions de production et de reproduction sociale. Le concept de trajectoire, tout en n'ignorant pas l'intentionnalité des actions humaines, rend ici compte des éléments qui déterminent la destinée des individus.

Basé sur la méthode de récit de vie, le concept (ou la notion) de trajectoire permet de dégager les lignes de continuité et de changement dans la



biographie ou l'autobiographie des jeunes, de même que le sens qu'ils accordent à leurs expériences ainsi que les logiques d'action et de légitimation qu'ils utilisent dans le parcours de leur vie. Le modèle conceptuel de la trajectoire de vie permet ainsi de bien mener la recherche interprétative en saisissant le phénomène à l'étude [la sortie de la rue des jeunes de Lubumbashi] comme un processus évolutif à bifurcations multiples. Sans nul doute la trajectoire devient un pertinent outil analytique qui permet d'appréhender les oscillations, les bifurcations, les ruptures et les allers-retours vécus par chaque jeune dans son parcours de vie qui prendra des couleurs tout à fait spécifiques. Voilà qui rend compte la diversité de trajectoires constatées. Dans une perspective thérapeutique (qui n'est pas la nôtre), cet outil (la notion de trajectoire) peut donner l'opportunité de voir comment il est possible d'intervenir avec un projet d'assistance aux jeunes qui tentent de surmonter leurs difficultés.

Malgré sa performance théorique, la notion de trajectoire fait pourtant l'objet de critiques fustigeant, entre autres, son caractère balistique (déterministe) trop prononcé. Kokoreff (2003, 34), par exemple préfère la notion de *cheminement* à celle de trajectoire et s'explique en ces termes : « Je préfère adopter la notion de cheminement. Située dans le même registre sémantique que les notions de trajectoire, parcours, itinéraire, ligne biographique ou ligne de vie, cette notion me semble plus neutre. L'idée forte est de suggérer le caractère non linéaire, réversible, accidenté (...) »

Pour ce qui nous concerne nous trouvons que l'idée de non-linéarité, celle de réversibilité contenue dans la notion de cheminement est aussi présente dans celle de trajectoire qui entrevoit des oscillations, des ruptures, des bifurcations bénéfiques et problématiques, tel que le soutiennent certains auteurs américains partisans d'une approche qu'ils qualifient de *phénoménologique*. Brochu, Da Agra et Cousineau cités par Albuquerque (2007, 5) estiment que le pouvoir extérieur qui déterminerait le comportement ne peut pas être puissant au point de construire des trajectoires invariables et prévisibles comme la courbe ou l'orbite décrite par un projectile. Il n'est pas correct de réduire l'explication d'une trajectoire à une équation mathématique

formelle. Pour ces auteurs, malgré l'influence des facteurs extérieurs le jeune reste l'acteur principal de sa trajectoire, il faut simplement lui laisser la parole pour qu'il fasse état du sens qu'il donne et des sentiments qu'il associe aux événements qu'il vit. Albuquerque (2007, 10) montre encore que pour Brochu (2006), la trajectoire ne constitue pas un parcours linéaire unidirectionnel. Ce concept est utile pour décrire des processus en mutation ; il introduit deux notions importantes dans l'explication d'un phénomène : le temps et l'interaction. Ces deux notions confèrent une perspective dynamique au concept de trajectoire.

De toutes les façons, on n'en finit jamais avec les débats terminologiques. Legrand (1993, 181-182) pense que l'important est d'avoir à l'esprit le phénomène [à l'étude] dans toute son ampleur, dans la variété de ses formes, depuis ses formes embryonnaires, depuis son émergence dans les interactions de la vie quotidienne.

Certains auteurs établissent un rapprochement entre le concept de trajectoire et celui de carrière soulignant que tous les deux postulent l'idée d'une certaine progressivité à travers des étapes. La détermination de ces étapes dépend d'un auteur à autre. Lucchini (2003, 80) estime que pour déterminer ces étapes, on peut repérer dans la trajectoire de vie du jeune, un fait ou une situation qui marque de manière différente la personne par rapport à la phase antérieure. Ce marquage modifie le statut et certains rôles de la personne, et donc son identité. Pour que l'on puisse associer pareille modification à une étape de carrière ou de trajectoire, celle-ci doit influencer la manière dont la personne se perçoit et est perçue par les autres. Cette modification de perception induit un changement de statut ou de direction que nous nommons « bifurcation ».

Dans son effort de lecture des trajectoires de vie des acteurs, Digneffe (1989) constate, à l'instar d'autres chercheurs, que les individus se transforment par étapes successives, à la suite des interrelations propres au milieu et avec les autres et des « choix » successifs vécus par eux. A la suite de Hugues et de Becker, Kokoreff (2005, 33) souligne que la notion de

« carrière » consiste à prendre en compte les dimensions à la fois objectives et subjectives d'une succession d'actions. En ce sens, elle (la notion de carrière) est un moyen terme entre les approches des trajectoires de vie de type déterministe et celles qui sont plus attentives aux singularités biographiques. [...] Face à ce gros débat, nous trouvons que la notion de carrière comme celle de trajectoire sont loin de constituer un chemin tracé d'avance, un effet de destin ; elles sont le produit de l'interaction entre différents éléments structurels et individuels. Et leur commun acquis réside en leur capacité à mettre en relief des temporalités dans lesquelles s'inscrivent les pratiques des acteurs, c'est-à-dire les séquences ou les phases, les moments et les seuils, les points de rupture ou de bifurcation, constitutifs des carrières dans un monde social donné, toujours en interaction avec d'autres mondes sociaux (les policiers, les magistrats, les travailleurs sociaux et intervenants spécialisés, etc.).

Les commentaires qui précèdent montrent à plusieurs titres que la notion de trajectoire est un pertinent outil de lecture et d'interprétation des phénomènes recelant la dimension séquentielle des faits et des situations. Dans les lignes qui suivent, nous allons voir que les typologies de trajectoires de rue et de sortie de la rue que proposent les trois auteurs cités (Bellot, Lucchini et Kokoreff) constituent d'utiles supports théoriques d'analyse de notre arsenal empirique. Les réalités ou les expériences de vie narrées par les jeunes de Lubumbashi réfèrent à l'une ou l'autre forme de trajectoires qu'ils proposent.

#### ***b) Les typologies des trajectoires de rue selon Bellot***

La nature des typologies établies est fonction du ou des critères mis en exergue par l'auteur. La trajectoire de rue n'est pas à confondre avec la trajectoire de vie. La trajectoire de rue est une partie [une séquence] de la trajectoire de vie ; elle se rapporte exclusivement à l'expérience vécue dans la rue. La trajectoire de rue varie d'un sujet à un autre, elle peut être éphémère, plus ou moins longue ou fatale. Bellot (2005, 78) distingue trois formes de trajectoires de rue en fonction desquelles elle tente de rendre compte de

l'expérience de rue des jeunes de Montréal : la trajectoire épisode, la transition et l'enfermement.

### *b.1) La trajectoire épisode*

La trajectoire épisode est une expérience biographique limitée dans le temps mais qui peut s'accompagner de transformations importantes de l'identité individuelle et sociale du jeune. Malgré sa limitation temporelle, cette trajectoire est vécue de manière parfois intense par les jeunes qui cherchent à renoncer à tout rythme du quotidien. La logique de cet épisode prend la couleur initiatique et accorde un sens hédoniste à l'expérience de rue. Pour les jeunes qui se retrouvent dans cette trajectoire, la rue représente une vie de groupe qui leur permet de partager certaines expériences et qui constitue aussi un cadre de protection par rapport au monde extérieur à la rue. La soif de nouvelles expériences, note Bellot (2005, 83), correspond aussi à un besoin d'affranchissement de leur cadre de vie antérieur. Il faut dire ici que l'expérience de la rue est différemment vécue par les jeunes : pour les uns, la notion d'épisode renvoie souvent à l'idée d'une période circonscrite dans la trajectoire de vie de la personne, période qui peut ne pas être très déterminante pour le futur tandis que pour d'autres cette période peut considérablement déterminer leur avenir.

Au sujet de la diversité d'expérience de rue Lucchini (2001, 82) fait remarquer qu'il y a des jeunes qui viennent dans la rue par périodes (quelques jours, une semaine, un temps plus ou moins longtemps) puis rentrent chez eux. Ils le font généralement par esprit d'aventure, pour faire la fête, pour consommer des inhalants ou pour voler. Ces jeunes sont des *visiteurs* pour qui la rue est avant tout une diversion, un champ qui ne monopolise ni toutes leurs compétences, ni toutes leurs énergies. La rue est donc une parenthèse, un lieu de détente. Elle n'est pas opposée à la famille, à l'école, au travail ou à une quelconque institution, mais en est un complément. L'appartenance et l'identification de ces jeunes à la rue sont limitées et font partie d'un projet dont le début et la fin sont fixés par eux-mêmes. C'est l'existence de ce projet qui établit une distinction entre un jeune-visiteur et les autres jeunes de la rue. Il

faut dire que ce projet est avant tout ludique et ne cherche pas à répondre aux besoins identitaires ou matériels. Par rapport à notre terrain de recherche, la catégorie de jeunes-visiteurs ne correspond ni au groupe des jeunes dits « dans la rue » dont elle est assez proche ni à celle des « jeunes de la rue », nos sujets d'enquête. Nos données de terrain ne font pas état de l'existence des jeunes-visiteurs de la rue tel que Lucchini les définit.

Comme déjà mentionné, le passage épisodique dans la rue peut constituer pour certains jeunes une transition très déterminante pour la vie future. Voilà qui amène Bellot (2005, 85) à parler du deuxième type de trajectoire de rue qu'elle qualifie de « transition ».

#### *b.2) La transition : une autre forme de la trajectoire de rue*

Bellot (2005, 85) indique que cette forme de trajectoire a un double enjeu : soit la rue devient le socle d'une vie qualitativement différente c'est-à-dire un tremplin vers une bifurcation ascendante soit encore la rue devient un passage vers une vie marginale c'est-à-dire que la rue devient une passerelle dont l'issue se révèle problématique. A ce niveau, le tout sera fonction de la manière dont chaque jeune exploitera et gèrera les opportunités qui s'offrent à lui.

L'utilisation de l'expérience de rue comme tremplin vers un cadre de sortie favorable se lit, d'après Bellot (2005, 85), autour des interventions qui sont parvenues à rejoindre directement les attentes des jeunes dans cet espace. En effet, dit-elle, pour que les jeunes aient la possibilité d'utiliser la rue comme tremplin, il importe que « la perche » qui leur est tendue considère ou valorise leurs compétences acquises dans cet espace (la rue) ainsi que leurs aspirations. Le cas de Denis [jeune de Montréal] évoqué par Bellot (2005, 85) illustre parfaitement l'expérience de la rue qui sert de transition vers un repositionnement social réussi. Agé de vingt-trois ans, Denis vit dans la rue par intermittence depuis l'âge de 18 ans [...] Pendant quelques mois, son quotidien se construit autour de la consommation de drogues. Puis il s'arrête, reprend un appartement et trouve un travail, jusqu'à la prochaine fois. Fatigué, de cette

situation, il va utiliser son expérience de la rue pour réaliser son rêve, celui de dessinateur. Après un stage d'employabilité proposé en raison de ses compétences graphiques, mais aussi de sa situation de rue et de son expérience, il va parvenir à intégrer une entreprise multimédia et à devenir un de leurs graphistes. Par rapport à notre terrain de recherche, le cas de Denis [jeune de Montréal] est rapprochable à celui du jeune Fora [notre enquêté] qui est entré dans la rue trop jeune [neuf à dix ans] et qui en est sorti à plus de vingt ans avec le métier de laveur de véhicules le nourrissant, lui et sa famille.

Par contre la rue comme tremplin vers une sortie problématique doit être entendue comme une transition qui mène le jeune à un statut et à un rôle liés à une expérience de la pauvreté. Cette situation veut dire que la rue n'offre pas assez de possibilités intéressantes au jeune devant lui permettre de sortir favorablement du gouffre de la rue. Le poids des contraintes l'écrase et annihile ses chances de sortie de l'impasse.

D'après Bellot (2005, 87) cette forme de trajectoire se caractérise par un cumul de handicaps, de difficultés, d'échecs, de stigmates qui contraint le jeune à vivre en état de survie perpétuelle [la débrouille], ne sachant ni où ni comment trouver une place dans la société qui l'exclut toujours davantage. Ces trajectoires témoignent alors des conditions de misère dans lesquelles tentent de survivre certains jeunes en situation de rue, conditions qui ne semblent même pas s'améliorer nécessairement lorsqu'ils s'éloignent de la rue. Cette forme de trajectoire conduit à une sorte de routinisation de la vie ; le jeune vit dans une impasse où les oscillations ne semblent pas lui ouvrir d'autres voies. Ces jeunes se trouvant dans pareille situation perdent en quelque sorte la qualité de sujets de leur propre vie, se maintiennent dans un ballottement perpétuel entre différents espaces de ressources et de survie qu'ils traversent au quotidien, sans avoir de prise réelle sur l'un de ces espaces.

Pour bon nombre d'entre eux, la situation empire encore davantage avec la consommation des drogues qui les plonge dans le gouffre beaucoup plus profond amenuisant encore davantage leur chance de sortie de l'impasse. Toutefois, ils ne perdent pas la qualité d'acteurs, car luttant toujours pour essayer de s'en sortir. Bellot (2005, 88) constate que même si ce type de

trajectoire semble reproduire une espèce de logique sociale fatalisante de la pauvreté, il n'en demeure pas moins qu'il donne aussi accès à des mécanismes d'adaptation à un environnement social qui leur est hostile, mécanismes qui font, cependant, à tort ou à raison, l'objet d'une désapprobation sociale.

Cette expérience de rue problématique des enquêtés de Bellot est également vécue par bon nombre des jeunes de Lubumbashi (nos enquêtés). Nous démontrons dans la partie décrivant le monde de la rue que la rudesse de l'expérience de rue exige des jeunes le développement de toutes sortes de stratégies de débrouille. Souvent mal jugées, ces stratégies font l'objet d'une véhémence répression de la part des défenseurs de l'ordre politico-social en place. Bellot (2005, 90) souligne que la pauvreté économique, relationnelle et culturelle oblige les jeunes à élaborer des stratégies de débrouillardise qui les opposent à une intervention répressive marquant une espèce de désapprobation sociale à leur endroit. Parfois cette répression contribue à structurer un parcours de criminalisation qui renforce leur engagement dans des activités délinquantes. Par rapport à notre terrain nous avons mis en évidence une forme de sortie de la rue qui voit la simple déviance de rue se transformer en délinquance avérée avec ce que cela entraîne comme risque de répression institutionnelle. Les risques d'intervention judiciaire sont bien connus : une stigmatisation sociale et une détérioration des perspectives d'avenir.

Si ces deux précédentes formes de trajectoires [épisode et transition] semblent porter une certaine lueur d'espoir de sortie de l'impasse, cela ne semble pas le cas pour la troisième forme par laquelle l'expérience de la rue se définit comme une sorte de captivité, voire d'aliénation du jeune dont les chances de sortie se montrent complètement diluées. C'est la trajectoire d'« enfermement ».

### *b.3) La rue comme un enfermement*

Cette forme de trajectoire rend compte du rapport captif qu'entretiennent des jeunes avec le monde de la rue. Bellot (2005, 91) note que

l'idée de l'enfermement renvoie au fait que ces jeunes se sentent prisonniers de la rue. Ils souhaitent en sortir, font parfois des tentatives, mais y reviennent toujours parce qu'ils n'ont aucune autre possibilité de vivre ailleurs que dans la rue. L'ensemble de l'univers de vie de ces jeunes se résume à la rue où reste attaché tout leur quotidien.

Cet enfermement aliène toute leur expérience biographique à l'entité rue. Il convient cependant de réaffirmer avec Bellot (2005, 91) que même si ces jeunes semblent entraînés dans une spirale sans fin, ils conservent toujours une certaine marge de manœuvre, si minime soit-elle, notamment celle de garder autour d'eux des acteurs susceptibles de leur proposer un changement. Il s'observe que le souci de sortir de l'impasse reste un idéal partagé par bien de jeunes de la rue. Il semble aussi que cet enfermement peut être renforcé par la consommation des produits psycho-actifs (la drogue). Dans cette forme de trajectoire les difficultés des conditions de vie sont les plus prégnantes. Le rapport de ces jeunes à la rue n'est plus identitaire ni ludique, mais strictement utilitaire. Toute leur existence se vit dans la rue qui devient pour eux presque une prison dont il est difficile de s'évader, faute d'autres alternatives.

L'expérience de plusieurs jeunes de la rue de la ville de Lubumbashi [notre champ d'investigation] rejoint cette forme de trajectoire de rue. Bon nombre d'entre eux entretiennent des rapports utilitaires à la rue. Nous ne perdons cependant pas de vue que la marge de manœuvre existe toujours pour ces acteurs malgré ledit enfermement. Voirin (1972, 11) estime qu'aussi longtemps qu'un sujet vit, tout peut encore changer dans sa vie car « la réalité d'un être humain ne s'identifie pas aux misères de son corps ou de son esprit, elle se situe toujours au-delà de ses *altérations* et de ses *malfaisances* ».

On remarquera que la théorie de Bellot se limite à l'expérience de la rue. Plus intéressante encore sera la démonstration de Lucchini (2001, 88-93) qui dresse une typologie non pas des trajectoires de rue mais plutôt de sortie de la rue. Au regard de notre exploration livresque, Lucchini semble être le premier auteur à parler ouvertement des trajectoires des jeunes au sortir de la rue.



### II.II.1.2. Les typologies des trajectoires de sortie de la rue de Lucchini

Ces formes de trajectoires marquent la *rupture* que les jeunes font d'avec le monde ou la culture de la rue. Les trajectoires biographiques étant spécifiques, les issues qui les marquent varient d'un cas à un autre. Lucchini (2001) distingue trois types de trajectoires de sortie de la rue : la sortie active, la sortie par expulsion [institutionnelle ou naturelle] et la sortie par épuisement de ressources.

#### a. La sortie active de la rue

C'est la forme de sortie dite « autocontrôlée » pour reprendre l'expression de Castel (1998) ; le sujet (le jeune) l'initie et la réalise lui-même. Théoriquement on considère que le jeune décide librement d'abandonner le modèle de vie de la rue pour lui substituer un autre. Et pourtant dans la mesure où les sujets concernés sont des acteurs situés socialement, il appert que cette forme de trajectoire ne peut pas être entièrement autocontrôlée. Derrière cette forme de sortie de la rue se cachent des facteurs environnementaux et sociaux qui l'influencent. Lucchini (2001, 88) indique que la sortie active de la rue est reliée à un choix et à un projet que le jeune élabore pendant qu'il vit dans la rue. Pour qu'il y ait projet, le jeune doit se projeter dans le temps en imaginant son avenir en dehors de la rue. Pour cela, il doit disposer d'une alternative crédible dont il souhaite la réalisation. Deux alternatives sont possibles : soit la rue offre au jeune des occasions positivement exploitables, soit c'est le jeune lui-même qui doit faire preuve d'inventivité pour se créer des ressources permettant de monter son propre projet de sortie. Concernant la première alternative, la rue devient, pour dire comme Lucchini (2001, 88), un laboratoire dans lequel se forge une identité reliée à la construction d'un projet post-rue. La sortie active de la rue semble être le type de sortie qui comporte moins de retours dans la rue car à sa base il y a la volonté du sujet de tourner casaque et celui-ci essaie d'en faire une certaine préparation.

Une autre singularité propre à cette forme de sortie de la rue est liée au fait, qu'en principe, celle-ci n'est rattachée à aucun programme officiel d'assistance ou d'insertion sociale. Mais, dès que pareille opportunité rencontre

un jeune qui a déjà conçu son propre projet de sortie, tout naturellement celui-ci y adhère favorablement. Vu l'immixtion des facteurs extérieurs, nous trouvons finalement que la sortie active certes « auto-initiée », est rarement « autocontrôlée » ; elle est généralement « hétéro-contrôlée ». Lucchini (2001) souligne que pour que le jeune s'engage dans le processus de sortie, la rue doit perdre sa centralité dans son système de référence. Parfois il faut qu'un événement *fort* [particulier] remette en question sa ligne biographique, par exemple la menace de mort, le risque d'institutionnalisation prolongée, la revalorisation identitaire par une personne de confiance pour le jeune. Cette personne doit être en mesure de lui proposer une alternative crédible à la rue. Dans la pratique la sortie dite active s'amorce plus aisément lorsqu'une rencontre positive avec le jeune établit une complémentarité entre son projet personnel et l'alternative qu'on lui propose. Sur le terrain nous avons constaté que plusieurs jeunes évoluant encore dans la rue [y travaillant] avaient chacun son propre projet d'avenir et c'était pour nous une extraordinaire découverte. Le jeune Mutobis, par exemple, se préparait à aller à l'auto-école pour apprendre le métier de chauffeur tandis que le jeune Lwambo faisait des économies afin de réaliser une somme d'argent lui permettant de s'investir dans le commerce. Chaque jeune a son propre projet. C'est la raison pour laquelle nous estimons que la perspective thérapeutique de la question de sortie des jeunes de la rue qui se veut efficace doit privilégier des mesures cliniques aptes à saisir les singularités de chaque cas.

En résumé, on remarque que la sortie active de la rue s'organise en fonction de plusieurs variables notamment une nouvelle référence identitaire, une alternative crédible à la rue et une image de soi recomposée. Tous ces éléments évoqués prouvent que la sortie de la rue, quelle que soit sa forme, provoque une tension interne [non des moindres] dans le chef du jeune car la rue, malgré l'austérité qui la caractérise, reste après tout une entité gratifiante sur plusieurs plans (identitaire, matériel, relationnel, initiatique, ludique, hédoniste, sécuritaire, etc.). Cousineau & alii (2005, 103) trouvent que l'adhésion des jeunes aux *gangs* de rue n'est pas gratuite, elle est justifiée par la satisfaction des besoins fondamentaux de valorisation, de reconnaissance, d'appartenance et de réalisation. Et Lucchini (2001, 89) remarque qu'il est tout

à fait insuffisant pour que toute opportunité de sortie offerte rencontre l'adhésion facile du jeune. Il faut que ladite opportunité soit attrayante et que le jeune bénéficie aussi d'un appui externe.

L'attitude de l'entourage peut aussi favorablement ou défavorablement influencer la sortie de la rue. La sortie active est facilitée lorsque le jeune constate un changement qualitatif dans le comportement ou l'attitude de l'entourage à son regard. Lucchini (2001) fait remarquer que si le jeune fait état d'un regard hostile ou si au moindre geste qu'il pose, les gens font tout pour l'éviter, en changeant par exemple de trottoir pour ne pas le croiser, cela ne pourra certainement que décourager ses initiatives de sortie. Vraisemblablement, le rapport individu-société mérite donc une gestion saine lorsqu'on traite de la question de sortie de la rue. Nous allons à présent voir que parfois sans un projet conçu à l'avance, le jeune peut être contraint à sortir de la rue.

#### ***b. La sortie par expulsion ou abandon forcé***

Lucchini relève deux types d'expulsion : *institutionnelle* et *naturelle*. Le premier type concerne les cas d'incessantes menaces institutionnelles ou d'emprisonnement prolongé. Les réalités des prisons congolaises sont d'un *inhumanisme* hors commun. Quand on y est flanqué, la chance d'en sortir vivant est vraiment minime car les conditions d'existence y sont affreuses, infernales et dénuées de tout sens d'humanisme. Alors la pression institutionnelle fait peur à certains jeunes et peut précipiter leur sortie de la rue. Cousineau, Hamel et Fournier (2005, 114) notent que l'arrestation policière ou le placement dans un centre de réhabilitation peut se révéler l'occasion d'un temps propice à la réflexion. Cette réflexion peut conduire le jeune à percevoir une certaine absurdité dans le mode de vie de la rue et cela peut lui ouvrir tranquillement une porte de sortie. Jamoule (2000, 164) trouve aussi que l'injonction judiciaire ferait réfléchir même les cas extrêmes comme celui du toxicomane, elle l'empêcherait de se complaire dans la drogue ; le bousculer quelque peu par l'incarcération pourrait lui être salutaire puisque ça lui permet de *toucher le fond* pour pouvoir s'en sortir.

Le deuxième type d'expulsion est qualifié par Lucchini de *sortie naturelle*. Cette sortie est liée à l'âge du sujet. Mais en réalité la sortie naturelle va de paire avec la sortie institutionnelle. Lucchini (2001, 95) indique qu'en règle générale, lorsque le jeune approche l'âge qui lui confère la majorité, il cherche plus activement une alternative à la rue car, il sait que du point de vue pénal, il ne sera plus considéré comme un mineur et qu'il ne pourra plus se prévaloir de ce statut. Progressivement, avec l'âge, les jeunes-adultes diversifient leurs ancrages et leurs réseaux de relations. Beaucoup se légalisent et se réintroduisent dans la société. Voici à titre illustratif comment un jeune dit *délinquant* [du nom de Laseme] interrogé par Aurousseau et Laborde (1976, 206) redoute la menace institutionnelle :

« En ce moment, j'essaie de faire autre chose, parce que je sens que c'est un peu chaud pour moi. J'ai eu deux convocations car il y a eu des casses dans l'immeuble. Je n'avais rien à voir là dedans, mais ils sont quand même sur ma pelure. Je suis un peu traqué. Alors là, j'arrête. Je vais essayer de me faire une sécurité ».

Nous pensons que certains jeunes de Lubumbashi voient les choses comme Laseme et redoutent sérieusement la menace institutionnelle. Carra (2001, 34) évoque une stratégie ponctuelle à laquelle tentent de recourir certains jeunes-adultes pour essayer de contourner la menace pénale. Cette stratégie consiste à utiliser les plus jeunes dans la commission des forfaits. Carra souligne que l'utilisation des plus jeunes par les jeunes-adultes dans la commission des infractions a un subtil support explicatif : neutraliser les effets potentiels des régulations institutionnelles, en particulier les régulations pénales. Indiquons par ailleurs que Lucchini semble avoir raison de traiter ensemble les sorties institutionnelle et naturelle car la variable d'âge qui est au centre de l'expulsion *naturelle* est en même temps une notion juridique ; c'est le droit qui détermine au moyen de la loi l'âge de responsabilité pénale. Donc ces deux formes de sortie forcée [de la rue] représentent en quelque sorte deux faces d'une même réalité. Une autre forme de menace incitant à la sortie de rue est celle qui voit tarir les ressources de survie.

### ***c. La sortie par épuisement de ressources***

C'est la forme de sortie des jeunes pour qui la rue perd tout attrait spécifique. Les opportunités gratifiantes s'épuisent ou se raréfient et le jeune reste dans la rue par manque d'autres choix et par inertie. D'après Lucchini (2001, 92), l'épuisement de ressources signifie que la rue devient un lieu qui ne permet plus au jeune de faire des choix en termes d'activités de survie, de mobilité spatiale, de sociabilité (appartenance à un réseau ou à un groupe). A première vue cette forme de sortie fait penser à la sortie de précarité due à l'épuisement des ressources matérielles. Il faut dire qu'il s'agit bien aussi de l'épuisement des ressources symboliques, affectives et sociales. La sortie par épuisement de ressources pose beaucoup de problème au jeune, elle est difficile à gérer parce qu'il est déséquilibré moralement et matériellement et va tenter de sortir de la rue sans projet, sans alternative crédible et sans préparation. Le jeune réagit plus qu'il n'agit. Par rapport à notre terrain de recherche, nous avons constaté que le premier réflexe qui monte dans la tête du jeune, c'est un retour en famille ou un séjour dans une institution d'accueil. Il est perplexe, il chancelle, il s'adonne à un rapide jeu du calcul *coût-avantage* et s'engage de façon moins rassurante dans l'une ou l'autre voie. C'est ici qu'intervient une forme de ressource que nous qualifions d'«heureux hasard». Si la chance lui sourit, il s'en sort tant bien que mal.

Comparée à la sortie active, Lucchini trouve que cette forme de sortie est très instable et comporte de nombreux retours à la maison ou dans la rue et vice versa. Tout dépendra du côté où penchera la balance des intérêts. Même si le jeune s'engage dans cette forme de sortie sans projet cohérent, nous nous rendons compte qu'ici aussi il y a presque toujours une bribe de préparation qui est faite par le jeune. Il peut faire des visites dans sa famille ou dans une institution pendant un certain temps, une façon pour lui d'évaluer les probabilités de succès et d'échecs liées à l'abandon de la rue. Lucchini (2001, 95) dira que la sortie de la rue est un apprentissage fait d'une succession d'essais et d'échecs. La durée de cet apprentissage et son déroulement varient selon la situation personnelle du jeune. Nos données de terrain montrent que plusieurs trajectoires de sortie de la rue observées auprès des jeunes de

Lubumbashi s'inscrivent dans cette forme de sortie. C'est la précarité des conditions de vie dans l'espace-rue qui pousse plusieurs jeunes à s'ouvrir aux tierces personnes ou à chercher eux-mêmes un substitut au monde de la rue.

En conclusion sur les typologies proposées par Lucchini, nous réalisons que la sortie de la rue ne s'improvise pas, surtout lorsqu'elle est envisagée en termes d'étape finale à la « carrière de jeune de la rue ». Un regard transversal sur ces différentes formes de trajectoires montre que plusieurs formes de sortie peuvent interférer, se croiser et se concrétiser dans les parcours biographiques des jeunes.

Les derniers supports théoriques à l'analyse et à l'interprétation de nos données viennent de Michel Kokoreff (2003).

#### **II.II.1.3. Les types des trajectoires [biographiques] selon Kokoreff**

Kokoreff (2003, 203) propose de façon concise une typologie des trajectoires biographiques de certaines catégories sociales qualifiées de *marginales* que lui-même n'identifie pas nommément. Toutefois le contenu des trajectoires proposées montre qu'il s'agit des *pensionnaires* de la rue et des occupants de certains quartiers dits *sensibles*. La typologie de Kokoreff comprend trois formes de trajectoires : récurrente, ascendante et incertaine.

##### **a. La trajectoire récurrente**

C'est une trajectoire portée par une dynamique de marginalisation. L'itinéraire suivi est semée d'épreuves diverses et de ruptures qui semblent se répéter sans fin. Les cas des toxicomanes peuvent bien servir d'illustration à cette forme de trajectoire, indique l'auteur.

##### **b. La trajectoire ascendante**

Cette deuxième forme de trajectoire est portée par une dynamique de mobilité sociale. C'est la trajectoire des individus qui progressivement sont sortis des logiques moins valorisées [quartier pauvre, précarité professionnelle, situation de rue, etc.] pour accéder à des emplois stables et valorisants. Si

notre démonstration analytique et théorique a abouti à ce que nous nommons « bifurcation ascendante », l'inspiration nous vient de cet auteur.

### ***c. La trajectoire incertaine***

C'est une trajectoire définie par une situation instable où les positions ne sont pas complètement acquises mais restent réversibles. Cette forme de trajectoire peut s'illustrer par les cas des sujets qui naviguent entre deux « eaux » ; ils ne sont ni vraiment dans le système ni en dehors.

Pour nous résumer sur les supports théoriques que nous venons de commenter, nous reconnaissons que les réflexions théoriques de ces trois auteurs ont été d'excellents guides à l'analyse de nos données de terrain et inspirent fortement notre interprétation finale des faits analysés présentée dans la conclusion générale sous forme de « théorie des processus de sortie de la rue des jeunes de Lubumbashi ». Il importe à présent de montrer la manière dont l'analyse des données s'est effectuée.

## **II.II.2. L'analyse des données empiriques**

La structure de cette partie est conçue autour de deux points suivants : la présentation de la technique d'analyse des données (la théorie fondée) et le déroulement du processus d'analyse proprement dit.

### **II.II.2.1. Prolégomènes à la technique d'analyse des données : la théorie fondée.**

Il convient avant toute chose de rappeler que les données qui font l'objet de l'analyse ci-dessous sont essentiellement constituées des entretiens biographiques formant notre corps empirique précédemment évoqué. Le sens du processus d'analyse des données empiriques tient au fait qu'un propos brut tenu par un enquêté ne dit rien de lui-même. Il est vrai que tout part de la parole produite par un sujet en situation d'entretien, une parole qui a certes une valeur intrinsèque. Demazière et Dubar (1997, 37-38) indiquent que la parole d'un sujet n'est pas une réalité inconsistante ou instrumentale, elle est une source essentielle et problématique de l'analyse sociologique. Le langage n'est donc

pas un simple véhicule de « représentations » ni un simple support de l'action mais plutôt « un processus » par lequel le réel se constitue comme « milieu » dans l'unité et la pluralité de son action signifiante ; car c'est dans ou par le langage que le social prend forme et c'est par la parole que les sujets humains se socialisent et s'approprient ces formes. Les paroles des gens constituent donc un matériau que le chercheur doit prendre au sérieux en s'efforçant de les analyser correctement afin de révéler les processus sociaux qui s'y cachent. Maroy (1995, 83), partisan de la démarche inductive dira que le but principal de l'analyse est de contribuer à générer une théorie, un schéma d'intelligibilité d'un champ empirique concret. Et cette opération de génération théorique se veut relativement ouverte et polyvalente, de manière à inspirer des aménagements spécifiques.

Pour justifier la raison d'être de cette opération d'analyse, Blanchet et Gotman (2001, 92) notent qu'après avoir fait parler l'interviewé, l'enquêteur doit faire parler le texte par l'analyse des discours. Cette responsabilité de faire parler le texte induit le fait que l'analyse scientifique ne consiste finalement pas, comme le fait remarquer Albarello (2007, 81), en une simple accumulation ou une simple juxtaposition de discours de quelque nature que ce soit, si abondants peuvent-ils être. Même si, continue Albarello, ces dernières années les notions de l'acteur social et celle du sujet reviennent fort à la mode, le chercheur ne peut se contenter de reproduire les données qu'il a précédemment recueillies auprès des sujets lors des entretiens qualitatifs. Il importe donc par le procédé d'analyse d'essayer d'aller au-delà du discours brut et de l'opinion exprimée pour interpréter et reconstruire scientifiquement.

La technique d'analyse que nous adoptons est, comme déjà annoncé, celle de la théorie fondée. Il s'agit d'une démarche analytique inductive c'est-à-dire une posture ou mieux encore une orientation épistémologique qui donne priorité au travail empirique. Le terrain, soulignent Demazière et Dubar (2007, 48), est conçu comme une contrainte *a priori* et non comme le test empirique d'une théorie préexistante qui serait valide tant qu'elle n'a pas été contredite par les faits.



Selon Becker (2002, 303) la démarche inductive semble être une démarche adaptée pour le traitement des questions de recherche qui ont trait aux processus des faits, en l'occurrence, les processus de sortie de la rue de jeunes de Lubumbashi que nous nous proposons d'analyser dans la présente étude. La *grounded theory* (la théorie fondée) doit conduire, d'après Strauss et Corbin (2003, 364), à la production d'un ensemble bien intégré des concepts qui émergent depuis les données recueillies sur les phénomènes étudiés. Et cette théorie doit décrire et expliquer.

La pertinence de la technique d'analyse dite de la *théorie fondée* est liée au fait que la recherche est une théorisation c'est-à-dire une élaboration progressive et continue des concepts, propriétés et relations jusqu'à l'écriture des résultats jugés convaincants. D'où, sa dénomination de théorie « fondée », « ancrée », « enracinée », « basée » sur les données recueillies. Le schéma général d'analyse, indique Maroy (1995, 85), ne procède plus ici d'une grille préexistante ; il est construit et dérivé des matériaux. Les classes ou catégories, leurs relations sont suggérées ou découvertes inductivement à partir des données. Le travail est beaucoup plus novateur dans la mesure où l'analyse doit découvrir les catégories pertinentes à partir desquelles il est possible de décrire et de comprendre la réalité observée. L'analyse a donc pour ambition de développer de nouveaux concepts susceptibles de rendre compte de comportements d'acteurs situés empiriquement, de développer des relations entre différents concepts et fournir aussi des exemples empiriques susceptibles d'en fonder la plausibilité. De manière synthétique nous pouvons retenir qu'avec la technique analytique de la *théorie fondée*, la théorie explicative de l'objet n'est pas *ramassée* ; elle n'est pas non plus une simple mise en forme des données ni une entité extérieure et surplombante, le chercheur la construit en transformant successivement les données par la catégorisation.

Lorsqu'on s'immerge dans le processus d'analyse des données, Kaminski (1995, 54) note que l'objectif de l'analyse catégorielle est de filtrer et de transformer un matériel présenté sous forme textuelle [les récits de vie pour ce qui nous concerne] en informations. Nous trouvons que la particularité et/ou l'efficacité opérationnelle de la démarche inductive tient aussi au fait que tout

bouge dans ce procédé. Dès lors que ce sont les faits, et non la théorie, qui ont la priorité, il n'est plus possible, indiquent Demazière et Dubar (2007, 60), de suivre un scénario immuable dans lequel le chercheur franchirait une à une des étapes successives d'un processus qui l'amène à la production des résultats.

Cette manière d'analyser les faits soumis à l'étude s'accommode bien avec la méthode biographique adoptée dans cette étude. Digneffe (1995, 145) fait remarquer que l'approche biographique suit, dans le concret, un chemin qui est rarement linéaire ou systématique. Les étapes de la recherche s'interpénètrent et s'enrichissent mutuellement, en même temps qu'elles font entrevoir la complexité de l'objet qui est à l'origine de la recherche. De ce fait, le chercheur se laissera, tout naturellement, conduire par l'analyse jusqu'à l'émergence de la théorie rendant les faits qu'il étudie. De ces réflexions qui précèdent, il s'observe assez nettement que l'analyse [des données] n'est pas une fin en soi, c'est une étape indispensable pour l'interprétation et/ou l'explication de données relatives à l'objet soumis à l'étude.

L'explication, soulignent Quivy et Van Campenoudt (2006), c'est l'opération par laquelle on dépasse le stade de bonnes intentions pour accéder à celui du début de la théorisation. Expliquer c'est mettre un phénomène en relation avec autre chose (une variable, un ou plusieurs autres phénomènes) afin de le rendre intelligible. Dans le cadre de cette étude, nous voulons interpréter les données relatives aux processus de sortie de la rue des jeunes de Lubumbashi. Plusieurs types de rapports sont ainsi établis entre les catégories qui émergent de l'analyse. Rendre intelligibles les faits, nous l'avons dit, c'est les expliquer et/ou les interpréter. Or, interpréter [notre objectif], c'est essayer de dégager leur sens ou les logiques qui les sous-tendent. Si le dégagement du sens se pose comme une énigme à résoudre, c'est que le sens n'est jamais donné à découvert. Il faut l'extraire du matériau dont on dispose.

A la question de savoir « pourquoi interpréter [les entretiens ?] », comme nous nous engageons à le faire ci-dessous, Demazière et Dubar (2007, 7) font savoir que les entretiens ne nous livrent pas « des faits » mais des mots. Ces mots expriment ce que le sujet vit ou a vécu, son point de vue sur le

monde qui est son monde et qu'il définit à sa manière, en même temps qu'il apprécie et qu'il tente de convaincre son interlocuteur de sa validité. C'est à la découverte de ces « mondes » que sont destinés les entretiens de recherche centrés sur les sujets qui ont accepté le dialogue. Or, ces « mondes », nous l'avons aussi souligné, ne se révèlent pas d'eux-mêmes par une simple lecture. La parole n'est pas transparente, elle constitue une construction dialogique complexe [...] Comprendre le sens de ce qui est dit, ce n'est pas seulement être attentif, écouter et « faire siennes » les paroles entendues, c'est aussi analyser les mécanismes de production du sens, comparer les paroles différentes, mettre à nu les oppositions et les corrélations les plus structurantes.

Comme nous pouvons nous en rendre compte, il se fait que l'interprétation se révèle être une opération subtile et extrêmement complexe. En tout cas, on n'est jamais sûr de saisir hâtivement le sens de ce que dit l'interlocuteur ; celui-ci (le sens) dépend de la cohérence de tous les éléments de la situation d'énonciation. Ce qui, à notre avis, appelle l'inventivité sociologique du chercheur. Digneffe (1995, 159) soutient que chaque recherche nécessite de la part du chercheur une part d'inventivité et de créativité qui se manifestera notamment dans la manière dont il fait jaillir de son matériel des concepts qui ont du sens plutôt que d'appliquer passivement un ensemble de règles *a priori*.

Beaucoup plus explicite, Paillé (2006), dans son article « Qui suis-je pour interpréter ? » fait pertinemment remarquer combien l'interprétation se révèle être une opération éclectique. Nous préférons présenter en détails les commentaires de Paillé afin de mieux nous imprégner de leur quintessence. Selon cet auteur l'interprétation est à la fois un travail de composition, une expérience, une épreuve, une réalisation, une contribution et une approximation.

*L'interprétation est un travail de composition* veut dire que c'est une œuvre qui part d'un état de la question ou d'une tension et propose un montage inédit d'éléments de langage architecturaux et représentationnels qui se veulent constituer une nouvelle proposition, solution ou question. Ceci

implique qu'en général, l'interprétation n'est pas donnée d'avance et que sa configuration se réalise le plus souvent en continu. En tant que composition, l'interprétation passe par un regard pénétrant qui permet de révéler à la fois les saillies et les replis des situations, de « faire parler » les données et d'exposer un en-dessous, un à-côté ou un au-delà. *L'interprétation est aussi une expérience.* L'expérience du terrain passe par le corps et par le sens. Une interprétation issue du contact avec le terrain ne peut pas faire abstraction du ressenti [en situation], du caractère multidimensionnel de l'observation, de l'accumulation d'indices, d'intuitions, voire de convictions. *L'interprétation est une épreuve.* Pour interpréter, il faut mettre la main à la pâte, pétrir, façonner, malaxer, on ne peut [alors] éviter de s'éclabousser à l'occasion. *L'interprétation est une réalisation ; il y a réalisation de l'action.* D'où, la performance exigée. *L'interprétation est aussi une contribution et un témoignage.* L'interprétation est également *une approximation.* Elle n'est pas une vérité « vraie ». Pour l'essentiel, l'interprétation est donc une proposition de compréhension c'est-à-dire une présentation d'une manière de mettre ensemble les éléments d'un monde observé. C'est une construction qui se veut valide, plausible, cohérente, audacieuse ou consensuelle. Comme il est facile de le voir dans la synthèse qui va suivre, l'analyse et l'interprétation des données de terrain nous ont donné du pain sur la planche.

#### **II.II.2.2. Le déroulement de notre processus d'analyse**

Le processus d'analyse est long et connaît plusieurs opérations qu'il est difficile de présenter exhaustivement. En décrivant la nature de notre technique d'analyse, nous avons implicitement montré aussi comment le processus d'analyse s'est déroulé. A ce deuxième point (consacré à l'analyse) nous voulons ébaucher une petite synthèse autour des catégories conceptuelles que l'analyse a permis de dégager. Il s'agit des concepts dont les larges commentaires y afférant forment la partie originale de la présente dissertation (le troisième chapitre qui vient après celui-ci). Mais bien avant cela, il importe de noter que catégorisation de notre matériau empirique a bénéficié de l'assistance technique [informatique] du logiciel Weft-QDA, un logiciel qui permet la codification aisée et simple des données tirées de divers documents textuels (entrevues, notes de terrain, les entretiens, etc.). Ce logiciel permet

également la réalisation de plusieurs fonctions de recherche simple et la production de rapports de codification. D'une utilisation facile, ce logiciel fait le bonheur des apprenants à la recherche d'une solution peu complexe et rapide de prise en main.

Ses fonctions permettent le découpage des données en extraits textuels (codage), qui sont ensuite rassemblées pour une reconstruction des données. Concrètement on procède de la manière suivante : le texte ordinaire est transformé en texte format TXT (ASCII) ou PDF (textuel). On crée ce que le logiciel nomme des catégories c'est-à-dire des mots ou des mnémoniques qu'on associera à des passages du texte d'origine, sachant que plusieurs d'entre elles peuvent être associées au même passage. Cette opération d'association est le codage. Un même passage (un extrait) peut se voir associé à plusieurs catégories. Une fois le texte codé entièrement ou en partie, on peut l'exploiter en produisant des tableaux de tris croisés montrant les passages correspondants. Notons en outre qu'une fonction de recherche aide à repérer les passages contenant un mot ou une expression.

Les principales fonctions offertes par ce logiciel peuvent être résumées comme suit :

- Importation et traitement de documents TXT ou PDF ;
- Codification à l'aide d'une structure élaborée sous forme d'arborescence ;
- Possibilité de joindre un mémo à un document ;
- Outils de recherche simples ;
- Production de matrices présentant le nombre d'extraits codifiés pour chaque unité de sens ;
- Quelques fonctions de recherche de base ;
- Possibilité d'exporter les rapports de codification aux formats HTML, CSV et TXT.

Avec le Weft-QDA chaque projet tient en un seul fichier, ce qui facilite son transport. À ce sujet, il est possible d'implémenter le logiciel sur une clé USB en tant qu'application portable... et ça fonctionne très bien. Très simple à utiliser, ce logiciel présente pourtant des limites fonctionnelles qui retreignent ainsi ses possibilités. Voilà qui nous amène à dire un mot sur ces dites limites.

Il est attesté qu'un chercheur expérimenté dans l'utilisation des logiciels d'assistance à l'analyse qualitative aura tôt fait d'observer les limites de ce logiciel, tant au niveau de la manière avec laquelle il est structuré qu'au plan des fonctions qu'il propose. On remarquera par exemple l'impossibilité de codifier à l'aide des fonctions glisser-déposer que l'on retrouve aujourd'hui chez la plupart des logiciels d'assistance à l'analyse qualitative.

En outre, il est impossible d'ajouter directement des mémos, ou notes d'analyse, dans ce logiciel. On doit pour cela passer par un traitement de texte, enregistrer les notes en format TXT, puis importer le document avant de pouvoir le coder à son tour. Le logiciel refuse également toute rédaction dans les textes qui sont importés.

Assurément nous n'avons pas affaire à un logiciel de la trempe de AnSWR, programme libre qui compétitionne sans difficulté les logiciels commerciaux comme Nvivo et Atlas-ti, néanmoins Weft-QDA peut se révéler l'outil idéal pour une recherche ne nécessitant pas l'utilisation de fonctions plus avancées de recherche que la codification des données.

Au sujet de la synthèse des développements analytiques, l'analyse des quatorze entretiens biographiques formant notre corps empirique a fait émerger plusieurs unités de sens (des centaines en raison d'au moins vingt-six unités par entretien) que l'on a regroupées en environs septante-six catégories et sous-catégories conceptuelles. Le procédé d'arborescence réalisé grâce au logiciel WeftQDA a permis, par opérations d'intégration ou d'inclusion, de fondre l'ensemble des catégories et sous-catégories émergées en onze grandes catégories suivantes : l'ancrage familial, la violence sur le jeune, le monde de la rue, l'expérience institutionnelle, la vie pot-rue et post-centre, la représentation vie de la rue et autre vie, le statut actuel du jeune, les bifurcations, les ressources mobilisées, les rapports avec les agents commis à

la sécurité publique et enfin les indices de sortie de la rue. L'énumération des catégories n'est pas logique ; elle est une simple copie conforme de l'alignement qui ressort du tableau d'analyse. Ces catégories constituent des objets sur lesquels ont porté les discours de nos enquêtés.

Pour arriver à notre théorie de synthèse, l'analyse transversale de ces onze grandes catégories conceptuelles nous amené à fondre une fois encore celles-ci en deux catégories intégratives beaucoup plus englobantes à savoir : 1) les obstacles aux processus de sortie de la rue et 2) les opportunités bénéfiques aux processus de sortie de la rue. Ce sont finalement ces deux catégories intégratives qui ont directement servi à l'échafaudage de notre théorie finale. Toute cette gigantesque démonstration analytico-théorique a abouti à la production des résultats que nous présentons dans la troisième partie de cette étude.

OOO

### **IIIe PARTIE :**

## **LES PROCESSUS DE SORTIE DE LA RUE DES JEUNES DE LUBUMBASHI**

### **Introduction : le contenu de la partie**

Cette partie est très importante. Elle décrit et interprète les données analysées à travers trois chapitres formant son ossature. Le premier chapitre présente les différentes catégories conceptuelles telles qu'elles émergent du processus d'analyse. Le deuxième fonde l'ensemble des catégories émergées dans deux beaucoup plus larges et pose ainsi les bases de l'édification de la théorie finale. Le troisième et dernier chapitre commente les indices permettant de lire une sortie de la rue effective.



## **Chapitre I : LES CATEGORIES CONCEPTUELLES EMERGENTES**

### **III.1.1. Position du problème**

La technique d'analyse des données empiriques à laquelle nous recourons [la théorie fondée] est une complexe opération de découverte qui fait émerger progressivement des catégories c'est-à-dire des concepts qui ont des propriétés et qui entretiennent divers types de relations entre eux. Ces concepts sont des outils, des clés qui nous permettent d'accéder à la compréhension de l'objet que nous soumettons à l'étude. Pour Albarello (2007, 83) la catégorie est une rubrique significative ou une classe qui rassemble les éléments discursifs de même nature, de même ordre ou de même registre.

Emanant essentiellement de l'analyse du matériau empirique, les concepts que nous développons dans ce chapitre constituent, comme l'indiquent Demazière et Dubar (2007), des « types-idéaux », des catégories typologiques dont le contenu définitionnel reste étroitement lié au contexte ethnographique de leur émergence. Autrement dit, ce sont des concepts descriptifs ancrés localement. La complexité qui caractérise les faits sociaux en général fait que nos concepts ne couvrent pas tous les aspects du phénomène de sortie de la rue des jeunes de Lubumbashi [notre objet d'étude] ; ils constituent, pour reprendre les termes de Quivy et Van Campenoudt (2006, 115), « une construction-sélection » qui ne retient que les facettes exprimées par l'objet d'étude. En conséquence, pour répondre à ce souci de saisie de l'essentiel, nos concepts ont été rigoureusement construits et judicieusement choisis grâce à l'appui technique du logiciel Weft Qda que nous présentons brièvement dans la partie consacrée à la méthodologie.

Avant de nous immerger véritablement dans la construction du contenu de ces concepts, nous tenons d'abord à insister sur le fait que la structuration de leur contenu se fonde principalement sur le matériau empirique. De ce fait,

nous recourons intensément aux extraits discursifs [extraits d'entretien] pour soutenir notre développement théorique. La reproduction intégrale de ces extraits, estimons-nous, rend vivants les faits narrés par les jeunes et nous évite la suspicion de faire des spéculations dénuées d'attache empirique. C'est aussi, pensons-nous, une manière particulière de décrire fidèlement les réalités vécues par les jeunes dans leur parcours biographique. Le cheminement suivi dans le traitement de nos catégories conceptuelles n'obéit à aucun ordre hiérarchique ; il rencontre plutôt le souci de lire dans une suite logique les différentes étapes du processus de sortie de la rue des jeunes de Lubumbashi.

### **III.1.2. L'ancrage familial du processus de sortie de la rue**

La sortie de la rue, notre objet d'étude, en tant que phénomène processuel, est un cheminement qui a un début et une issue. Lorsque nous parlons de l'ancrage familial nous voulons adopter une posture descriptive qui considère que ce processus a des ramifications au niveau de la famille. Nous sommes tout à fait conscient que le processus de sortie de la rue ne commence, en réalité, que quand le jeune est dans la rue. Avant la rue, il est illogique de soulever la question de la sortie de la rue. Il importe cependant de noter que plusieurs facteurs interviennent dans la vie des jeunes avant que ceux-ci ne connaissent l'expérience de la rue. Greissler (2007, 45) soutient que le chercheur qui s'intéresse à la situation des jeunes de la rue ne doit pas oublier que d'autres éléments composent la situation de ces jeunes, notamment la socialisation antérieure à l'expérience de rue venant de la famille, de l'école, etc. Parler de l'ancrage familial du processus de sortie de la rue des jeunes signifie que nous voulons nous intéresser au contexte familial dans lequel ont évolué ces jeunes avant de se retrouver dans la rue. Ce contexte influe, d'une manière ou d'une autre, sur la personne du jeune, sur son évolution dans le monde de la rue ainsi que sur sa manière d'envisager sa sortie.

De l'avis de certains observateurs, les jeunes de Lubumbashi sont dans la rue parce que leurs familles d'origine ont failli à leur responsabilité de sécurisation totale de leurs membres. Il s'agit de la sécurisation entendue au sens large du terme [sécurité affective, alimentaire, vestimentaire, éducative,

etc.] c'est-à-dire un encadrement complet et efficace susceptible d'accompagner les enfants dans leur évolution au sein de la société. La famille, microcosme de base, est une entité où l'enfant est censé grandir dans le respect de tous ses droits, tout en lui apprenant aussi ses devoirs. La présence des enfants dans la rue, note Kaumba (2005, 150), est un indice d'une dysharmonie face aux attentes des parents et des enfants. C'est cette dysharmonie qui amène les parents à chasser leurs enfants [cas des enfants dits sorciers] ou l'enfant à quitter le toit familial soit temporairement [enfant dans la rue] ou définitivement [enfants de la rue].

La lecture des faits que nous proposons n'est pas à comprendre comme une mise en évidence de la culpabilisation exclusive des acteurs familiaux dans l'éjection des jeunes dans la rue. Il s'agit d'une interprétation microsociologique des faits considérant que la famille biologique représente la cellule vitale de toute société. Par conséquent, la nature et la qualité des formes d'interactions développées entre ses membres peuvent être à l'origine de plusieurs réalités individuelles et sociales dont la fuite ou l'expulsion des « enfants ». Dans les lignes qui suivent, nous tentons d'abord de mettre en relief le statut familial de nos enquêtés ainsi que certains éléments de leur identité avant de focaliser notre regard sur les divers mouvements de bifurcation qu'ils réalisent dans leurs parcours de vie.

#### **III.1.2.1. Le statut familial de nos enquêtés [jeunes et ex-jeunes de la rue]**

La famille, unité que la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant définit comme la cellule de base naturelle de la société, est la structure par laquelle tout être humain vient au monde. Malemba (2003, 18) affirme qu'aucun individu ne peut naître en dehors d'une famille. Cette dernière apparaît comme une micro société dans ce sens que c'est elle qui organise l'existence humaine et la vie sociale en agissant auprès de l'individu au titre de la société globale. Si donc elle est déséquilibrée, la société globale encaisse le coup. La famille constitue un lieu sensible de la société. Ses effets sont enregistrés sur l'enfant en premier lieu.

Les données de terrain que nous avons recueillies révèlent que la plupart des jeunes de la rue de Lubumbashi sont issus des familles qui ont connu certains facteurs perturbateurs tel que le décès d'un ou des parents, la séparation des conjoints, le divorce, le remariage, la précarité matérielle, le surnombre des membres (trois à treize enfants), les naissances non désirées, etc. Barudy et Dantagnan (2007, 105) qualifient ces familles de « familles à parentalité dysfonctionnelle, incompétente et maltraitante ». Nos observations recoupent sur bien des points les résultats de l'enquête [quantitative] de l'Observatoire du changement urbain (2004) d'après lesquels plus de la moitié des jeunes de la rue [les Schegues] de Lubumbashi sont des orphelins soit de père, soit de mère, soit de deux. 32 % de l'effectif total recensé [704 cas] proviennent de familles dont les parents se sont remariés, 25 % de parents divorcés, 22 % de parents veufs, 17 % de familles monoparentales et 4 % de parents polygames.

Kamena (2007) fait pratiquement le même constat quand il dépeint de la manière suivante le contexte familial de trois « jeunes de la rue » [Sidi, Dakin et Matou] dits « enfants sorciers » : Sidi est né à Kalemie [province du Katanga]. Il a douze ans et cadet d'une famille de trois enfants. Ses parents sont déjà décédés. Il fut récupéré par son oncle maternel après la mort de sa mère. Dakin est né à Lubumbashi en 1992. Il est fils unique. Son père est un ancien travailleur de la Gécamines. Il est décédé en 1992 quelques mois avant la naissance de Dakin. Sa mère est en vie et habite la ville de Lubumbashi plus précisément au carrefour où elle s'est remariée pour la troisième fois depuis le décès du père de Dakin. Matu est né à Lubumbashi en 1993. Il est l'aîné d'une famille de trois garçons. Ses parents sont tous en vie mais vivent séparés suite à un divorce. Son père est ici à Lubumbashi mais l'enfant ne sait pas exactement où il est ni ce qu'il fait. Sa mère, quant à elle, vit à quelques kilomètres de Lubumbashi c'est-à-dire à Puki, où elle s'est remariée pour la troisième fois depuis le divorce avec le père de Matu.

En ce qui concerne notre recherche, deux de nos enquêtés ont décrit le statut de leurs familles, un statut qui n'est certes pas commun à tous les jeunes de Lubumbashi ; mais, qui du moins, valide la thèse d'une origine familiale

problématique de la plupart de jeunes de la rue. Ces deux jeunes se sont exprimés comme suit:

- Jeune Mutobis (garçon) : « Alors quand la mère est décédée, elle nous a laissés. Le père est allé chercher une autre femme. Alors cette autre femme, on ne s'est pas entendu avec elle. Son nom c'est Mamadou. On ne s'entendait pas avec elle. Alors moi quand j'ai vu des choses pareilles ... Il y avait des amis comme ça avec qui on cirait [les souliers] toujours ici, ils ont dit qu'il existe une maison des prêtres qui se trouve ici, il y a même une école gratuite ; vous y étudiez gratuitement. Alors moi-aussi, je suis allé prendre ma sacoche à la maison et suis allé [...] ».

- Jeune Ngozi (fille) : « Je suis née ici à Lubumbashi. Maman a eu une grossesse à l'école et on m'a mise au monde. Quand je suis née, elle avait refusé de dire à son père et à sa mère le nom de mon père. C'est ainsi que je suis née ; j'ai grandi chez ma grand-mère, jusqu'aujourd'hui on ne m'a jamais montré le nom de mon père et je ne l'ai jamais vu. Et puis ma mère a été épousée par un autre mari et elle a eu deux enfants, donc mes deux petits frères qui restent à la Katuba. Ce mari est décédé, ma mère s'est encore mariée à un autre mari. Ce dernier a dit : « Ces trois enfants, je ne veux pas les voir à la maison, ils alourdissent la charge [familiale] ».

Grâce toujours à notre banque des données empiriques, nous avons essayé de construire l'identité ou plutôt le profil d'un jeune de la rue.

### **III.1.2.2. L'identification des jeunes de la rue**

Issus des familles problématiques, comme l'attestent les données de terrain, bon nombre de jeunes de la rue ne maîtrisent pas parfaitement certains éléments de leur identification notamment le lieu et la date de naissance, les adresses du domicile et les noms de leurs géniteurs. La présente enquête a également relevé une contradiction au niveau des noms des jeunes. En effet, deux jeunes interrogés (un garçon et une fille) se sont désignés lors des entretiens sous deux noms différents. Lors du premier entretien, le garçon se nomme Bukasa Mutombo. Et une semaine après quand nous le revoyons pour un second entretien, il se désigne sous le nom de Kalonji. Quand nous réexaminons les informations que ce garçon livre sur sa famille biologique, nous découvrons que son père s'appelle Kalonji. Notre interprétation des faits

laisse croire que Kalonji serait le vrai nom parce que porté par son père. La fille, quant à elle, se présente à nous sous le nom de Nseyi et sa compagne du même groupe de vie, interrogée après, l'identifie sous le nom de Ndayi Mutamba et confirme la véracité de ce nom.

Face à cette contradiction, nous sommes porté à admettre qu'il y aurait des raisons bien connues par les jeunes qui les amènent à créer cette ambiguïté autour de leurs noms. Une hypothèse, que d'autres recherches pourraient frotter aux données de terrain, laisserait croire qu'avec la mobilité spatiale qui les caractérise, les jeunes trouveraient en cette ambiguïté d'identification, une stratégie d'anonymat consistant pour un jeune à se faire enregistrer différemment dans plusieurs structures de bienfaisance afin de multiplier les « largesses » octroyées. Ou simplement un stratagème monté par le sujet pour échapper à un facile repérage en cas de poursuite. Souscrivant aux conclusions de Jurkovic, Digneffe (1989, 146) montre que, pour les *délinquants* [les jeunes de la rue pour notre cas d'espèce], le niveau des réponses qu'ils proposent est susceptible de varier selon le contexte dans lequel ils se trouvent, selon le statut des personnes auxquelles ils s'adressent et selon l'intérêt que présentent pour eux la situation opportune.

Nous constatons que plusieurs zones d'ombre subsistent sur l'identité des jeunes et ex-jeunes de la rue. De ce fait, la construction d'un profil complet et assez réaliste d'un *jeune de la rue* de Lubumbashi se révèle être une opération plus ou moins délicate, difficile à réaliser au moyen des études quantitatives, même si certains chercheurs revendiquent le mérite de l'avoir fait. A notre avis, les constructions des *profils* de « Shegues » que l'on propose sur base des recherches quantitatives nous paraissent sujettes à discussion. Nous pensons que la meilleure manière de s'y prendre passerait par l'étude en profondeur d'un cas ou des cas rationnellement sélectionnés et minutieusement étudiés. A défaut, on verse dans des affirmations vagues et inconsistantes qui ne révèlent pas grand-chose.

La réflexion [microsociologique] qui précède, corroborée par le matériau empirique, laisse voir que, malgré l'influence indéniable des facteurs

macrosociologiques (conjoncture économique, instabilité politique et institutionnelle, guerres, marché de l'emploi, etc.), *les jeunes de la rue* de Lubumbashi, sont pour la plupart une production familiale. L'entité « famille biologique » constitue un ancrage basique explicatif de la présence des jeunes dans la rue et des vicissitudes que ceux-ci connaissent dans leur parcours de vie. Pour consolider davantage cette lecture des faits, nous avons observé que, certaines familles, agissant seules ou avec l'appui de certaines structures caritatives, n'hésitent pas parfois à se lancer dans le processus de réintégration de leurs « brebis égarées ». Ce processus ne renvoie-t-il pas, dans une certaine mesure, à une reconnaissance de la part de responsabilité et le souci de réparation. Il est fort probable que cela soit le cas car l'analyse des faits empiriques nous montre que le principal facteur d'éjection des jeunes dans la rue [à Lubumbashi] c'est la mauvaise gestion par les acteurs familiaux des *situations-problèmes* [au sens où l'entend Pires (...)] impliquant les jeunes.

Comparée aux recherches antérieures, notre enquête relève plusieurs éléments à la base du départ des jeunes du toit familial : a) le mauvais traitement infligé au jeune (cas des jeunes Tshisoul, Kaby et bien d'autres) ; b) la réaction parentale disproportionnée face à la perte de l'argent par le jeune (cas du jeune Fora) ; c) la menace et l'intimidation de la fille pour arracher son aveu de sorcellerie (fille Da Jolie) ; d) la suspicion et l'expulsion pour motif de sorcellerie (jeune Lukaprof) ; e) l'ingérence partisane du père dans le conflit entre les demi-sœurs (fille Ngozi) ; f) l'étiquetage d'insolence et expulsion (fille Monika) ; g) la « rébellion » de la fille [orpheline de père] à la « discipline » imposée par la famille d'accueil (fille Tshibo) ; h) la mésentente entre la fille [orpheline de père] et sa belle-sœur fille Mutanda). Ces données qui ne représentent qu'un échantillon font ressortir le panorama global des modes d'éjection des jeunes dans la rue à Lubumbashi. Ils rendent compte plusieurs autres cas.

Ce tableau de facteurs à la base de la fuite de jeunes du toit familial que nous venons d'esquisser a l'avantage de mettre en relief la variabilité et partant, le caractère relatif de l'interprétation des motifs d'éjection des jeunes dans la rue. Comme chaque jeune entre dans la rue de manière particulière, il

est donc tout à fait indiqué et logique de considérer que chaque jeune de la rue qui se présente devant nous constitue un cas particulier. La meilleure manière d'appréhender sa situation ne pourrait tout aussi privilégier qu'un schéma singulier. C'est la raison pour laquelle nous estimons que le traitement de la question de la sortie de la rue par les jeunes qui y vivent en permanence doit privilégier des mesures cliniques car, comme nous l'indiquons dans notre problématique, chaque jeune est une subjectivité qui s'exprime.

Ce qu'il sied aussi de noter, au regard de l'explication qui précède c'est que, la maladresse parentale, apparemment minimisable, se révèle être porteuse de lourdes conséquences non seulement sur le jeune qui en est victime mais bien aussi sur l'ensemble des membres de la famille. Un ex-jeune de la rue que nous avons interrogé, tellement malmené et frustré en famille, a cherché à conduire toute sa famille à la mort au moyen d'un empoisonnement. Il s'est confié à nous en ces termes :

« Cette affaire-là, c'était quand je n'étais même pas encore parti dans la rue [au marché]. C'était les histoires de menace, parfois on te prive à manger. Alors je me suis irrité, j'ai dit : Qu'on meure alors tous ! Qu'on disparaisse tous sur la terre ! J'avais décidé de mélanger la farine de maïs à consommer avec un produit toxique communément dénommé « DDT ». J'étais sûr qu'en mangeant la pâte de maïs on allait tous avoir des ventres gonflés et on devait mourir. Je suis entré avec ce produit dans la chambre où se trouvait la farine. En tout cas, c'est Dieu qui m'avait aidé. Je suis resté debout là, d'un côté le cœur m'a dit : Mélange ce produit et de l'autre il m'a dit : Ne le fais pas. Finalement, je ne l'ai pas fait et je suis sorti ».

Les lignes qui précèdent indiquent que l'*aventure de la rue* prend ses racines la supposée cellule de base de toute communauté humaine, nous citons la famille. La nature et la qualité des rapports entre ses membres constituent de puissants ressorts de production de nombreuses bifurcations que les jeunes connaissent dans leurs itinéraires de vie en général et dans leurs processus de sortie de la rue en particulier.



### III.1.3. Les bifurcations dans les processus de sortie de la rue

Si nous considérons dans ce travail que la vie des jeunes qui vivent dans la rue n'est pas scellée du sceau du destin ou de la fatalité, c'est parce que nous relevons dans le cheminement de leur vie des faits qui induisent le changement de direction ou de statut, faits que nous désignons sous le terme de *bifurcations biographiques*. Ainsi, comme nous allons le constater à travers les lignes qui suivent, l'expression de « bifurcation biographique » devient une notion intéressante dans l'explication du processus de sortie de la rue des jeunes de Lubumbashi. Mais d'abord tentons de circonscrire le contenu que nous conférons à cette notion dans le cadre de la présente étude.

#### III.1.3.1. Ce que nous entendons par « bifurcation biographique »

Par « bifurcations biographiques », nous voulons entendre les différents sauts, mouvements ou changements qualitatifs que les jeunes réalisent dans leur parcours de vie. Ces changements s'opèrent sur plusieurs plans et prennent plusieurs formes. Le nouveau petit Robert de la langue française (2007) note que *bifurquer*, c'est se diviser en deux, en forme de fourche ou se dédoubler. En outre, il souligne que *bifurquer* signifie aussi le fait d'abandonner une voie pour suivre une autre, c'est-à-dire prendre une autre direction. Ce qui pourrait distinguer le changement qu'induit une bifurcation biographique des autres formes de changement c'est la dynamique qu'elle produit dans la vie du sujet. Le statut de la personne qui « bifurque » ne reste pas le même ; il connaît soit une ascension ou plutôt une régression que le sujet concerné peut attester. Toutefois il n'y a pas d'appréciation standard qui s'appliquerait à une multitude des cas, tout est relatif selon les individualités. Ce qui pourrait être commun c'est un *plus* ou un *moins* que la personne voit se réaliser dans son parcours de vie. Lorsque, par exemple, un jeune quitte le toit familial pour gagner la rue ou lorsqu'un jeune quitte la rue pour intégrer un centre d'accueil ou lorsqu'encore un jeune vivant sur la rue cesse de vagabonder pour constituer un foyer familial autonome, nous disons que toutes ces figures renvoient aux bifurcations biographiques. Les cas d'illustration de cette notion peuvent être bien multipliés selon diverses circonstances. *Bifurquer* prend donc, dans les méandres de la présente étude, plusieurs sens : tourner casaque, aller dans une autre

direction, faire autre chose ou changer d'activité, aller ailleurs, rentrer à la case de départ, se faire une vie nouvelle ou s'engager dans une autre aventure, voir les choses autrement, etc.

Nous refusons de coller des épithètes moralistes du genre « positif » ou « négatif » aux différents mouvements de changement de direction auxquels réfère l'expression de « bifurcation » afin de ne pas verser dans des considérations conceptuelles teintées d'un jugement moral des faits. Lorsque le changement de direction opéré par le jeune est producteur des faits gratifiants pour lui-même, nous disons qu'il s'agit là d'une « bifurcation ascendante » : celle qui permet au sujet de réaliser un saut qualitatif dans sa vie ou plutôt de résister aux contraintes perturbatrices. Et dans le cas contraire, nous parlons de « bifurcation problématique » c'est à dire celle qui n'apporte rien de gratifiant selon le sujet lui-même. L'analyse de nos données de terrain dégage une variété de bifurcations réalisées par les jeunes de la rue de Lubumbashi dans leurs parcours biographiques.

### **III.1.3.2. Les typologies de bifurcation**

Nous mobilisons trois variables pour la construction de nos différentes typologies, à savoir : 1) l'incitant à la bifurcation ; 2) la temporalité ou le processus de bifurcation et enfin, 3) l'issue de bifurcation. L'ordre de présentation de ces typologies ne se fonde sur aucun critère rationnel.

#### ***A. Les typologies de bifurcation selon la variable d'incitant à la bifurcation***

La variable *d'incitant à la bifurcation* permet de distinguer les bifurcations suivantes : 1) personnelle (avec sa variante dite naturelle) et 2) par influence d'une tierce personne (un acteur politique, un religieux, un assistant social ou un pair de la rue). La qualité des tierces personnes intervenant infère différentes formes de bifurcations.

### A.1. La bifurcation personnelle

C'est une bifurcation décidée par le jeune lui-même qui délibère et apprécie la situation à laquelle il fait face selon la marge de manœuvre dont il dispose. Il est lui-même incitateur du mouvement de bifurcation. Toutefois, dans la mesure où le sujet agissant est acteur situé socialement, l'on constatera, qu'à la base de toute décision individuelle (personnelle), il y a presque toujours une pression extérieure qui s'impose sur lui et laquelle va, d'une manière ou d'une autre, influencer sa décision. Si nous persistons à parler de bifurcation personnelle c'est parce que plusieurs extraits d'entretiens réalisés avec les jeunes de la rue de Lubumbashi attestent que ce sont les jeunes eux-mêmes qui reconnaissent « avoir décidé de partir », « avoir décidé de changer de direction » contrairement à certains jeunes qui sont ouvertement expulsés par leurs tuteurs. Or, la pression des forces extérieures [les facteurs familiaux et sociaux] qui se laisse lire en filigrane de la bifurcation personnelle fait finalement dire que celle-ci, bien qu'auto-initiée, n'est toujours pas libre et volontaire. Ceci veut donc dire que la « bifurcation personnelle » n'est pas égale à la « bifurcation libre et volontaire ».

S'il faut ébaucher une sorte de distinguo entre la bifurcation personnelle et la bifurcation volontaire, nous pouvons retenir que la *bifurcation personnelle* veut signifier que, tellement harcelé par diverses contraintes [familiales, institutionnelles, policières, etc.], le jeune échoue à rester dans la même position, dans la même situation ou à continuer dans la même voie. Il prend une décision audacieuse de s'engager autrement ou de faire autre chose. Parfois cette décision est prise bien avant pour n'attendre qu'un fait déclencheur. Alors que la *bifurcation volontaire* supposerait que le jeune s'engage librement sans une quelconque pression. La bifurcation volontaire peut être bien illustrée par le cas des jeunes que Bellot (2003, 176) qualifient de « crevettes », les jeunes des banlieues favorisées de Montréal qui viennent vivre quelque temps dans la rue à la recherche des sensations fortes que leur offre cet espace où ils se sentent vivre en paix l'été de leur vie. Lucchini (2001) parle aussi de cette catégorie des jeunes qu'il désigne sous le terme de « visiteurs de la rue ». Il indique que ces jeunes, appartenant pour la plupart d'entre eux à des familles aisées

choisissent librement d'aller sur la rue [de bifurquer] pour des raisons ludiques et initiatiques, une façon pour eux de faire la fête.

Par ailleurs il faudra noter que la bifurcation personnelle ne se réduit pas au seul mouvement de départ du jeune du toit familial vers le monde de la rue. Elle s'observe tout au long du parcours biographique du jeune : lorsqu'il quitte sa famille biologique, lorsqu'il passe de la rue vers une structure d'encadrement, lorsqu'il évolue au sein de la structure et même dans la vie post-rue et post-centre d'encadrement. Comme nous pouvons nous en rendre compte à travers les lignes qui suivent, plusieurs extraits d'entretien peuvent être mobilisés pour illustrer nos affirmations.

Trois jeunes nous ont narré la manière dont ils ont dû quitter leurs familles. Les pressions qu'ils ont subies se lisent assez nettement à travers leurs déclarations que voici :

-Jeune Lwambo : « La tante paternelle (la cadette) avec qui nous vivions chez les grands-parents nous insultait beaucoup, moi et mes frères et puis, elle nous donnait trop de travail : aller au marché, puiser de l'eau, etc. Quand j'ai eu 15 ans, j'ai mal digéré ces insultes. Je voulais même taper cette tante paternelle mais j'ai évité les effets de la coutume [...] Avec tous ces désordres de la tante, j'ai pensé que je pouvais me débrouiller seul. J'ai dit : Autant vivre seul, dormir même affamé mais sans être insulté. J'ai vendu ma jolie paire de chaussures à 2500 Fc et j'ai quitté Mbuji-Mayi par véhicule [...] ».

-Jeune Mutobis : « Bon, tu vois le problème de notre dispute avec elle [la marâtre], je peux sortir comme ça, je trouve qu'elle a déjà préparé du fufou ; tu demandes le fufou, elle dit : « Il n'y en a pas ». Tu attends venir le père croyant qu'il va te défendre, lui aussi il dit : « Où étais-tu ? S'ils ont préparé le fufou et que tu n'es pas là, tu ne manges pas. C'est terminé, c'est terminé ; tu ne dois rien demander ici ». Alors, moi aussi j'ai dit : « Non, ça c'est me faire souffrir pour rien ». Donc, je peux partir même seul, aller même dans la rue souffrir seul, me débrouiller seul. Je suis un homme, je réussirais toujours. C'est alors que j'ai quitté ».

-La fille Mutanda : « Le premier tour, il [son tuteur] m'avait donné 20 \$ puis, il m'a donné 150 pour acheter deux jupes. J'ai acheté deux jupes, sa femme est venue les déchirer. Alors c'était toujours comme ça, elle voulait déchirer mes ... Alors moi aussi,

j'ai senti la colère, j'ai fait trop de bruit, j'ai cassé toutes les histoires de la maison et suis partie ».

La redondance du pronom personnel « je » dans ces trois extraits discursifs montre, selon notre entendement, combien est grand l'engagement des jeunes eux-mêmes dans le déclenchement de la bifurcation [le départ]. Ce pronom émerge remarquablement dans plusieurs expressions : « je peux partir même seul », « j'ai quitté », « j'ai senti la colère et suis partie », etc. C'est cet engagement trop prononcé des jeunes dans le déclenchement de la bifurcation qui nous amène à dire que nous avons affaire à une *bifurcation personnelle* sans pour autant perdre de vue la part plus ou moins indirecte de certains facteurs extérieurs ainsi que les cas des jeunes qui sont ouvertement expulsés de leurs familles. Ces trois cas illustratifs interprètent la bifurcation personnelle au moment où les jeunes quittent leurs familles biologiques.

A présent, nous pouvons lire à travers un extrait d'entretien la bifurcation personnelle au moment de la débrouille du jeune dans la rue. Cet extrait montre comment le jeune Fora se démène pour changer son activité ; il veut passer de la mendicité, des petits larcins au lavage des véhicules, activité qu'il exerce jusqu'au moment où nous l'avons rencontré. Il nous a déclaré ce qui suit :

-Jeune Fora : « Il s'est passé des jours, on a maintenant ouvert l'intelligence. J'ai dit : non, j'ai mendié, j'ai tout fait ... Bon, maintenant, il faut que je reste moi aussi une fois, que je cherche pour moi-même, que je sache chercher dans ma sueur [dans mon effort personnel]. Je suis resté comme ça, ce travail de laver les voitures, c'était le travail des autres. Je me suis étonné moi-aussi donc ... même cette génération-ci, toute cette série des amis que j'ai, ils ont suivi dans ma main [par mon effort]. Parce que je regardais, j'ai beaucoup traversé ... que je ne me tourmente pas, qu'on ne se moque pas de moi en tant que [comme] je grandis ... Avant même de laver les véhicules, j'avais créé un mouvement de vendre».

Lorsque nous examinons les propos du jeune Fora, nous sommes, une fois encore, frappé par la sur apparition ou le suremploi du pronom personnel « je » attestant qu'il est au centre des initiatives amorcées. Nous voyons bel et

bien que le jeune Fora est l'artisan de ses essais de bifurcation en ce qui concerne sa débrouille sur la rue. Il crée le temps de réflexion ; il apprécie ce qu'il fait et se projette plus loin dans l'avenir. Comment ne pas parler de bifurcation personnelle ? Elle l'est parce qu'auto-initiée et auto-déclenchée.

Comme précédemment soutenu, la bifurcation personnelle est également observée lors du passage par le jeune de la rue vers une structure d'encadrement. Notre matériau empirique montre que plusieurs jeunes passés par les centres d'accueil et d'encadrement ont beaucoup fait à leur niveau (ressources individuelles) pour quitter la rue. La sœur Dano, responsable d'un centre d'accueil des filles en situation de rue nous explique ci-dessous comment la fille Tshibo, qu'elle a encadrée, avait pris le devant pour bifurquer vers son centre :

-Sœur Dano : « [...] elle a continué à se prostituer pour avoir un peu quelque chose et tout. Là, elle s'est rendue compte que elle, vraiment, elle ne pouvait pas continuer cette vie. Et c'est ainsi qu'elle est partie voir les sœurs Franciscaines de Marie et les sœurs lui ont dit que si elle pouvait peut-être venir jusqu'ici [maison Katinel], et c'est comme ça que nous, nous sommes entrées en contact avec elle ».

Un autre cas fort intéressant de bifurcation personnelle réalisée au sein d'un centre d'encadrement c'est celui du jeune Tshisoul qui relate comment, élève interne qu'il était au centre Mangombo, il pouvait effectuer un saut dans la rue pour y exercer certaines activités et retourner encore au centre. Il relate cet exploit auto-initié en ces termes :

«Une fois admis à l'internat de Mangombo, pendant les vacances ainsi que les week-end, les jeunes qui avaient des familles rentraient chez eux. Tandis que moi je rentrais au marché mener la vie de la rue. J'exerçais des petits travaux de la rue et j'économisais aussi de l'argent de telle sorte qu'à la fin des vacances j'achetais de nouveaux habits et de nouvelles chaussures que je portais lorsque je rentrais à l'internat. Alors me voyant rentrer propre à Mangombo, les amis internes pensaient que je revenais de la famille, que j'avais aussi une famille ».

Dans la vie post-rue et post-centre, la bifurcation personnelle caractérise fortement la vie des ex-jeunes de la rue. Comme nombreux d'entre eux exercent des activités non permanentes, ils bifurquent constamment passant d'une activité à une autre, se comportant alors en véritables acteurs-calculateurs à la recherche du travail mieux payant. Deux extraits d'entretien que voici permettent d'illustrer notre argumentaire :

-Jeune Tshisoul : « J'ai effectué ce travail de jardinier pendant une année et demie puis je l'ai abandonné. J'ai trouvé que le salaire était devenu insuffisant. Je me suis fait engager là au golf terminus toujours comme jardinier avec un salaire de 13.000 Fc sans frais de transport. Là aussi c'était pénible parce que la distance était énorme. J'ai essayé de tenir. J'ai effectué ce travail pendant à peu près six mois. Pendant que je travaillais, j'ai encore trouvé un autre travail de jardinier cette fois-là c'était chez le directeur de l'Ofida [Office des douanes et accises]. Mais le traitement était presque le même. Après environ une année et demie de prestation, j'ai arrêté et suis venu ici à Mangombo pour donner cours ».

S'il faut essayer de nous résumer sur la « bifurcation personnelle », nous retiendrons que cette forme de bifurcation connaît une part beaucoup plus importante du sujet dans l'initiation et l'amorce de l'action. Nous l'avons montré, les expressions « j'ai décidé », « j'ai trouvé que », « j'ai vu que », « j'ai quitté », etc. illustrent bien l'importance de la part participative du sujet dans le changement de direction. Néanmoins, nous avons également pris soin d'indiquer que le sujet agissant, étant situé socialement, il n'a pas le plein contrôle de son agir ; certaines forces extérieures influencent son comportement. Mais, grâce aux ressources dont il dispose, il finit par assumer largement le déclenchement de la bifurcation. Par rapport aux fils conducteurs théoriques soutenant notre analyse des faits, la bifurcation personnelle sanctionnant la fin de la « carrière de jeune de la rue » se rapproche de ce que Lucchini (2001) nomme la « sortie active de la rue », une sortie auto-initiée et auto-déclenchée par le sujet, sortie qui ne se rattache à aucun programme officiel d'aide ou de réinsertion (familiale, institutionnelle ou sociale).

La bifurcation personnelle connaît une autre variante induite par la variable d'âge. Nous dénommons cette variante « bifurcation naturelle ». Nous

mettons ensemble ces deux formes de bifurcations car nous trouvons que l'âge est un élément lié à la personne du sujet.

#### A.1.1. La bifurcation naturelle

Certaines recherches antérieures démontrent que, de manière générale, la nature humaine fait parfois que, lorsqu'un mineur avance en âge, il a tendance à autocontrôler ses pratiques ou sa manière de vivre. En ce qui concerne les « marginaux sociaux » dont les jeunes de la rue, Jamouille (2000, 224) constate qu'avec l'âge, les modes de vie « marginaux » semblent perdre leur intérêt. L'état adulte s'impose peu à peu à la personne. Quand les années passent, la personne se sent prête à construire sa propre famille comme les autres citoyens de sa classe d'âge. Nous l'avons effectivement observé auprès de nos enquêtés de Lubumbashi, notre cadre ethnographique.

Mais, dans la mesure où la personne qui avance en âge est un sujet situé socialement, c'est-à-dire un sujet exposé aux nombreuses sollicitations environnementales et sociales, la bifurcation dite naturelle perd son caractère purement naturel dans sa réalisation. On pourra lire dans sa concrétude l'entrelacement, l'imbrication de plusieurs facteurs (biologiques, psychologiques et sociaux). Nous parlons de *bifurcation naturelle* parce que nous considérons que la variable « âge » en est l'élément le plus important. Lucchini (2001, 95), qui a établi une triple typologie de sorties de la rue [par les jeunes] dont l'une est dite *forcée naturellement*, trouve que la sortie naturelle est parfois le résultat de la conjugaison des éléments liés à l'âge et des éléments juridiques. Il indique que lorsque le jeune approche l'âge de la majorité pénale et qu'il réalise qu'il ne sera plus traité institutionnellement comme un mineur, il cherchera une alternative à la rue. Autrement dit, il cherchera, sans doute, à bifurquer. Puisque nous parlons de la bifurcation naturelle des jeunes de Lubumbashi, voyons comment celle-ci transparait à travers leur propre discours :

- le jeune Lukaprof : « C'est-à-dire, à propos de ma sortie [de la rue] ... D'abord quand j'y suis entré, la première chose je raisonnais que cette vie-ci ... un jour je serai papa, et ce statut de papa, je réussirai à rester toujours dans cette vie-ci. Je méditais



sur ce problème qu'un jour je peux devenir une vieille personne avec une barbe ... Est-ce qu'il faut seulement passer dans cette vie consistant à dormir dehors ? C'est ça le raisonnement qui était en moi, j'aimais sortir de là. J'avais le souci de sortir de là, sortir de là vraiment ; c'est ce que j'avais comme souci » ;

- le jeune Kaby : « [...] il faut savoir que l'on grandit. Tu es dans la rue, est-ce que tu vas demeurer éternellement dans la rue ? Tu vas accepter d'avoir des enfants dans la rue ? Il faut savoir penser à l'avenir ».

Comme nous l'avons remarqué, le contenu de ces deux extraits atteste aussi que l'âge à lui seul ne peut pas expliquer la bifurcation dite naturelle. La part des ressources individuelles [propres au sujet] notamment l'intelligence ou la capacité réflexive, y est considérable. C'est la raison pour laquelle nous soulignons que bien que distinctes ces bifurcations ne sont pas étanches, elles s'entrecroisent souvent dans le parcours vital des jeunes de la rue.

A présent, nous allons tenter d'alpaguer les formes de bifurcation largement induites par d'autres acteurs que le sujet lui-même ou par une variable qui s'impose sur la volonté du sujet. Nous nous appuyons toujours sur notre matériau empirique.

#### *A.2. Les bifurcations par influence d'une tierce personne*

Cette forme de bifurcation est la plus présente dans les parcours de vie des jeunes de la rue à Lubumbashi. Toutefois, il importe de noter que la simple rencontre entre le jeune et une tierce personne est une chose, tandis que l'effet qui s'ensuit en est une autre. Les données de terrain en notre possession montrent que le résultat de cette rencontre est plus fonction du profil ou du statut de la personne qui entre en contact avec le jeune. Il faut parfois du temps pour voir la rencontre produire le fruit escompté (la bifurcation). Jamoulle (2000, 163) fait remarquer que certaines rencontres, même très brèves, constituent des atouts qui, parfois plusieurs années après, peuvent être exploitées pour se dégager des systèmes de vie marginaux (les drogues ou le mode de vie de la rue).

Avant d'évoluer dans notre raisonnement, nous aimerions d'abord mettre en évidence la diversité de gens (les tierces personnes) qui entrent en contact avec les jeunes de la rue et qui les amènent à bifurquer. Notre matériau empirique fait état d'une multiplicité de personnalités que nous regroupons en deux catégories (sociales) suivantes : les *acteurs engagés* et les *acteurs non engagés*.

La catégorie qui va plus nous intéresser, c'est celle des acteurs engagés mais nous trouvons impérieux de brosser d'abord à grands traits la catégorie de *non engagés* dans le phénomène « jeunes de la rue » à Lubumbashi.

Parmi ces *non engagés*, nous avons : 1) les chercheurs (les scientifiques) et 2) les vendeurs de marché. Bien que non engagés, nous les mentionnons parce qu'ils entrent en contact avec les jeunes de la rue et s'intéressent à leur vie en général, particulièrement à leur expérience de la rue et à leur avenir. Nous l'avons annoncé, ce groupe est constitué de chercheurs des établissements d'enseignement supérieur, des opérateurs commerciaux (petit commerce) et de la population civile. Ces acteurs sont des *non engagés* parce ce qu'ils font juste le constat du phénomène « Schegue », l'observent, le décrivent, en parlent mais n'initient guère de projet d'action relayant leurs observations. Sauf que, pour les chercheurs, les résultats de leurs études peuvent entraîner des actions pratiques sans que cela soit leur finalité. Les vendeurs de marché, en ce qui les concerne, s'intéressent indirectement à la vie de ces jeunes, plus précisément à leur passé familial avant de leur confier de petits travaux rémunérés. Cette brève connaissance sur la vie du jeune a juste une valeur informative sur la personne du futur *collaborateur occasionnel*.

Pour être pris comme *agent tous travaux* dans un petit restaurant, le jeune Fora a dû subir une espèce d'interrogatoire initié par les enfants du propriétaire du restaurant. Il s'est confié à nous en ces termes :

« Le matin, ils m'ont dit : Non, mon cher ami, maintenant toi, c'est comment ? Chez toi, on t'a chassé ? J'ai dit : oui, on m'a chassé

de la maison. Maintenant quelle est ta solution ? J'ai dit : ma solution je ne sais où aller. Donc, ici je ne sais ce que je puis faire, je reste comme ça ; je ne sais ce que je puis faire. Chez toi c'est où ? J'ai dit : A la Gécamines. Papa est là ? J'ai dit : tous sont là. Pourquoi alors toi, tu es devenu comme ça ? J'ai dit : Bon, il y a eu certaines erreurs comme ça, ils ont dit que j'ai la sorcellerie, des choses comme ça ... Il a dit : c'est vrai, bon ça va. Nous, même si tu as la sorcellerie, ça ne nous fera rien ici, nous allons t'aider. J'ai dit : ça va, nous sommes restés avec eux ».

Pour revenir à la première catégorie, celle des acteurs engagés, nous retrouvons : 1) les personnalités revêtues d'un mandat public (les autorités politiques, les policiers et autres) ; 2) les prêtres, les frères et les sœurs catholiques (principalement les Salésiens et les Sœurs franciscaines) ; 3) les éducateurs ou les encadreurs de différentes structures d'accueil (centres, écoles, Ong, etc.) et 4) les congénères des jeunes de la rue. Nous incluons également parmi ces acteurs engagés, des personnalités que nous nommons « les bienfaiteurs privés de jeunes » ; ce sont des particuliers qui agissent sans structure permanente mais qui mènent des actions occasionnelles plus ou moins coordonnées aux effets tout à fait palpables.

Ce qui confère à ces acteurs la qualité d'engagement c'est le fait que ceux-ci intègrent le phénomène « jeunes de la rue » au centre de leurs préoccupations en montant des projets et en initiant des actions en direction de cette jeunesse. Ceci ne veut pas dire qu'ils agissent toujours au bénéfice des jeunes. Au fait, c'est le statut qu'ils occupent et les fonctions qu'ils assument, qui amènent les uns (les religieux et certains particuliers, par exemple) à des actions caritatives et les autres (les acteurs politiques et les policiers) à des actions mitigées, souvent répressives mais par moment aussi bienfaisantes (manifestations festives avec les jeunes, offre d'emploi, etc.). L'intervention d'une autorité politique investie d'un mandat public dans le parcours vital des jeunes a donné lieu à ce que nous nommons « la bifurcation politique ».

#### A.2.1. La bifurcation *politique*

Comme sa dénomination l'indique, la bifurcation politique est celle qui est catalysée par une action ou une décision politique. Le matériau empirique

témoigne que les mouvements de bifurcation effectués par les *jeunes de la rue* dans leur itinéraire de vie sont parfois propulsés par des mesures politiques ou administratives, mesures prises par diverses instances décisionnelles allant de la plus haute (présidence de la république) aux inférieures (province et mairie de ville). Cette poussée politique s'exerce souvent sur les jeunes sans considération de leur point de vue comme le recommande l'article 63 de la loi sur la protection de la jeunesse du 10 janvier 2009. Plusieurs jeunes interrogés nous ont fait part de cette intervention politique dans leur parcours de rue. Nous avons pour preuve, parmi tant d'autres, les déclarations du jeune Tshisoul qui nous a affirmé ceci :

« Arrivé en 1997 lorsque feu le président Mzee Laurent Désiré Kabila est arrivé au pouvoir, il a déclaré qu'il ne voulait pas voir les jeunes vivre dans la rue. Il a exigé que chaque jeune de la rue soit, il rentre en famille soit, il entre dans l'armée [...] On avait proposé de m'enrôler comme soldat à partir du marché où l'on vivait. Comme par surprise une religieuse, sœur Jacqueline, est venue au marché, elle a sélectionné 10 jeunes dont moi-même et a dit à l'administrateur du marché que les candidats sélectionnés allaient être envoyés non pas dans l'armée mais plutôt à la cité des jeunes. Tous nous avons accepté et on nous avait amené ici [un centre d'encadrement] ».

Ce témoignage est assez parlant, nous remarquons par ailleurs que le contenu de cet extrait fait ressortir le croisement de deux types de bifurcation : politique et par influence d'une tierce personne. Un autre extrait, le suivant, se rapporte à un Arrêté urbain du Maire de la ville de Lubumbashi portant fermeture de certaines maisonnettes servant de restaurants où le jeune Fora prestait comme « agent tous travaux ». Cette fermeture du restaurant a contraint le jeune à bifurquer professionnellement c'est-à-dire à se lancer dans la recherche d'une autre activité de survie. Par la force des choses, il est passé du travail d'agent de restaurant à celui de porteur des sacs. Il l'explique dans cet extrait d'entretien :

« Je suis resté là, le matin elle me donne l'argent, j'entre au marché, j'achète les condiments, des histoires, j'achète des charbons puis je rentre au restaurant où elle fait de la nourriture pour les gens, moi mon travail c'est puiser de l'eau. Les jours passaient [...] Quand on a embrouillé les choses là, oh ! Il faut

qu'on déplace le marché, voyant que c'est le Maire de la ville qui avait décidé, c'est vrai la maman a enlevé ces histoires là-bas... mais je suis toujours resté longtemps là aux arrêts. Il y avait des Kadhafi qui vendaient leur essence là, mais aussi ceux qui vendaient leurs sacoches là. Le soir tu transportes leurs sacs des biens tu amènes au dépôt, on te paie ce soir-là 100 Fc, 100 Fc par sac ».

Sans nul doute, cet extrait nous met en présence d'une bifurcation professionnelle [du jeune] induite par une action politique. Une autre mesure politique récente frappant directement les jeunes de la rue à Lubumbashi c'est le communiqué officiel du Ministère provincial de la jeunesse (diffusée sur les antennes de la radio nationale en date du 26 juin 2008) proclamant la ville de Lubumbashi, « ville sans Schegues » c'est-à-dire ville sans jeunes de la rue à partir du 07 juillet 2008. Un conseiller du ministère ne nous a pas permis d'accéder audit communiqué, il nous a demandé de passer au ministère provincial de l'intérieur. Faute de temps, nous n'avons pas su répondre à cette proposition.

En ce qui concerne le contenu dudit communiqué, le conseiller du ministre, que nous avons rencontré à son bureau (en date du 30 juillet 2008 vers 11 heures), nous a renseigné que le ministère de tutelle est parti d'un constat amer : des viols, des vols, des tracasseries ont été perpétrés par les Schegues sur des paisibles citoyens de Lubumbashi. En conséquence de cette situation, le ministre de tutelle a arrêté la résolution consistant à retirer de la rue tous les jeunes qui y vivent et tous ceux qui y travaillent.

Plusieurs stratégies et actions ont été envisagées : 1) un ardent appel est lancé aux parents qui ont des enfants dans la rue de les retirer sans délai ; 2) une invitation est lancée à chaque enfant de la rue pour se faire enregistrer aux bureaux de sa commune de résidence ou d'opération ; 3) l'invitation est également adressée aux organisations non gouvernementales (ONG) pour sensibiliser les *enfants* et convaincre ceux qui sont récupérables à vite quitter la rue ; 4) l'implication des artistes-comédiens dans la sensibilisation des Schegues est suggérée ; 5) l'invitation de la population *lushoïse* à ne plus aider matériellement ou financièrement les Schegues qui sont dans la rue ; 6) la

demande est faite aux artistes-peintres, d'élaborer des panneaux publicitaires incitant les jeunes à quitter la rue ; 7) l'amorce de construction des camps d'accueil et d'hébergement des Schegues est déclenché à quelques kilomètres de la ville de Lubumbashi [Le ministre qui intervenait à la radio et à la télévision annonçait que les jeunes allaient avoir trois repas dans ces centres] ; 8) l'appui aux familles en difficulté est aussi envisagé ; 9) la réhabilitation de la brigade de protection préventive des mineurs est également prévue ; 10) l'appel est aussi adressé aux pasteurs d'église afin de couvrir la dimension spirituelle du phénomène « Jeunes de la rue », etc. Faisant suite à ce communiqué, un centre d'hébergement et d'encadrement des jeunes tirés de la rue vient, une année après, de voir le jour au quartier Kasapa le 26 août 2009 ; ce centre est situé entre les cités universitaires et la prison de la Kasapa. Environs 800 jeunes y sont internés de façon autoritaire

Les jeunes de la rue, que la société qualifie de voyous, d'illettrés ne sont pas pourtant dépourvus d'esprit critique. Au sujet de cette mesure du ministère de la jeunesse, le jeune Lwambo, que nous avons interrogé, a émis un avis qui n'est pas vide de sens. Il nous a déclaré ceci :

« Bon ! Comme Dieu lui-même décidera. Si on cherche à nous arrêter tous ... je vais un peu me renseigner. Ce sont les jeunes qui dorment dans la rue ou ceux qui y travaillent simplement ? Bon, il n'y a pas de problème, c'est la vie qui nous complique. On va alors leur demander de donner à chacun la garantie locative pour qu'il aille ailleurs. Si on cherche à nous faire partir de force, je ne partirais pas parce que dans le travail que je fais, c'est là que je réussis à donner un peu [d'argent] à ceux qui comptent sur moi. Si j'arrête de faire ça, tout mon espoir tombe. Parce que si moi aujourd'hui, je n'envoie rien ou si je ne me débrouille plus, les petits frères vont dire : « Nous avons un grand-frère qui ne fait rien pour nous, qui ne nous soutient pas ». Malgré que je sois petit, ils disent qu'ils ont un grand-frère [...] Comme le Ministre a déclaré cela ... Ce n'est pas lui seul qui dit cela. Il y a des gens qui le poussent à dire et à faire ça. Nous disons ceci : s'ils veulent arrêter les Schegues, qu'ils viennent la nuit. Si c'est pendant le jour, ils verront que, bien que nous soyons des « enfants », nous sommes comme des responsables. Comme mon père à moi est déjà décédé, c'est moi qui regarde [qui soutient] maintenant la famille. Si je dis : je vais ailleurs ... déjà ma famille c'est fini ».

Une analyse beaucoup plus fouillée de notre corps empirique montre que l'intrusion des acteurs politiques dans les bifurcations que font les jeunes, bien que généralement autoritaire, n'est pas que perturbatrice de la vie des jeunes. Des faits récents vécus à Lubumbashi prouvent que l'intervention de l'homme politique est parfois productrice d'effets bénéfiques pour les jeunes. Le jeune Mutobis cite, dans l'entretien avec lui, le nom d'une personnalité politique laquelle, agissant en tant qu'acteur individuel, a « aidé » bon nombre de jeunes à sortir de la rue en leur donnant du travail. Le jeune nous le dit dans cet extrait :

« Les jeunes qui ont déjà évolué que je connais, c'est ceux-là que Moussa [le gouverneur du Katanga] a pris au travail (a engagés). C'est ceux-là qui étaient plus âgés dans la rue. Dieu les a aidés, Moussa les a pris au travail. Tous les vendredis quand nous partions avec eux chez Moussa, celui-ci nous donnait des 5000 Fc et beaucoup de choses. Alors Moussa a dit que si le travail commence, il faut que tous ces grands aillent au travail. C'est ainsi qu'il les a pris et il commence à travailler avec eux [...] ils ont commencé à balayer dans la rue, ils portent la tenue en bleu ».

En dehors de l'homme politique, d'autres acteurs, comme déjà signalé, interviennent dans la vie des jeunes. L'encadrement de la jeunesse fait partie de leurs principales préoccupations. Nous préférons les désigner sous les termes génériques de « professionnels » et d'« éducateurs ». Nous retrouvons ici les prêtres et les assistants sociaux. Nous dissenterons sur les assistants sociaux dans la partie consacrée au parcours institutionnel des jeunes de la rue. Notons que l'intervention des professionnels nous amène à parler de « la bifurcation induite par un professionnel ».

#### A.2.2. La bifurcation induite par un professionnel (un religieux ou un encadreur social)

En ce qui concerne les acteurs religieux, notre enquête montre que les prêtres et les sœurs catholiques constituent le groupe d'acteurs les mieux reçus et les mieux écoutés par les jeunes de la rue. Ils forment, parmi les acteurs engagés, le groupe social qui amène beaucoup de jeunes à des bifurcations significatives dans leur parcours biographique. En outre, les acteurs religieux

sont omniprésents dans les itinéraires de vie des jeunes : ils les récupèrent sur la rue et tentent de négocier leur retour en famille, ils les encadrent dans les centres et les suivent dans leur vie post-rue et post-centre, etc. Loin de verser dans des considérations apologétiques, notre constat de terrain témoigne que les acteurs religieux sont de véritables artisans de nombreuses bifurcations ascendantes que réalisent les jeunes et ex-jeunes de la rue comme le prouvent les extraits suivants :

- le jeune Kaby : « Un jour, je vendais les sachets [les sacs en plastique] aux alentours du marché Mzee Laurent Désiré Kabila, le « père » JAK [il voulait dire Jacques] m'a vu et m'a appelé. Après m'avoir soumis à une série de petites questions sur mon passé familial, il nous a amenés, moi et d'autres jeunes au centre Bakanja/ville (avenue Djamena). Quand père JAK est rentré chez eux en Europe, nous sommes restés avec le « père » Eric [un autre blanc] pendant un bon bout de temps à Bakanja/ville. A un moment, on a sélectionné quelques jeunes qui devaient quitter la maison Bakanja/ville [centre d'hébergement nocturne] pour Bakanja/centre à la cité des jeunes [centre d'hébergement et d'encadrement scolaire] et j'étais du nombre » ;

- le jeune Mutobis : « Quand nous dormions, il y avait des frères [des religieux] de Salem qui venaient soigner les gens... ils venaient nous soigner la nuit » ;

- le jeune Lukaprof : « Avant de me prendre à Mangombo, j'avais fumé beaucoup de chanvre ... ce chanvre s'est rempli dans tout mon corps et m'a fait des tâches dans les côtes [aux poumons], cela m'a beaucoup dérangé ; je ne me levais même plus, je me couchais toujours ... la colonne vertébrale faisait mal, le corps ne tenait pas, on m'avait soulevé et amené dans le véhicule ... père [prêtre] Mago qui circulait là, m'amena à la clinique [polyclinique] Hafia. Ils m'ont amené là au carrefour, je suis entré là, il m'avait amené là pour les soins. J'ai fait deux semaines, on m'a soigné et j'étais guéri. Alors il m'a encore pris à bord du véhicule ; quand j'étais guéri, il dit : « Tu veux que je te laisse au marché ou bien je vais avec toi à l'internat ? » Je lui ai dit : « Non, j'aime aller à l'internat ». Et il m'a amené à Mangombo ».

Notons que ce troisième interlocuteur (le jeune Lukaprof) est aujourd'hui encadreur d'autres jeunes (enseignant) dans un centre de formation à Lubumbashi. Des illustrations sur l'intervention des acteurs religieux dans les parcours biographiques des jeunes de la rue foisonnent dans notre matériau empirique ; nous limitons nos commentaires à ces trois « morceaux choisis ».



De la réflexion que nous venons de faire sur la *bifurcation par influence d'une tierce personne*, nous retenons l'idée que le résultat de cette rencontre est plus fonction de ce que la tierce personne représente pour le jeune. Si le jeune trouve en cette personne une référence morale ou sociale, il s'accrochera assez facilement à la proposition qui viendra d'elle. Nous estimons, au regard de nos données de terrain, que si les acteurs religieux parviennent à conduire les jeunes de la rue à des bifurcations significatives, cela est lié, entre autres, à leur image morale très valorisée par la société. Au regard du raisonnement développé, nous nous rendons finalement compte que dans la pratique, on ne peut donc pas opportunément s'improviser « intervenant social » auprès des jeunes et s'attendre à un résultat favorable. Pour adhérer à des propositions qui leur sont faites, les jeunes ont besoin d'un modèle pour leur identification. Ce modèle n'est pas l'apanage des religieux ; certaines personnalités politiques et culturelles exercent aussi une réelle ascendance sur les jeunes de la rue.

Les jeunes de la rue que nous avons interrogés ont beaucoup vanté la générosité et la serviabilité de certains personnages qui les ont favorablement marqués. Ces personnages appartiennent à divers univers [le monde politique, l'administration publique ainsi que les milieux privés]. Dans ce même angle d'approche, un de nos enquêtés (une personne ressource) qui a vécu à Kinshasa, nous a fait savoir que pour maîtriser les jeunes de la rue à Kinshasa lorsqu'ils se révoltent, l'autorité politico-administrative locale sollicite souvent le concours d'un célèbre musicien, qu'ils considèrent comme leur idole (leur modèle).

La bifurcation par influence d'une tierce personne, très présente dans les récits des jeunes et ex-jeunes de la rue, est observée dans les deux axes de sortie de la rue précédemment distingués, l'axe institutionnel et l'axe non institutionnel. Une autre variante de la bifurcation par influence d'une tierce personne conduisant les jeunes à des bifurcations significatives vient des autres jeunes de la rue (leurs pairs).

#### A.2.3. La bifurcation par l'influence d'un pair de la rue

L'un des traits caractéristiques des jeunes de la rue, c'est la rupture du lien avec leur famille biologique. Nous avons précédemment souligné que dans son aspect gratifiant, la rue procure aux jeunes en rupture familiale une nouvelle famille, celle des pairs de la rue avec qui ils partagent les mêmes conditions d'existence. Pour expliquer la porosité entre le groupe des *jeunes de la rue* (ceux qui y vivent en permanence) et celui des *jeunes dans la rue* (qui exploitent la rue juste comme ressource économique), Kaumba (2004) fait remarquer que la plupart de jeunes qui vivent en permanence dans la rue ne découvrent pas ce milieu pour la première fois. Beaucoup d'entre eux avaient déjà connu la rue en y exerçant une activité lucrative. Cette fréquentation épisodique de la rue les a connectés au réseau des *jeunes de la rue* avec qui ils ont échangé des trucs, partagé certaines expériences sur des espaces que Grell (1991, 170) nomme « les niches provisoires » : des espaces de convivialité, mobiles et transitoires, que ceux-ci se créent par interaction les uns avec les autres. On notera que cette interaction amène ces jeunes acteurs à s'influencer mutuellement.

L'essentiel de ce point se focalise spécialement sur cette influence réciproque entre les jeunes de la rue, influence qui a conduit les uns et les autres à des bifurcations dans leur parcours biographique. Le matériau empirique, notre appui de base, montre que l'influence des jeunes de la rue sur leurs congénères se réalise à trois moments : à l'entrée dans la rue, dans l'expérience vitale de la rue et dans la vie post-rue et post-centre.

### 1. L'influence d'un pair à l'entrée dans la rue

Certaines études ont tendance à ne voir que de la violence dans toute l'expérience vitale des jeunes de la rue. On voit la violence dans leurs pratiques quotidiennes, dans leur manière de marcher, dans leur habillement, dans leur langage, etc. A propos du langage, l'article de Mulumbwa (2008) qui a pour titre « Le lexique de la violence des enfants de la rue (Schegue) de Lubumbashi » constitue, parmi tant d'autres, un bel exemple illustratif.

Notre expérience de terrain atteste qu'il est peu réaliste, donc erroné de considérer que les jeunes de la rue seraient des sujets toujours brutaux à l'égard des autres et en particulier, à l'égard des jeunes qui les rejoignent dans la rue. Certes, il se passe des choses semblables, surtout lors des premiers contacts mais tout n'est pas que violence. Nous estimons que la bonne manière de lire toutes ces réalités consiste à les relativiser, à les contextualiser. Notre enquête révèle que la rencontre entre jeunes de la rue et les nouveaux pensionnaires de la rue revêt plusieurs facettes : elle s'avère être parfois brutale, parfois aussi douce et même amicale et ceci, pour les garçons comme pour les filles.

L'accueil dit brutal ou violent prend un sens initiatique, il constitue une sorte de baptême, un rite d'entrée ou de passage dans ce nouveau monde qu'est la rue. Born (2005, 160) note qu'avec ces rites, il s'agit de marquer le passage d'une condition sociale à une autre, d'un statut à un autre, d'un état à un autre, qui confère une nouvelle identité et de nouvelles possibilités de comportements. Les rites de passage ont donc une importante fonction pour l'intégration sociale et pour notre cas d'espèce, l'intégration dans le monde de la rue. Les jeunes eux-mêmes tolèrent le mode d'accueil « brutal » malgré son caractère violent et maltraitant. Le jeune Tshisoul estime qu'il faut respecter les aînés que l'on a trouvés, il le déclare dans cet extrait :

« Au fait, ce sont des chefs. Partout, il y a toujours des chefs. C'est cela la règle. Même au marché [espace-rue], tu ne peux pas venir comme ça et commencer à y vivre tranquillement. Si tu es nouveau, tu vas trouver des aînés. Il faut se familiariser et se faire accepter par eux. Au début, on va certainement te frapper puis avec le temps, tu vas t'habituer ».

Par contre l'accueil doux ou amical a le sens de l'acceptation inconditionnelle de la recrue. On l'accepte, on l'intègre dans le groupe pour pouvoir lutter ensemble. L'acceptation du jeune dans le monde de la rue [l'accueil doux] scelle la rupture du lien avec sa famille biologique et confirme la bifurcation d'entrée dans l'univers de la rue. Le nouveau venu tourne ainsi le dos à sa famille d'origine et entame une nouvelle expérience vitale. Dans ce chapitre foncièrement original (Chapitre III), nous avons pris l'option de soutenir

largement notre réflexion avec des extraits d'entretien. Nous allons à présent essayer de voir comment les jeunes que nous avons interrogé ont narré l'expérience leur bifurcation vers la rue [leur entrée dans la rue]. Nous préférons distinguer leurs expériences selon le sexe.

#### *A. Les filles*

- la Soeur Dano raconte l'accueil de la fille Monika par ses aînées de la rue en ces termes :

« Déjà là, il y avait des gens [les filles] à la commune de Kenia, et la nuit elle est allée dire à ces filles-là : « Est-ce que je peux dormir avec vous ? ». Et pendant ce temps-là, elle, elle ne connaissait pas les hommes [elle était vierge]. Et déjà directement, les autres lui ont dit : « Aujourd'hui ça sera ta première fois... ». Et les autres lui ont donné les maris [les amants], en commençant par les jeunes mêmes de la rue. Ils étaient à quatre. Et puis, elle a beaucoup souffert pendant tout ce temps-là et ce sont les autres qui lui ont acheté les médicaments et elle prenait ces médicaments-là. Et, après elle a pris les médicaments et tout. Après, elle a continué, elle a un peu continué dans ce sens-là ».

- Pour la fille Tshibo, son accueil, au regard des paroles de la sœur Dano (la narratrice), est quelque peu différent du précédent :

« Et puis, après un temps, elle avait trouvé qu'elle avait très peur, elle ne pouvait pas rentrer à la maison. Malheureusement, elle était passée à la gare, elle a rencontré d'autres filles de Lubumbashi ... de la rue qui allaient au Kasai. Et les autres lui ont dit : « Non, ce n'est pas grave, on peut aller à Lubumbashi ».

#### *B. Les garçons*

-Le jeune Tshisoul parle de son accueil dans la rue en ces termes :

« Lors de mon arrivée au marché, les jeunes que j'y ai trouvés me tapaient presque à chaque rencontre avec eux. Je les fuyais et

tentais de vivre en solitaire. Je vivais isolé. J'ai beaucoup enduré puis je me suis familiarisé avec eux ».

-Quant au jeune Lwambo venu de la province du Kasai, son accueil par les pairs de la rue n'a pas été tellement chaud ; il le raconte comme suit :

« Au début, on me faisait du désordre par les Schegues [jeunes de la rue] de Lubumbashi mais certains d'entre eux intervenaient disant : « Laissez-le. Vous ne savez pas pourquoi il se trouve dans cette situation ».

L'immersion du jeune dans le monde de la rue ne met pas le jeune à l'abri des influences des pairs. Durant toute l'expérience de la rue, il reste exposé aux influences de ses congénères. C'est ce que nous pouvons voir au sous-point suivant.

## 2. L'influence d'un pair dans la rue

Plusieurs bifurcations que les jeunes accomplissent dans leur trajectoire de rue sont incitées, nous le répétons, par leurs partenaires de la rue qui réussissent à les convaincre sur la nécessité de voir les choses autrement, de faire autre chose (par exemple changer d'activité) ou d'aller dans un autre sens (par exemple quitter la rue et aller dans un centre d'accueil). Parfois aussi, c'est le jeune lui-même qui, pour bifurquer, s'inspire de l'expérience des autres camarades. C'est ce que nous pouvons lire, à titre illustratif, à travers deux petits extraits d'entretien suivants :

-La fille Ngozi parle de la manière dont elle a été influencée par son amie qui l'a incitée à bifurquer de la rue vers le centre Katinel :

« Alors cette fille [Mireille] qui vient de quitter a dit : « Ah ! On te fait souffrir. Tu restes dans un groupe des grandes personnes ; on te fait souffrir, tu es encore petite. Viens d'abord ; tu vas rester dans un centre ». Alors elle m'a prise, nous sommes venues avec elle ici [centre Katinel], on a commencé à rester ici ».

-Pour quitter les arrêts de bus où il s'adonnait au port des bagages et passer à la mendicité [jugée *mieux payante*] devant les restaurants et bars fréquentés par les Blancs et d'autres personnes riches, le jeune Fora a été influencé par ses pairs. Il nous l'a expliqué en ces termes :

« Maintenant quand nous avons commencé à en finir avec les arrêts de la Rwashi, ce sont encore les amis qui m'ont pris disant : non, toi tu rêves pour rien. Faut pas rester comme ça, nous sommes des humains comme toi. Commence à nous suivre un moment comme ça, tu verras certaines petites vérités. J'ai dit : c'est vrai ? Oui ! ... Allons mendier au Park-hôtel. On arrive au Park-hôtel là où certains Boss [patrons] nous connaissent, on nous donne de l'argent, tu attends celui qui sort, ceux-là qui nous ont fait grandir à l'enfance : Ah ! « vieux », c'est nous tes petits, c'est toi qui nous a fait grandir. Regarde comment aujourd'hui, je n'ai même pas de savon, « vieux » ! Il n'y a personne qui peut me mettre la main [me secourir] comme toi ; il te donne même 500. « Merci », ainsi de suite. Dieu nous a ainsi aidés dans [à travers] les mains des gens ».

### 3. L'influence d'un pair dans la vie post-rue et post-centre

La fraternité qui se crée entre les jeunes de la rue ne s'arrête pas dans la rue ou dans le centre d'encadrement ; très souvent, celle-ci se pérennise et va au-delà de la rue et du centre. Dans ce parcours post-rue et post-centre, la solidarité fraternelle s'observe le plus souvent lors de la recherche et de l'exercice des activités professionnelles. Notre enquête a révélé que beaucoup d'ex-jeunes de la rue trouvent du travail grâce à leur réseau relationnel. Assez souvent, c'est le même réseau de la rue ou du centre qui continue et qui s'élargit. L'extrait suivant montre comment les ex-jeunes de la rue se soutiennent, s'influencent et bifurquent professionnellement. Le jeune Lukaprof nous en parle :

« Là à l'internat, nous avons étudié la soudure et la plomberie. Alors j'ai un enseignant avec qui j'avais de grandes relations à l'internat, c'était prof. Jacques. Après une semaine, quand l'atelier s'est arrêté, il est venu me dire que j'ai trouvé [qu'il a trouvé] un chantier de plomberie à Makomeno, alors on s'est pris moi et l'ami avec qui nous dormions, nous sommes allés travailler cette plomberie ».

Nous refusons de multiplier pareilles illustrations à ce point parce qu'il y a un point qui traite exclusivement des ressources que les jeunes et ex-jeunes de la rue mobilisent dans leur parcours de vie pour essayer de sortir de l'impasse. Là, nous commentons en profondeur diverses formes de relations que nos enquêtés développent et entretiennent.

On aura remarqué que la variable d'incitant à la bifurcation a le mérite d'avoir produit des formes de bifurcations assez édifiantes comme nous venons de le voir. Faut-il cette fois-ci tenter de voir ce à quoi mènerait la variable de *processus de bifurcation* ou de temporalité.

### ***B. Les types de bifurcation au regard de la variable de processus ou de temporalité***

Ces types de bifurcations réfèrent aux mouvements qu'effectuent les jeunes pour passer d'un cadre à un autre, d'une institution à une autre par exemple, de la famille vers la rue ou plutôt le contraire ou encore de la rue vers un centre d'encadrement. Deux types de bifurcations sont distingués : test, spontanée.

#### ***B.1. La bifurcation test***

Pour tenter de rendre compte de cette forme de bifurcation, nous prenons pour appui l'expérience narrée par le jeune Lukaprof, expérience également vécue par d'autres jeunes. En effet, le jeune Lukaprof parle de la manière dont il a découvert les Cités des jeunes où fonctionne Mangombo, le centre artisanal où il a été hébergé et formé comme soudeur. Pendant qu'il vivait dans la rue, il a fréquenté sporadiquement ce centre par simple souci de curiosité en procédant au jeu d'essai (test) pour s'y retrouver plus tard de manière permanente comme élève interne. Il l'explique dans cet extrait :

« Un moment on apprend que les gens [les jeunes] vont manger à la cité des jeunes et ils rentrent. Et moi, j'ai commencé à venir avec mes équipes, j'arrive là à la cité des jeunes, on se lave, on mange puis on rentre ».

Nous remarquons par ailleurs, que tous les jeunes de la rue qui s'adonnent à ce jeu de curieux observateurs, n'intègrent pas nécessairement les structures visitées. C'est la raison pour laquelle nous parlons de « bifurcation test ». Ils sont nombreux les jeunes qui ont visité les centres d'accueil sans que ceux-ci les attirent et les retiennent. Le jeune Fora est l'un de ceux-là que les structures d'encadrement n'ont pas su dompter. Il nous l'a affirmé comme suit :

« C'est-à-dire que moi, je n'ai pas vécu à Bakanja [maison d'accueil]. Mon nom n'est pas dans leur registre. J'y allais seulement comme ça, sporadiquement ».

La sœur Dano, quant à elle, éducatrice des jeunes filles, reconnaît aussi avoir vécu ce même type de comportement avec la fille Monika. Elle nous l'a exprimé en ces termes :

« La fille vient, elle rentre [encore] dans la rue et tout. Euh ! Bon, nous avons dit : le jour où elle n'est pas là-bas, elle doit venir ici ».

On aura remarqué que la bifurcation test est une forme de bifurcation au contenu peu consistant, au résultat également indéfini. Voilà qui fait sa particularité par rapport aux autres formes de bifurcations vues ci-dessus.

### *B.2. La bifurcation spontanée*

Si avec la *bifurcation test* le jeune procède par un jeu d'essai et de découverte, il n'en est pas le cas avec la *bifurcation spontanée*. Avec cette deuxième forme de bifurcation, le jeune s'engage brusquement dans le mouvement sans calcul, sans précautions préalablement étudiées. Dit autrement, il s'agit d'une *bifurcation osée*. Le jeune s'y engage en termes d'« advienne que pourra », « Dieu seul sait ». Cette forme de bifurcation est plus observée dans l'expérience biographique de nombreux jeunes de la rue qui proviennent d'autres villes ou de provinces voisines. Ne maîtrisant pas les méandres de la ville de Lubumbashi, ils y viennent à leurs risques et périls, ils s'accrochent à toute opportunité qui s'offre à eux ou qui leur est proposée.



L'expérience du jeune Lwambo (venu du Kasai) peut valablement rendre compte ce type de bifurcation. Une fois à Lubumbashi, ce jeune passe ses deux premières nuits à la belle étoile. Au jour suivant, il rencontre un couple des vendeurs du marché Mzee Kabila qui lui font part de l'existence du centre d'accueil Bakanja/ville. Sans un moindre examen d'appréciation, il y va (il bifurque) et commence depuis lors à y passer des nuits. Le cas de Lukaprof, un jeune de Lubumbashi, renvoie également à la bifurcation dite spontanée. Celui-ci vit dans la rue et y tombe malade. Un prêtre salésien le récupère et l'amène dans une polyclinique pour des soins. Au terme de son hospitalisation, le prêtre lui propose de retourner dans la rue ou d'intégrer l'internat. Sans faire beaucoup de calcul, il choisit d'aller à [il bifurque vers] l'internat où il passera toute sa formation professionnelle en soudure pour s'y retrouver encore plus tard enseignant. En ses propres mots, Lukaprof explique son cas comme suit :

« J'ai fait deux semaines, on m'a soigné et j'étais guéri. Alors il m'a encore pris à bord du véhicule ; quand j'étais guéri, il dit : « Tu veux que je te laisse au marché ou bien je vais avec toi à l'internat ? » Je lui ai dit : « Non, j'aime aller à l'internat ». Et il m'a amené au centre ».

Parfois aussi, la bifurcation spontanée intervient sous l'effet de la colère poussant le sujet à agir ou à réagir brutalement. Cette expérience est celle de la fille Mutanda qui a quitté la maison de son tuteur (son grand-frère) avec fracas pour aller dans (bifurquer vers) la rue. Cette expérience nous est narrée dans l'extrait suivant :

« J'ai détruit les assiettes, les étagères, j'ai cassé... Après, je suis sortie et suis allée chez papa Amisi [un prophète catholique]. D'abord, je suis allée à Kiwele, après chez Marguerite. Puis cette blanche qui est agent de l'ONU est venue nous prendre pour nous amener chez papa Amisi ».

Après ces formes de bifurcations produites sur base de la variable de *processus*, nous pouvons boucler la série des typologies par l'examen des formes induites par la variable d'*issue de la bifurcation*.

### **C. Les types de bifurcation selon leur issue**

Au regard de nos données empiriques, la variable d'*issue de bifurcation* fait émerger quatre types de bifurcations : a) *de la mort*, b) *du renforcement de la déviance*, b) *de la folie*, et d) celle dite *ascendante*. Moralement les trois premières formes de bifurcation ont une connotation cynique parce qu'elles se révèlent être contraires au bon sens.

### C.1. La bifurcation de la mort

A titre de rappel, on retiendra qu'en circonscrivant le contenu sémantique du terme « rue » au chapitre qui traite de l'objet, nous avons relevé l'ambiguïté qui caractérise le monde de la rue. Nous avons noté, qu'au regard des aléas que les jeunes y vivent, la rue constitue un cadre de vie ambivalent : on peut y survivre comme on peut et également y succomber sans aucune forme de procès. Le matériau empirique en notre possession fait état de trois cas de parcours biographiques à issue cynique [la mort du sujet]. Le premier cas est celui d'un jeune de la rue qui est mort de suite d'une chute libre d'un manguier où il tentait de cueillir une mangue à consommer. Nous présumons que celui-ci devait être affamé. Le deuxième cas est celui d'un jeune qui est décédé suite à la consommation excessive de valium. En voulant se droguer, peut-être pour mieux « choquer » [se débrouiller], la mort s'en est suivie. Et le troisième cas, c'est celui d'un jeune qui a été tabassé pour vol d'un téléphone portable et qui est allé trépasser dans la prison de la Kassapa. Voici comment le jeune Fora relate les deux premiers cas :

« Bon, je ne peux pas savoir ce qui lui est arrivé. Lui, il était comme un troublé au moment où je faisais la sentinelle à « Mala service » [nom d'un kiosque]. Je ne sais quoi l'avait touché, il est monté sur un manguier suivre une mangue qui était très haut, il est tombé là à Bakanja sur Ndjamena. Il quitte là haut et tombe par terre. C'est la personne que j'ai vécue, qui est morte parmi nous dans la manière où nous avons tous grandi.[...] Celui qui est mort sous l'arbre c'est « Subai », « Subai Ken » c'était ça son nom. Celui de valium c'était Papy, eh ! Non, qui ... Aimant, feu Aimant c'est ça son nom. Donc, il est parti avec ses amis, c'était entre dimanche, ils sont partis, c'est vrai ... ils sont allés tourner [circuler] wee ! Vers le matin, ils sont entrés au camp Assistant pour chercher de la cigarette. Comme il était habitué à boire du valium, je ne sais pas si le valium aidait à quoi. Alors, quand il a

dépassé la dose, il était toujours avec ses amis. Après avoir ainsi bu, il s'est couché sur la pelouse. S'étant couché sur la pelouse avec ses amis ... maintenant son ami, pour le prendre afin d'aller là où ils allaient, il essaie comme ça, la personne ne bouge pas ; il essaie de le réveiller avec force, rien. Il appelle les gens disant : « venez voir mon ami avec qui j'étais ici, mais je ne comprends pas. J'ai essayé de le réveiller de toutes mes façons, il ne se réveille [lève] pas ». Les gens essaient comme ça : non, ton ami est déjà mort ».

Le troisième cas nous est narré par le jeune Kaby en ces termes :

« Nous avons un ami, un certain Shizo. Il était admis ici à l'internat du centre Mangombo. Il est entré une année avant nous. Il a fui Mangombo et est retourné dans la rue. Un jour, il a volé un téléphone portable. Attrapé, il a été tabassé et envoyé à la prison Kassapa où il est mort de souffrance quelque temps après ».

Comme ci-dessus souligné, outre les bifurcations dont l'issue est le décès du jeune, le matériau empirique fait également mention d'un type de bifurcation de glissement de la simple déviance à la délinquance beaucoup plus prononcée.

### *C.2. La bifurcation du renforcement de la déviance*

Cette forme de bifurcation fait mention de l'amplification du mode de vie de la rue ; le jeune passe de la simple déviance à la délinquance cristallisée. Nous remarquons cette forme de bifurcation auprès des jeunes qui sont sortis de la rue et qui se sont établis dans les différentes cités résidentielles de Lubumbashi mais dont l'activité principale de survie est le cambriolage des maisons des gens et d'autres pratiques analogues. Cette forme de bifurcation fait penser à une forme de sortie de la *galère* dite « sortie vers la violence politique » que Dubet (1987, 118) a dû observer auprès des jeunes de certaines banlieues françaises où le jeune passait de la délinquance de la *galère* [moins poussée] vers une délinquance beaucoup accentuée et politisée. Mais à Lubumbashi cette délinquance n'est pas politisée. Pour revenir à notre terrain, le jeune Mutobis nous relate dans l'extrait suivant comment certains anciens jeunes de la rue opèrent :

« Par exemple nos amis-là qui vivaient avec nous dans le même quartier Congo, le travail qu'ils font c'est qu'ils ont beaucoup de clés des portes, alors beaucoup. Alors il vient, si tu laisses la porte, il vient tester les cadenas, il essaie d'ouvrir comme ceci et cela avec les clés, il entre ... il trouve les choses dans la maison, il prend les magnétophones, les écrans [postes téléviseurs]... il sort et s'en va avec. Ces amis-là ont déjà quitté la rue mais c'est ça le travail qu'ils font, celui de forcer les maisons des gens. Si tu n'es pas à la maison pendant la journée, ils viennent, ils entrent, prennent les histoires et vont avec. C'est ça le travail qu'ils font ».

Ce genre de comportement développé par certains jeunes et ex-jeunes de la rue semblent valoriser les représentations sociales voyant dans le chef des *jeunes en situation de rue* une « bombe à retardement » capable d'exploser n'importe où et n'importe quand. La dernière forme de bifurcation à connotation cynique qu'il sied d'épingler est celle que nous dénommons *de la folie*.

### C.3. La bifurcation de la folie

Très rare dans sa manifestation, la bifurcation de la folie nous est révélée par le jeune Kisuku qui déclare l'avoir vécue avec ses anciens confrères de la rue. Il l'exprime dans cet extrait :

« Dans la façon dont j'ai grandi, beaucoup de jeunes avec qui nous avons grandi sont devenus des fous [...] Ils sont nombreux ; tel que Bijou, c'est quelqu'un avec qui on a grandi, il est devenu fou. Il vit ici à Lubumbashi, il ne fait que vagabonder. L'autre, c'est feu Subai avec qui nous vivions au centre Bakanja/ville. Bon, lui, il était fou. Dans sa folie, il est monté sur un arbre pour cueillir une mangue puis il est tombé et il est mort. Vous voyez tous ces gens étaient pressés dans la vie. Ils voulaient beaucoup gagner trop vite. Ils sont nombreux : Kadima [nom d'un autre jeune devenu aussi fou] ... Ils étaient tellement pressés, ils voulaient trop gagner [...] ».

La théorisation des bifurcations à caractère cynique apporte une pertinente nuance à la thèse centrale soutenue dans la présente étude. On aura retenu que l'un des points forts de cette recherche est de montrer que l'entrée dans le monde de la rue n'est pas un gouffre de non relèvement. La vie et l'avenir des jeunes de la rue, certes problématiques, ne sont pas pour autant scellés au sceau de la fatalité ; il y en a qui s'en sortent. Avec les bifurcations de la mort, de renforcement de la déviance et de la folie, nous nous rendons

également compte que tous les jeunes de la rue ne s'en sortent pas favorablement ; il y en a qui laissent leur peau dans la rue, il y en a qui y perdent leur état mental et d'autres encore passent de la simple déviance à une délinquance avérée.

#### *C.4. La bifurcation ascendante*

Cette forme de bifurcation constitue un des points forts de cette étude. Elle est concrétisée par de nombreux cas des jeunes qui ont mis fin au mode de vie de la rue et qui se sont aujourd'hui bien repositionnés socialement. Il s'agit des trajectoires de sorties de la rue que Kokoreff (2003) qualifie d'*ascendantes*. Le point 6 de ce chapitre (III.6.) consacré à la vie post-rue et post-centre des anciens jeunes de la rue montre clairement comment les ex-jeunes de la rue se sont bien repositionnés socialement. Voilà qui met un terme à nos commentaires autour des changements de position et de direction qui s'observent dans la vie des jeunes de la rue. On aura retenu que le premier mouvement de bifurcation fait passer le jeune du toit familial vers le monde de la rue. La connaissance de ce monde devient tout aussi intéressante.

### **III.1.4. Le monde de la rue tel que vécu par les jeunes**

Les réalités de la rue étant complexes et variées, il est de tout intérêt que les expériences à décrire soient déjà bien circonscrites.

#### **III.1.4.1. La circonscription du problème**

C'est de manière transitoire que nous tenons à décrire les réalités du monde de la rue car notre objet d'étude porte sur la sortie de la rue des jeunes de Lubumbashi. Nous considérons que le *monde de la rue* (troisième concept émergent) constitue le point de déclenchement du processus de sortie de la rue. Au fait, c'est quand les jeunes vivent dans ce « monde » que la question de leur sortie peut s'ériger en problème social. Décrire les réalités auxquelles ces jeunes font face aiderait à mieux comprendre le contexte (ou les ressorts) de leur sortie de la rue. L'univers de la rue étant extrêmement complexe, étant donné aussi que nous étudions cet univers de façon transitionnelle, nos

descriptions ne s'étendent pas dans les plus amples détails. La complexité des réalités de la rue se conjugue avec la complexité des besoins qu'éprouvent les jeunes qui y vivent. Laberge (2000, 94) note que l'expérience de la rue qu'elle soit transitoire, de courte durée, occasionnelle ou qu'elle soit vécue de façon plus récurrente, ne présente pas les mêmes conditions et les mêmes besoins. Les témoignages des jeunes concernés et des professionnels en la matière font ressortir une diversité de besoins : hébergement, alimentation, vêtements, sécurité, soins de santé, etc. Vu l'importance de cette complexité, nos commentaires s'appesantissent sur quelques aspects évoqués par nos enquêtés, principalement la satisfaction des besoins élémentaires dans un milieu inapproprié.

Plusieurs observateurs [les chercheurs] ont tenté de décrire les réalités du monde de la rue tel que les jeunes dits *de la rue* les vivent. Cette posture d'observateur externe, même soutenue par l'immersion plus ou moins prolongée, ne permet pas au chercheur une pénétration aisée et efficace de certaines réalités comme le feraient les sujets eux-mêmes [participation-observation]. Des recherches menées à l'école de criminologie (Ecocrim) de l'université de Lubumbashi sur des pratiques illicites des acteurs de certains milieux professionnels financiers tels que les services des impôts, des douanes et accises et autres, ont démontré les difficultés ou carrément l'impossibilité qu'il y a pour un chercheur extérieur de palper du doigt certaines pratiques de ces milieux. Des professionnels desdits milieux que l'Ecocrim a eu la chance de recevoir comme étudiants sont parvenus, grâce à la posture méthodologique de « participants-observateurs », à braver l'opacité de ces milieux. Des pratiques foncièrement impénétrables ont été mises à découvert, décrites et analysées systématiquement.

Nous trouvons, pour ce qui nous concerne, que s'il y a des sujets aptes à fournir de pertinentes informations sur le monde de la rue, ce sont les jeunes qui y vivent et qui maîtrisent les coins et recoins de cet espace. Aussi, avons-nous estimé intéressant d'inviter ces jeunes qui ont connu la rue, au moyen des récits de vie, à parler d'eux-mêmes et de réalités qu'ils vivent ou ont vécu dans l'entité-rue. Il s'agit d'une technique de production d'un discours d'auto-

observation proche de la méthode de « participation-observation » ci-dessus évoquée. Avec la technique de récits de vie mobilisée, nous avons invité nos enquêtés à narrer leur auto-observation. Digneffe (1989, 166) soutient que la technique de récits de vie permet de saisir la manière dont les acteurs définissent les situations qu'ils vivent. Et par « définition des situations », on entend non pas les caractéristiques objectives de la situation telle que le chercheur pourrait les définir mais plutôt la manière dont les acteurs eux-mêmes vivent et (se) représentent les situations dans lesquelles ils se trouvent.

Aux dires de nos enquêtés [les jeunes], nous allons le voir, le monde de la rue n'est pas un monde de survie facile. Les jeunes de la rue doivent beaucoup endurer pour résister et ceci, dans divers aspects de la vie (logement, nourriture, soin corporel, etc.). Le point consacré aux modes d'éjection des jeunes dans la rue (Chapitre I de la 1<sup>ère</sup> partie) démontre que ce sont principalement les difficultés d'ordre familial qui sont à la base de l'éjection de bon nombre de jeunes dans la rue. Autrement dit c'est la gestion inadéquate des situations-problèmes impliquant les jeunes au niveau de leurs familles biologiques qui semble être le déclencheur direct de leur entrée dans la rue. Par ailleurs Mulumbwa (2008, 208) constate que ce que les jeunes fuient à la maison, ils le retrouvent dans la rue, quoique sous une autre forme. A leurs dépens, ils se rendent compte que le séjour dans l'univers de la rue n'est pas de tout repos.

Pour décrire le monde de la rue, notre réflexion se déploie autour des points ci-après : 1) le départ du toit familial et l'entrée dans la rue ; 2) dormir dans la rue ; 3) se restaurer dans la rue ; 4) la consommation des produits psycho-actifs ; 5) « choquer » ou se débrouiller dans la rue ; 6) la consommation des produits psycho-actifs et 7) la toilette dans la rue. L'ordre de traitement de ces sous-points se rapporte au souci de partir des besoins plus élémentaires aux besoins secondaires. Mais d'abord voyons comment les jeunes quittent le toit familial pour gagner la rue.

#### **III.1.4.2. Le départ du toit familial et l'entrée dans la rue**

Traditionnellement plusieurs facteurs macrosociologiques sont avancés pour justifier la présence des jeunes dans la rue. Le chapitre I de la première, dans sa partie consacrée aux « causes traditionnelles » de la présence des jeunes dans la rue, livre une explication multifactorielle mettant en évidence les facteurs ci-après : économiques, politiques, culturels, environnementaux, etc. Cette explication qui s'inscrit, comme déjà souligné, dans le cadre des recherches quantitatives est tout à fait valable mais sujette à discussion.

Faisant suite à l'idée selon laquelle le terrain a toujours raison devant la théorie, notre point de vue microsociologique qui s'appuie fortement sur les témoignages de nos enquêtés (les extraits d'entretien) propose une relecture interprétative des faits, une interprétation qui procède à la condensation des faits en lieu et place de leur listage infiniment extensible. Autrement dit, notre relecture se veut compréhensive et non étiologique [énumérative des causes].

Nous allons le découvrir ci-dessous à travers les témoignages de nos enquêtés, l'ampleur et la récurrence des aléas familiaux nous amènent finalement à considérer que du point de vue microsociologique, c'est la maladresse des parents ou des tuteurs [au sens large du terme] dans la gestion des situations-problèmes impliquant les jeunes qui passe pour le déclencheur direct de l'éjection de jeunes dans la rue à Lubumbashi. Les témoignages qui suivent recueillis auprès de quatre jeunes [nos enquêtés] sont assez parlants.

En effet, la fille *Jolie* interrogée [par nous] sur son départ du toit familial s'est exprimée en ces termes :

« Il y a eu un problème de sorcellerie. La jeune sœur de ma mère a dit que j'étais une sorcière. Elle m'a accusée d'avoir tué ma grand-mère. Elle m'a menacée, m'a introduite dans la chambre et a branché le fer électrique me disant d'avouer toute la vérité c'est-à-dire reconnaître que c'est moi qui ai mangé (tué) ma mère et ma grand-mère. Comme elle était trop méchante, je me suis échappée et suis allée vivre au marché Pande ».

De Forra, jeune de la rue interviewé, nous avons recueilli les propos que voici :



« Maman élevait des poulets, des choses comme ça. Il y avait une somme d'argent dans la maison ... Bon, donc, ce n'était pas dans la maison, elle m'avait envoyé prendre l'argent de la dette. J'ai pris cet argent, j'ai trouvé des amis qui jouaient aux cartes, des choses comme ça. Bon, je ne jouais pas aux cartes, je ne m'intéressais pas à ça. J'arrive là, il y avait un ami qui jouait avec eux ... je sortais seulement cet argent et je lui donnais disant : joue pour moi, si tu manges [gagnes], je vais t'en donner une part. On pouvait le manger, un moment lui aussi [il] mange. Mais, comme c'était des choses auxquelles je n'étais pas habitué, et puis c'était beaucoup d'argent. Comme si on m'avait troublé dans la tête, alors on a terminé [consommé] tout cet argent [...] C'est vrai, je rentre à la maison, on me dit : « L'argent ! » ; et puis le débiteur arriva à la maison demanda : l'argent, non ! J'ai donné à tel enfant, ainsi de suite... Alors là, c'est comme si j'ai allumé mon propre feu, maintenant alors j'ai été vu comme le mauvais de tous les mauvais [...] maman avait dit : « quoi ... Comme tu as volé l'argent, tu ne mangeras pas le bukari pendant deux semaines ». Bon, je suis resté comme ça deux semaines, j'ai fait cinq jours sans manger, j'allais seulement chez le père d'un ami qui était sentinelle. J'arrive là, on reste avec lui [...] Bon, on est resté longtemps ... Je regarde, on ne se soucie point de moi à la maison, c'est devenu comme si on m'avait abandonné comme ça, j'étais devenu comme un vil individu. Alors je me suis dit : maintenant il n'y a plus moyen, je peux me chercher la vie [...]».

Quant à la fille Ndaya, voici comment elle décrit les circonstances de son départ du toit familial :

« J'avais neuf ans. Je suis restée d'abord chez mon grand-parent maternel, puis le grand-frère a dit ... Non, il m'a prise pour qu'il commence à me payer les études. Mon grand-frère travaillait chez Moussa [le gouverneur de province]. Il va chercher à me donner de l'argent pour que j'achète quelque chose, là on va se disputer avec sa femme. Le premier tour, il m'avait donné 20 \$ puis, il m'a donné 150 pour acheter deux jupes. J'ai acheté deux jupes, sa femme est venue les déchirer. Alors c'était toujours comme ça, elle voulait déchirer mes ... Alors moi aussi, j'ai senti la colère, j'ai fait trop de bruit, j'ai cassé toutes les histoires de la maison et suis partie ».

Lukaprof, jeune de la rue également interrogé [pour nous limiter là] étale comme suit les circonstances de son passage à la rue :

« Quand j'ai eu 8 ans, mon père est décédé, il est mort, moi, j'avais déjà 8 ans d'âge. Il est mort ici à Lubumbashi [...] Comme moi l'aîné j'avais huit ans, elle [la mère] a regardé qu'elle était

encore jeune, dans son commerce-là, on a appris qu'elle a eu un nouveau mari, elle est partie pour de bon... Elle m'a laissé moi et mes frères toujours chez les grands-parents. Quand ceux-ci ont regardé que la charge était devenue trop grande, ils ont regardé qu'ils ne se suffisaient plus en ce qui concerne la nourriture de leurs enfants et de nous aussi, ils nous ont trop compliqués la vie nous disant que nous les enfants [les petits fils] nous devons avoir de la sorcellerie. Ils ont dit que si votre [notre] père est mort, c'est vous qui l'avez tué [...] On nous a menacés, on nous a accusés du problème de sorcellerie nous disant que vous devez avoir de la sorcellerie à cause de votre papa qui est mort, c'est vous qui l'avez tué ... jusqu'à ce qu'ils nous ont chassés. Quand ils nous ont chassés, ils ont pris leurs enfants et sont partis pour Mbuji-mayi. Ils sont partis pour Mbuji-mayi... quand ils nous ont chassés, nous n'avions personne chez qui nous pouvions nous loger. Alors nous sommes partis et nous avons commencé à passer notre vie là au marché, nous tous trois ».

Ces témoignages [catégories naturelles] de nos enquêtes font réfléchir. Loin de nous l'idée de développer un raisonnement moraliste ou idéalisé, nous estimons qu'il suffit d'envisager d'autres alternatives tempérées [notamment la bienveillance, la compréhension et l'accompagnement à l'égard de ces jeunes socialement et institutionnellement reconnus comme des « sujets immatures »] à la brutale attitude réactive des parents pour se rendre réellement compte combien leur responsabilité est éloquente dans la gestion de ces situations-problèmes. C'est peut-être à ce titre que ceux qui opinent et soutiennent qu'« éduquer une femme [un parent, disons-nous] c'est éduquer toute une nation », peuvent avoir raison. Il s'agit là d'une lecture microsociologique interprétative des faits qui n'invalide pas pour autant les autres pistes causales d'obédience macrosociologique.

Dans ce même angle d'abord du problème, il s'observe que la présence des jeunes dans la rue à Lubumbashi répond beaucoup plus, pour la presque majorité des cas, à une fuite suite à une pression maltraitante subie qu'à une attirance ou à un projet préalablement construit. Il est certain que la lecture des faits que nous livrons ouvre une brèche à un débat lequel, à notre avis, serait le bienvenu. Faugeron (1990, 458) trouve que « les désaccords font partie de la vie sociale, il vaut mieux les expliciter que de se cacher derrière un

œcuménisme mou ». Une fois dans la rue, les jeunes sont astreints à répondre aux nombreux besoins de survie dont la nourriture et le logement.

### III.1.4.3. Dormir dans la rue

Le point qui traite du contenu sémantique du terme « rue » [premier point du deuxième chapitre de la deuxième partie] appréhende l'entité-rue comme une réalité « hyper plurielle ». Dans une approche *éclectico-énumérative* nous avons montré qu'à Lubumbashi la « rue », entité aux contours indéfinis, recouvre, dans son aspect matériel, tous les lieux de survie investis par les jeunes de la rue : les marchés, les bâtiments délaissés ou inachevés, les vérandas de magasins, les stades, la gare de trains, les parkings de véhicules, les stations d'essence, les bâtiments d'école, les bâtiments de services publics, les kiosques, les carcasses de véhicules, etc.

Pour dormir, les jeunes de la rue mobilisent tous ces cadres énumérés et y passent des nuits comme ils le peuvent. A travers leurs récits, ils affirment avoir passé une ou des nuits dans l'un ou l'autre lieu. Généralement leur logement est nomade, très changeant. Ils passent, surtout à leur entrée dans la rue, d'un lieu à un autre. Kaumba (2005, 75) souligne que c'est avec peu de chance que l'on peut espérer retrouver un « enfant » de la rue à l'endroit où on l'a situé plusieurs jours avant. Le jeune Fora (notre enquêté) rencontre un partenaire de la rue qui lui demande s'il avait un endroit où dormir. Fora lui répond en ces termes :

« Je n'ai pas d'endroit où dormir. Sinon, là où je vais, c'est ... si nous trouvons même un kiosque d'autrui ouvert, on pourra rester même là, le matin on pourra encore chercher un autre moyen de faire ».

La fille Da jolia qui a débuté l'expérience de la rue à Lubumbashi par le marché Pande (commune de Rwashi) explique aussi dans l'extrait suivant comment elle a changé de logis :

« Je logeais toujours au marché Pande. Je dormais dans un petit restaurant [...] Je suis allée vivre à Janja [commune Kampemba],

puis au marché de Katuba. J'ai aussi vécu à Bumi [un centre d'accueil] avec les amis Kapy et Mbambu. Comme on était fatigué de manger toujours les haricots, on a quitté cette maison Bumi. Disons que j'étais une vagabonde. Et puis, j'ai encore vécu au camp-assistant chez maman Anto [un restaurant] ».

Mais avec le temps, la plupart de jeunes finissent par s'établir de manière permanente dans un logis qu'ils nomment « Karema » en Kindubile [argot des jeunes de la rue]. Plusieurs facteurs interviennent dans le choix d'un Karema, c'est par exemple la proximité de la zone de débrouille, l'intégration dans le groupe des pairs, le réseau relationnel, le problème sécuritaire, etc.

Puisque nous traitons de la question de savoir « comment on dort dans la rue », voici les témoignages de deux ex-jeunes de la rue qui livrent quelques éléments de réponse à ce gros questionnaire :

-Le jeune Mutobis : « Oui ! Oui ! Mais toi, tu vas d'abord tourner, tourner ... le sommeil t'attrape, tu cherches un morceau de carton, tu le places à côté et tu dors là ».

-Le jeune Fora [il répond à la question de savoir de quoi il se couvrait pour dormir] :

« Se couvrir ... seulement nos simples sacs ici. Tu prends, parfois tu y introduis tes jambes, tu prends les jambes tu introduis dans ces sacs-là et tu dors. Maintenant, en dormant, tu dors avec deux cœurs [sur le qui-vive]. Il y avait des gens qui travaillaient avec l'esprit comme celui des démons, il peut arriver comme ça, tu es en plein sommeil, il allume le feu aux sacs. Donc, tu t'étonnes comme ça, le sac a déjà pris feu et toi-même ; les histoires t'ont déjà brûlé et on ne va même pas l'arrêter. Tu vas te réveiller comme ça, tu pleures ; quand il fait jour tu commences à t'auto soigner, parfois tu commences à marcher comme ça ».

En guise de synthèse à ce point, on aura retenu que « dormir dans la rue » à Lubumbashi est un exercice de prouesse. De façon générale, les premières nuits sur la rue se passent à la belle étoile. Pour les jeunes qui viennent hors de Lubumbashi, les premières nuits sont souvent passées dans les parages du lieu de débarquement [gare de trains, parkings de véhicules] ; tandis que pour les autochtones, les premières nuits se passent partout où le

sommeil surprend le jeune. S'il connaît une entrée douce dans la rue, il passera ses premières nuits avec les pairs qui l'accueillent ; dans le cas contraire, il doit se débrouiller pour se trouver un logis. Mais avec les mouvements de « bifurcation test », précédemment explicité, il est observé que pour s'incruster véritablement dans le monde de la rue, plusieurs jeunes de Lubumbashi procèdent à l'étude préalable du milieu à telle enseigne que lorsque chacun d'eux *bifurque*, il sait à peu près à quoi s'en tenir et où aller. Les enquêtes menées à l'Ocu (Kaumba : 2005) montrent que beaucoup de jeunes ont commencé d'abord par une fréquentation épisodique de la rue pour y rester définitivement après. On aura également retenu que l'établissement dans un *Karema* ne met pas fin au nomadisme des jeunes. Plusieurs logis qu'ils occupent restent très changeants.

Cette synthèse nous donne l'élan d'amorcer la description d'un autre aspect du monde de la rue : la restauration dans la rue.

#### III.1.4.4. Se restaurer dans la rue

Dans la mesure où les jeunes évoluant dans l'univers de la rue se démènent seuls, leur restauration relève du n'importe quoi c'est-à-dire de tout ce qu'ils peuvent se procurer. Notre matériau empirique dégage, parmi tant d'autres, cinq possibilités de restauration plus ou moins régulières : manger au restaurant, faire l'auto cuisine sur la rue, tenir la cuisine dans un centre protégé (Bakanja/ville, par exemple), acheter de la nourriture prête à des points de vente particuliers et enfin se faire nourrir par un ou une congénère. Ce dernier mode de restauration est assez rare, il a été mentionné par la fille Mutanda [lire entretien Mutanda] qui a été *utilisée* par son aînée comme *bonne* [domestique] pour bénéficier de la nourriture et des habits. Nous remarquons que dans la pratique, les mêmes jeunes recourent à plusieurs modes de restauration. Selon son programme, il peut choisir d'auto cuisiner ou d'aller manger au restaurant. Il s'agit de restaurants populaires situés dans différents marchés et dans certains endroits reculés de la ville où toute personne, quel que soit son statut et son être, peut entrer et commander à manger.

En dehors de ces cinq possibilités de restauration assez régulières, il existe des occasions sporadiques de restauration dans la rue, c'est par exemple lors des manifestations festives [fêtes nationales et journées internationales]. A ces occasions, des personnalités politiques, des responsables des ONG et même des particuliers ont l'habitude d'offrir des repas *copieux* aux jeunes de la rue. Très souvent et bien sûr avec certaines précautions, ces personnalités se permettent de partager ce repas avec les jeunes sous les yeux des médias qui en font écho tambour battant. Certaines maisons d'encadrement ont intégré dans leur programme hebdomadaire un à deux jours (samedi et dimanche) de restauration ouverte aux marginaux de la ville dont les jeunes de la rue. Les particuliers, quant à eux, offrent ces repas sans calendrier systématique. Ils le font quand ils se sentent poussés de le faire et que les moyens dont ils disposent le permettent aussi.

De toutes ces différentes formes de restauration évoquées, l'auto-cuisine est la plus courante, elle peut se faire individuellement ou collectivement. Comme elle se réalise sur la rue, elle revêt certaines singularités notamment le manque d'hygiène, le savoir-faire hors du commun dans la manière de cuisiner, le manque d'équipement de cuisine et d'ustensiles, etc. Mais l'ambiance qui entoure cette auto cuisine est plutôt conviviale. Lorsque les jeunes organisent leur repas en groupe, en même temps qu'ils préparent la nourriture, en même temps ils jouent et se disputent ; il y a un peu de tout dans le spectacle qu'offre cette ambiance.

A propos de l'hygiène et de l'équipement de cuisine, les enquêtes menées à l'Ocu (Kaumba : 2005) révélaient depuis 2005 que les jeunes de la rue ramassent sur le chemin les grandes boîtes de conserve vidées et les casseroles abandonnées pour les utiliser comme ustensiles de cuisine. Une latte en bois (pour élèves) ramassée peut être facilement transformée en malaxeur de *foufou*. Ils ne se font pas de soucis pour les assiettes ; ils utilisent les couvercles des casseroles ou des assiettes abandonnées, des sachets en plastique, des cartons, des morceaux de tôles, etc. Nos récentes données de terrain confirment les résultats de cette enquête.

L'art de cuisiner sur la rue est tout aussi particulier, les jeunes de la rue font preuve d'un savoir pratique extraordinaire que nous pouvons découvrir à travers cet extrait d'entretien avec le jeune Fora :

« Pour cuisiner, on faisait ... cette boîte à huile « korie », tu ouvres cette boîte au-dessus ... donc vous allumez seulement les cartons : Pa ! Pa ! Pa ! Vous mettez trois briques, vous y posez la boîte de korie ; seulement nos cartons ici de somol [huile végétale]. Tu commences à faire l'expérience avec le feu : tu mets des cartons sur cette flamme ... donc, que le feu ne s'éteigne pas ; s'il cherche à s'éteindre, tu mets encore, tu mets, tu mets encore. La nourriture cuite, vous mangez là. Puis vous prenez ces boîtes de korie vous lavez, soit vous ne les lavez pas vous les placez au-dessus. Nous étions comme chez les militaires ».

Les réalités et les pratiques autour de la restauration dans la rue sont multiples ; elles varient selon l'expérience de chaque jeune. Nos commentaires ne couvrent que partiellement cette nébuleuse. De manière tout aussi intéressante le jeune Mutobis a narré son expérience de restauration sur la rue en ces termes :

« Bon, si tu veux faire la cuisine, on allait sur Djamena [à la maison Bakanja]. Maintenant si la nuit est avancée et que tu as faim, nous allions seulement chez papa Matou qui a un restaurant. Tu vas avec un sachet, il te sert à manger là dans le sachet. Tu t'en vas, tu n'as même pas d'eau pour laver les mains et tu manges comme ça ».

Nous apprécions la valeur informative des extraits d'entretien que nous reproduisons dans ce travail. Ils décrivent des faits et des situations vécues par une partie de la jeunesse congolaise. Or, la loi fondamentale de la RDC s'occupe de la jeunesse à son article 42 qui stipule [que] « les pouvoirs publics ont l'obligation de protéger la jeunesse contre toute atteinte à sa santé, à son éducation et à son développement intégral ». Puisque nous parlons de la cuisine dans la rue, nous savons que pour pouvoir cuisiner, il faut d'abord avoir de la nourriture. Voilà pourquoi nous trouvons impérieux d'explicitier la manière dont les jeunes de la rue se débrouillent pour justement se procurer de l'argent et/ou de la nourriture. C'est ce que nous tentons d'analyser au point suivant.

Nous allons nous rendre compte que les activités que les jeunes exercent dans la rue sont prioritairement orientées vers la recherche de la nourriture.

#### III.1.4.5. « Choquer » ou se débrouiller dans la rue

Le terme « choquer » est une catégorie naturelle qui vient des jeunes de la rue. Ce verbe renferme l'idée de « choc », de « heurt violent », d'« affrontement » ou de contraintes qu'il faut surmonter pour gagner quelque chose. Pour Mulumbwa (2008, 208), spécialiste du langage des jeunes de la rue, *choquer* c'est « travailler dur pour trouver de quoi se nourrir ». L'un des premiers chocs auquel ces jeunes doivent faire face c'est l'incertitude de la vie en général. Quand une journée commence, on n'est jamais sûr de la manière dont on pourra la passer ; et quand elle est passée, on se demande encore comment débutera la suivante et ce cycle va se répéter continuellement. Les propos du jeune Tshisoul ci-dessous sont assez édifiants sur cette question :

« La vie de la rue est une vie difficile. Il faut un peu de courage et de sacrifices. Quand tu te lèves le matin, tu dois chercher de quoi se nourrir et puis, tu n'as ni logis ni literie. Dès qu'il fait jour, tu commences à circuler à la recherche de l'argent. Si tu attrapes quelque chose, tu manges. Mais si tu n'as rien trouvé, tu endures et tu dors à jeun ».

Vu la multiplicité et la rudesse des aléas qui se vivent dans le monde de la rue, les jeunes qui y résistent et tentent de s'en sortir, font visiblement preuve de bravoure exceptionnelle que l'on doit marquer à l'actif de leur parcours de vie. Pour ce faire, les jeunes de la rue mobiliseront plusieurs ressources selon différentes circonstances, comme nous l'expliquons au point quatre de ce chapitre [III.4.].

Au sujet des activités proprement dites exercées pour leur survie, la liste est longue et sa structure dépend d'un chercheur à un autre<sup>13</sup>. Par leur nature, ces activités vont des simples aux plus dures et aux fortement

<sup>13</sup> Confère Malemba (2003), Kaumba (2005), Mulumbwa (2008).



organisées en passant par les moins dures et les moins ou non organisées. D'autres activités requièrent une initiation préalable. Notre regard panoramique corroboré par les données empiriques nous a conduit au dressement d'un riche tableau d'activités auxquelles s'adonnent les jeunes de la rue à Lubumbashi, tableau qui varie aussi selon le sexe :

-pour les garçons, il y a la mendicité, le ramassage, le balayage, le pousse-pousseur des charrettes, le *Katako* (port des bagages), petite vente, faire le meunier, cireur de souliers, gardien et /ou laveur de véhicules, danseurs dans les boîtes de nuit, tous travaux dans des restaurants et dans les débits de boisson, le vol dans ses diverses formes [à la tire, à l'étalage, planifié, cambriolage de maisons, de dépôts, de magasins, en collaboration avec les professionnels adultes], etc. ;

-pour les filles, bien que leur marge de débrouille sur la rue soit vraiment limitée, elles doivent lutter pour leur survie. Cheuzeville (2006,129) souligne qu'à Bukavu [Est de la RDC], « toutes les filles de la rue ont dû se battre pour survivre au sein des gangs d'enfants de la rue où la loi du plus fort est toujours la meilleure. Toutes avaient dû passer des nuits à la belle étoile, par terre, sous les étals de marchés ou à l'abri des cartons ». Notre investigation révèle que pendant leur expérience de rue, les filles de Lubumbashi ont exercé les activités ci-après : travaux domestiques, serveuses dans de petits restaurants et certaines maisons de passe où elles s'adonnent à la prostitution [ou la vente du corps]. Cette dernière activité accompagne la plupart d'entre elles au-delà de la rue.

Dans la pratique, beaucoup de jeunes [garçons et filles] passent d'une activité à une autre et souvent cumulent plusieurs activités. Dans le cas de cumul, un jeune peut stratégiquement brandir une activité secondaire (manifeste) et dissimuler l'activité principale. C'est le cas des jeunes gens qui ont le vol pour activité principale mais qui extérieurement essaient d'exercer le petit commerce ambulant leur permettant de s'infiltrer aisément dans la masse à la recherche des occasions juteuses de vol. Le cumul d'activités est aussi fréquent chez les filles ; une fille jouera visiblement le rôle de serveuse dans un

restaurant ou dans un bar et s'adonnera en même temps à la prostitution. Ou plutôt elle répartit ces activités dans le temps : le matin elle fait la serveuse dans le restaurant et la nuit elle s'adonne à la prostitution dans les maisons de passe. La fille Da Jolia, travailleuse dans un petit restaurant populaire nous a fait une déclaration corroborant cette réalité :

« Mais de temps en temps nous devons sortir pour chercher les habits, le lait de beauté et tout. Je ne reste pas ici [maison d'accueil où le chercheur l'a rencontrée] et telle que je suis, je n'ai jamais étudié ».

Le Jeune Fora affirme aussi dans l'extrait suivant avoir pratiqué le cumul d'activités [quand il déclare ceci, il est serveur dans un petit restaurant] :

« Après avoir puisé de l'eau, arrangé toutes les histoires, je fais maintenant un saut en arrière ; je commence à chercher mon argent d'à côté ».

Lorsque nous évoluons plus loin avec le même interlocuteur, l'entretien dévoile que les activités d'à côté dont il parle [d'après le travail de restaurant], c'était la garde des véhicules et la mendicité nocturne à des endroits stratégiques tels que les hôtels et les boîtes de nuit. Au sujet toujours des activités des jeunes de la rue, on notera également qu'exercer une activité est une chose et en être correctement rétribué en est une autre. Aux dires des jeunes, la plupart de leurs activités ne sont pas toujours rétribuées à leur juste valeur. Les filles ont même parlé des escrocs qui abusent d'elles. Nous en parlons dans la troisième partie au point consacré aux « obstacles au processus de sortie de la rue ».

Pour la bravoure hors du commun dont font montre les jeunes dans leur expérience de rue, nous les avons précédemment qualifiés de « héros sociaux ». C'est ainsi que pour résister, pour se ragaillardir dans ces conditions d'existence extrêmement rudes, ils procèdent à la prise des produits psycho-actifs comme nous pouvons le découvrir au point suivant.

#### **III.1.4.6. La prise des produits psycho-actifs par les jeunes dans la rue**

Comme déjà souligné, le *monde de la rue* exige des jeunes qui y vivent des ressources et des capacités particulières car il y a des occurrences, des faits et des pratiques que la personne humaine est incapable de gérer dans l'état normal de son être. Aussi, les jeunes de la rue recourent-ils à la consommation de diverses substances de modification de leur état de conscience. Les enquêtes de l'Ocu (2005) attestent que les « enfants » de la rue de à Lubumbashi consomment d'une façon habituelle ou périodique un ou plusieurs produits psychotropes (psycho-actifs) susceptibles de modifier les perceptions sensorielles ou les fonctions psychiques, ou encore de provoquer des hallucinations. L'expression « produits psycho-actifs » que nous utilisons signifie « drogues » c'est-à-dire la gamme de produits de modification de l'état de conscience humaine.

La drogue de rue est un sujet fort complexe et largement disserté. Faute de connaissance suffisante en cette matière, nos commentaires sont très limités, ils s'articulent essentiellement autour des aspects auxquels notre matériau empirique fait référence. Concrètement il est question des aspects suivants : la nature des produits consommés, les motivations de la consommation et les effets comportementaux qui en découlent.

Au sujet de l'espèce de substances consommées par les jeunes de Lubumbashi comme stupéfiants, nos données font mention du chanvre, des valium, de l'essence et de la colle Patex (pour les souliers). La prise du chanvre se fait principalement de trois manières : le fumer sous forme de cigarette, l'inhaler par la voie nasale et le boire sous forme de thé ou de café. Kaumba (2005) souligne un quatrième mode de prise du chanvre consistant à le mélanger dans la nourriture consommée. Ce dernier mode de consommation relève du dopage à retardement. Le valium est absorbé par la voie orale tandis que l'essence et la colle Patex sont reniflées ou inhalées par la voie respiratoire (par aspiration).

En ce qui concerne les motivations cachées derrière la prise des stupéfiants par les jeunes de Lubumbashi, divers éléments dépendant d'un acteur à un autre ont été relevés. Différentes motivations sont avancées par

chaque jeune pour essayer de justifier sa prise à lui. Mais à voir les choses de plus près, nous découvrons que derrière la diversité des mots se cache une logique presque commune à tous les usages, celle de modification de l'état de conscience ou des perceptions sensorielles. Puisque les mots et les expressions nous ont été livrés par nos enquêtés, nous allons les évoquer. Une lecture globale et synthétique montre que les uns et les autres affirment avoir consommé de la drogue pour l'une des raisons suivantes :

-retrouver un état de force pour affronter la rudesse de la vie ; -s'en servir comme adjuvant à la méditation nécessaire pour la créativité ; -braver le froid et d'autres intempéries ; -pour *voir clair* ; -pour bien dormir ; -pour bien « choquer » ; -par plaisir ; -pour réchauffer le corps et avoir l'habileté de travailler ; -pour chasser les soucis et la fatigue ; -pour devenir « cool » ; pour favoriser les interactions ; -pour bien faire le désordre, etc.

Un regard transversal et critique sur toutes ces motivations avancées montre que chacune d'elles reste en tout cas valable pour son producteur, mais les plus répandues auprès de nos enquêtés sont les motivations qui réfèrent au souci de « bien choquer » et à celui de « braver le froid et d'autres intempéries ». Pour faire parler aussi notre matériau empirique, voici deux extraits qui permettent d'éclairer certains points de l'argumentaire susmentionné :

-Le jeune Lukaprof : « Nous fumons du chanvre, du chanvre ...Au moins du chanvre, tu fumes du chanvre le matin pour aller bien voler, pour aller bien choquer. Il faut d'abord fumer du chanvre, des valium par exemple, pour aller bien travailler ».

-Le jeune Mutobis : « Ces bouteilles de colle Patex pour les souliers ...Tu mets [la colle] dans une bouteille puis tu inspires, tu t'enivres et tu commences à faire beaucoup de désordre aux gens sur la route. Même la nuit, si tu vois quelqu'un, tu lui barres la route, tu lui arraches quelque chose et tu pars avec, des choses comme ça ».

Si à plusieurs égards la prise des produits psycho-actifs a réellement aidé beaucoup de jeunes, comme ils l'ont déclaré, à bien *choquer* [à bien travailler], cela n'a pas été le cas pour tous. Des hiatus ont été parfois observés

entre les buts visés et les effets réels. Nous avons pour mémoire le cas du jeune Subai Ken dont on a parlé au point relatif à la *bifurcation de la mort* qui est décédé de *l'ingurgitation* d'une dose excessive de valium. Pour d'autres cas, la drogue introduit le sujet dans un état d'agressivité terrible qui le rend nuisible à lui-même et à son entourage comme nous l'explique le jeune Lukaprof dans cet extrait :

« Une fois que quelqu'un boit [prend] le chanvre ... Nous, on préparait même ça. Le matin, d'abord vous préparez [faites bouillir] ça dans l'eau, puis vous le buvez bien ... Nous prenions de l'eau et vous y mettez du chanvre et puis vous faites bouillir, ça devient comme du thé et vous buvez ... Par là, tu vois l'esprit qui change, tu peux même te promener avec une lame de rasoir. Tu veux te battre avec [contre] ton ami, pour lui prouver que tu vas le battre, que tu peux le tuer, que tu vas lui faire très mal, tu prends d'abord tu te blesses toi-même au moyen de la lame de rasoir. C'est comme ça que nous faisions, tu te blesses même au bras, tu te blesses ... pour lui dire à travers ce sang qui coule que tu lui feras très, alors très mal. Même pour faire peur à quelqu'un à qui tu as ravi un bien, tu prends une lame de rasoir, tu te blesses pour qu'il ait peur ».

Le jeune Kisuku reconnaît ouvertement les méfaits des drogues dans sa vie, il affirme que la prise de la drogue l'a freiné sur les plans scolaire et professionnel. Il l'exprime en ces termes :

« Ce sont les drogues qui m'ont freiné dans la vie. N'eût été les drogues, je devais avoir un bon niveau, je devais même faire la menuiserie au centre. C'est ce qui m'a fait régresser ».

Parfois encore la drogue pousse le sujet à des pratiques inhabituelles qui frisent la perte du bon sens. C'est toujours le jeune Lukaprof qui l'explique :

« Tu t'enivres [...] vous attrapez une femme vous allez avec elle au coin, nous la violons là. Nous sommes passés dans toutes ces étapes. Vous pouvez attrapez même un chien, une fois tu as déjà fumé du chanvre, tu fumes ce chanvre... le chien, ça ne te dit rien, tu le manges. Nous nous sommes arrivés aux étapes où vous attrapez un serpent, vous le déchirez, vous le dépecez, il ne dira rien, le serpent ».

Une autre lecture de la concomitance des effets liés à la prise de la drogue par les jeunes de la rue conduit au constat selon lequel plusieurs motivations peuvent se conjuguer pour justifier la consommation. En résumé, on aura retenu que la prise de la drogue de rue par les jeunes reste un phénomène complexe et multiforme au regard des produits utilisés, de leur modes de prise, des motivations et des effets qui s'en dégagent. Pour clore avec *le monde de la rue*, nous allons, dans les lignes qui suivent, passer à l'analyse d'un aspect tout aussi particulier, celui de l'hygiène corporelle des jeunes dans la rue. Il s'agira de l'hygiène telle qu'elle transparait dans les récits qui nous ont été narrés.

#### **III.1.4.7. La toilette dans la rue**

La vie humaine a des aspects intimes qui se gèrent dans la discrétion. La toilette corporelle fait partie de ces aspects. Concernant les jeunes de la rue la question que nous tentons d'éclairer à ce point consiste à savoir comment ceux-ci organisent cet aspect intime de leur vie (la toilette corporelle) dans un milieu aussi béant et dépourvu d'équipement approprié qu'est la rue.

Notre arsenal empirique a permis le dépistage de quelques endroits que les jeunes de la rue de Lubumbashi fréquentent pour leur hygiène corporelle. Une fois encore, ce sont les acteurs religieux notamment les prêtres catholiques qui offrent bon nombre de cadres où les jeunes peuvent organiser leur toilette. A travers leurs récits, les jeunes ont affirmé avoir eu accès aux installations sanitaires des centres ci-après : Bakanja/ville, Bakanja centre et Cites des jeunes qui sont toutes trois des structures catholiques. En dehors de ces cadres sanitaires plus ou moins organisés et équipés, les jeunes vivant dans la rue fréquentent également les milieux naturels notamment les rivières et les ruisseaux qui traversent la ville de Lubumbashi à des endroits précis qu'ils maîtrisent eux-mêmes. Mais ces endroits non sécurisés présentent un danger pour les filles. L'échange ci-dessous entre le chercheur et la fille Mutanda confirme bien cette thèse de danger que courent les filles qui vont organiser leur toilette dans ces endroits naturels :

«-Chercheur : Où est-ce que les garçons vous attrapaient ?

-Fille : C'est lorsque vous tournoyez dans la ville. Si vous arrivez en ville, on vous attrape. Si tu vas par exemple du côté du jardin zoologique, on t'attrape. Lorsque vous allez vous laver là au domaine [au bord d'un ruisseau], on vous attrape et on vous tape [...]

-Chercheur : Tu as dit que les hommes vous attrapaient lorsque vous alliez vous laver au domaine, c'est ça ?

-Fille : Oui ! Oui ! On nous avait très mal tapées, on a violé d'autres. Comme moi on m'avait tapée, j'ai eu un choc dans les côtes ».

On notera aussi que les filles ne craignaient pas seulement d'aller à la rivière, elles évitaient également de fréquenter les installations sanitaires de certains centres mixtes bien que ceux-ci soient situés en pleine ville (Bakanja/ville, par exemple) pour les mêmes raisons d'insécurité lors des rencontres avec les garçons.

Au chapitre toujours de l'hygiène corporelle des jeunes de Lubumbashi, les enquêtes quantitatives de l'OCU (Kaumba : 2005) indiquent que si les « enfants » de la rue du sexe masculin peuvent être reconnus par la malpropreté, il n'en est pas ainsi de ceux du sexe féminin. Environ 53 % d'entre elles se lavent au moins deux fois par jour tandis que chez les garçons, ceux qui se lavent deux fois par jour ne représentent que 13 %.

Un aperçu global sur cette complexe catégorie conceptuelle de *monde de la rue* fait voir à travers les cinq points que nous venons de désosser que les réalités de la rue telles que narrées par nos enquêtés exigent aux jeunes la mobilisation des ressources pour pouvoir résister et essayer de s'en sortir. Fidèle à notre posture *empiriste* (ancrée dans les données empiriques), nous allons passer à l'examen de différentes ressources que nos enquêtés ont reconnu, à travers leur discours, avoir mobilisées.

### **III.1.5. Les ressources mobilisées par les jeunes dans leurs parcours de vie**

Nous parlons de ressources en termes de ce que les jeunes (nos enquêtés) nous ont raconté sur leur expérience biographique à partir du

moment où ils ont commencé à vivre dans la rue. C'est ce qui justifie le traitement de ce point juste après celui consacré au monde de la rue. Mais il faudra noter que la mobilisation de ces ressources va au-delà de la rue, elle se poursuit durant tout parcours de vie. Ce point s'avère être très important parce qu'il montre que les jeunes de la rue (nos sujets d'enquête) font preuve de qualité d'acteurs sociaux : ils sont actifs, ils ont des points de vue qu'ils font valoir et ils prennent beaucoup d'initiatives dans la gestion de leur vie. Pour ce faire, ils mobilisent nombre de ressources dans leur cheminement ou trajectoire pour pouvoir gérer diverses situations auxquelles ils font face. Nous voulons également signaler qu'il s'agira essentiellement des ressources que l'analyse de notre matériau empirique fait ressortir.

Des auteurs comme Weber, Lascoumes (1990) et Kienge Kienge (2005) ont ébauché un contenu définitionnel tout à fait relatif de la notion de *ressource* en fonction de la spécificité leurs objets d'étude. Weber recherche le sens de l'action humaine, Lascoumes s'intéresse aux rapports des sujets aux lois qui les gouvernent et Kienge Kienge étudie le contrôle policier des situations-problèmes impliquant les jeunes à Kinshasa. La singularité de notre objet à l'étude [les trajectoires de sortie de rue] nous a conduit à la recherche d'une définition plus ou moins générale. Le petit LAROUSSE illustré (2006) indique qu'une « ressource » est tout ce qu'on emploie dans une situation [difficile] pour se tirer d'embarras ; c'est aussi l'ensemble de moyens dont on dispose, c'est-à-dire les possibilités d'action. D'après le nouveau Petit Robert de la langue française (2007) une *ressource*, c'est « ce qui peut améliorer une situation fâcheuse ; c'est un expédient, un moyen, une possibilité, un recours, un secours, un ressort ».

Nous trouvons qu'une conception qui se veut large et réaliste doit éviter de présenter la ressource comme une potentialité qui n'est mobilisée qu'en des situations-problèmes [difficiles]. Le vécu quotidien montre que plusieurs situations sociales non problématiques exigent elles aussi aux acteurs la mobilisation de plusieurs ressources. A titre d'exemple, les apprenants assis dans une salle de classe (situation non problématique) sont appelés à développer, à mobiliser certaines ressources (notamment l'attention, la



réflexion, etc.) pour bien assimiler la matière. Il en est de même de certaines pratiques sportives qui ne sont guère problématiques mais où les athlètes sont astreints à la mobilisation de bien des ressources pour pouvoir exceller dans la compétition.

Subsidiairement aux observations qui précèdent, nous considérons qu'une *ressource* est une potentialité exploitée par un acteur social dans son être, dans son agir ainsi que dans ses diverses interactions avec les autres ; celle-ci lui sert de ressort pour contrôler en sa faveur diverses situations individuelle ou sociale auxquelles il fait face. Après avoir circonscrit le contenu de la notion de ressource telle que nous l'entendons dans la présente étude, il devient ainsi aisé pour nous de passer à l'analyse des différents types de ressources qui émergent de notre matériau empirique. Dans les lignes qui suivent, nous traitons successivement des ressources suivantes : a) les ressources individuelles ; b) les ressources relationnelles et c) les ressources symboliques.

#### **III.1.5.1. Les ressources individuelles développées par les jeunes de Lubumbashi**

Par *ressources individuelles*, nous entendons l'ensemble de potentialités propres à un sujet. Elles peuvent être aussi définies comme l'ensemble de vertus (humaines) qui relèvent du physique et/ou du psychique propre à un individu. Dans la réalité des faits, Il est certes possible que ces ressources puissent se retrouver auprès d'une multitude d'individus mais on remarque que la manière dont chaque sujet les manifestera, variera d'une individualité à une autre. Notre matériau empirique révèle plusieurs ressources individuelles observées auprès des jeunes de Lubumbashi notamment : la force physique, l'intelligence, la détermination (ou le courage), le repère familial, la formation scolaire et professionnelle et la beauté physique (pour les filles spécialement). Les lignes qui suivent se chargent d'élucider chacune de ces ressources. En réalité, c'est par souci de conférer à notre dissertation une claire intelligibilité que nous analysons distinctement ces ressources ; sinon, nous trouvons qu'elles se combinent souvent dans le vécu des jeunes de la rue. Il

conviendra également de noter que les jeunes exploitent ces ressources au niveau à chaque étape de leur parcours de vie (famille, rue, centre et au-delà de la rue et du centre).

#### **a) La force physique**

Ansart repris par Kienge Kienge (2005, 727) présente la *force* comme une puissance d'action physique ou symbolique d'un individu, d'un groupe ou d'une institution, susceptible de modifier une situation ou de résister à des changements. Dans l'expérience de la rue des jeunes de Lubumbashi, la force s'est révélée être une ressource nécessaire pour pouvoir tenir dans l'espace-rue, milieu aux nombreux impondérables et particulièrement à leur entrée dans cet univers comme le souligne le jeune Lukaprof dans cet extrait :

« La première des choses, quand tu arrives [dans la rue], il faut avoir la force de se battre aux coups de poings. ... C'est-à-dire il faut avoir la force des coups de poings. Si tu n'as pas la force de coups de poings, on va te dominer (te ridiculiser) tous les jours. Et tu deviens comme un « Mpuzo » [mot sans traduction française qui signifierait valet], c'est toi qui commenceras à voler pour eux. Alors eux vont commencer à t'envoyer voler pour eux ».

Tellement nécessaire, la ressource « force » est mobilisée dans plusieurs interactions et dans plusieurs contextes : dans les rapports quotidiens avec les pairs de la rue, dans la débrouille et dans d'autres circonstances. Les chefs de bandes des jeunes de la rue surnommés « Kapompa » se servent de cette ressource pour imposer leur loi. Ils recourent à la force physique pour tracasser les plus jeunes et les recrues qu'ils tabassent en confisquant aussi leurs avoirs (les espèces ou les biens en nature). Très souvent, les « Kapompa » avancent des prétextes pour justifier leurs agissements ; ils prétendent donner une correction à un jeune suspecté de vol ou à celui qui aura manqué de révérence envers les aînés. Le jeune Tshisoul confirme l'imposition des « Kapompa » sur les plus jeunes en ces termes :

« Un Kapompa c'est le chef du groupe. Il est très fort. Son travail consiste à s'imposer sur les plus jeunes qui vivent dans la rue. Quand les jeunes reviennent de leur milieu de travail, il les fouille systématiquement. S'il t'attrape toi un jeune avec de l'argent soit il

t'en ravit une partie soit il t'arrache le tout. Tu ne peux rien faire. Si tu bouges, il te frappe ou te blesse au moyen d'une lame de rasoir, personne ne pourra intervenir. Même si tu as préparé à manger, il te l'arrache et le bouffe ».

Parfois aussi l'imposition (la force) des « Kapompa » sur les jeunes ne se fait que verbalement. Kienge Kienge (2005, 731) souligne que c'est au moyen de la force verbale que le chef des jeunes assure le *contrôle* [l'imposition] sur les autres jeunes du marché. Il les tabasse avec des paroles pour les empêcher de se bagarrer, les contraint de restituer les choses volées au marché sous peine d'être livrés à la force policière ou d'être bannis temporairement ou définitivement du *secteur* [de la zone d'activité].

En ce qui concerne l'exercice des activités de survie, on notera également que la vitalité physique (la force) compte beaucoup dans l'accomplissement de certains travaux durs. Le cumul d'activités auquel recourent bon nombre de jeunes exige, en tout cas, beaucoup d'endurance et d'énergie physiques. On remarquera que dans plusieurs activités humaines, bien que la force physique soit nécessaire, c'est l'intellect qui commande.

#### **b) L'intelligence**

L'intelligence est aussi apparue à travers les données de terrain comme une ressource dont les jeunes et ex-jeunes de la rue se servent grandement dans toute leur vie. Les jeunes qui entrent dans la rue par les processus d'essai que nous avons ci-dessus qualifiés de « bifurcations test », recourent généralement à leur intelligence qui leur dicte la manière dont ils peuvent s'y prendre, ce qu'ils peuvent faire et surtout savoir par où commencer l'aventure de la rue. Lorsque nous considérons le cas du jeune Lwambo (notre enquêté), nous découvrons comment celui-ci a usé de son intelligence pour quitter seul Mbuji-Mayi (province du Kasai) et atteindre Lubumbashi (dans la province du Katanga) à des centaines de kilomètres. En effet, ayant mal digéré les insultes dont lui et ses deux jeunes frères étaient régulièrement victimes de la part d'une tante maternelle qui restait avec eux, le jeune a monté un tas de stratagèmes pour pouvoir atteindre son *eldorado* rêvé. A lire la narration de cette aventure, nous nous apercevons combien le jeune Lwambo (alors âgé de quinze ans) fait

preuve d'une fine intelligence en prenant beaucoup d'initiatives. Voici comment le jeune lui-même raconte cette aventure :

« Avec tous ces désordres de la tante, j'ai pensé que je pouvais me débrouiller seul. J'ai dit : autant vivre seul, dormir même affamé mais sans être insulté. J'ai vendu ma jolie paire de chaussures à 2500 Fc et j'ai quitté Mbuji-Mayi par véhicule et suis arrivé à Mwene-Ditu. A Mwene-Ditu, j'ai commencé à transporter les bagages des gens qui me payaient. En plus, j'exposais ma situation aux gens et certains d'entre eux me venaient en aide. J'ai totalisé environs 15.000 Fc. Avec cette somme d'argent, j'ai coopéré avec les agents de sécurité de la société nationale des chemins de fer congolais [la SNCC] qui m'ont pris à bord du train allant à Lubumbashi. Nous sommes arrivés à Lubumbashi la nuit. Cette nuit-là, je l'ai passée dehors, là au bâtiment Hyper-Psaro qui se trouve près du centre médical Saint Luc [...] ».

Quant au jeune Fora, il affirme ouvertement s'être appuyé sur son intelligence pour bien entrer dans la rue. Il indique que son intelligence l'a conduit à se joindre au groupe de jeunes qui maîtrisaient mieux que lui le monde de la rue. Il l'explique en ces termes :

« Je regarde, on ne se soucie point de moi à la maison, je suis devenu comme si on m'avait abandonné comme ça ... Je suis parti, en ce moment là j'ai commencé à me déambuler au camp Lido [un camp militaire], Tii !, Tii ! [Interjection marquant un temps prolongé], l'intelligence m'est venue, je n'allais pas arriver en ville, non, mais ce sont seulement les amis que j'ai rencontrés sur la rue qui viennent chercher l'argent : Oh ! Allons en ville ! Tu peux arriver à un endroit, tu travailles comme ça, tu gagneras même un peu. Bon, nous sommes venus avec eux, j'ai transporté les histoires comme toujours ».

Et même quand il se plonge pleinement dans la vie de la rue, le jeune Fora affirme recourir toujours à son intelligence pour pouvoir survivre dans l'univers de non facilité qu'est la rue. Pour devenir laveur de véhicules, il étudie minutieusement ce que font les autres puis se hisse subrepticement dans leur groupe. Quand nous lisons son témoignage, nous découvrons dans sa manière de faire la combinaison de l'intelligence et de la ruse telle que définie par Laurent que cite Kienge Kienge (2005, 731). En effet, Laurent montre que dans langue *moissi* de Burkina Fasso, lorsqu'on se réfère à l'identité *peule*, la notion

de ruse renvoie à une valeur positive. Même lorsqu'elle frise l'évocation du vol, la ruse n'a pas à proprement parler de connotation négative. Donc, tout dépend de la manière dont l'acte est commis : acquérir quelque chose dignement c'est-à-dire par ruse est considéré comme un acte d'un individu très intelligent et socialement acceptable. Dans l'entendement de cet auteur, la ruse chemine facilement avec l'intelligence et parfois l'une peut passer pour l'autre et vice versa. L'extrait suivant montre comment le jeune Fora a mobilisé son intelligence pour pouvoir s'incruster parmi les « vieux » laveurs des véhicules souvent réputés être des sujets agressifs :

« Mais les amis eux, ne s'intéressaient pas à eux [aux laveurs], mais moi, parce que j'aimais me mettre là où ils étaient pour que je connaisse [le travail] ... que j'aie un certain intérêt. On restait avec eux, eux pouvaient travailler, arrivé 16h00 quand ils se fatiguent ; bon, alors moi aussi, je vais chez les taximen avec mon seau d'eau, je commence à faire comme ça : je travaille pour celui-ci, l'autre voit comment j'ai travaillé pour celui-là, il m'appelle et me dit : travaille pour moi ici, ainsi de suite. Au soir, un montant de 2.000 Fc en poche. Je dis : c'est bien comme ça, demain je ferai toujours comme ça. Le jour suivant, peut-être trop tôt, quand « les vieux » [les aînés laveurs] ne sont pas encore arrivés, traînant encore à la cité, les taxis du matin, je puise de l'eau, j'arrange les pneus. Vers 8h00 quand eux entrent en ville, je leur laisse leur terrain, je vais dans mes circuits. Je peux soit aller manger, laver les habits soit me laver. Vers 16h00, quand ils se fatiguent de travail, j'entre encore toujours là à côté des taximen ».

Dans les centres d'encadrement scolaire et professionnel, les jeunes qui y sont passés ont également usé de leur intelligence et c'est d'ailleurs celle-ci qui a fort influencé leur orientation professionnelle et partant, leur positionnement social aussi. Le jeune Tshisoul l'avoue clairement comme suit :

« Comme j'étudiais avec les petits, je me suis vite distingué ; j'étais très brillant. Je sortais toujours premier de classe [...] La 3<sup>e</sup> et dernière année j'allais le matin à la cité des jeunes faire la soudure et l'après-midi j'étais à Mangombo pour l'agriculture. Comme Dieu m'a donné de l'intelligence, j'ai obtenu à Mangombo mon brevet d'études professionnelles avec 61% et à la cité des jeunes j'ai réussi avec 59% ».

Même au-delà de la rue et du centre, l'intelligence a beaucoup soutenu plusieurs jeunes dans leur débrouille, dans toute leur vie. Il fallait de l'intelligence pour trouver un logement, pour trouver du travail, pour se marier, etc. Le jeune Tshisoul affirme encore que c'est grâce à son intelligence qu'il avait été *engagé* au centre comme enseignant :

« J'étais intelligent. Avant moi, on avait recruté un enseignant qui n'était pas à la hauteur de cette tâche. Il a dû abandonner. C'est ainsi qu'on a demandé au même enseignant démissionnaire de chercher parmi les anciens élèves celui qui pouvait être capable de bien transmettre de la connaissance aux autres. Le choix est tombé sur moi. On m'a téléphoné, on m'a proposé de venir travailler ici à Mangombo. J'ai dit qu'il n'y avait pas de problème ».

Nous avons précédemment soutenu que plusieurs ressources se coalisent et se renforcent mutuellement dans l'être ou l'agir du sujet. Il est effectivement constaté que dans plusieurs occurrences, l'intelligence seule ne suffit pas, elle est revigorée par d'autres potentialités dont la détermination du sujet.

### ***c) La détermination du sujet***

A plusieurs reprises, nous découvrons à travers le discours des jeunes de la rue de Lubumbashi que des situations et des faits délicats se sont érigés en obstacles sur leur parcours de vie et qu'il fallait de la détermination pour soit y faire face soit les contourner et ceci depuis leurs familles, dans la rue, dans le centre et même après la rue et le centre. Parlant du jeune Fora, nous avons ci-dessus démontré comment celui-ci a su faire travailler son intelligence pour arriver à s'infiltrer dans l'équipe des vieux laveurs de véhicules. L'extrait qui va suivre va attester que la force physique qu'il pouvait avoir ainsi que son intelligence n'étaient pas suffisants pour pouvoir enclencher une action audacieuse ; en plus de ces deux ressources, il fallait de la détermination comme il l'explique en ces termes :

« Mes amis pouvaient aller mendier, je reste seul dans le secteur. Je dis : Non ! Aujourd'hui, que ça monte que ça descende, je dois laver les véhicules chez les « vieux ».

La détermination était également mobilisée à l'entrée du jeune dans le monde de la rue. Des illustrations foisonnent dans notre matériau empirique. Au point relatif à ce que nous avons nommé *bifurcation personnelle*, nous avons prouvé combien l'engagement - ou mieux - la détermination personnelle des jeunes devait être assez remarquable pour bifurquer de la famille à la rue. Cette détermination se lisait dans plusieurs extraits dialogiques à travers lesquels affleurerait très remarquablement le pronom personnel « je » qui marquait combien grande était la détermination du sujet. Des expressions telles que « J'ai décidé de partir », « Je peux partir même seul », « Je suis un homme, je réussirai toujours » et bien d'autres en ont été une preuve convaincante. Et même pour résister dans l'institution d'encadrement, les jeunes devaient faire preuve de détermination. Bon nombre d'entre eux ont fui le centre pour regagner la rue comme nous le confirment les jeunes Tshisoul et Kaby :

-Jeune Tshisoul : « Et puis, je dois vous dire que lorsqu'on nous a amenés à Bakanja centre, ce n'est pas tout le monde qui a su tenir. Plusieurs jeunes ont fui l'internat. La vie dans la rue c'est aussi une question d'habitude. Il y a des jeunes qui sont habitués à avoir de l'argent à tout moment, ils sont habitués aussi à fumer du chanvre. Alors la vie de l'internat n'est pas facile pour eux. Il n'y a pas d'argent au centre (à l'internat). Et puis toi, tu n'as jamais étudié mais on te prend, on te dit : « mets-toi et étudie ». Tu n'as jamais expérimenté la vie chrétienne, la vie de la prière... Tu venais et tu te jetais simplement au lit, c'est tout. Mais voilà, à l'internat, on t'impose en te disant que tu dois toujours prier avant de dormir. On te donne une autre éducation. Vous voyez que ce n'est pas facile de s'adapter».

-Jeune Kaby : « J'ai failli fuir aussi comme les autres, mais je suis quand même resté. Aujourd'hui, je me suis bien intégré».

En guise de conclusion à ce point, nous retenons qu'à l'instar de la force physique et de l'intelligence, la détermination est une ressource très présente dans la vie de nombreux jeunes de la rue. A en croire certains postulats à caractère psychologique du sens commun, ces trois potentialités [la force physique, l'intelligence et la détermination] seraient largement innées ; elles peuvent provenir des géniteurs. Nous allons à présent tenter d'examiner

une ressource individuelle acquise mais [non de moindre] dans la vie des jeunes de la rue : la formation scolaire et professionnelle.

#### ***d) La formation scolaire et professionnelle***

Le point se rapportant au statut social actuel de nombreux anciens jeunes de la rue que nous examinons plus loin, atteste que la plupart d'ex-jeunes de la rue font, pour leur survie, le « tous travaux » et ce, nonobstant la formation professionnelle reçue dans les centres. Par ailleurs force a été pour nous de constater que dans bien des circonstances, les jeunes qui ont bénéficié d'une formation professionnelle ont plus d'atouts, plus d'ouvertures que ceux qui n'ont reçu aucune bribe de formation. On a également remarqué que certaines offres d'emplois mettent explicitement en exergue le profil professionnel voulu, par exemple, on stipule ouvertement : offre d'emploi pour les soudeurs, pour les maçons, pour les mécaniciens, etc. Dans sa vie post-rue et post-centre, le jeune Lukaprof, soudeur-plombier de formation, souligne : « Nous entendons souvent les gens ou les amis dire : Il y a un Blanc qui cherche les plombiers ; « Telle entreprise a besoin de plombiers, ainsi de suite ». Face aux offres d'emploi pareilles, il n'y a pas de discussion : les personnes ne répondant pas au profil recherché sont d'office éliminées et celles qui y répondent partent favorites.

A cause des difficultés de la vie et pour escamoter le problème de profil (professionnel) limité à certaines catégories professionnelles, plusieurs jeunes congolais excellent dans le savoir faire pratique ; ils se comportent en acteurs-«touche-à-tout» prêts à exercer n'importe quel métier qui se présente : maçon, soudeur, charpentier, plombier, menuisier ... évidemment, ils s'y prennent comme ils le peuvent. L'occasion fait le larron, dit-on. C'est la raison pour laquelle la formation professionnelle reçue ne consacre pas l'orientation professionnelle dans la vie active. Beaucoup de jeunes formés dans tel ou tel domaine professionnel se retrouvent parfois plongés dans d'autres activités qui n'ont aucun rapport avec la formation reçue. C'est le cas du jeune Patou que nous avons rencontré lors d'une réunion mensuelle des anciens pensionnaires



de la maison Mangombo (novembre 2007) qui fait le conducteur de véhicule des transports en commun bien qu'il ait été formé à Mangombo comme maçon. D'autres jeunes encore plus lucides profitent de leur passage dans le centre d'encadrement pour cumuler les formations professionnelles. C'est le cas de deux enquêtés qui nous ont déclaré ceci :

-Jeune Tshisoul : « Alors j'ai commencé le cumul de formation. A Mangombo on me formait en agriculture tandis qu'à la cité des jeunes, je faisais la soudure ».

-Jeune Lukaprof : « J'ai quitté l'agriculture et (je) suis entré en soudure parce que je voulais quand je suis en soudure, comme le soir on allait travailler au jardin, et déjà l'agriculture je pouvais la connaître en même temps et puis je connais aussi la soudure ».

Avec la stratégie de cumul des fonctions, le jeune ou l'ex-jeune de la rue confortait encore davantage son atout à l'embauche ou à la débrouillardise et la ressource de formation professionnelle devenait alors beaucoup plus importante. Ce que nous pouvons aussi souligner par rapport à cette ressource, c'est le fait que les jeunes qui n'ont pas cette potentialité éprouvent d'énormes difficultés. Leurs chances à l'embauche sont limitées. Avec peine, le jeune Fora non formé dans un centre évoque ses propres limites dues au manque de formation dans cet extrait :

« Tout travail, tout alors qui se présentera, je peux le faire. Sauf que, le travail de bureau, non ! Mais tous les restes, je peux les exercer. Mais, il ne faut pas regretter pour l'écrit ... parce que les noms, je sais les écrire, je sais écrire, la faute c'est ... les « apan » [prononciation du jeune qui voulait dire accents] et les choses comme ça ... c'est ce qui peut me compliquer là ».

Toutes ces différentes ressources que nous venons de commenter peuvent être mobilisées tant par les garçons que par les filles. Mais il est une ressource qui se révèle être l'apanage des filles, c'est la beauté physique.

#### ***e) La beauté physique***

Nous avons relevé cette ressource (la beauté physique) dans l'expérience de la fille Monika narrée par la sœur Dano, responsable d'un

centre d'accueil des filles en situation de rue. Cette sœur affirme avoir beaucoup fait pour essayer d'aider la fille : l'a reçue au centre, l'a encadrée et l'a accompagnée dans sa sortie de la rue par la voie du mariage avec un policier. Aux dires de la sœur Dano (la narratrice), le jeune policier a été sérieusement marqué par la beauté de la fille. Il ne pouvait pas comprendre comment une fille si jolie pouvait se retrouver sur la rue. Il a saisi cette opportunité en demandant carrément la main de la fille. La sœur Dano dresse le portrait de la fille Monika comme suit :

« C'est une fille très jolie et en même temps aussi, elle sait bien s'arranger et tout. Vraiment même dans l'habillement, l'argent qu'elle pouvait avoir, elle n'était pas distinguée des autres filles de la société. En la voyant comme ça, tu ne peux même pas dire qu'elle est une fille de la rue parce qu'elle s'habillait bien ; elle était propre avec des mèches et tout. Alors ... malheureusement là, il n'y a pas de photo. Si un autre jour vous passez, vous pouvez la voir, même sur la photo, c'est comme si elle était une des éducatrices dans un centre. Elle était bien habillée et tout. Et là, elle a rencontré un jeune policier la nuit qui était vraiment malheureux [touché] de voir qu'une belle fille comme ça ... comment est-ce qu'elle pouvait rester dans la rue ? Alors lui aussi, il a aimé la fille ».

Certainement là, nous trouvons que la beauté de la fille Monika a été une ressource déterminante dans sa sortie de la rue. La beauté physique est pour nous une ressource individuelle parce qu'elle n'est pas à la portée de toute personne. Après l'examen des ressources inhérentes à la personne du sujet (le jeune de la rue), nous allons cette fois-ci passer à l'abord analytique des types de ressources externes à la personne du sujet : les ressources relationnelles et les ressources symboliques.

### **III.1.5.2. Les ressources relationnelles**

Quand Kienge Kienge (2005) traite de la question des ressources relationnelles, il focalise son attention sur les différentes formes d'interactions c'est-à-dire les différents rapports de pouvoir que développent les acteurs lors du contrôle des situations-problèmes impliquant les jeunes de Kinshasa.

Pour ce qui nous concerne, lorsque nous parlons de ressources relationnelles, nous entendons le réseau des relations développées par un individu dont il se sert pour gérer certaines situations qui se présentent à lui. Notre conception rejoint celle de Akoun et Ansart (1999, 60) qui indiquent que le capital social est une forme de capital liée à la possession durable d'un réseau de relations ou à l'appartenance à un groupe stable que l'individu peut mobiliser dans ses stratégies. Reprenant Bourdieu (1980), ces deux auteurs soulignent que ce capital est variable en volume et en potentialités selon les relations concernées. Le volume du capital social que possède un agent particulier dépend de l'étendue des liaisons qu'il peut effectivement mobiliser et du volume de capital (économique, culturel ou symbolique) possédé en propre par chacun de ceux auxquels il est lié. Nous distinguons trois sortes de ressources relationnelles que notre matériau empirique a fait émerger : le repère familial, le *capital social* et les conseils. Nous remarquons que tous les jeunes de la rue évoluant à Lubumbashi n'ont pas de repères familiaux clairs et vérifiables. Alors ceux qui en ont semblent avoir un atout supplémentaire par rapport à ceux qui n'en ont pas.

#### **a) Le repère familial**

Pour embaucher le jeune Fora dans un restaurant populaire, les enfants de la propriétaire qui l'ont reçu, ont d'abord cherché à débusquer ses repères familiaux avant de le présenter chez leur mère. Ils ont questionné l'entourage et le jeune lui-même pour s'enquérir de sa situation familiale. Fora relate cela dans cet extrait :

« Le matin, ils m'ont dit : Non, mon cher ami, maintenant toi, c'est comment ? Chez toi, on t'a chassé ? J'ai dit : oui, on m'a chassé de la maison. Maintenant quelle est ta solution ? J'ai dit : ma solution, je ne sais où aller. Donc, ici je ne sais ce que je puis faire, je reste comme ça ; je ne sais ce que je puis faire. Chez toi c'est où ? J'ai dit : à la Gécamines. Papa est là ? J'ai dit : tous sont là [...] Ils m'ont amené chez leur mère. Non, maman, cet enfant a dit ceci : on l'a fait souffrir à la maison. Donc, ici, il ne sait où aller. Comme tu cherches quelqu'un pour nous aider, pour puiser de l'eau pour nous au restaurant et d'autres histoires, tu peux le mettre lui là-bas, comme il n'est pas habitué ici [au centre

ville], il craint les vagabonds ». J'ai dit : ça va. Je suis resté là avec elle, c'est vrai, cette maman m'a donné toute sa confiance ».

Avant même d'être engagé dans ce restaurant, le jeune Fora avait auparavant subi le même type d'interrogatoire de la part de monsieur John, propriétaire d'un kiosque qui l'avait pris comme vendeur-porteur des marchandises dans son kiosque. Fora l'explique comme suit :

« Un moment comme ça, moi-même, en venant avec les amis, j'ai trouvé du boulot chez une personne qui était sur l'avenue Maniema [...] le soir, je vais à son kiosque. S'il ferme son kiosque, je transporte les histoires Tii ! [Interjection marquant le temps] J'amène jusque chez lui à la maison sur Maniema [avenue] là, après les arrêts [parkings] de ... si c'est ici à Mazout [nom de l'arrêt de bus] là du côté si c'est de Tabora [avenue]. J'amène pour lui, je transporte pour lui si c'est trois jours, parce là au kiosque où il vendait, il y avait certaines gens qui me connaissaient. Alors ils lui ont dit mon cas : Non, cet enfant, ceci et cela. Son père est là ? Oui, il est là. Vous connaissez sa mère ? Vous connaissez chez eux ? Oui. Bon, ça va. Le matin, je vais encore chez lui, pour transporter les histoires à la maison, alors il me dit : Petit, je t'aime beaucoup, j'aime rester avec toi. Maintenant ... donc, tu vas commencer à transporter les choses à vendre, tu me les laisses là [au kiosque] ; le soir tu viens encore, tu les retournes. Bon, nous verrons comment faire [traiter] moi et toi. Et moi, je n'ai pas refusé ».

A bien voir les choses au regard des extraits qui précèdent, nous trouvons que si les repères familiaux de Fora n'avaient pas été établis ne fut-ce que partiellement, son embauchage serait hypothétique, et dans le kiosque et dans le restaurant. Il a été pris au travail parce que des informations ont été livrées sur sa famille. A sa place, un autre jeune sans repère familial à Lubumbashi serait sans doute refoulé. Sans doute les repères familiaux de Fora ont servi de ressource pour son embauche.

Notre enquête a aussi révélé que parfois derrière l'indentification des jeunes se cachent certaines antivaleurs liées au tribalisme. Sur le terrain nous avons vécu un fait assez insolite lié au tribalisme. Nous sommes le 14 mai 2008 aux environs de onze heures, nous nous trouvons à Bakanja/ville (notre poste d'observation et de contact avec les jeunes de la rue) quand soudain entre

dans l'enceinte dudit centre un jeune de la rue complètement défiguré. A la question de l'encadreur social (du centre) de savoir ce qui lui est arrivé, le jeune répond : « *Ni ba Luba ndjo bana ni pika* » c'est-à-dire « ce sont les « Luba » [les nouveaux venus des régions voisines] qui m'ont battu ». Vrai ou faux, personne n'a vérifié cela. Cherchant à en savoir un peu plus, l'assistant social (notre guide de terrain) nous confirme la réalité des faits. Il ajoute et nous dit que ce conflit tribal risque de prendre une allure beaucoup plus inquiétante parce qu'il est attisé par les vendeuses du marché Mzee Kabila lesquelles, avant d'offrir un quelconque travail (balayage ou port des marchandises) à un jeune de la rue, lui parlent d'abord en langue maternelle. Si le jeune s'y prend mal, il perd cette opportunité au profit de celui qui s'exprimera correctement en cette langue, une façon, nous a-t-on confié, de soutenir *les siens* c'est-à-dire les frères de l'ethnie d'origine. Kabuya (2007, 55) souligne que le lien ethnique reste un important repère du comportement des Congolais. Les esprits rationnels, pensons-nous, peuvent se demander jusqu'où le tribalisme pourrait amener les congolais s'il atteint même le monde de la rue.

Lorsque le réseau relationnel dépasse le cadre familial, nous débouchons sur ce que Dortier (2004) appelle le « capital social » d'un individu, une deuxième ressource relationnelle que nous allons analyser.

### ***b) Le capital social***

D'après le dictionnaire des sciences humaines (Dortier : 2004, 69), le capital social d'un individu désigne ce qu'on appelle couramment « relations sociales ». Dans cette optique, « Avoir des relations sociales », c'est donc pouvoir mobiliser un réseau d'amis, de parents, de collègues ou des voisins connus, en cas de besoin. Dans un sens plus général, le capital social renvoie aux réseaux de relations (publiques ou privées) qu'entretiennent les personnes. Ces relations sont un « capital » car elles peuvent être mobilisées pour obtenir un soutien : disposer d'une aide, bénéficier d'une assistance, trouver du boulot, un logement, etc., Par rapport à notre champ d'investigation, nombreux sont, nous le voyons, les jeunes de Lubumbashi qui ont largement mobilisé le capital social dans leur cheminement biographique, qui pour obtenir une largesse, qui

pour se tirer d'un pétrin, qui pour se trouver un emploi, ainsi de suite. Le jeune Fora fait recours aux cambistes [les vendeurs privés de la monnaie] de qui il obtient un prêt de 10.000 Fc pour régler son compte (un conflit) avec d'autres jeunes qui l'avaient tabassé dans un bar. Le jeune Kaby, quant à lui, reconnaît le poids du capital social en matière de travail lorsqu'il affirme laconiquement : « Ce sont les relations qui nous permettent de trouver de petits boulots ». Ces relations constituent un grand réseau de solidarité et d'entraide mutuelle. Lorsque le jeune Lukaprof (employé dans une entreprise industrielle chinoise) trouve un autre boulot, il ira chercher un de ses amis pour le remplacer dans l'entreprise. Chose très rare ; Il le dit dans cet extrait :

« C'est moi le président de l'Osac (organe de suivi des anciens du centre artisanal Mangombo), c'est moi le président. J'ai regardé, j'ai dit : « Non, je rentre à Mangombo, il peut y avoir espoir d'être engagé ». Je suis rentré, j'ai pris un ancien de Don Bosco [nom d'une école professionnelle] que j'ai formé, il s'appelait Chola et je l'ai amené à cette entreprise, et jusque maintenant où l'on parle, il travaille et sa vie a déjà changé. Il travaille dans cette entreprise ».

Ce qu'il faudra également noter c'est que le réseau relationnel n'est pas une ressource toujours bienfaisante, il y a des circonstances où celle-ci peut conduire à des situations ennuyeuses. Le jeune Fora rencontre une maman (une connaissance) qui lui propose un boulot dont le dénouement lui sera fatal (mise au cachot). Il le dit dans cet extrait :

« Elle nous a appelés : Oh ! Les enfants, venez me sortir cet objet en fer qui est ici, je vais vous payer. C'est vrai, nous avons commencé à l'aider. Nous croyions que c'était elle la propriétaire de cet endroit ; on a commencé à l'aider pour sortir ce fer en cuivre. Un instant, les agents de l'ANER [service de renseignement] nous ont apparus : Eh ! Vous, c'est comme ça ! Qui vous a envoyé ici ? J'ai dit : Non, la propriétaire du fer c'est la maman là-bas, c'est elle qui a dit de le lui enlever. Là sur place, ils ont dit : « arrêtez-les ». On nous a arrêtés, nous étions au nombre de trois. Tii ! On est venu nous laisser à la BSRS [bureau de la police] ... Nous avons fait si c'est une semaine, nous étions toujours au cachot, cinq jours là au cachot ».

Le troisième et dernier type de ressources relationnelles est constitué des conseils.

### c) *Les conseils*

D'après Kienge Kienge (2005, 734) le conseil fait référence à un dispositif composé d'avis et de recommandations destinés à orienter ou à guider un acteur dans son comportement, pour son cas d'espèce, dans le processus de contrôle des situations-problèmes impliquant les jeunes de la rue à Kinshasa. Pour élargir l'acception de Kienge Kienge, nous trouvons que les conseils ne sont pas donnés au hasard ; derrière eux, il y a une visée. Pour notre cas d'espèce (notre objet d'étude), nous découvrons que les conseils sont donnés aux jeunes pour leur permettre de sortir favorablement du monde de la rue où leur être et leur devenir sont dangereusement exposés à la dérive. Le donneur *des conseils* considère ceux-ci comme une précieuse ressource ; c'est avec le souci d'aider le jeune qu'il s'emploiera à lui prodiguer des conseils. Toutefois le résultat qui en découle dépendra de la manière dont le *conseillé* (le destinataire du conseil) recevra et appliquera ces conseils. Cette mise au point s'avère importante parce que beaucoup de nos enquêtés ont reçu et reçoivent encore des conseils mais rares sont ceux qui les mettent en pratique. Dans les lignes qui suivent, nous allons essentiellement évoquer les cas des conseils qui ont amené certains jeunes à bifurquer de façon ascendante (bénéfique) dans leur vie.

La sœur Dano, éducatrice des filles nous a fait savoir que dans son centre, elle prenait son temps pour prodiguer des conseils aux filles sur la gestion de la vie en général et de la vie sexuelle en particulier. Elle l'affirme comme suit :

« Bon, parce que dans la maison déjà, à partir de l'éducation à la vie, nous parlons beaucoup de ça, parce que ce sont des filles qui ont déjà fait l'expérience des relations intimes et tout, mais ... bon, nous essayons un peu de voir avec elles comment gérer ça. Oui, surtout avec celles qui sont [âgées] à partir de 12 ans. Là nous disons les choses telles qu'elles sont, peut-être avec les plus petites, on essaie un peu de voiler et tout mais avec les grandes, on parle vraiment sérieusement ».

A voir les résultats obtenus sur certains cas (les sorties effectives de la rue), nous trouvons que les conseils constituent une importante ressource. Le

cas de la fille Tshibo (une fille qui était venue de Kamina) dont parle la sœur Dano avec beaucoup de satisfaction dans l'extrait suivant en est, parmi tant d'autres, une preuve éloquente d'une sortie de la rue réussie. Écoutons la sœur :

« Mais ce qui est formidable c'est de voir que les parents, les grands-parents l'ont accueillie, acceptée telle quelle [...] Et elle de son côté, jusqu'à présent, elle a tellement confiance en nous, même s'il y a quelque chose. Il y a des moments où la grand-mère n'est même pas au courant de certaines situations mais elle nous téléphone, elle nous dit : « Moi, il y a ceci et tout ». Et nous à partir du téléphone, nous essayons un peu de lui donner encore des conseils. Et si nous, nous sentons que ça nous demande beaucoup de temps, alors dans ce cas-là, il y a une autre sœur à Kamina qui essaie un peu d'aller souvent, oui, continuer le suivi, parler avec elle et tout. Et je pense que ... comme il y a aussi la collaboration avec les sœurs de-là, ça fait que c'est une réussite ».

La même ressource de *conseil* a produit une bifurcation (une sortie) ascendante dans la vie de la fille Monika (une autre fille) dont on a déjà parlé. La sœur Dano qui a suivi son encadrement au centre, affirme avoir saisi certaines circonstances jugées favorables pour lui prodiguer des sages conseils :

« Ce qui l'avait beaucoup encouragée de se marier comme ça, c'est parce qu'il y avait aussi une éducatrice qui a fait le mariage religieux. Et elle avait trouvé que c'était bien de se maîtriser pour qu'elle aille aussi chez elle. Alors, à partir de cette circonstance-là, nous avons aussi profité pour parler en profondeur avec elle. Disant que c'est beau, par exemple si tu vas chez toi, tu es avec ton mari et tout, au lieu de rester comme ça dans la rue. Nous avons essayé un peu de la sensibiliser davantage et de voir aussi combien il y a aussi les maladies [sexuelles]... et surtout aussi que quand elle venait d'arriver au centre, elle était atteinte des maladies sexuellement transmissibles et tout. Et pendant ce temps, il fallait aussi parler avec elle et maintenant, bon, Dieu merci ! Elle est chez elle avec son mari. Et là, ce qui est très beau avec le jeune policier, il n'a pas dit à sa famille qu'elle était dans la rue. C'est-à-dire le garçon l'aime telle qu'elle est, telle qu'elle était ».



Au sujet toujours du cas de la fille Monika, même dans d'autres pourparlers qui ont précédé son mariage avec le policier, la sœur Dano reconnaît avoir donné beaucoup de conseils à la fille et au policier (le prétendant). Voici ce que dit la sœur à ce sujet :

« Et un jour en allant comme ça avec elle au marché, on a rencontré le monsieur [le policier]. Eh ! Bon, nous nous sommes présentées comme étant les grandes sœurs. Mais là, on a essayé un peu de parler pour voir si c'est sérieux. On a senti que vraiment chez le jeune policier c'était sérieux parce que nous lui avons dit que « Oui ! » pour certaines gens, quand tu rencontres la fille comme ça, bon, peut-être il y a des moments où tu te dis : Bon, je peux la prendre coucher avec et tout, et après tu l'abandonnes. Mais pour lui, ce n'était pas ça. Alors là, on a parlé avec la fille, on l'a encouragée ; on lui a dit : Bon, au cas où il trouve que lui, il peut te prendre en mariage et dans ce cas-là, il faut que vous alliez dans la famille. Et là, nous avons négocié avec la tante pour que la tante l'accueille en famille. Et la tante a dit : « Bon », qu'elle pouvait venir avec son fiancé [...] C'est là où il a prédoté puis, il a doté et il a tout fait. Et maintenant, bon, ils vivent ensemble ».

On notera également qu'il n'y a pas que les filles qui ont reçu des conseils, les garçons aussi, comme l'ont déclaré dans les extraits ci-dessous les jeunes Tshisoul et Kaby qui ont su résister à la tentation de fuir le centre Mangombo au profit de la rue, grâce aux conseils qui leur ont été donnés :

- Le jeune Tshisoul : « Mais, grâce aux conseils des frères [les salésiens] et les gens du bureau social [les assistants sociaux], c'est par là que je me suis maîtrisé ; je suis arrivé aussi au niveau de m'adapter à l'internat. J'ai fait mes études et j'ai bien terminé ».

-Le jeune Kaby : « A Bakanja/centre je ne voulais pas étudier car je n'avais jamais fréquenté l'école. Mes amis et le prêtre m'ont conseillé d'étudier ».

Nous préférons clore notre propos sur ce point consacré aux ressources mobilisées par les jeunes de la rue à Lubumbashi en relevant le fait qu'ayant été analysées distinctement, ces ressources ont plutôt des liens ; elles s'entrecroisent dans leur mobilisation par les acteurs. Cela ressort très nettement dans plusieurs extraits entretiens ci-dessus commentés.

Après cette couverture théorique des ressources individuelles et relationnelles, que pouvons-nous savoir de ce que nous considérons comme *ressources symboliques* ?

### **III.1.5.3. Les ressources symboliques**

Ces ressources sont dites symboliques parce qu'elles n'ont pas de consistance en soi mais elles recèlent une valeur intrinsèque et un sens susceptibles de soutenir le sujet dans son être et dans son agir. Dans certains de leurs aspects, elles relèvent de l'invocation. Deux ressources dites symboliques retiennent notre attention : Dieu (l'être suprême) et l'heureux hasard.

#### **a) La ressource « Dieu »**

Face à certaines situations dont il n'a pas de contrôle total et parfait, le sujet s'en remet souvent à Dieu en tant que puissance qui transcende la capacité humaine et devant qui rien ne serait impossible. Kienge Kienge (2005, 735) soutient que certaines situations que les individus vivent sont attribuées à l'action de Dieu qui agit ou peut agir dans le présent et dans le futur. Aussi est-il invoqué comme une des ressources disponibles de contrôle de certaines situations. En ce qui concerne les jeunes de la rue, le même auteur fait remarquer que ceux-ci comptent aussi sur le concours de Dieu pour la réalisation de leurs différents projets de la vie, même si leur pratique religieuse revêt une certaine particularité.

Lorsque nous analysons notre matériau empirique, nous nous rendons vite compte que la ressource « Dieu » est dans la tête et sur les lèvres de plusieurs jeunes de la rue de Lubumbashi. Ils reconnaissent et déclarent que c'est Dieu qui les fait résister dans le monde de la rue, qui les y fait survivre, qui les protège contre d'innombrables dangers et qui de surcroît soutient leur avenir. A ce propos le jeune Fora donne le ton en ces termes :

« C'est Dieu qui nous gardait toujours comme il n'abandonne pas les siens ... Donc, j'étais comme quelqu'un ... Dans mon parcours, il n'y avait pas beaucoup d'échecs. Dieu me sortait de beaucoup de problèmes très difficiles ».

Quand les choses ne semblaient plus marcher, le jeune Tshisoul déclare : « je commençais à prier Dieu ». De son côté le jeune Kaby trouve en Dieu le secret de sa réussite (sa bonne sortie de la rue) quand il dit : « Le grand problème c'est prier aussi Dieu ». Après deux nuits passées à la belle étoile, lorsqu'il trouve l'endroit où il pouvait dormir en sécurité, le jeune Lwambo venu de la province du Kasai attribue cette aubaine à Dieu comme il l'exprime en ces mots : « Dieu m'a aidé, j'ai eu de l'intelligence et suis parti là, à la maison Bakanja ». Et comme il rêve aussi un jour avoir un bon travail, c'est toujours en Dieu qu'il espère : « Dieu nous aidera, nous trouverons aussi [du bon boulot] ».

Une analyse encore beaucoup plus fouillée de notre matériau empirique semble révéler que le penchant trop prononcé envers Dieu qui se lit dans le discours de bien de nos enquêtés serait imputable aux nombreux et fréquents contacts que les acteurs religieux entretiennent avec eux dans la rue comme dans les centres. Cette hypothèse peut être attestée par les propos suivants du jeune Kaby :

« On nous apprend ici à Mangombo à savoir pardonner, à aimer tout le monde, même ceux qui nous ont fait du mal ».

Un autre regard critique permet également de constater que parfois là où les jeunes de la rue parlent de « Dieu », il peut simplement s'agir d'une autre ressource que nous nommons un « heureux hasard ».

#### ***b) Un « heureux hasard »***

L'« heureux hasard » est une opportunité bienfaisante qui s'offre gratuitement au sujet. Contrairement à la ressource Dieu qui fait l'objet d'une invocation de la part de l'acteur [donc son intention intervient], le bénéficiaire de l'*heureux hasard* ne s'y attend pas, il est simplement surpris de voir que la situation lui est favorable et en profite. Sa volonté et son effort ne commandent

pas l'action ou la situation. Cette ressource peut aussi être exprimée en termes de *chance*.

Au cinquième jour de leur placement au cachot, le jeune Fora et ses amis sont surpris de voir les officiers supérieurs de la police venir inspecter leur cachot. De façon fortuite les *visiteurs* cherchent à s'enquérir de la situation des personnes placées là-bas. Ils cherchent particulièrement à savoir comment ces jeunes gens pouvaient se retrouver au cachot. Après un bref échange avec les jeunes, les inspecteurs de la police ordonnent leur libération immédiate et inconditionnelle. Chose qui ne peut arriver à tout le monde. Le jeune Fora relate cet *heureux hasard* comme suit :

« ... Il s'est passé si c'est cinq jours, alors leurs chefs hiérarchiques sont venus contrôler le dossier de chaque personne. Alors ils nous ont appelés demandant à chaque personne : Qu'est-ce tu as fait ? On t'a arrêté pour quel motif ? Notre tour est arrivé, alors ils ont demandé à notre ami, ils m'ont aussi demandé et j'ai dit comment nous sommes arrivés : Non, c'est une maman qui nous a appelés pour qu'on l'aide au travail. En l'aidant, on nous dira que nous voulions voler cet objet pour l'amener si c'est où, alors c'est ainsi qu'on nous a tous arrêtés. Ils ont dit : Cette maman est où ? Nous avons pointé la maman : c'est celle qui est là. C'est vrai, ils ont dit : comme ces enfants n'ont pas de faute, vous pouvez les libérer. Qu'ils partent. C'est vrai, ils nous ont libérés ».

Nous avons précédemment souligné, à plusieurs reprises d'ailleurs, que le monde de la rue se caractérise grandement par la pluralité d'impondérables qu'elle offre aux jeunes qui y vivent en permanence. La survie et l'évolution des jeunes dans cet univers sont très aléatoires. Dans cette survie trop incertaine, la ressource dite « heureux hasard » s'offre souvent aux jeunes dans plusieurs circonstances. Lorsque nous examinons ci-dessus les différents types de bifurcations, nous avons montré, par exemple, que la rencontre d'un bienfaiteur par le jeune relevait le plus souvent du pur hasard et plusieurs jeunes en ont témoigné. Même au-delà de la rue l'heureux hasard a soutenu les jeunes dans plusieurs situations.

### III.1.6. L'expérience institutionnelle

La catégorisation de différents groupes des jeunes en situation de rue met en évidence une catégorie des jeunes dits *institutionnalisés* que Lucchini (1996, 63) présente comme des jeunes pris en charge dans un programme d'assistance sociale, scolaire et professionnelle. Rappelons également que notre investigation de terrain a mis en exergue deux axes suivis par les jeunes de Lubumbashi dans leurs processus de sortie de la rue : l'axe institutionnel et l'axe non institutionnel. La réflexion que nous développons dans cette partie se rapporte au premier axe (institutionnel), celui des jeunes qui sortent de la rue via un centre (ou une structure) au sein duquel un encadrement scolaire et professionnel leur est assuré. Cet encadrement fait que le passage institutionnel devient une ressource supplémentaire au bénéfice des jeunes encadrés.

L'expérience institutionnelle est une étape transitionnelle dans le cheminement de vie de ces jeunes. Nous voulons avant toute chose insister sur le fait que tous les jeunes ne sortent pas de la rue par la voie institutionnelle. Toutefois bon nombre d'anciens jeunes de la rue interrogés ont reconnu avoir eu une expérience institutionnelle – même épisodique – dans leur parcours de vie. Établissant les typologies d'expériences de rue des jeunes de Montréal, Bellot (2005,85) met en évidence une expérience dite transitionnelle et souligne que la transition a un double enjeu : soit elle devient le socle d'une bifurcation (ou une sortie) ascendante soit encore elle produit ce que Kokoreff (2003, 203) nomme « une trajectoire récurrente » c'est-à-dire un itinéraire qui n'apporte aucun changement qualitatif dans la vie du jeune parce que les épreuves qu'il connaît ne font que se répéter et son sort ne s'améliore guère. Nos commentaires sur la ressource « formation scolaire et professionnelle » coulés au précédent point montrent que les deux alternatives transitionnelles ici évoquées sont réelles dans l'expérience des jeunes de Lubumbashi : d'une part le passage institutionnel a su renforcer la capacité des jeunes à sortir favorablement de la rue en leur apprenant un métier pour leur survie et pour leur stabilité (individuelle et sociale) et d'autre part la formation reçue s'est révélée être presque une peine perdue, car un tout autre métier est vite venu supplanter celui appris au centre. Mais, de manière évaluative, on retiendra que

le passage institutionnel représente, dans bien des cas, un puissant ressort de sortie bénéfique de la rue.

Les lignes qui suivent se consacrent à l'analyse de certains aspects de cette expérience institutionnelle que nos enquêtés (les jeunes et ex-jeunes de la rue) ont relevé dans leurs récits. Nos commentaires basés largement sur notre matériau empirique vont s'articuler autour des points ci-après : 1) l'entrée (les premiers moments) dans l'institution ; 2) l'organisation des activités dans le centre ; 3) Le manger dans le centre ; 4) la formation scolaire et professionnelle et 5) la sortie de l'institution.

#### **III.1.6.1. L'entrée dans le centre**

Le passage de la rue à l'institution des jeunes de Lubumbashi se réalise de deux manières : sur l'initiative du jeune et par l'influence (négociée ou forcée) d'une tierce personne. Au regard des données dont nous disposons, le deuxième mode de passage à la rue est le plus courant. Plusieurs jeunes interrogés ont affirmé être passés de la rue à un centre d'encadrement sous l'instigation d'une tierce personne. Le contenu du point relatif aux différentes formes de bifurcations (ci-dessus présentées) est suffisamment éclairant à ce sujet. Ce que nous cherchons à clarifier, c'est la manière dont les jeunes dits institutionnalisés vivent les premiers moments dans les centres d'encadrement scolaire et professionnel. Le jeune Kaby résume ses premiers moments au centre Mangombo comme suit : « Le début a été pénible [...] ». Plus loin, il affirme qu'il avait été tenté de fuir comme les autres. Le point qui traite de l'organisation des activités au centre nous révélera comment cela était pénible et pourquoi ce jeune a fallu fuir comme les autres. Force est donc de constater que le parcours de vie des jeunes de la rue est, dans presque toutes ses étapes, parsemé d'obstacles. Nous venons de le démontrer, la mobilisation des ressources accompagne le jeune de bout en bout.

Pour se faire une idée assez claire sur les premiers moments des jeunes de la rue dans un centre, nous recourons à l'expérience du jeune

Lukaprof qui indique que son adaptation n'avait pas du tout été facile. Il le dit dans cet extrait :

« Ah ! Bon, le problème de l'adaptation... La vie de l'internat est aussi difficile parce que comme je suis sorti d'une autre vie, pour s'adapter à cette vie, c'était comme des choses étranges pour moi. Il fallait que l'on commence à m'enseigner toutes les choses. Moi, j'avais toujours cette envie de fuir. Il peut y avoir un problème, peut-être tu remarques les choses à manger ... comme toi tu mangeais là-bas [dans la rue] en désordre, tu choques, tu trouves de l'argent et tu manges tout le temps mais, on te dit d'attendre 12H00. Ça me faisait souffrir, on te fait attendre le soir... et des travaux à faire aussi, ça me faisait souffrir. Et puis, j'aimais beaucoup fumer, maintenant si on t'attrape en train de fumer c'est un problème, on te gronde. Ça me tentait toujours de fuir, de faire [je ne sais] quoi ... c'est que c'était une vie très difficile pour que je m'adapte ».

Ce point de vue émis par le jeune Lukaprof est également partagé par les jeunes Kaby, Tshisoul [nos enquêtés] et par bien d'autres qui ont connu l'expérience institutionnelle. Nous pouvons donc multiplier le nombre d'interlocuteurs, nous verrons que les avis avancés convergent vers le même constat : l'adaptation d'un jeune tiré de la rue dans un centre d'encadrement fermé est problématique. Les jeunes institutionnalisés avouent avoir beaucoup enduré pour pouvoir résister à la tentation de fuite. L'ampleur de difficultés auxquelles ces jeunes font face dans la rue comme dans les institutions devrait, à notre avis, inciter plusieurs observateurs à valoriser leur personne au lieu de la disqualifier par une stigmatisation négative comme cela est souvent le cas. Il importe de voir maintenant comment le centre organise diverses activités au profit des jeunes internes.

#### **III.1.6.2. L'organisation des activités dans le centre**

L'organisation des activités que nous examinons est celle du centre Mangombo [pseudonyme du centre] où nous avons effectué notre stage de recherche depuis fin septembre 2007 à juin 2008. Nous sommes assez bref dans nos commentaires parce que les activités telles qu'elles s'organisent dans ledit centre sont largement exposées dans la partie méthodologique [deuxième partie du travail] plus précisément au point qui traite du déroulement du travail

de terrain. Dans les lignes qui suivent nous essayons de rendre ce texte beaucoup plus vivant au moyen des témoignages des jeunes qui ont participé activement à ces activités.

Nous savons que la vie de l'internat a toujours été une vie organisée. Il y a un code de conduite à observer, il y a une planification préétablie des activités qui s'impose à tout sujet interné. Au sujet de l'organisation interne du centre précité, un assistant social et collègue du bureau social nous a confié ce qui suit :

« Aux jeunes qui doivent étudier au centre Mangombo, il leur est demandé un strict respect du règlement d'ordre intérieur ainsi que l'amour du travail. Ceux qui ne réussissent pas à adhérer, à intégrer positivement [comme le centre l'exige] le rythme disciplinaire institué n'arrivent pas à achever ce processus de formation, soit ils abandonnent soit ils sont renvoyés ».

Certains théoriciens de la désorganisation sociale considèrent les *bandes* des jeunes vivant dans la rue comme des formes d'organisations particulières au sein d'une société, elle-même désorganisée. Si nous souscrivons à cette théorie, nous pouvons par analogie considérer que l'ordre que le centre propose (impose) aux jeunes comme organisation fonctionnelle qui serait *idéale* ne peut pas rencontrer l'assentiment et l'adhésion faciles des jeunes incarnant le modèle d'organisation de la rue, un modèle trop libertaire. Si cette rencontre organisationnelle différentielle n'est pas appréhendée avec beaucoup de tact, on taxerait facilement, donc abusivement, les jeunes institutionnalisés de sujets insoumis, de rebelles au *code de bonne conduite* ou d'enfants difficiles comme cela est fréquemment soutenu par le sens commun. Selon les déclarations des jeunes, le dispositif de planification des activités dans le centre a certainement été un casse-tête pour nombre d'entre eux. Ce n'est pas étonnant que le jeune Kaby ait qualifié l'expérience institutionnelle d'une expérience pénible, comme il l'exprime dans cet extrait :

« En tout cas, le début a été pénible. A l'internat, tout est programmé. Il y a une activité à chaque moment. Vous vous levez tôt pour entamer les activités. Le temps est bien planifié du matin au soir : bain matinal, mot du matin par le frère responsable du



centre, étude, pratique, etc. Même le manger, il est aussi réglementé [...] ».

A voir la redondance et l'ampleur des déclarations d'insatisfaction autour du manger, nous trouvons que celui-ci (le manger) aura été l'aspect de l'expérience institutionnelle qui les avait beaucoup ébranlés comme ils incarnaient encore l'expérience de la rue, milieu où ils pouvaient, aux dires du jeune Tshisoul [que nous présentons au point suivant], manger n'importe où, n'importe quand et n'importe quoi.

### III.1.6.3. Le manger au centre

Une lecture comparée de la vie dans la rue et de celle menée dans le centre montre qu'à plusieurs égards la survie dans la rue est foncièrement aléatoire. Quand une journée commence, le jeune de la rue est perplexe ; il ne sait pas exactement comment il pourra la passer. Ceci fait que la satisfaction des besoins élémentaires y est constamment hypothétique. Par contre dans le centre, cela n'est pas le cas : bon nombre de besoins élémentaires (logement, nourriture, habillement) sont largement garantis malgré leur quantité et leur qualité qui peuvent être critiquées. Nous avons découvert que ce qui semblait poser le plus de problèmes aux jeunes, c'était la programmation instituée pour la satisfaction de ces besoins. Cette programmation a été fort décriée par biens des jeunes comme nous le fait remarquer, à titre illustratif, le jeune Tshisoul qui établit un rapprochement entre la vie dans les centres d'encadrement de jeunes et la vie dans les camps militaires :

« La première difficulté que j'ai connue c'est le manger. Sur la rue, on mange n'importe quand et n'importe quoi. Arrivé ici au centre, on nous sert tous les jours de la bouillie à midi, on ne se rassasie même pas. En tout cas, l'internat c'est un peu comme dans l'armée. On vous sert une insuffisante quantité de bouillie à midi. Et tout de suite après, vous devez continuer avec les activités : les cours, le sport, la pratique professionnelle, etc. Le vrai repas (le bukari) se prend le soir, et parfois aussi vous ne vous rassasiez même pas. Alors tout cela constitue des difficultés. Mais, il faut toujours de la patience ».

Les mêmes propos tenus par le jeune Tshisoul sont également repris par les jeunes Kaby et Lukaprof, tous anciens de ce centre. La fille Da Jolia nous a aussi affirmé avoir quitté un autre centre de la ville de Lubumbashi à cause du repas trop monotone qui leur était servi : toujours les haricots, nous a-t-elle confié. Les déclarations des ex-jeunes institutionnalisés que nous venons d'évoquer permettent finalement de réaliser que les centres d'encadrement généralement reconnus comme « bienfaisants » ne le sont toujours pas. Nous revenons à cet aspect du problème au point portant sur les obstacles aux processus de sortie de la rue. De toutes les façons, un acquis du centre dont on ne peut douter de l'impact favorisant dans la vie des ex-jeunes de la rue, c'est la formation scolaire et professionnelle. Beaucoup de produits finis (les jeunes formés) que le centre a lancés et continue de lancer encore sur divers chantiers de travail se défendent de manière satisfaisante.

#### **III.1.6.4. La formation scolaire et professionnelle dans le centre**

Avant de passer à la formation proprement dite, il importe de retenir que les candidats à former, font d'abord l'objet d'un travail de sélection qui est mené en amont au niveau de la maison Bakanja/ville relayée dans ce même processus par la maison Bakanja/centre (à la cité des jeunes). Malgré ce travail d'orientation effectué en amont, lorsque le jeune arrive, la première chose que le centre fait, consiste à tester le niveau de ses prérequis scolaires. A ce sujet, le centre relève généralement deux extrêmes : d'un côté on aura des jeunes qui ont un niveau scolaire nul et de l'autre ceux qui détiennent un certain bagage scolaire. Le second cas pose moins de problème que le premier. Après un rapide recyclage scolaire, le candidat du second groupe sera soumis à un test d'orientation professionnelle ; tandis que pour le premier cas (de ceux qui accusent un niveau nul et qui sont déjà avancés en âge), le centre organisera pour eux une classe spéciale dite préparatoire au programme *conçu sur mesure* constituant une sorte d'alphabétisation accélérée. A l'issue de ce programme spécial les candidats acquièrent généralement un niveau scolaire minimum qui leur permet de se débrouiller dans la formation professionnelle dont la durée, dans ce centre, est de trois ans. Quand la formation proprement dite commence, d'autres matières d'enseignement de base (français,

Mathématiques, culture générale, etc.) viennent soutenir le niveau des jeunes durant tout le cursus de formation. Six filières professionnelles sont organisées : la construction, la soudure, la cordonnerie, l'art (la sculpture et la poterie), la mécanique et l'agriculture.

De l'avis d'un encadreur pédagogique du centre (un collègue du bureau social), le système scolaire adopté dans leur centre est du type anglais : à la fin de chaque année scolaire, tous les élèves montent de classe. L'essentiel de la formation se focalise beaucoup plus sur la pratique professionnelle. La fin de la formation est marquée par l'octroi aux finalistes des brevets d'études professionnelles reconnus officiellement par le ministère des affaires sociales. Tel qu'il est organisé, ce système de formation fait que les produits finis du centre, bien que parfois s'exprimant et écrivant avec peine en français (langue d'étude), ils excellent, par contre, merveilleusement bien dans la pratique des métiers appris. Leur expertise pratique est convaincante. Lorsque nous effectuions notre stage de recherche dans ledit centre, grande a été notre surprise de voir, dans une ville où l'emploi est très rare et très disputé, un homme d'affaire congolais venir à la direction dudit centre déposer une offre d'emploi pour vingt candidats dont dix agronomes et dix *tous travaux*. Nous rappelons aussi que deux de nos enquêtés (Tshisoul et Lukaprof) ont été recrutés par le même centre comme enseignants qualifiés et ils s'acquittent correctement de leur tâche. Combien pareilles trajectoires de sortie de la rue ne pourraient-elles pas émouvoir plus d'une conscience humaine. Défiant toute opinion contraire, nous réaffirmons avec force notre thèse de base : le monde de la rue n'est pas un gouffre de non-relèvement pour les jeunes qui y vivent, nombreux les jeunes qui parviennent à sortir de cette impasse.

Lors de plusieurs cérémonies d'exposition publique des produits artisanaux (chaussures, sandales, jouets, tableaux de peinture, sculptures, bijoux, broderie et divers articles), le public lushois (de Lubumbashi) de toutes les couches sociales est souvent émerveillé par la qualité des œuvres produites par les ex-jeunes de la rue. Beaucoup de touristes étrangers et même plusieurs hautes personnalités politiques et économiques qui ont l'occasion de vivre cet événement, ne manquent pas de se procurer de petits cadeaux-souvenirs qui

leur rappelleront toujours l'ingéniosité et le savoir-faire pratique de ceux-là que l'on qualifie, à tort ou à raison, de « bombes à retardement » et/ou de « rebuts sociaux ».

Au titre de l'expérience institutionnelle, un autre moment assez délicat qu'il sied de tâter, c'est la sortie du centre ou de l'institution d'encadrement.

### **III.1.6.5. La sortie du centre d'encadrement scolaire et professionnel**

Les jeunes institutionnalisés qui s'habituent avec le temps à une prise en charge institutionnelle presque automatique, éprouvent de sérieuses difficultés au sortir du centre. Conscients du caractère décisif que représente cette étape, les responsables de certains centres d'encadrement (dont celui dont nous parlons) inscrivent à leur programme d'activités des séances de préparation des jeunes à cet événement. D'après les renseignements recueillis au centre, ce sont surtout les premières formations terminales qui ont su bénéficier d'un véritable soutien moral et matériel à leur sortie du centre comme l'ont exprimé deux de nos enquêtés :

-Jeune Lukaprof : « Nous avons terminé en 2003 [...] C'est nous la première promotion, nous sommes ainsi sortis ... par là, à la sortie, comme nous étions la première promotion, on nous avait avantagés ; on nous a vendu des outils, de l'outillage... Comme nous les soudeurs, on a donné ... on nous a donné un poste à souder pour deux personnes. Ils ont pris d'autres choses et nous les ont données pour qu'on ait le moyen de décoller. Ils nous ont donné ces choses et nous ont dit : Cherchez maintenant des ateliers, on vous donne aussi un peu d'argent de façon à vous implanter, comme ça vous commencez le travail ».

-Jeune Mutobis (qui parle d'un autre centre) : « Je termine les études, on entre dans une réunion ... disons on nous faisait entrer dans la réunion chaque jeudi. On vous montre comment louer une maison, on nous donne des casseroles et moi je suis entré aussi dans cette réunion ».

En cas d'absence d'appui institutionnel, le jeune est voué à la débrouillardise, c'est ce qui est d'ailleurs fréquent. Cette fois-là, il faudra au jeune le développement de plusieurs ressources notamment l'intelligence, la

force, la créativité, le savoir-faire pratique, le capital social, etc. La mutuelle dénommée « Osac » (organe de suivi des anciens dudit centre), en tant qu'espace de rencontre mensuelle permet aux ex-jeunes de la rue d'échanger, de partager leurs difficultés et diverses informations concernant les offres d'emploi et bien d'autres aspects de leur vie. L'Osac est donc une véritable structure de soutien moral aux jeunes dans leur vie post-rue et post-centre. Il faudra aussi relever le fait que cette structure pérennise le cordon ombilical unissant les ex-jeunes institutionnalisés au centre qui les a formés. C'est ainsi que lorsque parfois un jeune arrive à bout de souffle dans sa débrouillardise, il n'hésite pas ou ne se gêne pas de retourner au *bercail* [au centre] solliciter une assistance. Mais là, ce sera la manière dont il aura vécu au centre (son casier comportemental) qui déterminera la gestion de sa demande de secours. Si sa conduite avait été exemplaire, il est fort probable qu'il soit vite écouté et soutenu, comme c'a été le cas avec le jeune Tshisoul qui le reconnaît dans cet extrait :

« Pour survivre, je suis revenu à Mangombo demander au père [prêtre] responsable de m'accorder la chance d'y effectuer un stage professionnel. Il m'a accordé un mois de stage et j'ai été bien payé pour ça. Avec cet argent, j'ai payé un lit parce que celui qu'on utilisait appartenait à mon ami. Une partie de l'argent m'a permis de louer ma propre chambre. Le reste de l'argent m'a aidé à faire un petit commerce. Je vendais des petites choses, des biscuits, des bonbons, des cigarettes, etc. ».

Après la rue et le centre, certainement une autre aventure commence dans la vie du jeune : il doit affronter seul la « vie post-rue et post-centre ».

### **III.7. La vie post-rue et post-centre des anciens jeunes de la rue à Lubumbashi**

Dans cette partie nous dressons une sorte de bilan sur les différentes issues de sortie de la rue telles qu'elles se dégagent de l'analyse des données empiriques. Autrement dit, nous examinons la position sociale des ex-jeunes de la rue au moment où nous les avons rencontrés. Notre réflexion se développe autour des points suivants : a) leur logement ; b) le travail exercé ; c) leur état

civil ; d) leurs rapports avec d'autres jeunes encore dans la rue et e) leurs rapports avec leurs familles biologiques.

### III.1.7.1. Logement des anciens jeunes de la rue

La dimension de la vie la plus apparente *des jeunes de la rue* c'est leur permanente présence dans l'espace-rue. Lorsqu'ils ne sont plus dans la rue, nous sommes curieux de savoir où et comment ils sont logés dans la vie post-rue. Pour ceux qui sortent de la rue via un centre d'hébergement, nous trouvons que la sortie du centre est un moment névralgique, surtout pour ceux-là qui n'ont pas d'attache familiale à Lubumbashi. Le problème de logement se révèle être un sérieux problème dont la résolution exige la mobilisation de certaines ressources. Notre enquête montre que deux ressources principales ont soutenu les ex-jeunes de la rue dans la résolution de la question du logement : l'intelligence et le capital social (avec sa variante du savoir-vivre ensemble). L'extrait suivant montre comment le jeune Lukaprof applique toute son intelligence pour solutionner la question du logement à quelques jours de la sortie du centre :

« C'est-à-dire pendant que j'étais à l'internat, je regarde, il me reste une année pour que je termine les études, j'ai raisonné, par là, que le logement sera un sérieux problème... J'irai où ? Je resterai où ? Et puis ma famille paternelle était en Zambie, on ne s'était pas familiarisé avec elle ; celle [la famille] de ma mère est partie pour Mbuji-Mayi, je n'ai aucune famille à Lubumbashi. J'ai créé un système : on nous donnait 160 Fc par semaine parce que nous travaillions pour cet argent. Si tu travailles la semaine entière, on te remet 160 Fc le samedi. Moi, j'ai pris cet argent, je l'ai investi dans une ristourne et c'était devenu 1.600. J'ai commencé à acheter de gâteaux parce qu'à l'internat il n'y avait pas de petit déjeuner le matin. Je faisais ceci : le matin, j'allais à la commune de Kenya chercher des gâteaux, je viens les vendre à crédit là [à Mangombo] et samedi on me paie. Par surprise, c'était devenu 2.000 puis 3.000. J'ai ainsi eu l'avance [la garantie locative]. Quand j'ai atteint 3.000 Fc, j'ai cherché un ami, qui lui aussi, a donné 2.000 Fc, on a réalisé 5.000 Fc. Alors on a trouvé une pièce toujours ici à Kinkalabwamba et on a versé l'avance. Déjà quand on a versé cette avance, j'étais à l'internat ; mon ami-

là qui était interne est sorti et a commencé à garder cette maison ».

De toutes les ressources développées en matière de logement, le *capital social* passe pour la plus exploitée. Plusieurs jeunes déclarent avoir surmonté l'obstacle de logement grâce à leurs connaissances. Le jeune Kaby en fait le témoignage suivant :

« Vers la fin de ma formation ici à Mangombo, j'ai contacté un de nos enseignants de l'atelier qui avait une maison à Kasungami (ici à côté, non loin du centre) pour qu'il m'y loge. Comme l'enseignant reste ailleurs (à la Gécamines), je l'ai abordé et lui ai demandé de m'accorder la chance d'occuper cette maison parce qu'au terme de mon cursus scolaire à Mangombo, je ne savais où aller. Je n'ai pas de famille ici à Lubumbashi. Je lui ai proposé de garder momentanément cette maison afin de m'organiser, chercher du travail et constituer un fond nécessaire me permettant de louer ma propre maison. Par amour l'enseignant m'a cédé cette maison que nous occupons jusqu'à ce jour avec un ami qui est aussi un ancien de Mangombo ».

Et l'expérience de mobilisation du savoir-vivre ensemble (variante de la ressource du capital social) se lit à travers ces propos du jeune Tshisoul ci-après :

« Au terme de ma formation au centre, je ne savais où aller. On s'est entendu avec deux amis, on a cherché une chambre à louer non loin du centre. Nous avons commencé à vivre à trois dans cette chambre. Un ami nous a quitté, nous sommes restés à deux [...] ».

En ce qui concerne les jeunes qui n'ont pas connu l'expérience institutionnelle dans leur processus de sortie de la rue [axe de sortie non institutionnelle], la résolution de la question du logement au sortir de la rue obéit pratiquement à la logique d'exploitation de certaines ressources notamment le réseau relationnel, le savoir-vivre ensemble et le repère familial. Moins bavardes que les garçons, les filles nous ont déclaré ceci :

-Da Jolia : « Maintenant, je vis au camp-assistant avec maman Anto ».

-Ngozi : « Nous vivons à quatre : Bibisha, Joëlle, Nseye et moi ».

A travers les déclarations des filles ci-dessus mentionnées, nous découvrons facilement les ressources du capital social et du savoir-vivre ensemble. Une autre intéressante expérience d'obtention du logement au sortir de la rue par la voie non institutionnelle vient du jeune Fora. Son expérience que nous pouvons découvrir dans l'extrait suivant, connaît l'entrelacement de plusieurs ressources (le réseau relationnel, le repère familial et l'intelligence du jeune) :

« Bon, c'est toujours certains petits frères de la cité qui me connaissaient depuis longtemps. Ce sont eux qui m'ont cherché cette maison avec d'autres amis ; ce sont eux qui ont déployé un effort, ils m'ont cherché cette maison et j'y suis entré. Et puis dans cette parcelle où je suis entré, la bailleresse c'est une maman qui jadis vendait au marché de Mimbulu avec ma mère, c'est elle qui me connaissait là. Je lui ai dit que je suis l'enfant de Mwambuyi [mère des jumeaux], c'est ceci et cela. Elle a dit : si c'est comme ça, il peut alors rester ici ».

Nos enquêtés ont également évoqué dans leurs récits l'équipement de leurs maisons. A leurs dires, nous trouvons que la plupart d'entre eux se recherchent encore sur le plan matériel. Toutefois les jeunes affirment aussi qu'il y a certains de leurs amis qui sont bien installés, bien équipés chez eux. Mais pour la majorité de nos enquêtés, l'équipement de leurs maisons laisse encore à désirer, comme nous pouvons nous en rendre compte à travers les trois extraits suivants :

-Jeune Fora : « Non, dans ma maison, c'est encore vide. Je me recherche encore dans la façon de faire. Acheter toutes ces choses, j'achèterai coûte que coûte mais ... dans la maison il y a seulement le lit. Les chaises, je les fais fabriquer chez le menuisier mais je n'ai pas encore fini [de verser] l'argent, non. La radio, il y en avait mais je l'ai vendue à cause de la crise des jours passés, mais maintenant l'intelligence ne fait qu'augmenter. Comme j'ai fait sortir cela intelligemment, je pense qu'il faut que je remette autre chose là » ;

-Jeune Kaby : « Nous venons de réaliser une année dans cette maison parce que nous avons quitté le centre l'année dernière. Nous manquons un bon équipement pour la maison. Il n'y a pas



de radio, pas de chaises, pas de mousse (matelas en mousse). Mais nous essayons quand même de tenir dans ces conditions-là » ;

-Jeune Mutobis : « Dans ma maison, il y a des chaises, une table, un tapis, les assiettes, les bidons, le matelas [en paille] de 2500 Fc et mes habits, il y en a. Tout cela se trouve dans la maison-là [...] ».

Pour des raisons personnelles qu'ils ont tues, tous nos enquêtés, à l'exception du jeune Lukaprof, ne nous ont pas accordé la chance de visiter leurs maisons d'habitation, ce qui allait nous permettre d'observer certains faits narrés ; nous nous en tenons à leurs déclarations. Ce qu'il sied également d'indiquer c'est que le discours de certains jeunes est quelque peu dramatisant. On raconte les choses de manière à séduire la compassion du chercheur que l'on fait passer très souvent pour un bienfaiteur potentiel. Nous rappelons que le jeune Fora nous a même suggéré de faire partie de l'équipe qui pourra l'aider à finaliser son problème de mariage.

On retiendra également que nos enquêtés nous ont fait part des cas d'anciens jeunes de la rue qui ont, d'après leurs termes, réussi dans leur vie. Par extrapolation nous considérons que ceux qui *ont réussi* dans leur vie sont bien équipés matériellement. Laconiquement le jeune Mutobis parle de ces jeunes-là qui ont réussi dans leur vie : « Ceux qui ont déjà évolué que je connais, c'est ceux-là que le gouverneur du Katanga a pris au travail [a engagés] ». Le jeune Fora a, quant à lui, évoqué le cas d'un ex-jeune de la rue, un certain monsieur du nom de Papy [nom cité par le narrateur] qui serait installé en Afrique du sud. Il faudra dire aussi que ladite réussite est un phénomène tout à fait relatif. Tous ceux qui réussissent ne s'équipent pas de la même manière. Par rapport à la catégorie sociale de nos enquêtés, la réussite matérielle renvoie à l'équipement de base : le lit, le matelas, les fauteuils, les chaises, la radiocassette, le poste téléviseur, etc. Le seul cas d'un ancien jeune de la rue relativement bien équipé, que nous avons personnellement observé, c'est celui du jeune Lukaprof (ancien enseignant à Mangombo actuellement plombier dans un Guest-house privé) qui nous avait reçu chez lui le samedi 02 octobre 2007 pour l'entretien. Bien que résidant dans un des quartiers pauvres

de la ville, il loue une maison de trois pièces [un double salon, une chambre à coucher plus une véranda]. Il avait des fauteuils, une salle à manger, une radio et un poste téléviseur couleur de quatorze pouces. En voyant ces biens, nous ne lui avons plus posé la question sur l'équipement de sa maison. On retiendra que c'est généralement par l'accomplissement d'une activité ou d'un travail qu'un sujet parvient à survivre et à s'équiper. Il est donc tout à fait indiqué que soit aussi abordée la question du travail exercé par les ex-jeunes de la rue dans leur vie d'après la rue.

### **III.1.7.2. Le travail exercé dans la vie post-rue et post-centre**

A ce point-ci, nous établissons une sorte de bilan des activités présentement exercées par les ex-jeunes de la rue dans leur vie d'après la rue et le centre. Ce bilan varie également selon le sexe des jeunes. Les activités que nous relevons et commentons sont celles qui se dégagent de l'analyse de notre matériau empirique c'est-à-dire des entretiens organisés avec les jeunes sortis de la rue. Cette précision vaut la peine d'être soulignée car des études antérieures [Malemba (2003), Kaumba (2005), Mulumbwa (2008), etc.] font état d'une gamme variée d'activités auxquelles s'adonnent plusieurs jeunes durant leur expérience de la rue. Mais, nous allons le voir, il peut arriver que l'activité de la rue se poursuive au-delà de la rue.

Au sujet des métiers exercés, nous trouvons chez les garçons des enseignants (dans leur ancien centre), des maçons, des soudeurs, des plombiers, des agronomes, des cordonniers, des artistes (peintres, sculpteurs et potiers), des cireurs de souliers, des laveurs de véhicules, des cantonniers, des chauffeurs et des libéraux. Concernant les filles, il s'observe, comme précédemment souligné, que celles-ci n'ont pas beaucoup de ressources professionnelles ; très peu d'activités sont relevées dans leur vie post-rue et post-centre : la prostitution (ou la vente du corps), serveuses dans les restaurants populaires et dans les bars, ménagères (pour celles qui sont mariées) et l'exercice d'un petit commerce. Une ex-jeune de la rue, vendeuse indépendante des boissons [à la commune de Kamalondo] avait refusé d'avoir un entretien avec nous. La tendance professionnelle dominante chez les filles

sorties de la rue c'est la prostitution. Leur sortie de la rue est plus spatiale que professionnelle. Au-delà de la rue, beaucoup d'entre elles continuent à faire de la prostitution qu'elles exerçaient dans la rue. Par ailleurs, Wallant (1992, 73) constate qu'en général « la prostituée ne désire pas se prostituer, elle en a honte. C'est à son corps défendant qu'elle se livre à ce travail ».

Il importe également de noter que dans son extension la présente étude a réussi à frotter aux données de terrain l'hypothèse du sens commun selon laquelle la plupart des jeunes localement dénommés « Tchadiens »<sup>14</sup> qui font le crieur dans les transports en commun à Lubumbashi seraient des anciens jeunes de la rue. Nos données de terrain infirment cette hypothèse. Nous avons constaté que la presque totalité de jeunes crieurs dits *Tchadiens* opérant dans les transports en commun n'est pas constituée d'anciens jeunes de la rue. Bon nombre d'entre eux sont soit des *bisseurs* aux examens d'Etat (donc des exclus scolaires) soit des jeunes chômeurs en quête d'un emploi, soit encore des jeunes diplômés d'Etat qui n'ont pas su trouver de place ou qui n'ont pas pu se maintenir dans les institutions de l'enseignement supérieur. Il faudra savoir que lorsqu'on considère la proportion de leurs gains journaliers, ce travail de *Tchadiens* leur octroie un niveau de vie localement acceptable. Par rapport au pouvoir d'achat local, leurs recettes journalières sont assez significatives comme nous l'avait déclaré Tshatshi, jeune crieur [Lupitshi (2006, 60)] :

« Mon travail c'est d'aller [avec les véhicules] à l'extérieur des parkings chercher les passagers et on me remet 200 FC à chaque course. Au soir, je peux facilement gagner 4.000 FC (+ 10\$ US) et comme ça mes enfants vont aussi avoir de la nourriture à la maison ».

Ces déclarations datent de 2006. Actuellement, avec la fluctuation très courante de la monnaie congolaise, cette recette journalière mentionnée doit avoir connu une ascension double ou triple. Dans les interactions quotidiennes, les *Tchadiens* se moquent souvent de la majorité des fonctionnaires de l'Etat congolais, surtout les enseignants qui ne semblent avoir que le français dans la bouche pendant que leurs poches n'ont pas grand-chose. Par le biais du

---

<sup>14</sup> Lire Lupitshi (2006).

réseau relationnel, il est aussi possible qu'un ex-jeune de la rue s'infilte parmi les *Tchadiens* mais, il faudra dire que ce serait là des cas très rares. Par ailleurs les jeunes et certains ex-jeunes de la rue que nous voyons parfois dans les parkings s'adonnent principalement au port des bagages des passagers. Au travers des lignes qui précèdent, nous savons comment sont logés les ex-jeunes de la rue, nous connaissons également la nature des activités auxquelles ils s'adonnent pour leur survie, il importe à présent qu'un regard soit porté sur leur état civil.

### III.1.7.3. L'état civil des ex-jeunes de la rue

Peu d'informations sont réunies sur l'état civil des ex-jeunes de la rue. Beaucoup de nos enquêtés sont des célibataires mais d'autres, mariés ou non mariés, mènent la vie de couple. Presque tous les célibataires matures interrogés inscrivent le mariage au tableau de leurs projets prioritaires. Ce penchant au mariage est lié au fait que, dans la culture congolaise, le mariage représente une valeur sociale. Le mariage est un élément culturel qui marque le passage de l'enfance à la vie adulte. Avoir une femme et des enfants est un signe de responsabilité et d'honorabilité. A voir l'importance du poids de l'étiquetage négativiste qui pèse sur les jeunes de la rue, un ancien jeune de la rue qui arrive à se marier fait preuve d'un véritable amendement moral et d'une remarquable ascension sociale. Dans cet ordre d'idées, se marier peut passer pour un bel indice de sortie de la rue. C'est avec beaucoup fierté et un sentiment élevé de réalisation que bon nombre d'enquêtés ont déclaré être fiancés. Le jeune Fora implore d'ailleurs la grâce divine pour arriver au mariage. Il affirme :

« Je pense si Dieu m'aide, il faut que je fasse entrer la femme à la maison. J'ai déjà vu la femme, c'est ça le problème. Je ne suis pas encore arrivé chez elle mais je lui ai déjà proposé le mariage, elle a tout bien accepté. Maintenant ce qui reste c'est qu'elle me présente chez elle. Pour me présenter, c'est moi qui lui ai dit d'attendre d'abord que je sois prêt avec un petit quelque chose alors elle pourra m'amener chez elle ».

Pour les filles sorties de la rue, le mariage semble être pour elles un événement salubre mais assez difficile à réaliser à cause de l'étiquette

dévalorisante les présentant comme des personnes malfamées. Elles-mêmes sont conscientes de la difficulté qu'il y a, pour elles, à se marier facilement. La fille Ngozi s'est confiée à nous en ces termes : « Ah ! Ce n'est pas tout le monde qui veut prendre en mariage une fille qui fréquente les bars ». Sans pour autant perdre tout espoir, cette fille pense néanmoins que Dieu (la ressource) peut changer son avenir : « Dans l'avenir, je ne sais pas ce que Dieu a préparé pour moi. Mais, je ne resterai pas toujours dans cette vie-ci ».

Les cas des ex-jeunes de la rue qui sont mariés ou qui mènent une vie de couple sont bien relevés dans notre matériau empirique. Parfois des renseignements sur plusieurs autres cas sont annoncés par les jeunes qui ont vécu avec les concernés. Voici par exemple ce que dévoile le contenu de l'échange ci-dessous entre le chercheur et la fille Mutanda :

« -Chercheur : Peux-tu me citer les noms de certaines de tes amies avec qui tu as vécu dans la rue, celles dont tu te souviens.

-Fille : Il y a Hélène, Sara, Gracia, Maggy, Monique, Gloria, qui ... Chantal, « Madewate » [prononciation de la fille], Viviane, Divine, Mamie, Laurianne et bien d'autres... Mathilde, Giselle et les autres que je viens d'oublier.

-Chercheur : Maintenant, où sont-elles ?

-Fille : Giselle, Gloria et Mathilde sont à Kasumbalesa. Beaucoup ont déjà mis au monde. Giselle est mariée, elle reste tout simplement [chez elle], Mathilde reste tranquillement avec ses deux enfants. Et l'autre grande sœur Monique est toujours ici chez elle à la commune de Kamalondo là à l'arrêt des bus. Son mari travaille chez Chemaf ».

La mise en évidence de l'état civil des ex-jeunes de la rue de Lubumbashi ci-dessus réalisée, bien que brossée à grands traits, peut nous servir de tremplin pour l'abord d'un autre aspect de la vie de nos enquêtés, celui des rapports qu'ils entretiennent avec leurs anciens pairs restés dans la rue.

#### **III.1.7.4. Rapports entre ex-jeunes de la rue et jeunes encore dans la rue**

A la suite de Lucchini, Bellot et Parazelli, Rainville (2008, 2) constate que la sortie de la rue ne crée pas une rupture totale d'avec le passé, certaines attaches de la rue s'étendent dans le temps. L'expérience de la rue est une période durant laquelle les jeunes réalisent plusieurs apprentissages sociaux nécessaires à la construction de leur identité. Parmi les acquis de la rue qui perdurent, figure le réseau d'amis. Certaines relations tissées dans la rue traversent les frontières de ce milieu ; les jeunes et ex-jeunes de la rue se revoient et interagissent souvent. Mais ces relations restent très superficielles, elles se limitent aux simples salutations et aux petites demandes amicales d'assistance ponctuelle. Ce qui semble encore particulier dans les rapports entre ces deux groupes de jeunes, c'est la disparité qui se dégage de leur perception du monde de la rue. Les ex-jeunes de la rue qualifient cet univers d'où ils sont sortis de « monde des ténèbres » [entretien Lukaprof] pendant que ceux qui y vivent trouvent que ce milieu est un cadre de vie comme bien d'autres. Mulumbwa (2008) souligne même que les Schegues traitent le reste de la population de *marini*, c'est-à-dire des *sujets naïfs*. Cette opposition observée dans la représentation de l'espace-rue entraîne parfois un antagonisme de mauvais aloi et dangereux dans leurs interactions. Lukaprof (ex-jeune de la rue) qui a expérimenté cette empoignade trouve qu'il est très risqué pour celui qui est sorti de la rue d'y retourner pour essayer de convaincre ceux qui y vivent de lui emboîter le pas. Il l'exprime dans cet extrait :

« Leur dire de sortir et de nous suivre ... ça devient difficile parce que c'est comme si il y a deux camps. Dans le camp où ils sont, c'est un camp agressif c'est-à-dire il y a risque que la bataille éclate à l'instant même où vous les abordez. Vous pouvez commencer à vous battre parce qu'il n'y a pas moyen. C'est comme quelqu'un qui est dans les ténèbres et l'autre qui est dans la lumière. Pour tirer celui qui est dans les ténèbres, c'est très difficile. Il y a risque qu'on te tire toi-même et tu rentres dans les ténèbres. C'est-à-dire, c'est ça. Ils sont très difficiles ceux qui y sont encore, ceux qui n'ont pas encore cette volonté d'en sortir ».

Ce témoignage est poignant. Et pourtant à Montréal la politique d'intervention dite des « pairs aidants » évoquée par Greissler (2007, 11) est fondée sur l'utilisation des anciens jeunes de la rue comme intervenants de rue auprès d'autres jeunes encore dans la rue. Et les choses semblent bien

marcher là-bas. Certes il s'agit d'une utilisation beaucoup plus structurée des anciens jeunes de la rue. Le changement de la nature et de la qualité des relations entre les jeunes et ex-jeunes de la rue à Lubumbashi devient, au regard de ce que nous considérons comme « indices de sortie de la rue », un signe que l'on peut inscrire à l'actif du processus de sortie de la rue. Il est démontré que pour que la sortie de la rue soit effective, il faut que le monde de la rue perde son attrait pour les jeunes. C'est alors que celui-ci peut lui chercher un autre substitut. Lucchini (2001, 81) dira que le jeune amorce la sortie de la rue lorsque l'image qu'il se fait de sa personne (c'est-à-dire son idéal) devient inconciliable avec le mode de vie de la rue. C'est ce qui se lit dans l'expérience d'opposition de représentation du monde de la rue par les jeunes et ex-jeunes de la rue de Lubumbashi, opposition qu'ils ont exprimé en termes de « lumière » et de « ténèbres » mais aussi en termes de « clairvoyants » et de « naïfs ». Nous pensons que chacune des parties en présence prétend être dans la lumière et jette l'autre dans les ténèbres. Ce constat rencontre également un des indices de sortie de la rue que nous explicitons plus loin : le changement du réseau relationnel. Naturellement lorsqu'un jeune quitte le monde de la rue, il doit développer d'autres réseaux sociaux et relationnels. Rester constamment rattaché aux pairs de la rue indiquerait, pour celui qui manifesterait pareille attitude que la rue n'a pas complètement ou grandement cessé d'être le centre de référence de sa vie. Par analogie à ce que nous venons d'affirmer, Jamouille (2000, 175-178) note aussi que les personnes sorties du monde de la drogue (de la toxicomanie) ne voulaient plus fréquenter les anciens copains « tox », ils préféraient interagir avec d'autres personnes qui n'avaient rien à voir avec la « came ».

Si les rapports entre ex-jeunes de la rue et jeunes encore dans la rue connaissent des modifications, il devient aussi pertinent d'examiner la nature et la qualité des rapports que les ex-jeunes de la rue entretiennent cette fois-ci avec leurs familles biologiques qui les avaient expulsés ou qu'ils avaient fuies.

#### **III.1.7.5. Rapports entre ex-jeunes de la rue et leurs familles biologiques**

Notre constat basé sur nos données de terrain indique que les rapports entre les anciens jeunes de la rue et leurs familles biologiques connaissent diverses formes : redeviennent parfois normaux, restent teintés de suspicion ou plutôt très tendus. Donc, tout est à relativiser selon chaque cas (chaque jeune). Les relations entre le jeune et sa famille redeviennent normales lorsque la confiance renaît de part et d'autre. Dans beaucoup de cas cette confiance est le produit d'une médiation bien menée auprès de deux parties concernées. Nous insistons sur la notion de médiation bien menée parce que beaucoup d'initiatives de réconciliation échouent parfois lamentablement. Le cas du jeune Tshisoul que nous pouvons découvrir dans l'extrait suivant rend compte de ces cas d'échec :

« Un jour, les assistants sociaux du centre se sont entretenus avec chaque jeune pour tenter de savoir comment il en est arrivé à la situation de rue. Je leur ai parlé de ma vie comme je viens de vous en parler ici. Comme je leur avais dit que j'avais une famille ici à Lubumbashi, ils m'ont dit qu'ils voulaient entrer en contact avec ma famille. A bord du véhicule nous sommes descendus dans ma famille, chez ma sœur aînée à la Katuba III. La sœur n'était pas là quand nous sommes arrivés. Celle-ci avait déjà instruits ses enfants de ne jamais m'accueillir à la maison parce j'étais sorcier. Les assistants sociaux ont appelé un de mes neveux et lui ont demandé pourquoi la famille ne voulait pas me garder. Le neveu leur a dit que j'étais un sorcier, que c'est moi qui ai « mangé » [tué] les grands-parents c'est-à-dire mon père et ma mère. Il a dit qu'on ne pouvait pas me garder en famille de peur que je ne les « mange » aussi. Les assistants lui ont dit : « c'est bien, vous l'avez rejeté. Nous le prenons et nous allons l'envoyer même dans l'armée. S'il meurt, ne le pleurez pas ». Le neveu leur a dit qu'ils ne pouvaient jamais me pleurer. Nous sommes ainsi rentrés au centre »

Par ailleurs, l'expérience d'un retour en famille bien réussi (relation redevenue normale) peut être bien interprétée par le cas de la fille Tshibo que la sœur Dano qui l'a vécu raconte comme suit :

« Et comme on sentait que vraiment c'était une fille qu'on pouvait récupérer, et dans la maison [centre] nous avons essayé un peu de l'aider et tout ; et comme on avait aussi la vraie adresse des parents, nous sommes entrées en contact avec les sœurs de la même congrégation « Saint Sauveur » de Kamina. Et les sœurs ont cherché la grand-mère. Et pendant ce temps-là, la grand-



mère aussi dans la famille, on continuait à chercher la fille. Et c'est ainsi qu'on trouvera que la fille était ici à Lubumbashi. Maintenant, après, nous sommes entrées en contact avec la grand-mère et tout. Et comme elle [la fille] désirait ... elle disait : « Moi, au cas où ... s'ils accepteraient de m'accueillir, et que ils ne vont rien me faire, ils ne vont pas me menacer, je vais rentrer en famille ». Et avec les négociations et tout, alors c'est comme ça que la fille a pu rentrer en famille. Quand elle partait là [à Kamina], c'était une de nos sœurs, la sœur Anne-Marie qui l'avait accompagnée jusque chez elle [...] Et en même temps aussi, nous sommes entrées en contact avec un autre centre qui est à Kamina, nous avons négocié pour que la fille puisse continuer à suivre aussi un peu la ... la coupe et couture. Alors c'est pour ça que maintenant, elle est dans ce centre-là et puis, elle travaille aussi bien et les grands-parents sont contents d'elle ».

Il convient également de relever le fait que les rapports dits *normaux* rétablis entre l'ex-jeune de la rue et les membres de sa famille biologique peuvent juste être de façade parce que gardant indélébiles certains mauvais souvenirs. Nous l'observons dans la relation du jeune Kisuku avec sa marâtre, deuxième femme de son père qui l'avait beaucoup maltraité. Ce jeune s'est confié à nous en ces termes :

« Aujourd'hui elle [la marâtre] vient régulièrement chez moi, je sors l'argent et je lui donne. Elle peut venir, elle me dit : « Oh ! Mon fils, j'ai besoin de telle chose », je sors la chose, je lui donne. Un jour, je lui ai déjà rappelé le passé, je lui ai dit en face que toutes ces choses que je te donne, c'est pour te montrer que ce que tu faisais là ... c'est pour que tu saches que la vie appartient à Dieu, c'est comme ça. Aujourd'hui tu peux maltraiter quelqu'un mais tu ne sais pas ce qu'il deviendra demain. Elle vient me voir et je l'aide souvent. Et elle me vante beaucoup. Elle a déjà oublié ce qu'elle nous faisait, moi non ! »

Le cas de la relation teintée de suspicion entre le jeune et sa famille se dégage de l'expérience des jeunes Fora et Tshisoul. Fora estime que s'il effectuait un retour total en famille, celle-ci l'asphyxierait dans ses projets tandis que le jeune Tshisoul semble suspecter la volte-face de sa famille qui l'avait totalement refoulé mais qui commence à le respecter parce que sa vie s'est stabilisée [il est enseignant dans un centre]. Voici les extraits qui se rapportent à ces deux expériences quelque peu mitigées :

-Jeune Fora : « Ah ! A là famille je suis déjà rentré mais je garde une distance... parce que si j'entre encore trop dans la famille, je n'évoluerai pas davantage. Je vais parfois les voir, s'il y a un peu [d'argent], je leur donne. Le père et la mère, tous sont là. Si j'ai quelque chose, je vais leur donner. S'il n'y en a pas, je leur dis : ces jours-ci moi aussi, je n'ai pas trouvé, Dieu nous a un peu fermé les tuyaux [tourné le dos]. S'il donne encore, nous mangerons. Tous les parents sont là ».

-Jeune Tshisoul : « Tel que vous me voyez, on disait que j'étais un sorcier mais aujourd'hui, ils ne le disent plus. Je ne suis plus un sorcier. On me respecte beaucoup maintenant [...] »

Au sujet des cas des relations extrêmes c'est-à-dire encore très tendues, les jeunes Lukaprof et Mutobis peuvent fixer notre entendement à travers leurs déclarations ci-après :

-Jeune Lukaprof : « J'ai coupé la jambe [j'ai arrêté d'y aller]. Maintenant j'ai fait déjà une année pleine, je n'y ai plus mis ma jambe parce qu'elle [la grand-mère] ne m'aime pas et il n'y a plus de bonnes relations que je puisse avoir avec elle. Et puis, il y a un autre, celui de Mbuji-Mayi qui est au Bel air, le jeune frère à papa. C'est-à-dire lui, il faut que nous nous allions le chercher mais lui ne nous cherche jamais. Alors j'ai regardé, chez-lui, je ne vais plus. J'ai seulement pris mes deux petits frères, je leur ai dit : nous restons, nous nous organisons nous-mêmes ...c'est ça notre position » ;

-Jeune Mutobis : « Mon père vient même ici à la banque, il me passe. Il m'appelle, j'ai déjà refusé parce que si je rentre encore là, c'est simplement me faire souffrir. Dernièrement, quand j'étais à Bakanja, il est venu expliquer beaucoup de choses aux prêtres : Oh ! Cet enfant, il ne comprend pas, ceci et cela... J'ai dit : Pas question. Un homme comme ça, rentrer à la maison, vous pouvez voir peut-être sa femme-là te met du poison dans la nourriture, tu meurs. Alors je me suis dit : c'est comme ça, je vais souffrir même seul. Si je meurs, je meurs ; là où je ne mourrais pas, je ne mourrais pas, Dieu seul sait ».

Nous réaffirmons, au regard de l'argumentation ci-dessus développée, que l'avenir des jeunes de la rue n'est pas voué à la fatalité. Confuses sont, en tout cas, des familles qui ont rejeté ces jeunes mais qui aujourd'hui s'étonnent de voir les *expulsés* d'hier se sortir favorablement des conditions d'existence ou ne peut plus critiques. Cependant nous constatons aussi que la réaction défensive que développent certains ex-jeunes de la rue contre d'autres

personnes qui les frustrant est parfois teintée de brutalité ou d'insolence. Certaines personnes cherchent à voir dans ce comportement les séquelles des habitudes de la rue et sont portés à penser que ces jeunes ne s'amendent pas moralement. Nous trouvons que ce comportement aux couleurs proches de l'insolence n'est que l'application d'une règle de métier comme celui de la prostitution. La fille Mutanda (une ex-jeune de la rue) qui vit de la prostitution explique comment elle est prête à réagir contre un client jugé trop vieux par elle mais qui s'hasarderait à l'embêter continuellement :

« Ah ! Si tu es plus âgé, nous te disons que tu es grand [vieux]. Si tu me dépasses l'âge, je te dirais : Ah ! Papa, n'est-ce pas tu es comme mon père. Ne me poursuis pas trop, je peux t'injurier ».

Parfois aussi cette attitude réactive des ex-jeunes de la rue que d'aucuns prendront pour brutale ou agressive n'est qu'un refus d'une identification qu'ils jugent méprisante. Le jeune Mutobis montre dans l'extrait suivant comment il répliquerait à celui qui l'appellerait encore « Schegue » :

« Maintenant-là, non ! Si quelqu'un m'appelle comme cela, ça va barder parce que je ne peux plus accepter le nom de Schegue ».

Mais un trait caractéristique non dévalorisant qui s'observe dans la vie de plusieurs ex-jeunes de la rue, c'est une sorte d'état mélancolique plus ou moins permanent (exprimé ou non exprimé) dans lequel se retrouvent bon nombre d'entre eux. Bien qu'ayant réussi à se sortir du gouffre que représente la rue, certains jeunes ne manquent pas de fustiger l'absence de parents dans leur vie parce qu'il y a des situations auxquelles ils font face seuls pendant que leurs collègues de même âge bénéficient du soutien pluriel de leurs familles. Au titre de ces situations qui nécessitent l'appui d'un parent ou d'un adulte figure, parmi tant d'autres, le processus de mariage lequel, selon la culture africaine, exige l'intervention des parents ou d'un adulte, symbole(s) du sérieux et de la crédibilité que l'on peut accorder au prétendant. Nous pouvons apprécier à travers l'extrait suivant la façon dont le jeune Lukaprof ressent le manque de parents dans sa vie :

« Sinon cette vie passée [vie de la rue], je me la rappelle toujours parce qu'il y a d'autres positions [d'autres situations] où tu arrives, il faut l'intervention d'un parent mais tu es surpris, tu intervien seul. Par là je réfléchis ... Tu regardes celui qui a un parent, c'est le parent qui intervient dans cette affaire mais toi, tu intervien seul [...] ».

Voilà qui nous permet de mettre un terme à notre réflexion sur le statut actuel des anciens jeunes de la rue à Lubumbashi. On remarquera, en guise de conclusion à ce premier chapitre de cette troisième partie, que l'essentiel de la dissertation ci-dessus développée s'est articulé autour des catégories conceptuelles qui ont émergé de l'analyse du matériau empirique. Une lecture synthétique ou intégrative de ces différentes catégories commentées permettrait de cheminer vers la construction d'une théorie interprétative des processus de sortie de la rue tels qu'ils s'observent auprès des jeunes de Lubumbashi, principal objectif qu'ambitionne la présente étude. Deux grandes catégories de synthèse sont relevées : les obstacles et les opportunités bénéfiques aux processus de sortie de la rue.

## Chapitre II : LES CATEGORIES CONCEPTUELLES INTEGRATIVES

Nous remarquons, à titre de rappel, que les différentes catégories conceptuelles qui viennent d'être examinées au précédent chapitre retracent de façon processuelle (ou séquentielle) le déroulement du phénomène de sortie de la rue tel qu'il est vécu par les jeunes de Lubumbashi. A travers les différents points ci-dessus analysés nous nous sommes évertué à montrer comment les jeunes passent d'une étape à l'autre. Ces étapes ne dressent pas un cheminement linéaire par lequel passerait tout jeune au sortir de la rue mais il s'agit plutôt des expériences [étapes] fondamentales donnant corps au processus de sortie de la rue et ce, quel que soit l'axe de sortie emprunté. Et les différentes formes de bifurcations que l'on y a dégagées mettent en exergue les *ressorts* à la base de chaque mouvement, de tout changement de direction effectué par le jeune dans son parcours de vie.

Notre analyse est partie de l'ancrage familial, étape qui nous a permis de saisir beaucoup de réalités qui se passent dans la vie du jeune avant son entrée dans la rue. Nous avons montré que ces réalités d'avant la rue conféraient déjà une certaine identité au jeune et influaient manifestement sur la manière dont celui-ci pouvait non seulement entrer et vivre dans l'univers de la rue mais également sur sa façon d'envisager et de réaliser sa sortie de la rue. La partie consacrée à l'expérience de la rue (l'étape suivante) nous a décrit de façon vivante les réalités de tout genre que les jeunes vivent dans la rue. La description des faits narrés a prouvé que le monde de la rue est un microcosme très ambivalent et aux nombreux impondérables. Le jeune peut y survivre comme il le peut mais également y périr sans aucune forme de procès. Pour ce faire, nous avons vu que la vie de la rue exigeait aux jeunes le développement de plusieurs ressources. L'étape institutionnelle (une autre phase) dépeint les réalités des centres d'encadrement pour les jeunes qui sortent de la rue par la voie institutionnelle. Le vécu institutionnel atteste que ce milieu n'est pas que bienfaisant comme beaucoup le prétendent, certains faits et situations que les

jeunes internes y vivent montrent que tout n'y est pas rose. A l'instar de la vie dans la rue, la vie au centre nécessite également la mobilisation de certaines ressources pour pouvoir y tenir. Nous avons néanmoins noté que le passage institutionnel procurait aux jeunes un atout très important dans leur vie : l'expertise professionnelle qui leur permet de trouver assez facilement une activité de survie. Au-delà de rue et du centre (une autre étape), le même scénario de mobilisation de ressources devait, une fois encore, être observé par l'ex-jeune de la rue pour son repositionnement social. Une lecture comparative des faits indique que la voie de sortie de la rue suivie (institutionnelle ou non institutionnelle) déterminait également dans une certaine mesure la vie post-rue et post-centre des jeunes : la sortie est plus ou moins facilitée pour ceux qui passent par l'axe de sortie dit institutionnel et elle est ou ne peut plus incertaine (donc plus compliquée) pour ceux de l'axe non institutionnel.

Ce tour d'horizons synthétique des processus de sortie de la rue tels qu'ils s'observent dans le parcours de vie des jeunes de Lubumbashi nous a permis de nous rendre compte qu'à chaque étape, les jeunes faisaient face à deux types de réalités : a) des faits et des situations opposants que nous regroupons sous la catégorie intégrative d'*obstacles au processus de sortie de la rue* et b) des faits et des situations favorisants que nous réunissons au sein d'une autre large catégorie d'*opportunités bénéfiques*. L'essentiel des commentaires que nous développons vise la description et l'interprétation de la coprésence interactive de ces deux groupes de phénomènes dans la vie du jeune et ce, au niveau de différentes étapes énumérées ci-dessus. Notre démarche consistera à analyser distinctement ces deux larges catégories. Nous commençons par la catégorie des *obstacles aux processus de sortie de la rue*.

### **III.II.1. Des obstacles aux processus de sortie de la rue**

Notre raisonnement va évoluer comme suit : dans un premier temps nous précisons le sens de cette catégorie conceptuelle pour ensuite analyser les faits et les situations auxquels elle réfère. Par « obstacles aux processus de sortie de la rue », nous entendons des faits, des actes, des attitudes, des

événements et des situations de frustration et de blocage que rencontrent les jeunes de Lubumbashi dans leur vie en général et plus particulièrement dans leur processus de sortie de la rue. Ces faits, attitudes et situations nuisent au développement intégral de leur personne et compromettent leurs chances et leurs efforts de sortie de l'impasse. Nous analysons ces obstacles au niveau de trois instances suivantes : la famille biologique, le monde de la rue et le centre d'encadrement. La circonscription du contenu de cette large catégorie d'*obstacles aux processus de sortie de la rue* a été rendue possible grâce aux catégories conceptuelles suivantes qui ont émergé de l'analyse de nos données empiriques : la stigmatisation, la violence sur le jeune, l'exploitation du jeune, les rivalités entre jeunes, l'orientation scolaire forcée, etc. La technique d'arborescence adoptée à l'analyse des données nous a amené à fondre toutes ces catégories relatives auxdits « obstacles » en deux englobantes que sont : a) la stigmatisation des jeunes et b) la violence sur les jeunes.

#### III.II.1.1. La stigmatisation des jeunes

A la suite de biens des auteurs, Faget (2002, 88) note que le terme « stigmaté » s'emploie aujourd'hui de façon symbolique pour ficher toutes les personnes dont l'identité sociale ne semble pas correspondre au stéréotype défini par le stigmatisateur. Ainsi défini, ce terme peut s'appliquer dans divers contextes à n'importe quel individu dont le profil serait distant du modèle de référence. Comme il est facile de le voir, ce terme est une construction sociale par excellence. Nos données prouvent que l'un des facteurs à la base de l'éjection de nombreux jeunes dans la rue à Lubumbashi, c'est la stigmatisation. Des labels *disqualifiants* sont souvent collés aux jeunes pour essayer de mettre en évidence « la particularité » des traits caractéristiques qui seraient les leurs. Bien fourni est le tableau des labels péjoratifs collés aux jeunes en situation de rue : délinquants précoces, voyous, moineaux, drogués, petits voleurs, petits bandits, enfants difficiles, etc. A Lubumbashi, d'après Kamena (2006), les principales instances de stigmatisation des jeunes dits *sorciers* sont la famille et le monde religieux.

L'analyse de notre matériau empirique dégage, parmi tant d'autres, trois labels largement appliqués aux jeunes de Lubumbashi : enfants sorciers, enfants difficiles et enfants voleurs. Tannenbaum cité par Faget (2002, 80) souligne que la communauté renforce chez l'adolescent (le jeune) les caractéristiques qu'elle lui reproche. A partir de ce moment là, sa vie sera fortement imprégnée par ce regard stigmatisant. De fois les stigmatisateurs semblent aller presque à l'extrême dans leur stigmatisation. Goffman (1975, 15) relayé par Becker (1985) indique que certaines gens pensent qu'une personne ayant un stigmate n'est pas tout à fait humaine. Partant de ce postulat, elles vont pratiquer toutes sortes de discriminations qui vont réduire toutes ses chances de poursuivre dans la normalité les activités ordinaires de la vie quotidienne.

Par rapport à nos données, l'observation de Goffman peut bien s'illustrer par l'expérience de la fille Monika dont parle la religieuse Dano. Cinquième d'une famille de six enfants, Monika est étiquetée par son père géniteur comme étant une *filles difficile*. Ce stigmate collé à la fille va vite se répandre en famille. Lorsque son père fatigué de son comportement (difficile) l'envoie, en guise de punition, vivre chez sa tante, le stigmate qu'elle porte l'accompagne et tout son comportement est déjà indexé. Dans son agissement la fille semble aussi vivre ce qui lui est reproché. La sœur Dano relate l'expérience de la fille Monika dans cet extrait :

« A Likasi [ville natale de la fille]. ... Et le papa avait trouvé qu'elle était le seul enfant le plus difficile. C'est ainsi qu'il a demandé à la fille d'aller vivre chez la tante, toujours à Likasi. Arrivée là, la fille a dit : Bon, même si je suis ici, mon papa doit continuer à me prendre en charge. Et le papa n'a pas supporté ça, il a dit : Comment est-ce que même si tu es là-bas ... tu importunes encore ta maman [la marâtre] ? Alors si c'est comme ça, je t'envoie très loin. Tu vas à Lubumbashi. Alors, elle est venue à Lubumbashi chez une autre tante. Et la tante déjà, elle était bien préparée pour dire que c'était une fille très difficile. Et un jour, on lui a dit de faire le ménage, elle a dit : Non, je suis fatiguée. Je suis fatiguée, je ne peux rien faire. Et la maman lui a dit, la tante plutôt lui a dit : Non, tu es une femme, tu dois le faire ! Et, elle, elle a dit : Je ne peux pas le faire. Et ce jour-là, on ne lui a pas donné à manger parce qu'elle n'a pas travaillé mais elle, elle a tenu à sa décision. Le lendemain on lui a dit : Si tu ne travailles



pas, on ne va pas te donner à manger. Elle a dit : D'accord, je ne peux pas travailler. Elle a encore fait ça pour le deuxième jour et la tante a dit : Si c'est comme ça, va chercher ton papa. Va d'abord chez ton papa, comme ça ... moi, je ne vois pas comment est-ce que tu peux rester ici. Et elle (la fille), elle a trouvé qu'elle ne pouvait pas rentrer chez son papa. Si c'est comme ça, qu'elle se cherche un autre endroit [la rue]».

En ce qui concerne les *enfants dits sorciers*, ils sont nombreux à Lubumbashi les jeunes qui sont expulsés de leurs familles pour motif de sorcellerie. Parmi nos enquêtés, les jeunes Tshisoul, Fora, Lukaprof et la fille Ngozi se retrouvent dans cette catégorie ; ils ont été expulsés pour raison de sorcellerie. Leurs déclarations y afférentes ont intégralement été coulées dans la partie consacrée aux différents modes d'éjection des jeunes dans la rue à Lubumbashi. Ce qu'il sied également de noter c'est qu'en famille le stigmate de « sorcier » atteint facilement les jeunes qui se trouvent en position vulnérable. La partie consacrée à l'ancrage familial a démontré que la plupart des jeunes vivant dans la rue à Lubumbashi proviennent de ménages dits instables ou ménages à problèmes c'est-à-dire des ménages victimes de certaines situations problématiques : décès de parents, divorce, séparation, remariage des parents, etc. En ce qui concerne le déroulement du processus de leur stigmatisation, Kamena (2006, 103) note que tout commence généralement par un élément déclencheur (décès, maladie, perte d'emploi, crise économique) puis on soupçonne le membre de la famille qui est dans une position de vulnérabilité, de précarité ou de marginalisation d'être l'auteur de tous les maux qui frappent la famille. Ensuite le pasteur interviendra pour confirmer cet état de sorcellerie. Une fois identifié comme l'auteur de tous les malheurs dont souffre la famille, le jeune est expulsé de la maison et sera désormais condamné à vivre dans la rue.

Nos données révèlent que parfois en amont de la situation de l'expulsion du jeune, il ne peut y avoir aucun événement malheureux. Le stigmate peut être préconstruit, l'événement mal jugé qui surgit ne vient que rejoindre et *avaliser* le label préexistant. Nous l'observons dans l'expérience du jeune Fora (notre enquêté). Son grand-frère le soupçonne d'être sorcier et les autres membres de la famille semblent acquiescer le soupçon. La famille

amène le jeune à divers endroits pour tenter de l'exorciser. Toutes ces démarches tournent en vain ; le jeune ne se reconnaît absolument pas dans la stigmatisation qui pèse sur lui. Mais voilà, lorsque Fora bousille l'argent de dette qu'il est allé récupérer pour sa mère, la famille va trouver en cet agissement la confirmation de son état de « sorcier ». Nous pouvons lire l'explication qu'en donne le jeune Fora à travers ces différents extraits que nous avons réunis pour question de suite logique des faits narrés :

« Il y avait notre grand-frère aîné qui a commencé à me compliquer beaucoup : non, toi, je suis allé à l'église, on a dit : non, tu dois avoir la sorcellerie, des choses comme ça. Bon, il n'y avait pas de défense à faire parce que j'étais trop petit [...] J'arrive en 4<sup>e</sup> [primaire], je regarde la vie se complique trop donc ... ce que les parents disent ce n'est pas ce que je suis, ce qu'ils pensent et ce qu'ils voient, non ... C'est vrai, il s'est passé des jours, à l'église [Les témoins de Jéhovah] on a dit : tu as la sorcellerie, c'est toi qui nous troubles la vie. J'ai dit : c'est vrai ? [...] Ils m'ont pris, ils m'ont amené dans beaucoup de maisons, je n'ai vu aucune réaction [une confirmation]. Et des choses qu'ils diront là, je ne dors pas [je n'ai pas sommeil] la nuit. Parfois je dis : j'aimerais voir si je vais ensorceler comment, mais il n'y a aucun moyen, non ! Je ne trouve aucune solution. J'ai regardé : il n'y a aucun problème. Comme c'est une affaire dans la ville [vie] des gens, il faut que je vive comme ça. C'est vrai, je suis resté longtemps [...] C'est vrai, je rentre à la maison : L'argent ! On me demanda ; et puis le débiteur arriva à la maison et dit : l'argent, non ! J'ai donné à tel enfant, ainsi de suite... Alors là, c'est comme si j'ai allumé mon propre feu, maintenant alors j'ai été vu comme le mauvais de tous les mauvais. Il n'y avait pas moyen de se défendre, et en plus l'affaire qui était de dire que j'étais un sorcier. Alors celui-ci vient, il dit : « cet enfant on ne le voit pas bien ... »

Parfois aussi, il ne peut rien se produire d'anormal en famille mais on brandira l'étiquette de sorcellerie comme prétexte pour se débarrasser des sujets jugés encombrants pour la famille. Comme on ne peut s'en douter, les membres en position de vulnérabilité seront tout naturellement atteints par la stigmatisation. Cette situation est celle du jeune Lukaprof et ses deux petits-frères. Orphelins de père dès leur bas âge (huit ans pour l'aîné), ces jeunes ont été traités de « sorciers » dans la maison de leurs tuteurs [les grands-parents maternels] où la charge familiale s'est révélée être trop lourde. Voici comment le jeune Lukaprof l'explique dans cet extrait :

« Etant donné que moi l'aîné j'avais huit ans, elle [leur mère] a regardé qu'elle était encore jeune, dans son commerce-là, on a appris qu'elle a eu un nouveau mari, elle est partie pour de bon... Elle m'a laissé moi et mes frères toujours chez les grands-parents. Quand ceux-ci ont regardé que la charge était devenue trop grande, ils ont regardé qu'ils ne se suffisaient plus en ce qui concerne la nourriture de leurs enfants et de nous aussi, ils nous ont trop compliqués la vie nous disant que nous les enfants [les petits fils] nous devons avoir de la sorcellerie [...] On nous a menacés, on nous a accusés du problème de sorcellerie nous disant que vous devez avoir de la sorcellerie à cause de votre papa qui est mort c'est vous qui l'avez tué ... jusqu'à ce qu'ils nous ont chassés ».

Nous avons également constaté que la stigmatisation s'accompagne presque toujours d'un traitement violent que l'on inflige au stigmatisé. Les traitements physiques et psychologiques exercés sur les jeunes tels que révélés par nos enquêtés, nous ont conduit à la construction de la catégorie conceptuelle de « violence sur les jeunes ».

### **III.II.1.2. La violence sur les jeunes**

Nous traitons de la violence en tant qu'obstacles au processus de sortie de la rue. Pour ce faire, nous analysons celle-ci au niveau de deux milieux de sa production : la famille et le monde de la rue.

#### ***a) La violence sur les jeunes au niveau de leur famille***

En dehors de la stigmatisation ci-dessus évoquée qui constitue déjà une forme de violence, notre enquête révèle que les jeunes de Lubumbashi subissent plusieurs autres traitements violents dans leurs familles. Ces traitements sont multiformes. L'examen de nos données a permis le dégagement des formes suivantes : menaces terrifiantes [la fille Ngozi a été menacée d'être brûlée au fer à repasser], privation de nourriture [cas des jeunes Tshisoul, Fora et la fille Monika], injures et discrédit [cas jeunes Lwambo et Mutobis], travaux durs [cas jeunes Kaby et Lwambo], abandon et négligences notoires, etc.

Dans un certain angle d'approche, ces faits violents infligés aux jeunes en famille se rapprochent, aux dires des jeunes, de ce que certains auteurs qualifient de *maltraitance*, une notion à forte connotation juridique. Loin de nous l'idée de conférer à nos analyses un caractère culpabilisant, nous nous sommes intéressé au contenu sémantique de la notion de maltraitance et avons effectivement trouvé que beaucoup de pratiques violentes ci-dessus énumérées [exercées sur les jeunes] s'y rapportent. Nous allons brièvement tenter de le démontrer par le dévoilement du contenu que des auteurs confèrent à cette notion.

#### *a.1) La notion de maltraitance*

Les chercheurs qui s'intéressent au phénomène de maltraitance que nous avons lus<sup>15</sup> stigmatisent de façon presque unanime la grande difficulté qu'il y a, à bien définir ce concept. Cette difficulté est liée au fait que lors de la recherche de la définition la plus précise et utilisable, se pose la question des critères [distinguer ce qui est maltraitance de ce qui ne l'est pas], du seuil [la limite en deçà de laquelle il ne s'agit pas de maltraitance], de l'intentionnalité [faut-il prendre en compte rien que les maltraitements volontaires c'est-à-dire avec volonté de nuire ou de négliger], des effets sur la personne maltraitée. Comme nous le voyons, la conséquence logique de cette difficulté d'appréhension claire et précise fait du terme « Maltraitance », une notion aux définitions à géométrie variable. En outre, cette notion est extrêmement complexe. Dans la société plusieurs sujets traités de vulnérables sont victimes de maltraitance, notamment les individus dits marginaux, les personnes avancées en âge, les femmes, les personnes à mobilité physique réduite et bien entendu les « enfants ». Et d'ailleurs sociologiquement parlant cette énumération n'est pas exhaustive, bien d'autres catégories sociales non citées peuvent allonger cette liste. Tout dépend de ce que l'on considère comme « mal » subi. Selon Walgrave (1992, 85), est vulnérable, toute personne qui peut être facilement atteinte, qui se défend mal. Cet auteur ajoute que la

---

<sup>15</sup> Piot (2007), Strauss (1990), Schultheis, Frauenfelder et Delay (2007)

vulnérabilité est toujours conçue par rapport à quelque chose. Autrement dit on est vulnérable devant quelque chose (un objet, un être ou une situation).

La percée définitionnelle de Piot (2007,1) indique que les deux mots accolés « Mal – Trai-tance » évoquent la souffrance, le déni du sujet, le pouvoir du plus fort sur le faible. Le maltraité est celui qui subit, qui est prisonnier du pouvoir, de l'autorité de l'autre. On l'oblige à la soumission, à l'humiliation, il n'est plus Sujet mais Objet du maltraitant. Isolé, le terme « mal » renvoie à l'abject, à toutes possibilités de torture, de corps malmenés, ridiculisés, méprisés, insultés. Dans une approche factuelle fort édifiante Strauss (1990, 31) note que le concept de maltraitance recouvre divers faits, actes et situations tel que les violences physiques, les baffes, les abus sexuels, les sévices par omissions c'est-à-dire des états de dénutrition, des retards de croissance ou de développement psychomoteur consécutifs à des carences de soin ou à des négligences graves de la part des parents vis-à-vis des enfants. Par ailleurs, malgré sa pertinence, l'appréhension de Strauss court le risque de réduction de la maltraitance à son seul aspect physique ou symptomatique. Cette lecture relève du modèle médical fustigeant les sévices corporels infligés aux enfants avec ce que l'on a appelé « le syndrome de l'enfant battu ». De nos jours cette notion renvoie également aux mauvais traitements psychologiques infligés aux enfants tels que les manifestations de rejet, d'abandon, les attitudes sadiques, des exigences excessives ou inadaptées à l'âge de l'enfant, etc.

De façon récapitulative, l'examen de différents essais définitionnels autour de la notion de « maltraitance » fait état de six aspects ou formes que prend ladite maltraitance<sup>16</sup> :

- la violence physique, qui comprend les châtiments corporels, l'incarcération, y compris l'enfermement chez soi sans possibilité de sortir, la surmédication ou l'usage de médicaments à mauvais escient et l'expérimentation médicale sans consentement ;

---

<sup>16</sup> Rapport du Conseil de l'Europe du 30 janvier 2002 (sous la direction du prof. Hilary Brown) sur la protection des adultes et enfants handicapés contre la violence, la maltraitance et les abus.

- les abus et l'exploitation sexuels, y compris le viol, les agressions sexuelles, les outrages aux mœurs, les attentats à la pudeur, l'embrigadement dans la pornographie et la prostitution ;

- les menaces et les préjudices psychologiques, généralement les insultes, l'intimidation, le harcèlement, les humiliations, les menaces de sanctions ou d'abandon, le chantage affectif ou le recours à l'arbitraire, le déni du statut d'adulte et l'infantilisation des personnes handicapées ;

- les interventions portant atteinte à l'intégrité de la personne, y compris certains programmes à caractère éducatif, thérapeutique ou comportemental ;

- les abus financiers, les fraudes et les vols d'effets personnels, d'argent ou de biens divers ;

- les négligences, les abandons et les privations, d'ordre matériel ou affectif, et notamment le manque répété de soins de santé, les prises de risques inconsidérées, la privation de nourriture, de boissons ou d'autres produits d'usage journalier, y compris dans le cadre de certains programmes éducatifs ou de thérapie comportementale.

Le phénomène de maltraitance n'est pas récent. Ce qui est récent d'après certains chercheurs, c'est plutôt la prise de conscience, sa prise en compte par les chercheurs et les professionnels de terrain pour le combattre pour en comprendre les ressorts (les causes) et pour en diminuer les fréquences. Cette notion qualifiée de « jeune » par certains auteurs, ne manque pourtant pas de pertinence heuristique.

Schultheis, Frauenfelder et Delay (2007) trouvent que la question de la maltraitance, certes dominée par les représentations morales et pénales renvoie aujourd'hui à une dimension sociale cachée : des inégalités bien connues en matières de ressources matérielles et culturelles [inégalités de savoir, de force, de perception, etc.]. La question de la maltraitance s'offre donc comme un intéressant laboratoire sociologique, à l'intérieur duquel bon nombre

de questions concernant le fonctionnement de nos sociétés contemporaines et leurs transformations en cours peuvent être posées de façon bien ciblée comme sous un verre transparent et grossissant. La diversité des représentations sociales que suscite cette notion exige l'adoption d'une attitude relativiste lorsqu'on traite de la question de maltraitance. En Afrique, certains sévices corporels infligés à l'enfant ont une signification sociale : celle d'initiation à la vie adulte ; par exemple la pratique de la circoncision. C'est la raison pour laquelle les réactions institutionnelles afférentes à la *maltraitance* varient d'un milieu à un autre, d'une époque à une autre, d'une société à une autre selon que celle-ci (la maltraitance) est perçue comme tolérable ou intolérable. Ces brefs commentaires sur la notion de maltraitance nous permettent de mettre un terme au traitement de la violence au niveau de la famille pour l'aborder cette fois-ci au niveau de la rue.

#### ***b) La violence sur les jeunes dans la rue***

Dans l'espace-rue des pratiques violentes s'érigent dans le parcours des jeunes en « obstacles » aux processus de leur épanouissement intégral et de leur sortie de la rue. En dehors des conditions d'existence qui y sont manifestement rudes (première forme de violence), d'autres handicaps nuisibles à leur personne sont également stigmatisés. Si par analogie certains jeunes ont rapproché la vie de la rue à celle des militaires et à celle des camps de concentration des Juifs (*Sobibor*), c'est à cause justement de la loi du plus fort qui y domine. Trop libres et incontrôlés, ces jeunes bien qu'immaturs sont maîtres de leur vie. Par conséquent, ils se permettent un peu de tout face à leurs pairs et face aux tierces personnes et partant, ils nuisent sérieusement au développement intégral de leur propre personne. Nous voyons donc que la large liberté de mouvement et d'action dont jouissent les jeunes en situation de rue représente un des principaux ressorts de leurs pratiques violentes. Le jeune Mutobis fustige l'impact destructeur de cette liberté de la rue sur la personne des jeunes en ces termes :

« Si tu vis dans la rue, tu ne grandiras pas avec un bon esprit. Tu grandiras avec l'esprit de bandit, l'esprit de ... Parce que dans la rue, il n'y a personne qui peut te conseiller. Tu fais tout ce qui

vient de ton cœur. Toujours fumer du chanvre. Tu fumes, tu te dis : j'arrache telle chose à telle personne et tu le fais ».

Le jeune Tshisoul reconnaît aussi que le libertinage de la rue peut facilement conduire bien de jeunes à des pratiques violentes et au banditisme :

« La vie dans la rue c'est comme dans l'armée. Si on frappe ton ami ou quelqu'un d'autre, tu ne peux ni parler ni intervenir. Celui qui ose parler, on va le corriger. Même si ton proche manque à manger tu ne peux pas l'aider. C'est pourquoi les enfants de la rue, si les choses continuent comme elles le sont [aujourd'hui], ce sont de vrais bandits que l'on forme. La rue est un réservoir des bandits. Moi qui suis passé dans la rue, si j'entre dans l'armée, je peux facilement tuer sans problème ».

La loi du plus fort (la violence) qui sévit dans le monde de la rue se produit dans trois formes d'interactions : a) les jeunes entre eux, b) les jeunes et la population et c) les jeunes et les agents commis à l'ordre public. Au travers l'analyse des nos données, les violences des jeunes sur d'autres jeunes sont mises en lumière par la catégorie conceptuelle de « rivalités entre jeunes de la rue ». De façon générale, ces rivalités ont pour principaux enjeux l'exercice de l'ascendance des uns sur les autres et le contrôle des zones d'activités (les secteurs). De ce fait, le premier réflexe que développe un jeune de la rue, c'est de ne jamais se laisser dominer par un autre, de ne jamais être un « Mpuzo » [un vassal]. Des disputes, des bagarres sont monnaies courantes, elles font partie intégrante du paysage de l'espace-rue. Les *pensionnaires permanents* de cet espace doivent s'y accoutumer. Une des conséquences de ces rivalités, c'est la présence de cicatrices sur le corps de certains jeunes de la rue. Ces cicatrices sont souvent perceptibles sur leur visage [cas nos enquêtés Foras Kaby et fille Mutanda tous balafrés]. Le jeune Kisuku, notre enquêté reconnaît la présence des cicatrices comme un des traits caractéristiques de certains *jeunes de la rue* de Lubumbashi, il le soutient dans cet extrait :

« [...] moi, je regardais [je disais] : Dans le vol, vous y resterez toujours avec des cicatrices. Vous pouvez me regarder tel que je suis, je n'ai aucune cicatrice sur le corps. Mais vous pouvez observer, vous verrez que la majorité de Schegues sont comme ceci et cela. Moi, même si je marche, je n'ai aucune cicatrice. Je suis présentable. Même si j'entre dans ta parcelle, c'est difficile



de savoir que j'ai été « Schegue ». Peut-être tu le sauras plus tard. Je serais déjà entré chez toi et j'aurais fini de traiter tous les problèmes. Même si c'est pour épouser une fille, je le ferais bien. C'est plus tard que vous saurez que ce jeune homme a été un Schegue ».

Pour revenir aux rivalités entre jeunes de la rue, le jeune Fora et son ami Ngoy ont « goûté » au met des violences entre jeunes de la rue ; Fora en parle en ces termes :

« Cette nuit-là quand ces gens-là [d'autres jeunes] nous ont commencé le désordre, comme c'est moi qui étais grand, j'ai fait la défense là. Wee ! [Interjection marquant le temps] Ils nous ont fait de grands désordres mais les sentinelles ont demandé qu'on ait pitié de nous : Non ! Laissez vos amis, vous allez les tuer pour rien ».

En dehors des enjeux d'ascendance et de contrôle des zones d'activités, d'autres rivalités entre jeunes éclatent pour des raisons inavouées lors des rencontres de divertissement comme nous en parle Fora dans l'extrait suivant :

« Un jour le démon est entré dans ma tête, j'ai dit : aujourd'hui je vais boire la bière au bar. Je quitte, je vais dans « Express » [nom du bar]. Je bois trois bières, en sortant, comme j'avais beaucoup d'argent... surpris, des types d'individus me barrent la route à la porte, ils ont envoyé une femme qui m'a compliqué à la porte. Voulant me tirailler avec cette femme, ces garçons-là étaient si c'est neuf [environs neuf personnes], ils ont engagé une dure bagarre contre moi, et tout l'argent était perdu. Quand il a fait jour, j'étais complètement défiguré, il n'y avait pas moyen de faire autrement. J'arrive seulement au secteur, j'ai dit ... quand les amis m'ont vu [tout défiguré], ils étaient étonnés, ils ont dit : toi, c'est encore quoi comme ça ? J'ai dit : Non, des types comme ça m'ont fait du désordre, ceci et cela. Ils ont dit : pas de quoi. Nous sommes allés aussi les chercher ».

Un détail que nous voulons également mentionner au chapitre des rivalités entre jeunes de la rue, c'est le fait que celles-ci prennent parfois des connotations ethniques et provinciales. Un extrait précédemment évoqué tiré de l'entretien avec le jeune Mutobis a fait allusion aux conflits entre les jeunes venant du Kasai parlant Tshiluba et les jeunes de Lubumbashi parlant Swahili. Il

convient également de noter que les pratiques violentes étaient aussi observées entre les filles de la rue. La fille Ngozi, encore beaucoup moins âgée que les autres, affirme avoir subi de la part des aînées les menaces, la privation de nourriture et d'autres mauvais traitements lorsqu'elle n'arrivait pas à cotiser comme les autres. Elle le déclare comme suit :

« Elles me faisaient souffrir. C'est que moi, je devais cotiser. Tout l'argent que je gagnais, il fallait que je leur donne. Or, je ne savais pas encore comment on gagne l'argent. Elles me disaient que si tu ne trouves pas l'argent, tu ne manges pas non plus et je dors affamée ».

Au sujet de la violence de la population sur les jeunes de la rue, elle se manifeste en termes de réaction contre les attaques et les vols perpétrés par les jeunes. A plusieurs égards cette réaction se révèle être trop violente, incontrôlée et disproportionnée au fait imputé au jeune. De fois il peut arriver qu'un jeune soit copieusement rossé pour une simple tentative de vol à la tire ou à l'arraché. Le jeune Fora est passé par cette expérience de vol raté et il en a tiré une petite leçon pour la vie comme lui-même le dit dans cet extrait :

« Mais un jour, mon ami m'a appelé : viens, allons ! Toi, tu restes comme ça. Viens on va voler. C'était au marché Mzee Kabila. Il voit une femme qui avait un panier dans lequel il y avait le lait de beauté et l'huile de cuisine, il m'a dit : toi, vas, fais le malin et prends cette huile. Bon, je suis parti, j'ai avancé malignement, j'ai pris cette huile et j'ai commencé à fuir. Alors, on a commencé à me pourchasser et on m'a attrapé. On m'a tapé sérieusement, on m'a tapé et j'étais gonflé [défiguré]. Alors j'avais dit : moi, cette affaire de vol, non. J'ai commencé à ne faire que des petits travaux, à choquer, mendier pour vivre ».

D'autres violences aux effets nocifs sur la personne des jeunes de la rue naissent des rencontres qu'ils font avec les agents commis à l'ordre public. Kienge Kienge (2005, 729) énumère une litanie de pratiques policières de violence infligées aux jeunes en situation de rue à Kinshasa : la bousculade assimilable à la torture, la menace de les transférer au parquet pour être flanqués en prison, la menace de briser un membre du corps, les intimidations de toutes sortes, les privations de sommeil lors de l'interrogatoire, les privations de repas et de bain, la détention dans des cachots nauséabonds de la police

durant plusieurs jours sans établissement d'un quelconque dossier [ajouté par nous], les coups de fouet ou de chocotte ou encore de ceinture de policier, la pratique de faire frapper les jeunes par leurs compagnons, l'aspersion de l'eau froide aux jeunes arrêtés, etc. Kienge Kienge souligne que ces pratiques constituent des ressources que mobilisent les policiers pour briser la résistance des jeunes à avouer les actes qui leur sont reprochés ou à renseigner la destination des biens volés.

Nos enquêtés (les ex-jeunes de la rue de Lubumbashi) ont reconnu avoir eu de violentes prises de bec avec les agents des services sécuritaires de l'Etat (police, armée et service de renseignements). Mais au regard des faits narrés, ces interactions, largement teintées de brutalité, sont parfois coopératives. Au registre des interactions violentes, les pratiques policières évoquées (ci-dessus) par Kienge Kienge sont suffisamment éclairantes et vérifiables sur notre terrain de recherche. Faut-il peut-être, pour ce qui nous concerne, essayer de les interpréter au moyen de quelques extraits d'entretien. Le jeune Fora, par exemple nous affirmé ceci :

« Quand les soldats viennent, s'ils vous trouvent là où vous dormez, ils vous frappent, vous frappent... vous piétinent, vous fouillent dans les poches, des choses comme ça ».

Les cas d'interactions de coopération entre jeunes de la rue et agents des services sécuritaires ressortent effectivement de nos données ; elles s'observent dans des circonstances où les agents sécuritaires préfèrent l'arrangement à l'amiable en lieu et place des pratiques violentes et répressives. Le jeune Fora livre dans l'extrait suivant la manière dont les jeunes étouffent la violence policière :

« Maintenant c'est seulement les soldats qui viennent, tu leur donnes entre 500 Fc ou 1000 Fc pour la cigarette et ils s'arrêtent là, ainsi de suite ».

Concernant les interactions entre les forces sécuritaires et les filles, des études antérieures (Kaumba 2004 et 2005) indiquent que la violence faite aux filles touche souvent à leur intimité physique (la violence sexuelle).

Malo & alii (2001, 61) constatent que les traitements violents peuvent aussi émaner d'une collectivité ou d'une institution sociale ou éducatrice. En effet, nos commentaires sur l'expérience institutionnelle ainsi que sur la notion de maltraitance ont démontré que les institutions d'encadrement ne sont pas que *bientraitants* comme beaucoup de gens le pensent. Des obstacles à l'épanouissement intégral de la personnalité et au repositionnement social des jeunes sont stigmatisés dans certaines institutions dites d'encadrement. Nous avons précédemment montré comment les jeunes institutionnalisés dénonçaient la rigidité et l'austérité du programme des activités dans certains centres : l'alimentation problématique, le rythme d'activités très serré, le manque d'habits, etc. A ce point, nous relevons deux autres obstacles aux conséquences fâcheuses dans la vie des jeunes : l'orientation scolaire et professionnelle forcée (non consentante) et l'exploitation des jeunes à l'emploi.

Au sujet de l'orientation scolaire, certains jeunes ont dénoncé la manière dont celle-ci leur a été imposée par les responsables du centre. Il y a des jeunes qui voulaient suivre les humanités complètes (six ans d'études secondaires) mais qui se sont vus orientés sans leur consentement dans des filières professionnelles qui sont tout à fait plafonnées (trois ans post primaires au maximum). Le jeune Lukaprof est l'une des victimes de cette imposition scolaire. Il avoue qu'il tenait à *faire* les humanités complètes pour, selon ses propres mots, évoluer et aller loin dans la vie. Il l'affirme dans cet échange avec le chercheur :

« J'ai fait l'école primaire là [un centre], j'ai obtenu mon certificat et je suis entré au secondaire où j'ai étudié au moins deux ans, mais il y eut un changement des prêtres au centre. Père [prêtre] Mario est parti, il y a eu un autre père. Par là, celui-ci nous a dit qu'il fallait qu'on rentre à l'internat pour étudier à la cité des jeunes [un centre professionnel] parce qu'il n'a pas la possibilité de payer pour qu'on continue les études à l'extérieur [...] Je voulais faire les humanités pour évoluer et aller loin, mais lui, il nous a dit qu'il fallait rentrer à l'internat, aller à la cité des jeunes. Mais malheureusement lui, non plus, il n'a fait qu'une année et il a quitté... parce que nous avons fait des dégâts ; voyant comment nous ne l'aimions pas, nous avons battu ce père-là [ce prêtre-là], nous l'avions tapé et on a amené un autre père nommé De Fric.

De Fric, déjà nous a dit qu'on n'allait pas étudier dans les écoles de l'extérieur. Il a dit qu'on allait étudier à l'intérieur [à l'internat]. Nous sommes tous entrés à Mangombo ».

Orienté contre son gré en soudure par les encadreurs du centre, le jeune se retrouve aujourd'hui soudeur dans la vie active. Certes, il n'y a pas de sot métier, dit-on, mais nous supposons que si Lukaprof avait continué avec les humanités complètes comme il le souhaitait, il aurait peut-être décroché son diplôme d'Etat, s'engagerait dans les études universitaires et irait loin dans la vie comme il l'estimait. Nous trouvons que l'orientation scolaire imposée à certains jeunes a dans une certaine mesure limité leur chance d'évolution individuelle et sociale.

En ce qui concerne l'exploitation professionnelle des jeunes (second obstacle susmentionné), celle-ci s'observe dans deux aspects. Le centre organise plusieurs séances de travaux pratiques au cours desquelles les jeunes en formation réalisent plusieurs productions dans différentes filières professionnelles. La vente de ces productions est gérée de façon fermée par le centre. Ce qui fait que les producteurs directs (les jeunes) peinent à voir clair dans la gestion de leurs productions. Certainement on parlera de l'autofinancement dudit centre mais nous savons que tous ces genres de centre ont des bailleurs de fonds internationaux qui sponsorisent leurs activités. Un autre aspect de cette exploitation vient du fait que ledit centre récupère souvent les jeunes qu'il a formés et les utilise dans divers travaux. Profitant de son ascendance, le centre emploie ces jeunes sans leur accorder la chance de signer un contrat de travail. Les jeunes prestent des années durant sous des contrats journaliers perpétuellement renouvelés pendant que la législation du travail en RDC stipule qu'un contrat journalier qui s'étend sur une période de plus de six mois se transforme en contrat à durée indéterminée. Placés dans ces conditions de travail on ne peut plus inconfortables, ces jeunes voient l'effectivité de leur sortie de la rue et leur repositionnement social quelque peu obstrués car en tant que journaliers, leurs rémunérations mensuelles n'excèdent pas 50 \$. Le jeune Lukaprof explique cet état des choses en ces termes :

« Quand je suis entré là, j'ai signé avec lui un contrat mais il avait dit que ces contrats étaient renouvelables après une année. C'est-à-dire quand l'année est terminée, c'est-à-dire ...c'est comme si tu peux t'en aller. Mais si tu veux ... tu commences encore une autre année, ça devient renouvelable, c'est pour une année. Alors j'ai fait ces contrats pendant au moins deux ans, chaque mois 50 \$ par mois, chaque mois 50 \$ [...] après deux ans, j'ai suivi le père Mario [le responsable] à son bureau, j'ai dit que j'ai fait deux ans. Partout les gens font six mois et on les prend à l'engagement. Deux ans que je viens de passer ici, comment tu ne m'engages pas ? Il m'a dit : « Attends que j'aille en Europe, si je rentre, je vais arranger ta situation ». Il est allé en Europe, il est rentré ; nous on avait l'espérance qu'il allait nous engager, mais à son retour, il nous dit : « Attends, j'ai laissé à frère Rigo [son adjoint] tous les dossiers, il a déjà tout bien arrangé », puis il est reparti en Europe. Moi, en restant, on se voit avec Rigo, il me dit : « Tous les deux ans que tu as travaillé, c'était dans le vide. Nous voulons maintenant signer le contrat aujourd'hui. Continue à travailler, ces contrats seront renouvelables après chaque année » [...] Dans mes deux ans-là, celui qui termine, qui va travailler dans un Mining [société minière], dans une entreprise où il travaille, dans une société où il travaille, tu apprends ... toi, tu as 50 \$ mais lui te dit qu'il touche 150 \$. Alors ça nous étonnait, on se disait : comment nous, nous connaissons le travail et nous avons terminé [les études] avant eux, comment nous restons en arrière ? ».

Ce tour d'horizons synthétique que nous venons d'effectuer sur ce que nous avons nommé « obstacles aux processus de sortie de la rue » des jeunes de Lubumbashi nous semble assez éclairant, nous pouvons franchir ce cap pour examiner cette fois-ci des faits et des situations favorisant la sortie de l'impasse, nous voulons dire les « opportunités bénéfiques ».

### **III.II.2. Les opportunités bénéfiques aux processus de sortie de la rue**

Notre réflexion se déploie autour de deux points ci après : a) le sens du vocable d'opportunités bénéfiques et b) les opportunités proprement dites.

#### **III.II.2.1. Le sens du syntagme « opportunités bénéfiques »**

Malgré l'austérité et la précarité de leur vie en général (les obstacles), les jeunes de la rue bénéficient circonstanciellement de gestes bénéfiques dans leur parcours de vie. Nous avons trouvé qu'il y a des faits, actes, attitudes et

situations qui s'offrent à eux comme des *adjuvants* ; nous voulons entendre par là tous les faits et gestes de soutien, d'aide, d'assistance posés en faveur des jeunes et qui ont un impact favorisant leurs efforts de sortie de l'impasse et du repositionnement social. Nous regroupons toutes ces réalités positivement connotées sous le vocable englobant d'« opportunités bénéfiques ». Certaines de ces réalités font penser à la « bientraitance », une notion aux couleurs moralistes. Le choix porté sur le qualificatif « bénéfique » se justifie par le contenu qu'en donne Le Robert, dictionnaire des synonymes, nuances et contraires. Le Robert (2007, 123) confère au terme « bénéfique » quatre sens : bienfaisant, favorable, profitable et salubre. Tous ces sens rencontrent fort bien les réalités que nous soumettons à l'étude. Avant de passer à l'analyse des opportunités proprement dites, il importe déjà d'indiquer que celles-ci émanent de diverses instances (privées, institutionnelles et publiques).

### **III.7.2.2. Les opportunités proprement dites**

Au regard de notre matériau empirique, deux opportunités bénéfiques retiennent notre attention : la reconversion familiale et les rencontres coups de pouce. Par leur dénomination ces deux opportunités renvoient déjà à deux instances de leur manifestation : le milieu familial et le monde de la rue. Voilà ce que nous tentons de démontrer dans les pages qui suivent.

#### **a) La reconversion familiale**

Nous inscrivons au registre des opportunités bénéfiques le processus par lequel certains parents au sens large du terme changent leur attitude de rejet vis-à-vis de leurs enfants qui sont allés ou qu'ils ont jetés dans la rue. Cette reconversion familiale s'exprime au travers de certains indices notamment le rejet du stigmate jadis collé au jeune, l'ouverture et la tendresse à l'égard du jeune, le soutien matériel, etc. Ce changement d'attitude est un appui remarquable pour le jeune dans son effort de sortie de l'impasse. Jamoulle (2000, 174) qui s'est intéressée aux trajectoires de sortie de la drogue fait remarquer que les appuis familiaux notamment la tendresse physique et psychologique et le soutien matériel ont été des supports essentiels aux toxicomanes. Nos données de terrain montrent comment certaines familles de

Lubumbashi se reconvertissent et s'emploient à rechercher la réintégration de leurs *filis égarés* ou abandonnés dans la galère. Même si parfois les résultats attendus ne sont pas toujours immédiats (cas du jeune Mutobis qui résiste à l'invitation faite par son père de vite rentrer en famille), ce changement d'attitude se révèle être un geste de soutien à la sortie de la rue.

Par ailleurs, il faut aussi noter que cette reconversion familiale est parfois suspectée par certains jeunes qui voient en cela la recherche d'intérêts sur leur dos. Nous avons démontré au point consacré aux relations actuelles des ex-jeunes de la rue et leurs familles que cette reconversion est parfois boudée par les jeunes (cas jeunes Fora et Tshisoul et d'autres). Malgré certaines résistances enregistrées, la reconversion familiale constitue pour nous une « opportunité » favorisant le jeune. A titre exemplatif, la tante paternelle de la fille Monika qui avait refoulé cette dernière pour son caractère « difficile » a changé d'attitude quand celle-ci a trouvé un mari. La tante a reçu le couple chez-elle et la dot exigée pour le mariage a été déposée dans sa maison. Comme nous le remarquons le soutien familial apporté à la fille Monika, bien que pouvant cacher certains intérêts inavoués, a après tout aidé celle-ci à sortir favorablement de la rue par la voie du mariage. La deuxième et dernière opportunité bénéfique aux effets probants dans la vie des jeunes de la rue, c'est ce que nous nommons avec Jamouille (2000) « les rencontres coups de pouce ».

#### ***b) Les rencontres coups de pouce***

Ce sont des rencontres entre les jeunes de la rue et une catégorie d'acteurs que nous considérons comme étant celle des « bienfaiteurs des jeunes » parce qu'intervenant de façon humaniste et désintéressée au moment sombre de la vie de ces jeunes. Par rapport à notre terrain, ces rencontres ont été un stimulant au processus de sortie de la rue.

Au chapitre des bifurcations par influence d'une tierce personne vu précédemment, nous avons insisté sur le fait que la plupart de ces personnes intervenaient au nom des structures de leur appartenance (acteur politique,



religieux, encadreur social, etc.). Les bienfaiteurs des jeunes dont nous parlons à ce point-ci sont des particuliers qui s'organisent à titre privé ou personnel pour aller à la rencontre des jeunes afin de leur apporter un « coups de pouce » bienfaisant. Ces rencontres sont vraiment opportunes, elles ne relèvent d'aucune programmation structurelle ; elles sont tout à fait incertaines. En principe nous pouvions citer les vrais noms des bienfaiteurs tels que les jeunes les ont avancés car cela ne gênerait personne mais pour le respect du principe d'anonymat adopté, nous les remplaçons par des pseudonymes. Dans notre façon de traiter cette question, nous préférons d'abord révéler le statut de ces *bienfaiteurs* avant de passer à l'évocation de leurs gestes proprement dits posés en faveur des jeunes.

#### *b.1. Le statut des bienfaiteurs privés de jeunes de la rue à Lubumbashi*

Il est très tentant d'imaginer que la strate des bienfaiteurs serait essentiellement constituée des personnes matériellement et financièrement forts. Notre constat de terrain montre que les bienfaiteurs des jeunes proviennent de toutes les couches sociales. Nos données empiriques font ressortir les catégories sociales suivantes : les sentinelles d'écoles et de magasins, les journalistes, les cambistes (échangeurs publics de la monnaie), les fonctionnaires de l'administration publique, les étudiants, les vendeurs de marché, les tenanciers de kiosques, de bars et de restaurants populaires, les « boss » [les riches] et les personnes au statut non identifié. Concernant le genre, les hommes et les femmes se retrouvent parmi les bienfaiteurs. Puisque nous parlons de « bienfaiteurs », il est donc intéressant que l'on sache véritablement en quoi ils sont « bienfaiteurs » de jeunes. Cette curiosité nous incruste dans la sphère du point suivant, celui relatif aux gestes posés au profit des jeunes.

#### *b.2. Ce que font les bienfaiteurs au profit des jeunes de la rue*

Les gestes bienfaisants au bénéfice des jeunes de Lubumbashi sont extrêmement nombreux, nous ne savons pas les illustrer tous au moyen d'extraits d'entretien. Les gardiens d'écoles et de magasins ont fourni un logis

et de la nourriture aux jeunes (cas jeunes Fora et Lwambo). Le jeune Fora le témoigne comme suit :

« J'ai fait cinq jours sans manger. J'allais seulement chez le père d'un ami qui était sentinelle. J'arrive là, on reste avec lui à l'école de la Gécamines [la Générale des carrières et des mines], là au camp Gécamines... Alors j'ai commencé à aller dormir là ; il supportait [ma présence] parce qu'il était avancé en âge. Il avait pitié de moi comme j'étais ami à son fils ».

Les journalistes et les agents de la fonction publique (division provinciale de genre et famille) portent à la connaissance du public le drame que vivaient les jeunes dans le monde de la rue. Subsidiairement aux informations des journalistes, certaines personnalités politiques et économiques sensibles sponsorisaient dans la suite diverses manifestations festives (bénéfiques) à l'intention des jeunes, manifestations au cours desquelles des cadeaux et autres largesses pouvaient leur être accordés. Le jeune Mutobis évoque l'une de ces manifestations dans cet extrait :

« Cette maman, on s'est connu quand ils venaient là à Djamena. Ils nous prenaient et nous allions à la Monuc [Mission des Nations-Unies au Congo. Ils allaient organiser certaines journées comme ça. On disait que c'était les journées des enfants, c'était là, à la Monuc. Nous entrions dans les bureaux de la Monuc, tu leur expliques comment est ta vie. Alors ces mamans-là venaient aussi avec leurs enfants ; ils nous posaient des questions et nous leur répondions. Nous tenions des pareilles réunions. C'est ainsi que nous sommes aussi allés au bâtiment Du 30 juin [Salle du parlement provincial] devant le Gouverneur du Katanga et on lisait des livres [des discours], on montre comment on vit dans la rue, on disait beaucoup de choses. On leur demande de nous construire une maison [d'accueil], on dit aussi qu'on nous construise une école pour qu'on étudie... ».

Les gestes des étudiants, vendeurs de marché et tenanciers de kiosques, bars et restaurants consistent à offrir aux jeunes des travaux payants. D'autres bienfaiteurs, en plus du paiement, ils leur procuraient aussi un logis. Le jeune Fora affirme avoir été adopté, selon ses propres mots, comme un propre jeune frère par un étudiant pour qui il a travaillé comme vendeur et transporteur dans le kiosque. Les Cambistes (échangeurs de monnaie) garden

l'argent des jeunes dans le cadre de l'opération localement dénommée « Kinkurimba » [une sorte de ristourne] et le leur rendent en cas de nécessité (cas jeunes Lwambo et Fora). Le jeune doit appartenir au réseau relationnel pour pouvoir jouir de ces largesses liées à cette opération de ristourne. Les « boss » [les patrons] donnent de l'argent aux jeunes gratuitement ou moyennant un service rendu, par exemple la garde de véhicules.

Au sujet des bienfaiteurs privés au statut non identifié, nos enquêtés ont cité les noms de plusieurs personnalités qui ont initié diverses actions spontanées au profit des jeunes de la rue telles que la distribution gratuite de la nourriture, le paiement des frais d'études, l'hébergement sécurisé (cas des filles), l'octroi de petits boulots plus ou moins bien rémunérés (cas d'un européen qui a beaucoup soutenu le jeune Fora); les soins médicaux et même le recyclage scolaire. Le jeune Lukaprof affirme avoir acquis le goût des études grâce aux séances des cours organisées par une dame (une métisse) mariée à un blanc, selon le narrateur. Le contenu de cet extrait nous fixe à ce propos :

« Un moment donné, j'ai vu venir une maman qu'on appelait madame Anifa, madame Anifa, elle avait instauré là à Imara [nom d'une école] le système de chaque samedi, tous ceux-là qui dorment au marché, vont prendre leur repas là-bas. Samedi à midi vous mangez, vous vous lavez, on vous coupe aussi les cheveux, vous mangez et vous rentrez. C'était là, à Imara que maman Anifa organisait son système là. Elle avait un mari blanc ; elle était métisse. Nous arrivions là-bas et on nous servait tout. Nous commençons souvent ... dans mon cadre [de mon côté], j'ai trouvé cela bien, c'est comme si on me sortait de cette vie où je me trouvais mais que je n'aimais pas [...] A partir de ce moment-là, j'ai aimé sortir de cette vie [de la rue] ».

Le contenu de ce dernier extrait constitue un bel exemple d'une « opportunité » réellement bénéfique au processus de sortie de la rue. En guise de conclusion sur les catégories conceptuelles intégratives, nous avons trouvé que ce qui va déterminer le processus de sortie de la rue sera le résultat de la tension entre les « obstacles » et les « opportunités bénéfiques ». Ce résultat sera fonction des ressources qu'exploitera le jeune dans sa trajectoire [intelligence, courage, esprit d'initiative, savoir-faire pratique, formation scolaire, réseau relationnel, beauté physique [pour les filles], heureux hasard, Dieu, etc.]

et surtout de la manière dont celui-ci va réellement mobiliser ces ressources. Logiquement on remarquera que dans cette tension la part du jeune, en tant qu'acteur social, est prépondérante. C'est en fait, lui, par sa manière de mobiliser les ressources dont il dispose, qui va donner forme et couleur à la « trajectoire » ou au « cheminement » de sa sortie de la rue. Lorsqu'un jeune gère convenablement ladite tension, il réussit une sortie de la rue dite *ascendante*. Et celle-ci peut se lire à travers certains indices.

### **Chapitre III : LES INDICES DE SORTIE DE LA RUE**

Nous venons de souligner au point précédent que l'effectivité d'une sortie de la rue est attestée par certains indices reconnus par les jeunes eux-mêmes, des indices pouvant également être perceptibles par la société c'est-à-dire par les observateurs externes. L'analyse de nos données a mis en relief quatre indices autour desquels vont devoir s'articuler nos commentaires, à savoir : a) la constitution par le jeune de nouveaux référents sociaux et son insertion dans un autre réseau relationnel ; b) le changement du système identitaire et sa reconnaissance par le jeune ; c) l'établissement dans un logement extérieur au monde de la rue et d) [Pour certains] le changement du type ou du rythme de l'activité exercée. Le traitement interprétatif de ces différents indices a également concouru à la construction de ce que nous considérons comme notre théorisation finale de l'objet à l'étude.

#### **III.III.1. La constitution de nouveaux référents sociaux**

Pour certains observateurs, il s'avère difficile d'admettre qu'un sujet puisse prétendre être sorti de la rue pendant que la rue continue à être le centre de référence de sa vie. Lucchini (2001) soutient que la sortie de la rue se lit, entre autres, par la rupture de la relation avec l'univers de la rue et l'insertion du jeune dans un nouveau champ d'activités. Par cette rupture le monde de la rue perd ou est censé perdre la centralité dans la vie du jeune. Ce dernier se crée d'autres besoins et participe aux activités des personnes qui n'ont rien à faire avec le monde de la rue. Autrement dit le jeune développe de nouveaux centres d'intérêts par la création de nouvelles sociabilités (nouveaux réseaux relationnels), par exemple, dira Jamoulle (2000, 176), devenir membre d'un club sportif, élève d'école, professionnel dans une équipe de travail, etc. Au sujet du nouveau réseau relationnel, il s'agit de toute expérience relationnelle susceptible de favoriser l'estime de soi, de l'expérience qui normalise le statut individuel et social du jeune et qui le conforte dans son processus de sortie de la rue enclenché. Pour nous reporter à nos enquêtes, nous avons précédemment vu que le jeune Lukaprof, une fois sorti de la rue, développe une autre représentation du monde de la rue qu'il qualifie désormais de « monde

des ténèbres » et considère qu'il est même dangereux (risqué) pour un ancien jeune de la rue de fréquenter les anciens pairs restés dans la rue de peur que ceux-ci ne le retiennent dans cet univers *sombre*. Nous constatons également que la constitution de nouveaux référents sociaux peut s'accompagner d'un autre indice : le changement du système identitaire.

### **III.III.2. Le changement du système identitaire**

Le changement du système identitaire peut à la fois être saisi comme un indice et un préalable à la sortie bénéfique de la rue. D'abord comme préalable, Hewitt cité par Lucchini (2001) souligne que pour que le jeune sorte bénéfiquement de la rue, il doit changer « son système identitaire » dont les composantes sont les motivations, les normes et les valeurs, les rôles sociaux, les compétences cognitives et l'image de soi. Tous ces éléments interagissent entre eux lorsque l'acteur social se positionne par rapport à son environnement proche ou lointain. L'ensemble qui résulte de cette interaction permet à l'acteur de produire du sens, de se situer par rapport aux autres acteurs, de trouver une place. La sortie de la rue comporte donc une dynamique identitaire importante.

Dans une autre publication Lucchini (1998, 354) note que parmi les composantes qui constituent le système identitaire de l'enfant, les plus significatives sont les références (de lieux, de groupe, de catégorie, de personnes) et l'image de soi. En ce qui concerne les références, cet auteur trouve que des phénomènes d'identification ou de distanciation diffèrent selon les enfants (les jeunes). Ces phénomènes d'identification sont étroitement liés à l'image que l'enfant se fait de la rue, image qui évolue avec le temps passé dans la rue. Avec le temps, l'expérience du jeune [de l'enfant] ainsi que ses ressources (matérielles et symboliques) modifient le rapport qu'il entretient avec la rue et partant son identité. Le système identitaire est donc de nature dynamique et on peut bien le faire bouger.

Berger et Luckmann (1986, 235) constatent qu'il y a effectivement lieu d'agir sur l'identité d'un individu. Cette identité, en tant qu'élément de la réalité subjective, est formée par des processus sociaux. Elle peut être conservée,

modifiée ou même renforcée par des relations sociales. Notons aussi que les processus sociaux mis en jeu dans la formation, dans le maintien ou la modification de l'identité sont déterminés par la structure sociale. Manifestement, la part de la dialectique individu-société dans la construction identitaire est assez remarquable. Avec raison Berger et Luckmann (1986, 236) soutiennent que les sociétés [humaines] possèdent une histoire au cours de laquelle des identités spécifiques émergent ; cette histoire est, cependant, produite par des hommes détenant une identité spécifique.

Pour que l'on puisse véritablement parler de la sortie de la rue, indique Lucchini (2001, 81), il faut que la ligne biographique dominante du jeune se modifie. Le jeune entame la sortie de la rue lorsque l'image de soi désirée ou l'image de soi idéal devient inconciliable avec le mode de vie de la rue. Cette image est souvent construite à partir d'une référence positive. La rencontre avec un adulte de référence (éducateur, parent, vendeur de rue, passant ou toute autre personne) est souvent un événement qui déclenche le processus de sortie. Nous le disons avec amples détails dans la partie consacrée à la forme de *bifurcation biographique dite par influence d'une tierce personne* (Ile partie du travail).

En tant qu'indice de sortie de la rue, le changement du système identitaire peut être reconnu et attesté par le jeune lui-même. Lucchini (2001) note que parmi les éléments constitutifs du système identitaire, l'image de soi est une variable très significative. Il soutient que lorsqu'un jeune s'engage dans le processus de sortie de la rue, le monde de la rue devient incompatible à son nouvel idéal. Et quand il sort de la rue, il est conscient de l'évolution ou du changement qualitatif qui se réalise dans sa personne et dans son statut. Il sait établir une comparaison et attester que sa personne d'après la rue diffère de celle de l'univers-rue. Autrement dit, il développe un nouveau regard sur lui-même. Le jeune Mutobis l'a reconnu et l'a déclaré comme suit :

« Moi, maintenant je suis déjà sorti de la rue... Parce que je ...  
Tel que je vois, je suis déjà sorti de la rue parce quand j'ai fini de cirer les souliers, je rentre chez-moi à la maison je dors, je me lave à la maison ; ma nourriture toujours là, à la maison. Le matin

je me lève encore. Moi, c'est maintenant que je vois que je suis aussi devenu un homme. C'est comme ça que je vois maintenant parce qu'avant je fumais ... tu te lèves avec des histoires dans les yeux [les chassies] et tu vas commencer à circuler, jusque la nuit tu es comme ça. Maintenant le matin je me lave, j'arrive comme ça en ville tu me regardes, tu dis : Celui-ci c'est un humain. Parce qu'avant, c'était ... quand tu t'approches de quelqu'un, il dit : Petit, tu sens mal. Des choses comme ça. Maintenant moi aussi, j'entre dans plusieurs bons endroits où il y a beaucoup de gens, là où il y a des gens qui se respectent. Moi aussi j'accède à des endroits comme ça. C'est pourquoi je vois que moi je suis sorti de la rue ».

Le changement de l'image de soi (une composante du système identitaire) produit aussi d'autres indices notamment l'abandon du langage de la rue et le rejet des substantifs reflétant le monde de la rue tels que *vagabond*, *Schegue*, *moineau*, *phaseur*, *voyou*, *enfants de la rue*, etc. Les déclarations du jeune Mutobis qui précèdent sur la transformation de son image sont également partagées par bon nombre d'ex-jeunes de la rue (Jeunes Tshisoul, Lwambo et Fora).

Au sujet toujours de l'image de soi, facteur psychologique important pour une sortie bénéfique, Karli (2002, 39-40) évoque « la face externe de l'identité » qui réfère à l'attitude du monde extérieur c'est-à-dire de l'entourage. Cet auteur constate que l'enjeu central des interactions sociales, de la communication interpersonnelle c'est l'expression, l'affirmation et la réalisation de soi sous le regard d'autrui. L'individu veut donc avant tout se sentir exister aux yeux des autres et être accepté dans un groupe, y avoir sa place. Le changement de l'image des jeunes de la rue (par eux-mêmes et par la société) pour leur *réintégration sociale* est donc un facteur primordial parce qu'un statut social dévalorisant leur est généralement attribué dans la société. Ce statut attesté par l'application à leur endroit de plusieurs labels négativistes les insécurise et enlève en eux toute confiance à s'investir favorablement dans les interactions sociales ainsi que dans leurs processus de sortie de la rue. Et pourtant chaque jeune veut se trouver une place dans le groupe social et être reconnu dans sa singularité, comme un individu ayant une identité propre. Karli (2002, 39) souligne encore que la « face externe de l'identité » du sujet communique avec la face interne. Nous montrons plus loin que parmi les



obstacles aux processus de sortie de la rue des jeunes de Lubumbashi, il y a cet épineux problème de stigmatisation. Un autre indice qu'il sied d'éplucher est relatif au logement du jeune.

### **III.III.3. L'établissement dans un logement extérieur au monde de la rue**

Il se fait que plusieurs indices de sortie de la rue peuvent s'interpréter différemment par les ex-jeunes de la rue. Mais, l'établissement dans un logement extérieur au monde de la rue est l'indice partagé par l'ensemble des ex-jeunes de la rue. En effet, quelque soit son repositionnement social et son « amendement moral », aucun jeune ne peut se prévaloir être sorti de la rue s'il continue à dormir dans la rue. L'ensemble de notre arsenal empirique atteste que tout enquêté revendiquant être sorti de la rue a un logement établi en dehors de l'espace-rue tel que nous le définissons dans travail. Les déclarations des jeunes Lwambo et Kisuku, tous nos enquêtés soutiennent pertinemment notre argumentaire ci-dessus avancé :

- Kisuku : «Selon moi, ce qui peut montrer que je suis sorti de la rue, c'est ce que je viens de vous expliquer, comment toute ma vie a été. Maintenant je suis devenu père de deux enfants. Au fait, sortir de la rue c'est comment ? Je ne dors plus dans la rue, j'ai un chez moi. Je paie la maison. Chaque le trente [fin du mois] du mois, je sais que le bailleur [le propriétaire de la maison] vient et il faut que je paie mon loyer. Aussi, si je suis à la cité, les gens me respectent. Personne ne saura que j'ai vécu dans la rue ».

- Lwambo : «Ce qui atteste que je suis sorti de la rue c'est ceci : je suis devenu chef d'une maison, je loue une « maison » [une chambre] à 3000 Fc et ma nourriture est presque assurée. Je sais payer un pantalon Jeans de 10 \$, je sais payer un téléphone portable de 50 \$ même si par après je peux le revendre. Mais, comme je travaille encore dans la rue, je peux dire que je suis un pied dans la rue et un autre pied dehors. J'habite le quartier Congo dans la commune de Rwashi».

Une autre constatation qu'il sied de mentionner indique que pour la plupart des cas la sortie de la rue s'accompagne du changement du type d'activité exercée dans la rue. Et cela est aussi observable.

### III.III.4. Le changement d'activité exercée dans la rue

Pour survivre dans la rue, nous l'avons démontré, les jeunes exercent diverses activités et initient des pratiques de tout genre dont beaucoup évoquent la déviance et la délinquance (le vol, le cambriolage des dépôts, la mendicité ennuyeuse, la prostitution, etc.). Généralement, en tentant de réaliser ce que nous venons de nommer la « constitution de nouveaux référents », plusieurs jeunes bifurquent professionnellement en renonçant à l'exercice de certaines activités qui tombent dans le registre de la déviance et de la délinquance. Cette bifurcation professionnelle s'observe couramment auprès des jeunes qui sortent de la rue par la voie dite institutionnelle. Des anciens *voleurs, des mendiants ennuyeux, des bandits* diurnes et nocturnes apprennent chacun un métier socialement valorisé qu'ils exercent dans leur vie post-rue et post-centre. Très souvent la sortie de la rue s'accompagne du changement d'activités jadis exercées dans la rue. Mais, il y a des jeunes pour qui la sortie de la rue ne réfère qu'aux dimensions spatiale et identitaire. Ceux-ci gardent la même activité qui les a permis de survie dans la rue. L'activité conservée passe pour « une ressource bénéfique » acquise dans la rue. A titre d'exemple, l'ex-jeune de la rue Fora (notre enquêté) garde encore le métier de laveur des véhicules bien qu'il soit sorti de la rue ; les jeunes Mutobis et Lwambo font toujours « le cireur des souliers » et affirment bien tenir dans leur vie grâce à ce métier et les filles Mutanda et Da Jolia s'adonnent encore dans leur vie post-rue et post-centre à la prostitution, profession débutée dans la rue.

Le sens commun et certaines recherches basées sur d'autres terrains. [Jamouille (2000), par exemple] mettent en branle d'autres indices supplémentaires. Nous nous sentons dans l'impossibilité de pouvoir interpréter et commenter ces indices dans cette partie fortement ancrée dans nos propres données de terrain. Nous voulons donc évoquer simplement ces indices sans y consacrer un commentaire interprétatif. Parmi ceux-ci nous retenons : 1) l'équilibre psychosocial et moral du jeune, 2) l'intégration des solidarités socialement valorisées et 3) la réintégration des temporalités et des préoccupations du citoyen « ordinaire ». Un bref regard critique sur ces indices soulignés par la société laisse voir que ceux-ci sont sujets à discussion car trop

ancrés dans des stéréotypes que la société se construit et présente comme « modèles » imposables à tous. Or, les modèles sociétaux sont très loin de rencontrer l'approbation unanime des acteurs sociaux.

La démonstration globale que nous venons de développer sur ce troisième chapitre de la deuxième partie de notre recherche (chapitre le plus important) nous permet finalement, en guise conclusion à notre recherche de tenter l'esquisser ce que nous pouvons retenir comme notre « théorie des processus de sortie de la rue » tels qu'ils s'observent auprès des jeunes de Lubumbashi.

ooo

## CONCLUSION GENERALE :

### LA THEORIE DES PROCESSUS DE SORTIE DE LA RUE DES JEUNES DE LUBUMBASHI.

Cette étude s'inscrit dans la suite de plusieurs autres recherches antérieures menées sur les « jeunes en situation de rue » à Lubumbashi. Elle a eu pour point d'ancrage la construction et l'interprétation de différents modes de sortie de la rue constatés auprès de ces jeunes. L'effort de construction de l'état de la question a montré que les recherches antérieures ont, dans presque leur ensemble, fait de l'ethnographie de l'univers « rue » couvrant ainsi divers aspects de la vie qu'y mènent ses nombreux pensionnaires dont les jeunes. Le logement, la débrouille, l'alimentation, l'hygiène corporelle, les loisirs, les comportements problématiques, la consommation de drogues, la sexualité, etc., constituent, parmi bien d'autres, des aspects grandement abordés.

L'examen des recherches antérieures montre que la plupart d'entre elles répondent à la question de savoir comment « on entre » et « on vit dans la rue ». Imbu du souci de nous démarquer de ces recherches antérieures, nous avons procédé au renversement de ce questionnement en cherchant plutôt à savoir comment « on sort » ou « on se sort » de cet univers problématique qu'est la rue faisant ainsi de « la sortie de la rue » l'objet au centre de l'étude. Localement, cet objet ainsi circonscrit dénote d'une certaine originalité, il n'a pas encore attiré l'attention des chercheurs. C'est ainsi que sa construction [théorique] a nécessité l'élargissement du cadre théorique de référence. Les bornes de la littérature locale ont été franchies ; les ressources américaines et occidentales ont été scrutées. Les efforts de construction et de traitement dudit objet nous ont amené à le traduire théoriquement en termes de phénomène processuel plutôt que de fait brut et figé comme nous le pensions en début de recherche. Nous avons montré que le syntagme « sortir de la rue » revêt plusieurs significations. Pour bien de chercheurs, cette expression signifie mettre fin à « la carrière de jeune de la rue ». Bellot (2005, 93) note que « sortir de la rue », c'est lutter contre les identités multiples dégradées socialement telles que « jeune de la rue », « itinérant », « délinquant ».

« toxicomane » et bien d'autres appellations analogues. Lucchini (2001, 81) indique, en ce qui le concerne, que la « sortie de la rue », c'est la rupture par le jeune de la rue de la relation d'avec le monde de la rue et son insertion dans un nouveau champ d'activités. Emboîtant le pas à Lucchini, nous avons retenu que la « sortie de la rue », c'est le fait pour un jeune de mettre fin au mode de vie ou aux habitudes de la rue en se créant d'autres référents sociaux et éventuellement un autre réseau relationnel. Le jeune qui sort de la rue réussit à se faire ou à se refaire une place non ou moins problématique dans sa société. Nous avons aussi remarqué que cette rupture d'avec le monde de la rue est porteuse de certains indices que le jeune peut clairement établir.

Les résultats de l'analyse montrent encore que par rapport aux productions antérieures, notre objet est pensé à partir d'un nouveau matériau qui vient aider au remplissage d'un « creux », nous voulons dire un vide de connaissance. L'aspect étudié [la sortie de la rue] vient se greffer et donc enrichir le corpus de connaissances déjà produites sur le phénomène « jeunes de la rue » à Lubumbashi. En même temps la démonstration proposée constitue par son originalité et sa pertinence une sorte de « pierre précieuse » apportée à l'érection de l'édifice scientifique, en même temps aussi elle pourrait être une source de débats et de discussions.

Grâce à sa performance heuristique, la grille de l'acteur social selon Debuyst (1990) s'est avérée féconde dans cette recherche. Nos sujets d'enquête [les jeunes de la rue] se sont révélés des acteurs sociaux. Nous avons découvert en eux les qualités d'interlocuteurs valables auprès de qui nous pouvions obtenir d' « intéressantes informations » sur l'expérience de la rue et de sortie de la rue. La perspective sociologique adoptée dans notre problématique [au sens où l'entendent Quivy et Van Campenhoudt (2006, 75)] stipule que chaque jeune de la rue est une subjectivité qui s'exprime derrière laquelle on peut rencontrer l'histoire sociale. Derrière les trajectoires de rue et de sortie de la rue décrites, nous avons pu lire en filigrane la réalité sociale congolaise. Les expériences vécues par les jeunes en famille, dans la rue et dans les structures d'encadrement qui ressortent de leurs récits montrent que le système social congolais en général accuse de nombreuses faiblesses

organisationnelles et fonctionnelles qui appellent, comme le souligne Kienge Kienge (2005), « une politique de sécurisation au quotidien de toutes les couches de la population ».

L'approche biographique utilisée nous a permis, au moyen des entretiens dits biographiques organisés avec les jeunes, d'obtenir auprès d'eux des informations autour des thèmes ci-après constituant l'ossature de l'objet à l'étude : leur statut familial et ethnique, leur départ du toit familial, leur expérience de la rue, leur expérience institutionnelle et leur statut social actuel. Leurs points de vue ont été récoltés, analysés et critiqués. Les données réunies autour de ces thèmes constituent le corpus empirique (voir annexe détachée) qui a été soumis à l'analyse que nous avons réalisée à l'aide de la technique inspirée de la théorie fondée selon Glaser et Strauss. La démarche inductive qui a soutenu notre procédé de recherche a permis la génération de plusieurs concepts dont le contenu fait l'objet de commentaires descriptifs, critiques et interprétatifs présentés dans la troisième partie de ce travail consacrée aux résultats. La structure arborescente dressée sur la trame de rapports entre les différentes catégories émergées a abouti à la constitution de deux larges et englobantes catégories conceptuelles : celle des « obstacles aux processus de sortie de la rue » et celle des « adjuvants » au même processus. Avec ces deux larges catégories, une passerelle a été posée vers l'esquisse d'une « théorie des processus de sortie de la rue » des jeunes de Lubumbashi, une théorie microsociologique que nous formulons comme suit :

Empiriquement la sortie de la rue des jeunes de Lubumbashi se révèle être, au regard de l'analyse, un phénomène processuel fluide, multiforme et multifactoriel. Ce phénomène est fonction de la diversité de variables qui y interviennent notamment l'origine familiale du jeune, le mobile d'éjection dans la rue, le genre ou le sexe du jeune (fille ou garçon), la forme d'utilisation et d'appartenance au monde de la rue, l'environnement sociétal vu dans la pluralité de ses dimensions (politique, économique, culturelle, etc.), les ressources développées par le jeune et surtout la nature de l'axe de sortie de la rue emprunté. Dans l'axe de sortie dit institutionnel le processus de sortie de la rue est plus ou moins déterminé, il est fortement orienté par la filière scolaire et

professionnelle suivie [complètement] par le jeune. La notion de trajectoire qui a une connotation balistique peut, dans ce cas, être valablement mobilisée pour bien rendre les faits. Il y a lieu de parler ici des trajectoires de sortie de la rue. Par contre dans l'axe de sortie dit non institutionnel, la sortie de la rue est beaucoup plus aléatoire car le jeune se démène au gré des vagues [comme il le peut] pour essayer de s'en sortir. Sa sortie ne s'inscrit dans aucun cadre structuré ou officiel ; il initie des choses dont il ne maîtrise pas l'issue. Dans cette deuxième alternative, il a paru beaucoup plus indiqué de parler de cheminement de sortie de la rue que de trajectoire de sortie de la rue.

L'analyse du corps empirique a montré que la compréhension du tracé général de la trajectoire ou du cheminement de sortie de la rue passe par l'examen des réalités vécues par les jeunes à travers les étapes ci-après : l'ancrage familial (milieu de provenance du jeune), l'univers de la rue, l'expérience institutionnelle et la vie post-rue et post-institution. On notera que par rapport à ces étapes, les processus de sortie de la rue proprement dits ne sont envisageables qu'à partir du moment où les jeunes vivent pleinement dans la rue. L'enquête montre qu'à chaque étape, les jeunes de la rue se trouvent confrontés à deux types de réalité : d'une part ils font face aux faits et situations de frustration et de blocage que nous avons regroupés sous le vocable intégrateur d'« obstacles aux processus de sortie de la rue » et d'autre part, il est constaté que malgré la rudesse de la vie menée et la multiplicité des impondérables qui l'accompagnent, ces jeunes bénéficient de certains gestes, faits et situations favorisant que nous avons désignés sous un autre large vocable d'« opportunités bénéfiques aux processus de sortie de la rue ». Comme il sied de le voir, dans son cheminement ou son parcours de vie, chaque jeune est appelé à gérer la tension entre les faits, les événements, les attitudes et les situations « obstruants » [les obstacles] et ceux jugés « favorisant » [les opportunités bénéfiques] à telle enseigne que c'est finalement la manière dont il va, en tant qu'acteur social singulier, développer et exploiter certaines ressources qui va finalement donner corps, forme et qualité à sa trajectoire ou à son cheminement de sortie de la rue. L'enquête montre également que derrière la gestion de la tension entre ces « obstacles » et ces « opportunités » se profilent des logiques presque communes [aux jeunes] : de

survie, de sécurisation, de souci de sortie de l'impasse, de repositionnement social et de considération morale. Nous voulons dire qu'ils font tout pour survivre et sécuriser leur existence, ils cherchent à se sortir du « gouffre » [la rue] et sont à la quête de leur revalorisation sociale par un repositionnement social non ou moins problématique.

En ce qui concerne l'issue du processus de sortie de la rue, l'étude montre que celle-ci est généralement marquée par un événement significatif qui se produit dans la vie du jeune. En conséquence, dans son effectivité, la sortie de la rue se lira à son issue en terme de phénomène événementiel tout à fait relatif car variant d'un jeune à un autre jeune. Les données de terrain ont attesté que cet événement qui marque l'issue de la sortie peut être le retissage du lien familial, la réintégration scolaire, l'insertion professionnelle, le mariage, la vie de couple, la conquête de l'autonomie sociale, etc. Parfois aussi l'issue connaît la combinaison de deux ou plusieurs facteurs ou événements. On a également noté que toute issue de la sortie n'est pas qu'heureuse, il y a des trajectoires qui se soldent par la folie, la mort du jeune ou qui voient plutôt la simple déviance de la rue franchir le seuil de la délinquance avérée. Toutes ces démonstrations que nous venons d'étaler amènent finalement à retenir, au regard de notre thèse de base, que plausiblement l'avenir des jeunes de la rue n'est pas voué à la fatalité ; tous ne meurent pas dans la rue ou dans les prisons, tous ne sont pas des gibiers de potence, ils sont nombreux qui s'en sortent. En même temps aussi, tous ne s'en sortent pas favorablement, certains restant ou finissant leur parcours de vie dans l'impasse.

Au sujet des jeunes dont l'issue de sortie de la rue est marquée par un événement autre que la mort, leur trajectoire se lira en termes d'un phénomène contingent, non achevé. Dans la mesure où l'on a affaire aux sujets encore jeunes et ambitieux, leur sortie de la rue reste possiblement mouvante. En tant que phénomène processuel, la sortie de la rue représente pour certains jeunes une simple bifurcation séquentielle dans leur parcours de vie qui ne dit pas encore son dernier mot, donc un phénomène potentiellement réversible notamment le retour dans la rue ou dans une situation analogue. Pour d'autres jeunes, par contre, l'issue de sortie de la rue constitue une véritable étape finale



de la carrière de jeune de la rue. Cette dernière alternative débouche sur ce que Kokoreff (2003) nomme les trajectoires ascendantes c'est à dire des trajectoires par lesquelles le mode de vie de la rue disparaît au moyen d'un nouveau repositionnement familial, professionnel et social. Au regard des préalables qu'exige une sortie de la rue qui se veut heureuse, nous trouvons que la sortie de la rue ne s'improvise pas ; elle se prépare surtout lorsqu'elle est pensée en termes d'étape finale au mode de vie de la rue.

La démonstration théorique sus développée nous amène à dire comme Joubert qui préface Jamouille (2002, 8) qu'un monde social est mis à découvert : « des trajectoires biographiques complexes traversées de plaisirs et de souffrances, une scène sociale très contrastée avec le rôle charnière de la rue et l'impact lancinant des processus de précarisation et, à chaque fois, des garçons et des filles qui se confrontent à des difficultés, des tensions en tentant d'y faire face ». Heureusement, avons-nous observé, il y en a qui s'en sortent.

Les bénéfices conceptuels et pratiques de notre recherche sont assez transparents. Des représentations sociales déterministes consacrant la fatalité de la vie des jeunes qui ont connu l'expérience de la rue sont remises en question. Un riche tableau de bifurcations vient d'être dressé. De nouveaux concepts que la recherche vient de mettre à jour les traduisent pertinemment. Trois critères nous ont permis d'établir plusieurs types de bifurcations : a) l'incitant à la bifurcation a produit les bifurcations suivantes : personnelle et celles induites par une personne autre que le jeune lui-même (un acteur politique, un religieux, un assistant social ou un pair de la rue) ; b) la temporalité ou le processus a permis de distinguer la bifurcation dite spontanée ou brusque, c'est-à-dire non préparée et la bifurcation « test » que le jeune accomplit de façon progressive par jeu d'essai ; et enfin c) l'issue de sortie de la rue a produit les formes de bifurcations ci-après : ascendante, de la mort, de la folie et celle du renforcement de la déviance de rue.

Dans son aspect pratique, notre théorie produite induit une nouvelle attitude dans l'abord du phénomène « jeunes de la rue » à Lubumbashi. Elle invite à briser le courant du fatalisme traitant ce phénomène de rédhibitoire,

courant qui cherche également à présenter l'avenir des jeunes de la rue comme scellé du sceau du destin. Avec les résultats de la présente recherche, nous sommes tenté d'affirmer que plusieurs politiques sociales définies par les pouvoirs publics et par les ONG tant nationales qu'internationales peuvent y trouver des supports théoriques pour leur effectivité raisonnée. Dans son article intitulé « Quand les politiques sociales interrogent les parcours de vie » Vrancken (2008, 9) qui s'intéresse aux biographies individuelles insiste sur la nécessité qu'il y a aujourd'hui à reconfigurer les politiques sociales et à penser ensemble politique et subjectivité. L'action politique, dit-il, devient incitative, elle sollicite les subjectivités. Elle se centre sur les singularités des individus. Elle multiplie les lieux où se voient de plus en plus convoqués les récits biographiques des personnes en vue d'obtenir les prestations sociales.

L'objet traité étant localement peu approché, nous espérons que nos résultats pourront servir de prélude à d'autres recherches.

ooo

## BIBLIOGRAPHIE

- Albarelo (2003), *Apprendre à chercher. L'acteur social et la recherche scientifique*, Bruxelles, De Boeck, 2<sup>e</sup> édition.
- Albarelo (2007), *Apprendre à chercher. L'acteur social et la recherche scientifique*, Bruxelles, De Boeck, 3<sup>e</sup> édition.
- Albuquerque (2007), *Le concept de trajectoire : implications théoriques et méthodologiques*, mémoire de DEA en criminologie, Université catholique de Louvain, Août 2007.
- Aurousseau et Laborde (1976), *Parole de bandits*, Paris, Seuil.
- Arborio et Fournier (1999), *L'enquête et ses méthodes : l'observation directe*, Paris, Nathan.
- Bajoït & al. (2000), *Jeunesse et société. La socialisation des jeunes dans un monde en mutation*, Bruxelles, De Boeck Université.
- Balaam (1997), *Les enfants de la rue et de la prison dans une ville africaine*, Paris, Karthala.
- Barudy et Dantagnan (2007), *De la bientraitance infantile*, Paris, Ed. Fabert.
- Becker (1985), *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance*, Paris, A.M. Métailié.
- Becker (2002), *Les ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*, Paris, La découverte & Syros.
- Bellot (2003), « Les jeunes de la rue : disparition ou retour des enjeux de classe ? », *Lien social et politiques – RIAC*, 49, Des sociétés sans classes ? Printemps 2003, 173-182.
- Bellot (2005), « La diversité des trajectoires de rue des jeunes de Montréal », in Brunelle et Cousineau, *Trajectoires de déviance juvénile. Les éclairages de la recherche qualitative*, Presse de l'Université du Québec, 71-95.
- Berger et Luckmann (1986), *La construction sociale de la réalité*, Méridiens Klincksieck, Paris.

- Bertaux (1976), *Histoires de vie ou récits de pratiques ? Méthodologie de l'approche biographique en sociologie*, Paris, Cordes.
- Bertaux (2005), *L'enquête et ses méthodes. Le récit de vie*, Paris, Armand Colin, 2<sup>e</sup> édition.
- Berthier (2006), *Les techniques d'enquête en sciences sociales. Méthodes et exercices corrigés*, Paris, Armand Colin.
- Bilheran (2006), *Le harcèlement moral*, Barcelone (Espagne), Armand Colin.
- Billotte (2005), « L'histoire de vie, un travail de recomposition de soi », Filloux (dir.), *Analyse d'un récit de vie*, Paris, PUF, 87-97.
- Billotte et Guir (2005), « La démarche de recherche », Filloux (dir.), *Analyse d'un récit de vie*, Paris, PUF, pp. 9-22.
- Blanchet et Gotman (2001), *L'enquête et ses méthodes : l'entretien*, Paris, Nathan.
- Borsu (1990), *Les petits travailleurs de la rue* (Quito-Equateur), Mémoire de Licence spéciale en Criminologie, UCL, septembre 1990.
- Born (2005), *Psychologie de la délinquance*, Bruxelles, De Boeck.
- Bourdieu (1993), *La misère du monde*, Paris, Seuil.
- Bourdieu (1994), *Raisons pratiques sur la théorie de l'action*, Paris, Seuil.
- Bourdieu (2008) ([http://www.com/sociol/socio/socionouv/constru\\_bourdieu.htm](http://www.com/sociol/socio/socionouv/constru_bourdieu.htm) le 28 mai 2008).
- Brunelle et Cousineau (2005), « Trajectoires déviantes de garçons et de filles. Points de convergence et de divergence », Brunelle et Cousineau, *Trajectoires de déviance juvénile. Les éclairages de la recherche qualitative*, Presses universitaires du Québec, distribution Nouveau monde, 9-30.
- Brunelle et Cousineau (2005), *Trajectoires de déviance juvénile. Les éclairages de la recherche qualitative*, Presses universitaires du Québec, distribution Nouveau monde.
- Campeau (2000), « La place des facteurs structurels dans la production de l'itinérance », Laberge (dir.) (2000), *L'errance urbaine*, Canada, Ed. MultiMondes, pp. 49-65.

- Campenhoudt (2001), *Introduction à l'analyse des phénomènes sociaux*, Paris, Dunod.
- Carra (2001), *Délinquance juvénile et « Quartiers sensibles »*. *Histoires de vie*, Harmattan, Paris.
- Castel et Coppel (1991), « Les contrôles de la toxicomanie » in Ehrenberg (dir.), *Individus sous influence. Drogues, alcools, médicaments psychotropes*, Paris, Seuil, 237-256.
- Catani, Maurizio et Verney (1986), *Se ranger des voitures. Les « mecs » de Jaricourt et l'auto-école*, Paris, Méridiens Klincksieck.
- Chalon (2007), *La bientraitance. Voir en l'autre ce qu'il a de meilleur*, Allemagne (GGP media GmbH), Marabout.
- Chantraine (2004), *Par-delà les murs : Expériences et trajectoires en maison d'arrêt*, Paris, Presses Universitaires de France.
- Cheuzeville (2006), *Chroniques africaines de guerres et d'espérances*, Aix-en-Provence (France), Ed. Persée.
- Cicourel (2003), « Contre un empirisme naïf. Une théorie plus forte et un contrôle plus ferme sur les données » in Cefai (dir.), *L'enquête de terrain*, Paris, Découverte, 380-397.
- Combier (1994), *Les enfants de la rue en Mauritanie. L'initiative de Nouakchott*, Paris, l'Harmattan.
- Cousineau, Hamel et Fournier (2005), « Les gangs du point de vue des jeunes. Leur signification dans une trajectoire de vie » in Natacha et Cousineau, *Trajectoires de déviance juvénile. Les éclairages de la recherche qualitative*, Presse de l'Université du Québec, 97-119.
- Cros et Misser (2006), *Géopolitique du Congo(RDC)*, Bruxelles, Ed. Complexe.
- Crozier et Friedberg (1997), *L'acteur et le système*, Paris, Editions du Seuil.
- De Boeck (2004), « Etre Shege à Kinshasa : Les enfants, la rue et le monde occulte », Tréfon (dir), *Ordre et désordre à Kinshasa. Réponses populaires à la faillite de l'Etat*, Cahiers africains n° 61-62, l'Harmattan, Paris, pp. 171-191.
- Debuyst, Digneffe et Pires (2008) *Histoire des savoirs sur le crime et la peine. Expliquer et comprendre la délinquance (1920-1960)*, Bruxelles, Larcier.

- Debuyst (1990), « Présentation et justification du thème », Digneffe (dir.), *Acteur social et délinquance. Hommage à Christian Debuyst*, Bruxelles, Pierre Mardaga, pp. 21-33.
- Delage (2007), « La rue : espace public, quels publics ? L'exemple de Beyrouth », *Revue Tracés*, n° 5 ([Aurélie.Delage@ens-lsh.fr](mailto:Aurélie.Delage@ens-lsh.fr)).
- Delauniers (1997), « L'induction analytique », Poupart, Delauniers, Groulx, Laperrière, Mayer, Pires, *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Montréal, Gaëtan Morin, pp. 293-308.
- Delauniers et Kérisit (1997), « Le devis de recherche qualitative », Poupart, Delauniers, Groulx, Laperrière, Mayer, Pires, *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Montréal, Gaëtan Morin, 85-111.
- Demazière et Dubar (1997) et (2007), *Analyser les entretiens biographiques. L'exemple des récits d'insertion*, Presses universitaires de Laval, Canada.
- Desmarais, Assogba et Fréchette (2001), « L'intégration des jeunes-adultes migrants en milieu urbain au Québec », Dorvil et Mayer (dir.), *Problèmes sociaux. Etudes de cas et interventions sociales*, Tome II, Presse universitaire du Québec, 103-128.
- Desmert et Pourtois (2005), *Culture et bientraitance*, Bruxelles, De Boeck Université.
- Dibwe (2002), « Processus d'informalisation et trajectoires sociales/Le cas de la ville de Lubumbashi », De Villiers, G. (Dir), *Manières de vivre. Economie de la « débrouille » dans les villes du Congo/Zaire*, Paris, L'Harmattan.
- Digneffe (1989), « Ethique et délinquance : délinquance comme mode de gestion de sa vie », coll. *Déviance et société*, Genève, Médecine et Hygiène.
- Digneffe (1990), « Le concept d'acteur social et le sens de son utilisation dans les théories criminologiques », Digneffe (dir.), *Acteur social et délinquance. Hommage à Christian Debuyst*, Bruxelles, Pierre Mardaga, pp. 351-374.
- Dortier (2004), *Dictionnaire des sciences humaines*, Paris, Puf.
- Dubar, C. (1996), « Socialisation et processus », Paugam, S. (dir.) (1996), *L'exclusion, l'état des savoirs*, Paris, La découverte, pp. 111-119.

- Dubar (2000), « Quelles problématiques de la socialisation dans les recherches sur les jeunes ? », Bajoït & al. (2000), *jeunesse et société. La socialisation des jeunes dans un monde en mutation*, Bruxelles, De Boeck Université, pp. 43-47.
- Faget (2002), *Sociologie de la délinquance et de la justice pénale*, Ramonville Saint-Agne, Eres.
- Farrington (1994), « Examen critique des influences environnementales et familiales de la délinquance », *Revue Criminologie*, vol. XXVII, n° 1. 23-48.
- Faugeron (1990), « L'acteur entre l'individuel et le social. Une réflexion sur les problématiques de l'acteur social », Digneffe (dir.), *Acteur social et délinquance. Hommage à Christian Debuyst*, Bruxelles, Pierre Mardaga, pp.451-459.
- Ferrarotti (1983), *Histoire et histoires de vie. La méthode biographique dans les sciences sociales*, Méridiens Klincksieck, Paris.
- Ferrarotti (1990), *Histoire et histoires de vie, la méthode biographique dans les sciences sociales*, Méridiens Klincksieck, Paris.
- Filiberti (2000), *Les enfants de la rue dessinent la famille. Expériences de liaison entre psychologie et pédagogie avec les jeunes de Lubumbashi*, Lubumbashi, Don Bosco.
- Filloux (2005), « Introduction », Filloux (dir.), *Analyse d'un récit de vie*, Paris, Puf, pp. 1-5.
- Friedberg (1997), *Le pouvoir et la règle*, Paris, Editions du Seuil.
- Gasparini et Knobe (2005), « Le salut par le sport ? Effets et paradoxe d'une politique locale d'insertion » *Déviance et société* n°..., 445-461.
- Gaulejac (1999), *L'histoire en héritage, roman familial et trajectoire sociale*, Paris, Desclée de Brouwer.
- Giorgi (1977), « De l'approche phénoménologique utilisée comme mode de recherche qualitative en sciences humaines : théorie, pratique et évaluation », Poupard, Deslauriers, Groulx, Laperriere, Payer, Pires, *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Montréal, Gaëtan Morin, 341-364.
- Gold (2003), « Jeux de rôles sur le terrain. Observation et participation dans l'enquête sociologique » in Cefai (dir.), *L'enquête de terrain*, Paris, Découverte, 340-349.

- Greissler (2007), *Entre marginalité et conformité : la construction identitaire des jeunes de la rue*, Mémoire à la faculté des études supérieures (M.Sc.) en service social, Université de Montréal.
- Grell (1999), *Les jeunes face à un monde précaire*, Paris, l'Harmattan.
- Hamuli (2002), *Donner sa chance au peuple congolais. Expériences de développement participatif (1985-2001)*, Paris, Karthala.
- Harrati, Vavassori, et Villerbu, (2006), *Délinquance et violence*, Armand Colin Paris.
- Houle (1997), « La sociologie comme science du vivant : l'approche biographique », Poupart, Deslauriers, Groulx, Laperrière, Mayer, Pires, *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Montréal, Gaëtan Morin, 273-287.
- Jaccoud et Mayer (1997), « L'observation en situation et la recherche qualitative », Poupart, Deslauriers, Groulx, Laperrière, Mayer, Pires, *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Montréal, Gaëtan Morin, 211-244.
- Jamouille (2002), *La débrouille des familles. Récits des vies traversées par les drogues et les conduites à risque*, Bruxelles, De Boeck Université.
- Jamouille (2003), « Enjeux et règles du jeu de l'économie clandestine », *Déviance et société*, vol. 27 n° 3, 297-311.
- Jésu, Gabel et Manciaux (2000), « De la protection des enfants à la bientraitance des familles », Gabel, Jésus et Manciaux (dir.), *Bientraitances*, éd. Fleurus, collection psychopédagogie.
- Kabuya (2007), « Analyse sociologique des résultats provisoires des élections présidentielles et législatives du 30 juillet 2006 », Conclave de Mont-Amba des universitaires congolais, *Elections, paix et développement en RDC. Prise de position des universités congolaises*, Kinshasa du 13 au 15 septembre 2006, pp. 53-62.
- Kakudji (2006), « Les enfants en rupture en RDC. Analyse d'une expérience d'enquête collective », Tréfon et Petit (dir.), *Expériences de recherche en République démocratique du Congo. Méthodes et contextes*, Civilisations vol. LIV, n° 1-2, pp 125-133.



- Kamena (2007), *La sorcellerie des enfants dans la ville de Lubumbashi. Une forme de gestion des problèmes familiaux*, mémoire de DEA en criminologie, Université de Lubumbashi, février 2007.
- Kaminski (1995), *Entre criminologie et droit pénal*, Bruxelles, De Boeck université
- Kantenga (2007), *Désarmement, Démobilisation et Réinsertion des enfants associés aux forces et groupes armés en RDC. Logiques et contradictions*, mémoire de DEA en criminologie, Université de Lubumbashi, février 2007.
- Karli (2002), *Les racines de la violence*, Paris, Ed. Odile Jacob.
- Kasongo (2006), *Mesures d'aide et d'accompagnement des adolescents en difficulté dans les institutions résidentielles et ambulatoires de la Belgique*, Mémoire de DEA, Université catholique de Louvain (Belgique).
- Kauffmann (2004), *L'entretien compréhensif*, Paris, Armand Colin.
- Kaumba Lufunda (2004), *Approches de la criminalité dans la ville de Lubumbashi*, Lubumbashi, OCU/UNILU.
- Kaumba Lufunda (2005), « Les enfants de la rue au Katanga », *Rapport d'enquête*, presses universitaires de Lubumbashi, avril 2005.
- Kaumba Lufunda (2007), « Les défis de la sécurité pré-électorale et post-électorale », Conclave du Mont-Amba des universitaires congolais, *Elections, paix et développement en RDC. Prise de position des universités congolaises*, Kinshasa du 13 au 15 septembre 2006, pp. 62-79.
- Kienge Kienge (2005), *Le contrôle policier de la délinquance des jeunes à Kinshasa. Une approche ethnographique en criminologie*, thèse de doctorat, Université Catholique de Louvain.
- Kienge Kienge (2008), « L'ethnographie des interactions entre policiers et jeunes marginalisés dans un marché à Kinshasa », *Digneffe et Kaumba (dir.), Criminologie et droits humains en République démocratique du Congo*, Bruxelles, Larcier, pp. 221-244.
- Kokoreff (2001), *La force des quartiers. De la délinquance à l'engagement politique*, Payot, Paris.
- Laberge (dir.) (2000), *L'errance urbaine*, Canada, Ed. MultiMondes.
- Laberge, Morin et Roy (2000), « L'itinérance des femmes : les effets convergents de transformations sociales », Laberge (dir.)

(2000), *L'errance urbaine*, Canada, Ed. MultiMondes, pp. 83-94.

Lahire (1998), *L'homme pluriel*, Paris, l'Harmattan.

Lalive (1985), « Récit de vie et projet de connaissance », *Recherches sociologiques*, Vol. XVI, n° 2.

Le comité interministériel de l'évaluation des politiques publiques (1993), *Rapport d'évaluation sur l'insertion des adolescents en difficulté*, Paris, la documentation française.

Legrand (1989), « Glossaire commenté », in Pineau et Jobert, *Histoires de vie II*, 263-266.

Legrand (1993), *L'approche biographique*, Paris, éd. Desclée de Brouwer.

Lejeune (1975), *Le pacte autobiographique*, Paris, Seuil.

Lejeune (1983), « Autobiographie et histoire sociale au 19<sup>e</sup> S », in Delhez et Catani, *Individualisme et autobiographie en Occident*, éditions de l'Université de Bruxelles.

Léomant et Sotteau-Léomant (1987), « Itinéraires de vie et trajectoires institutionnelles de jeune délinquants », Commaille (dir.), *Histoires de vies, Histoires de familles, Trajectoires sociales, Annales de Vaucluse*, Paris, CRIV (n° 26).

Le Ministère des affaires sociales (2003), « Une étude pilote de risques et de la vulnérabilité en République démocratique du Congo », *Rapport préliminaire*, Kinshasa, le 31 décembre 2003.

Le nouveau Petit Robert de la langue française (2007) texte remanié et amplifié sous la direction de Josette Rey-Debove et Alain Rey.

Le Robert (2007), *Dictionnaire des synonymes, nuances et contraires*, Italie, La tipografica Varese.

Lescanne (1994), « Mort d'un enfant de la rue », Marguerat et Poitou (dir.), (1994), *A l'écoute des enfants de la rue en Afrique noire*, Paris, Fayard, coll. Les enfants du fleuve, 41-43.

Lucchini (1996), *Sociologie de la survie : l'enfant de la rue*, Paris, PUF.

Lucchini (1998), « L'enfant de la rue : réalité complexe et discours réducteurs » *Déviance et Société*, Vol. 22, n° 4, pp. 347-366.

Lucchini (2001), « Carrière, identité et sortie de rue : le cas de l'enfant de la rue », *Déviance et société*, vol. 25, n° 1, 75-97.

- Lupitshi (2006), *Les pratiques non réglementaires dans le réseau automobile des transports en commun à Lubumbashi*, Mémoire de DEA, Ecole de Criminologie de l'Université de Lubumbashi.
- Malemba (2003), *Enfant dans la rue. Le sans et le hors famille*, Lubumbashi, Presses universitaires de Lubumbashi.
- Malo & alii (2001), « Etat des connaissances sur les mauvais traitements psychologiques envers les enfants », Dorvil et Mayer, *Problèmes sociaux. Etudes de cas et interventions sociales*, Presses de l'Université du Québec, pp. 55-82.
- Manciaux (2000), « Maltraitements. De la maltraitance à la bientraitance », (<http://www.bdsp.ehesp.fr/base/scripts/showA.bs?bqRef=212172>), le 02 novembre 2008.
- Marguerat et Poitou (1994), *A l'écoute des enfants de la rue en Afrique noire*, Paris, Fayard, coll. Les enfants du fleuve.
- Morelle (2008), « Entretien avec Olivier Ninot », (<http://echogeo.revues.org/index5933.html>), le 23 juillet 2008.
- Morelle (2007), *La rue des enfants ou les enfants des rues*, Paris, CNRS.
- Masiala ma Solo (1990), *Les enfants de personne*, Kinshasa : Enfance et paix.
- Mauss (1966), *Sociologie et Anthropologie*, Paris, PUF.
- Mbanzoulou (2000), *La réinsertion sociale des détenus. De l'apport des surveillants de prison et des autres professionnels pénitentiaires*, Paris, l'Harmattan.
- Mbembe (1985), *Les jeunes et l'ordre politique en Afrique noire*, Paris, l'Harmattan.
- Mulumbwa (2008), « Le lexique de la violence des enfants de la rue (Shege) de Lubumbashi : sens et signification », Digneffe et Kaumba (dir.), *Criminologie et droits humains en République démocratique du Congo*, Bruxelles, Larciér, pp.201-220.
- Meyor & alii (2005), *L'approche phénoménologique en sciences humaines et sociales – Questions d'amplitude*, <http://www.recherchequalitative.qc.ca/Revue.html>.
- Morelle (2007), *La rue des enfants ou les enfants des rues*, Paris, CNRS.
- Morelle(2008), <http://echogeo.revues.org/index5933.html> le 23 juillet 2008, « Entretien avec Olivier Ninot ».

- Nagels et Rea (2005) « La jeunesse : enjeux sociaux et politiques d'une catégorie floue », Christiaens, De Fraene, d. et Delens-Ravier, (dir.), *Protection de la jeunesse, Formes et réformes* Bruylant, Bruxelles, 331-385.
- Nagels et Rea (2007), *Jeunes à perpète. Génération à problèmes ou problème de générations*, Academia Bryant, Louvain-la-Neuve.
- Nkuku et Rémon (2006), *Stratégies de survie à Lubumbashi(R-D Congo). Enquête sur 14000 ménages urbains*, Paris, l'Harmattan.
- Paillé (2006), « Qui suis-je pour interpréter ? », Paillé (dir.), *La méthodologie qualitative. Postures de recherche et travail de terrain*, Paris Armand Colin, pp. 33-62.
- Parazelli (2002), *La rue attractive, parcours et pratiques identitaires des jeunes de la rue*, Presses universitaires du Québec.
- Peneff (1988), « Le mythe dans l'histoire de vie. Histoires de vie, récits de vie Sociétés, n° 18, mai 1988, 8-15.
- Petit (2004), « La journée alimentaire : composition des repas et budgets ménagers », Petit, P., *Byakula. Approche socio-anthropologique de l'alimentation à Lubumbashi*, Bruxelles Académie royale des sciences d'Outre-mer, pp.139-162.
- Petit LAROUSSE illustré (2006), Larousse, Paris.
- Pineau et Michèle (1983), *Produire sa vie : autoformation et autobiographie*, éd Saint Martin, Montréal.
- Pineau (1980), *Vies des histoires de vie*, Faculté de l'éducation permanente bureau de la recherche, Université de Montréal.
- Piot(2007),  
[http://www.petitsfreres.asso.fr/webmaster/images/documentation\\_pdf/congres\\_2007/maltraitance\\_conference\\_de\\_maudy](http://www.petitsfreres.asso.fr/webmaster/images/documentation_pdf/congres_2007/maltraitance_conference_de_maudy),  
 le 30 octobre 2008
- Pires (1997), « Echantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique », Poupart, Delauriers, Groulx, Laperrière Mayer, pires, *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Montréal, Gaëtan Morin, 113-169.
- Poirier & al. (1989), *Les récits de vie, théorie et pratique*, Paris, PUF.

- Poloni (1994), « Les microcultures de la rue : marginalité ou intégration ? Le cas de Burkina Faso » in Marguerat et Poitou (éd.) (1994), *A l'écoute des enfants de la rue en Afrique noire*, Paris, Fayard, coll. Les enfants du fleuve, 470-475.
- Poupart, Delauriers, Groulx, Laperriere, Mayer, pires (1997), *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Montréal, Gaëtan Morin.
- Quivy et Campenhoudt (2006), *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris, Dunod, 3<sup>e</sup> édition.
- Rapport d'enquête nationale mics2/2001* menée par l'Unicef sur la situation des enfants et des femmes en RDC, enquête publiée à Kinshasa en juillet 2002.
- Ricœur, (<http://www.agevillagepro.com/actualité-2148-1-la-bientraitance--un-nouveau-concept--html>, dimanche 02 novembre 2008)
- Room, G. et Robbins, D. (1996), « De l'assistance à l'insertion : bilan des expériences européennes », Paugam, S. (dir.) (1996), *L'exclusion, l'état des savoirs*, Paris, La découverte, pp. 460-471.
- Saint Moulin (2006), « 35 ans de recherche en RDC. Permanences et renouvellement des méthodes », Tréfon et Petit (dir.), *Expériences de recherche en République démocratique du Congo. Méthodes et contextes*, Civilisations vol. LIV, n° 1-2, pp 85-93.
- Schnapper, D. (1990), « Sortir du chômage ? », *numéro spécial de Sociologie du travail* coordonné par O. Benoît-Guilbot, XXXII-4/90, Paris, Dunod.
- Schultheis, Frauenfelder et Delay (2007), *Maltraitance*, Paris, l'Harmattan.
- Strauss (1990), « Maltraitance : qui, pourquoi et comment ? », *L'enfance maltraitée. Les violences dans les familles*, Paris, Syros-Alternatives, Institut de l'enfance et de la famille, pp. 27-47.
- Strauss et Corbin (2003), « L'analyse des données selon *grounded theory*. Procédures de codage et critères d'évaluation », Céfaï (dir.), *L'enquête de terrain*, Paris, la Découverte, pp 363-379.
- Touraine (1965), *La sociologie de l'action. Essai sur la société*, Paris, Seuil, Nouvelle édition entièrement revue.
- Tréfon (2007), *Parcours administratifs dans un Etat en faillite. Récits populaires de Lubumbashi (RDC)*, Paris, L'Harmattan.

- Tulkens (2008), « Criminologie et droits humains, une rencontre indispensable », Digneffe et Kaumba, *Criminologie et droits humains en République Démocratique du Congo*, Bruxelles, Larcier, pp. 29-45.
- Unesco (1995), *Dans la rue avec les enfants. Programmes pour la réinsertion des enfants de la rue*. Bureau international catholique de l'enfant (BICE).
- Voirin (1972), *La rééducation des jeunes en difficulté*, Edouard Privat, Toulouse (France).
- Vrancken (2008), « Quand les politiques sociales interrogent les parcours de vie », Vrancken et Thomsin (dir.), *Le social à l'épreuve des parcours de vie*, Louvain-la-Neuve (Belgique), Bruylant-Academia, pp. 7-23.
- Yossa (1994), « La perception du phénomène délinquance par la société Camerounaise » in Marguerat et Poitou (éd), *A l'écoute des enfants de la rue en Afrique noire*, Paris, Fayard, coll. Les enfants du fleuve, 56-63.
- Walgrave (1990), « L'acteur social : un concept novateur pour la criminologie ? », Digneffe (dir.), *Acteur social et délinquance Hommage à Christian Debuyst*, Bruxelles, Pierre Mardaga, pp. 427-431.
- Walgrave, (1992), *Délinquance systématisée des jeunes et vulnérabilité sociale. Essai de construction d'une théorie intégrative*. Genève, Editions Médecine et hygiène, Coll. Déviance et société.
- Wallant (1992), *Jeunesse marginalisée. Espoir de l'Afrique*, Paris, l'Harmattan.



Chapitre II : LA CONSTRUCTION DE L'OBJET A L'ETUDE .....	56
I.II.1. Introduction du chapitre .....	56
I.II.2. Le contexte d'émergence de l'objet .....	58
I.II.2.1. Bref aperçu du contexte historique et politique de la RDC.....	58
I.II.2.2. Quelques aspects du contexte économique et social de la RDC.....	61
I.II.2.3. Le rapport du chercheur à l'objet .....	66
I.II.3. La portée sémantique de la notion de « rue ».....	67
I.II.3.1. Position du problème .....	67
I.II.3.2. Les facettes et les fonctions de la rue.....	68
I.II.3.3. Les « pensionnaires » de l'entité « rue ».....	69
I.II.3.4. Les jeunes de la rue et l'entité « rue » .....	70
I.II.3.5. La rue : espace ambivalent pour les jeunes.....	74
I.II.4. La notion de sortie de la rue.....	77
I.II.4.1. Ce que veut dire « Sortir de la rue » .....	77
I.II.4.2. La notion d'insertion ou de réinsertion sociale .....	80
Chapitre III : LA QUESTION DE RECHERCHE ET LA PROBLEMATIQUE.....	84
I.III.1. La question de recherche.....	84
I.III.2. : La problématique .....	92
I.III.2.1. L'intérêt de l'objet à l'étude et l'angle d'approche théorique.....	92
I.III.2.2. L'angle d'approche théorique.....	94
I.III.3. La notion d'acteur social selon Debuyst : notre grille de lecture des faits .....	98
I.III.3.1. Le contenu de la notion d'acteur social.....	98
I.III.3.2. Le choix de la grille de l'acteur social dans cette étude .....	100
I.III.4. Synthèse de la problématique.....	104
IIème PARTIE : METHODOLOGIE, DEVELOPPEMENTS ANALYTIQUES, THEORIQUES ET CRITIQUES DES DONNEES.....	107
Introduction : Contenu de la partie.....	107
Chapitre I : LE DISPOSITIF METHODOLOGIQUE .....	108
II.I.1. La circonscription du problème .....	108
II.I.2. L'approche biographique à travers la littérature existante.....	109
II.I.2.1. Ce qu'est la méthode biographique .....	109
II.I.2.2. Bref survol historique autour de l'approche biographique .....	111
II.I.2.3. La pertinence heuristique de la méthode biographique .....	112
II.I.2.4. Les exigences pratiques de la méthode biographique .....	114
a) <i>La gestion de la relation enquêteur-narrateur</i> .....	115
b) <i>La conduite de l'entretien biographique</i> .....	117
c) <i>Le recours à un support « intermédiaire »</i> .....	119
II.I.2.5. Les écueils (ou limites) de l'approche biographique .....	120
1) <i>Les prismes déformants</i> .....	120
2) <i>L'intercompréhension entre le narrataire et le narrateur</i> .....	121
3) <i>La chronologie des faits relatés</i> .....	121
4) <i>Le volume du matériau empirique</i> .....	122
II.I.3. L'approche biographique dans la présente étude .....	123
II.I.3.1. Le choix de la méthode biographique .....	123
II.I.3.2. Le champ d'investigation de la présente étude .....	125



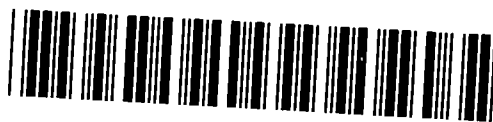
a) <i>La situation géographique</i> .....	125
b) <i>Quelques données historiques sur la ville de Lubumbashi</i> .....	125
c) <i>L'aménagement et l'extension de l'espace de la ville de Lubumbashi</i> .....	126
II.1.3.3. Le type de données à recueillir .....	129
II.1.3.4. Le choix des enquêtés .....	131
II.1.3.5. Le déroulement du travail de terrain .....	134
A. <i>Première phase (mi-octobre 2007-janvier 2008)</i> .....	134
A.1. <i>A la découverte de la maison Mangombo</i> .....	136
B. <i>La deuxième phase du travail de terrain (avril-mai 2008)</i> .....	146
C. <i>La troisième phase (juin-juillet 2008)</i> .....	148
II.1.3.6. Le cadre et le déroulement des entretiens .....	151
II.1.3.7. Les difficultés dans la récolte et dans l'organisation des données..	153
1. <i>L'obtention des rendez-vous</i> .....	153
2. <i>La mise en confiance des enquêtés pour les faire parler</i> .....	153
3. <i>La retranscription bilingue des entretiens</i> .....	154
4. <i>Le port [par le chercheur] de l'étiquette de « bienfaiteur »</i> .....	156
 Chapitre II : LES SUPPORTS THEORIQUES A L'ANALYSE ET A L'INTERPRETATION DES DONNEES EMPIRIQUES .....	157
II.1.1. Les supports théoriques.....	157
II.1.1.1. La théorie des trajectoires de rue de Bellot.....	157
a) <i>La notion de trajectoire</i> .....	157
b) <i>Les typologies des trajectoires de rue selon Bellot</i> .....	161
II.1.1.2. Les typologies des trajectoires de sortie de la rue de Lucchini .....	167
a. <i>La sortie active de la rue</i> .....	167
b. <i>La sortie par expulsion ou abandon forcé</i> .....	169
c. <i>La sortie par épuisement de ressources</i> .....	171
II.1.1.3. Les types des trajectoires [biographiques] selon Kokoreff .....	172
a. <i>La trajectoire récurrente</i> .....	172
b. <i>La trajectoire ascendante</i> .....	172
c. <i>La trajectoire incertaine</i> .....	173
II.1.2. L'analyse des données empiriques.....	173
II.1.2.1. Prolégomènes à la technique d'analyse des données : la théorie fondée.....	173
II.1.2.2. Le déroulement de notre processus d'analyse.....	178
 IIIe PARTIE : LES PROCESSUS DE SORTIE DE LA RUE DES JEUNES DE LUBUMBASHI .....	182
Introduction : le contenu de la partie.....	182
 Chapitre I : LES CATEGORIES CONCEPTUELLES EMERGENTES.....	183
III.1.1. Position du problème .....	183
III.1.2. L'ancrage familial du processus de sortie de la rue .....	184
III.1.2.1. Le statut familial de nos enquêtés [jeunes et ex-jeunes de la rue].	185
III.1.2.2. L'identification des jeunes de la rue .....	187
III.1.3. Les bifurcations dans les processus de sortie de la rue.....	191
III.1.3.1. Ce que nous entendons par « bifurcation biographique ».....	191
III.1.3.2. Les typologies de bifurcation.....	192

<i>A. Les typologies de bifurcation selon la variable d'incitant à la bifurcation</i>	192
<i>A.1. La bifurcation personnelle</i>	193
<i>A.2. Les bifurcations par influence d'une tierce personne</i>	199
<i>B. Les types de bifurcation au regard de la variable de processus ou de temporalité</i>	213
<i>B.1. La bifurcation test</i>	213
<i>B.2. La bifurcation spontanée</i>	214
<i>C. Les types de bifurcation selon leur issue</i>	215
<i>C.1. La bifurcation de la mort</i>	216
<i>C.2. La bifurcation du renforcement de la déviance</i>	217
<i>C.3. La bifurcation de la folie</i>	218
<i>C.4. La bifurcation ascendante</i>	219
III.1.4. Le monde de la rue tel que vécu par les jeunes	219
III.1.4.1. La circonscription du problème	219
III.1.4.2. Le départ du toit familial et l'entrée dans la rue	221
III.1.4.3. Dormir dans la rue	225
III.1.4.4. Se restaurer dans la rue	227
III.1.4.5. « Choquer » ou se débrouiller dans la rue	230
III.1.4.6. La prise des produits psycho-actifs par les jeunes dans la rue	232
III.1.4.7. La toilette dans la rue	236
III.1.5. Les ressources mobilisées par les jeunes dans leurs parcours de vie	237
III.1.5.1. Les ressources individuelles développées par les jeunes de Lubumbashi	239
a) La force physique	240
b) L'intelligence	244
c) La détermination du sujet	244
d) La formation scolaire et professionnelle	246
e) La beauté physique	247
III.1.5.2. Les ressources relationnelles	248
a) Le repère familial	249
b) Le capital social	251
c) Les conseils	253
III.1.5.3. Les ressources symboliques	256
a) La ressource « Dieu »	256
b) Un « heureux hasard »	257
III.1.6. L'expérience institutionnelle	258
III.1.6.1. L'entrée dans le centre	260
III.1.6.2. L'organisation des activités dans le centre	261
III.1.6.3. Le manger au centre	263
III.1.6.4. La formation scolaire et professionnelle dans le centre	264
III.1.6.5. La sortie du centre d'encadrement scolaire et professionnel	266
III.7. La vie post-rue et post-centre des anciens jeunes de la rue à Lubumbashi	267
III.1.7.1. Logement des anciens jeunes de la rue	268
III.1.7.2. Le travail exercé dans la vie post-rue et post-centre	272
III.1.7.3. L'état civil des ex-jeunes de la rue	274
III.1.7.4. Rapports entre ex-jeunes de la rue et jeunes encore dans la rue	275
III.1.7.5. Rapports entre ex-jeunes de la rue et leurs familles biologiques	277

Chapitre II : LES CATEGORIES CONCEPTUELLES INTEGRATIVES .....	283
III.II.1. Des obstacles aux processus de sortie de la rue.....	284
III.II.1.1. La stigmatisation des jeunes.....	285
III.II.1.2. La violence sur les jeunes.....	289
a) <i>La violence sur les jeunes au niveau de leur famille</i> .....	289
b) <i>La violence sur les jeunes dans la rue</i> .....	293
III.II.2. Les opportunités bénéfiques aux processus de sortie de la rue.....	300
III.II.2.1. Le sens du syntagme « opportunités bénéfiques » .....	300
III.7.2.2. Les opportunités proprement dites.....	301
a) <i>La reconversion familiale</i> .....	301
b) <i>Les rencontres coups de pouce</i> .....	302
Chapitre III : LES INDICES DE SORTIE DE LA RUE.....	307
III.III.1. La constitution de nouveaux référents sociaux .....	307
III.III.2. Le changement du système identitaire .....	308
III.III.3. L'établissement dans un logement extérieur au monde de la rue...	311
III.III.4. Le changement d'activité exercée dans la rue .....	312
CONCLUSION GENERALE : LA THEORIE DES PROCESSUS DE SORTIE DE LA RUE DES JEUNES DE LUBUMBASHI.....	314
BIBLIOGRAPHIE.....	321
TABLE DES MATIERES .....	333



Université catholique de Louvain



10.268.125

## RESUME DE LA THESE

Aujourd'hui la présence des « jeunes » dans la rue fait partie du paysage urbain de la presque totalité des villes africaines. A Lubumbashi (notre cadre ethnographique), le jour comme la nuit, les jeunes de différents âges arpentent quotidiennement les artères et envahissent les lieux publics à la recherche d'un support matériel ou symbolique à leur existence. Généralement perçus à travers leurs caractéristiques idiosyncrasiques (de nuisance), ces jeunes dits de la rue sont victimes des représentations déterministes très carrées. « Gibiers de la potence », « brebis galeuses », « bombe à retardement », « voyous terrifiants », figurent parmi de nombreux clichés véhiculés pour consacrer la fatalité de leur avenir et de leur devenir.

Particulière par la nature de son objet, la présente étude déconstruction ce médusant déterminisme et livre une autre lecture du phénomène des jeunes dits de la rue, lecture selon laquelle la « rue » ne constitue absolument pas un « gouffre de non relèvement » pour les jeunes qui y vivent. Des bifurcations de tout acabit sont observées dans leur parcours de vie au sortir de la rue, une sortie qui s'inscrit dans deux axes : institutionnel et non institutionnel.

- L'auteur



Université catholique de Louvain



10.268.125

